

Les compétences en littératie des francophones de l'Ontario : état des lieux et enjeux émergents

Par Julien Bérard-Chagnon
Division de la statistique sociale et autochtone
Statistique Canada
Avril 2015



Coalition ontarienne de
formation des adultes



Statistique
Canada

Statistics
Canada

RESDAC
RÉSEAU POUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'ALPHABÉTISME ET DES COMPÉTENCES

**EMPLOI
ONTARIO**

Les compétences en littératie des francophones de l'Ontario : état des lieux et enjeux émergents

Par Julien Bérard-Chagnon*
Division de la statistique sociale et autochtone
Statistique Canada
Avril 2015

Ce projet ou programme ou service *Emploi Ontario* est financé par le gouvernement de l'Ontario, la Coalition ontarienne de formation des adultes et le Réseau pour le développement de l'alphabétisme et des compétences.

* L'analyse et l'interprétation des données sont la responsabilité de l'auteur et non de Statistique Canada.

Table des matières

Table des matières	3
Table des tableaux	6
Table des graphiques	8
Table des cartes	11
Remerciements	13
Liste des acronymes	14
Faits saillants	15
Introduction	17
1. Mise en contexte	19
1.1 De l'alphabétisme vers les compétences en traitement de l'information	20
1.2 Définition de francophone de l'Ontario	21
1.3 Contexte de l'alphabétisation et de la scolarisation chez les francophones de l'Ontario	22
1.4 Résultats des études antérieures	24
2. Les francophones de l'Ontario	26
2.1 Évolution démographique	26
2.2 Répartition géographique	27
2.3 Structure par âge	30
2.4 Lieu d'origine	31
2.5 Langue parlée à la maison	33
2.6 Conclusion	34
3. Données du Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes	35
3.1 Définition et mesure des compétences dans PEICA	35
3.2 Couplage du PEICA au recensement de 2011	40
3.3 Cartes géographiques	41
4. Niveaux de compétence selon le groupe linguistique	42
4.1 Niveaux de compétence en littératie	42
4.2 Niveaux de compétence en numératie	46
4.3 Niveaux de compétence en résolution de problèmes	49
4.4 Littératie, numératie et résolution de problèmes	51

5.	Déterminants du niveau de compétence en littératie des francophones de l'Ontario.....	52
5.1	Compétences en littératie selon le niveau de scolarité.....	52
5.2	Compétences en littératie selon l'âge	57
5.3	Compétences en littératie selon le statut d'immigrant.....	61
5.4	Conclusion.....	65
6.	Les habitudes de lecture des francophones de l'Ontario	67
6.1	Habitudes de lecture dans la vie quotidienne	67
6.1.1	Comparaison aux autres groupes linguistiques	71
6.2	Capital culturel lié à l'écrit	73
6.3	Analyse régionale de l'indice composite de pratique de la lecture à la maison.....	75
6.4	Habitudes de lecture dans la vie quotidienne selon le type d'ouvrage.....	77
6.4.1	Comparaison aux données de l'EIACA	79
6.5	Habitude de lecture selon le type d'ouvrage et compétence en littératie.....	81
6.6	Conclusion.....	82
7.	Francophones de l'Ontario affichant de faibles niveaux de compétence en littératie	84
7.1	Déterminants d'un faible niveau de compétence en littératie.....	84
7.1.1	Analyse régionale des résultats associés à un faible niveau de littératie.....	89
7.2	Conditions associées à un faible niveau de littératie.....	91
7.3	Conclusion.....	94
8.	Littératie et marché du travail	96
8.1	Structure du marché du travail	97
8.1.1	Comparaison aux autres groupes francophones	100
8.2	Littératie et secteur d'emploi	102
8.3	Habitudes de lecture au travail.....	104
8.3.1	Comparaison aux autres groupes linguistiques	109
8.4	Habitudes de lecture au travail selon le type d'ouvrage	110
8.5	Concordance de la scolarité.....	112
8.5.1	Scolarité requise pour l'emploi	112
8.5.2	Sous-qualification et surqualification des travailleurs.....	113
8.5.3	Surqualification des travailleurs de l'Ontario	114
8.6	Concordance des compétences et des pratiques de la lecture	118
8.6.1	Travailleurs montrant un surplus de compétence.....	119

8.6.2	Analyse régionale de la surcompétence	123
8.7	Liens entre surqualification et surcompétence	125
8.8	Conclusion.....	127
9.	Littératie et formation continue	130
9.1	Formation et compétences en littératie.....	130
9.1.1	Formation, littératie et âge.....	132
9.2	Participation à des activités de formation	133
9.3	Besoin de formation supplémentaire pour l'emploi.....	137
9.4	Analyse régionale du besoin de formation pour l'emploi	143
9.5	Conclusion.....	145
10.	Langue des tests.....	148
10.1	Langue des tests.....	148
10.2	Langue des tests et utilisation du français.....	149
10.3	Langue des tests et caractéristiques sociodémographiques	151
10.4	Langue des tests et langue du premier contact.....	153
10.5	Comparaison à d'autres sources de données	154
10.6	Déterminants du choix de l'anglais pour passer les tests du PEICA	155
10.7	Francophones ayant choisi de passer l'entrevue en anglais.....	157
10.8	Langue des tests et compétence en littératie	161
10.9	Conclusion.....	163
	Conclusion.....	165
	Bibliographie	168
	Annexe A	172
	Annexe B	178
	Annexe C	179

Table des tableaux

Tableau 2.1 : Effectifs de population, accroissement démographique et répartition de la population selon la première langue officielle parlée en Ontario	26
Tableau 2.2 : Répartition géographique des effectifs selon la première langue officielle parlée en Ontario	27
Tableau 2.3 : Répartition des langues le plus souvent ou régulièrement parlées à la maison par les francophones de l'Ontario	33
Tableau 3.1 : Description des niveaux de compétence en littératie du PEICA	37
Tableau 3.2 : Description des niveaux de compétence en numératie du PEICA	38
Tableau 3.3 : Description des niveaux de compétence en résolution de problèmes du PEICA	39
Tableau 3.4 : Effectifs de répondants appariés selon la province de résidence et la première langue officielle parlée, Canada, provinces et territoires.....	40
Tableau 6.1 : Indice composite de pratique de la lecture à la maison selon les caractéristiques des francophones de l'Ontario	69
Tableau 6.2 : Distribution des habitudes de lecture dans la vie quotidienne selon le groupe linguistique et la province, Nouveau-Brunswick, Québec, Ontario et Manitoba.....	78
Tableau 7.1 : Proportion des francophones de l'Ontario selon leurs caractéristiques sociodémographiques et le fait d'avoir atteint ou non le troisième niveau de l'échelle de littératie	85
Tableau 7.2 : Proportion des francophones de l'Ontario selon leurs caractéristiques liées à la pratique de la lecture et le fait d'avoir atteint ou non au moins le troisième niveau de l'échelle de littératie	86
Tableau 7.3 : Répartition de certaines conditions sociales et économiques associées au fait d'avoir atteint au moins le troisième niveau de l'échelle de littératie ou non, Ontario	92
Tableau 8.1 : Indice composite de pratique de la lecture au travail selon les caractéristiques des francophones de l'Ontario	106
Tableau 8.2 : Distribution des habitudes de lecture au travail selon le groupe linguistique et la province, Nouveau-Brunswick, Québec, Ontario et Manitoba.....	111
Tableau 8.3 : Proportion des travailleurs ontariens en situation de surqualification selon quelques caractéristiques.....	114
Tableau 8.4 : Rapports de cotes associés aux chances d'être surqualifié chez les travailleurs ontariens	116
Tableau 8.5 : Classification de la concordance des compétences des travailleurs selon l'approche de Desjardins et Rubenson	118
Tableau 8.6 : Proportion des travailleurs ontariens en situation de surcompétence selon quelques caractéristiques.....	120
Tableau 8.7 : Rapports de cotes associés aux chances d'être surcompétent chez les travailleurs ontariens	122

Tableau 8.8 : Répartition des travailleurs de l'Ontario selon leur statut à l'égard de la concordance de la qualification et de la concordance des compétences.....	125
Tableau 9.1 : Distribution des chances d'avoir suivi une formation au cours de la dernière année selon les caractéristiques des francophones de l'Ontario	135
Tableau 9.2 : Distribution du besoin de formation supplémentaire selon les caractéristiques des travailleurs de l'Ontario	138
Tableau 9.3 : Rapports de cotes des principaux facteurs associés aux chances d'avoir besoin de formation supplémentaire chez les travailleurs ontariens.....	141
Tableau 10.1 : Proportion de la population francophone qui a passé les tests du PEICA en anglais par province, Nouveau-Brunswick, Québec, Ontario et Manitoba.....	148
Tableau 10.2 : Distribution de la langue des tests du PEICA selon les caractéristiques linguistiques des francophones de l'Ontario	150
Tableau 10.3 : Distribution de la langue des tests du PEICA selon les caractéristiques géographiques et sociodémographiques des francophones de l'Ontario.....	152
Tableau 10.4 : Répartition de la langue choisie pour passer les tests du PEICA selon la langue du premier contact de l'intervieweur du PEICA pour les groupes francophones, Nouveau-Brunswick, Québec, Ontario et Manitoba	153
Tableau 10.5 : Répartition de la langue choisie pour passer les tests du PEICA selon la langue du questionnaire du recensement pour les groupes francophones, Nouveau-Brunswick, Québec, Ontario et Manitoba.....	154
Tableau A.1 : Population francophone (effectifs et proportion) de l'Ontario selon la région, la division de recensement et la subdivision de recensement	172
Tableau A.1 : Population francophone (effectifs et proportion) de l'Ontario selon la région, la division de recensement et la subdivision de recensement (fin)	173
Tableau A.2 : Population francophone (effectifs et proportion) de l'Ontario selon la région, la division de recensement et la subdivision de recensement	174
Tableau A.2 : Population francophone (effectifs et proportion) de l'Ontario selon la région, la division de recensement et la subdivision de recensement (suite).....	175
Tableau A.2 : Population francophone (effectifs et proportion) de l'Ontario selon la région, la division de recensement et la subdivision de recensement (suite).....	176
Tableau A.2 : Population francophone (effectifs et proportion) de l'Ontario selon la région, la division de recensement et la subdivision de recensement (fin)	177
Tableau B.1 : Répartition dans l'échantillon du PEICA (en %) et taux de couplage (en %) entre le PEICA et le recensement de 2011 selon certaines caractéristiques sociodémographiques.....	178

Table des graphiques

Graphique 2.1 : Pyramide des âges des anglophones et des francophones de l'Ontario	30
Graphique 2.2 : Répartition de la population francophone de l'Ontario selon le lieu de naissance et le lieu de résidence	32
Graphique 4.1 : Distribution des niveaux de littératie (échelle de gauche) et scores moyens (échelle de droite) selon le groupe linguistique, Canada	43
Graphique 4.2 : Distribution des niveaux de littératie (échelle de gauche) et scores moyens (échelle de droite) selon le groupe linguistique et la province, Nouveau-Brunswick, Québec, Ontario et Manitoba .	44
Graphique 4.3 : Distribution des niveaux de littératie (échelle de gauche) et scores moyens (échelle de droite) selon la langue maternelle, Ontario.....	45
Graphique 4.4 : Distribution des niveaux de numératie (échelle de gauche) et scores moyens (échelle de droite) selon le groupe linguistique, Canada	46
Graphique 4.5 : Distribution des niveaux de numératie (échelle de gauche) et scores moyens (échelle de droite) selon le groupe linguistique et la province	47
Graphique 4.6 : Distribution des niveaux de numératie (échelle de gauche) et scores moyens (échelle de droite) selon la langue maternelle, Ontario.....	48
Graphique 4.7: Distribution des niveaux de résolution de problèmes (échelle de gauche) et scores moyens (échelle de droite) selon le groupe linguistique, Canada.....	49
Graphique 4.8 : Distribution des niveaux de résolution de problèmes (échelle de gauche) et scores moyens (échelle de droite) selon le groupe linguistique et la province, Nouveau-Brunswick, Québec, Ontario et Manitoba	50
Graphique 5.1 : Scores moyens de littératie des anglophones et des francophones de l'Ontario selon le niveau de scolarité	53
Graphique 5.2 : Distribution du niveau de scolarité des Franco-Ontariens pour les personnes de 25 ans ou plus.....	54
Graphique 5.3 : Distribution du niveau de scolarité selon le groupe linguistique et le groupe d'âge pour les personnes de 25 ans et plus, Ontario.....	55
Graphique 5.4 : Distribution du niveau de scolarité selon le groupe linguistique et la province pour les personnes de 25 ans ou plus, Nouveau-Brunswick, Québec, Ontario et Manitoba.....	56
Graphique 5.5 : Scores moyens de littératie des francophones de l'Ontario selon le groupe d'âge	58
Graphique 5.6 : Scores moyens de littératie des francophones de l'Ontario selon le groupe d'âge et la scolarité prédits par régression linéaire	59
Graphique 5.7 : Pyramide des âges des francophones selon la province, Nouveau-Brunswick, Québec, Ontario et Manitoba	60

Graphique 5.8 : Scores moyens de littératie des francophones de l'Ontario selon le statut d'immigrant et la langue maternelle	62
Graphique 5.9 : Proportion de la population franco-ontarienne issue de l'immigration selon la langue maternelle.....	64
Graphique 6.1 : Scores moyens de littératie des francophones de l'Ontario selon l'indice composite de pratique de la lecture à la maison	68
Graphique 6.2 : Effets de la scolarité et du capital culturel lié à l'écrit sur l'indice composite de pratique de la lecture à la maison pour les francophones de l'Ontario.....	70
Graphique 6.3 : Indice composite de pratique de la lecture à la maison selon le groupe linguistique.....	71
Graphique 6.4 : Effet d'être francophone sur l'indice composite de lecture à la maison en tenant compte de différents facteurs, Ontario	72
Graphique 6.5 : Distribution du nombre de livres à la maison à 16 ans selon le groupe linguistique et la province, Nouveau-Brunswick, Québec, Ontario et Manitoba.....	74
Graphique 6.6 : Distribution des habitudes de lecture dans la vie quotidienne des Ontariens de langue maternelle française	80
Graphique 6.7 : Différence dans les scores moyens en littératie entre les répondants qui lisent le type d'ouvrage au moins une fois par mois et ceux qui le lisent moins d'une fois par mois pour les francophones de l'Ontario	81
Graphique 7.1 : Rapports de cotes de la scolarité et du statut d'immigrant sur les chances de se situer dans les échelons inférieurs au niveau 3 de l'échelle de littératie pour les francophones de l'Ontario....	88
Graphique 7.2 : Rapports de cotes associés au fait de se situer aux échelons inférieurs de l'échelle de littératie par rapport au fait d'être dans les échelons supérieurs pour quelques conditions économiques et sociales, Ontario	93
Graphique 8.1 : Répartition du secteur de profession selon le groupe linguistique, Ontario.....	97
Graphique 8.2 : Répartition du type de profession selon le groupe linguistique et la région de résidence, Ontario	99
Graphique 8.3 : Répartition du type de profession selon le groupe linguistique et la province, Nouveau-Brunswick, Québec, Ontario et Manitoba	101
Graphique 8.4 : Scores moyens de littératie (échelle de gauche) et proportion de travailleurs détenant au moins un baccalauréat (échelle de droite) pour les francophones de l'Ontario selon le secteur de profession	102
Graphique 8.5 : Effet du secteur d'emploi sur le score en littératie des francophones de l'Ontario	103
Graphique 8.6 : Scores moyens de littératie des francophones de l'Ontario selon l'indice composite de pratique de la lecture au travail.....	105
Graphique 8.7 : Effets de la scolarité, de l'âge et de la pratique de la lecture à la maison sur l'indice composite de pratique de la lecture au travail pour les francophones de l'Ontario	108

Graphique 8.8 : Indice composite de pratique de la lecture au travail selon le groupe linguistique, Nouveau-Brunswick, Québec, Ontario et Manitoba.....	110
Graphique 8.9 : Distribution de la scolarité requise pour postuler à l'emploi actuel selon le groupe linguistique et la province, Nouveau-Brunswick, Québec, Ontario et Manitoba	113
Graphique 8.10 : Distribution de la concordance des compétences selon le groupe linguistique, Nouveau-Brunswick, Québec, Ontario et Manitoba.....	119
Graphique 8.11 : Répartition de la concordance des compétences selon la concordance de la scolarité pour les travailleurs de l'Ontario	126
Graphique 9.1 : Association entre la participation à une activité de formation et le score de littératie selon le type de formation pour les francophones de l'Ontario	131
Graphique 9.2 : Association entre la participation à une activité de formation et le score de littératie pour les répondants canadiens selon le groupe d'âge	132
Graphique 9.3 : Distribution du type de formation suivie au cours de la dernière année selon le groupe linguistique et la province, Nouveau-Brunswick, Québec, Ontario, Manitoba	133
Graphique 9.4 : Rapports de cotes de l'effet de la scolarité et de l'âge sur la propension à avoir participé à des activités de formation au cours de la dernière année pour les francophones de l'Ontario	136
Graphique 10.1 : Rapports de cotes des principaux déterminants de la sélection de l'anglais par le répondant pour passer les tests du PEICA chez les francophones de l'Ontario	156
Graphique 10.2 : Distribution de la capacité auto-déclarée à lire, écrire et parler le français pour les francophones de l'Ontario qui ont passé l'entrevue du PEICA en anglais.....	158
Graphique 10.3 : Distribution des habitudes de lecture en français dans la vie quotidienne des francophones de l'Ontario ayant répondu au questionnaire du PEICA en anglais	159
Graphique 10.4 : Langue d'usage des francophones de l'Ontario pour certaines pratiques culturelles .	160
Graphique 10.5 : Scores moyens de littératie selon la langue des tests pour les groupes francophones, Nouveau-Brunswick, Québec, Ontario et Manitoba.....	162

Table des cartes

Carte 2.1 : Proportion de la population ayant le français comme première langue officielle parlée selon la subdivision de recensement pour l'Ontario	29
Carte 6.1 : Indice composite de lecture à la maison de la population francophone de l'Ontario selon les subdivisions de recensement.....	76
Carte 7.1 : Proportion de la population francophone de l'Ontario susceptible d'afficher un niveau de compétence en littératie inférieur au 3 ^e échelon de l'échelle du PEICA selon les subdivisions de recensement	90
Carte 8.1 : Proportion des travailleurs francophones de l'Ontario susceptibles de se trouver en situation de surcompétence selon les subdivisions de recensement.....	124
Carte 9.1 : Proportion des travailleurs francophones de l'Ontario susceptibles de déclarer avoir besoin de formation supplémentaire pour bien remplir leurs fonctions selon les subdivisions de recensement	144
Carte C.1 : Proportion de la population ayant le français comme première langue officielle parlée selon la subdivision de recensement pour le sud de l'Ontario	179
Carte C.2 : Proportion de la population ayant le français comme première langue officielle parlée selon les secteurs de recensement pour la partie ontarienne de la RMR d'Ottawa-Gatineau	180
Carte C.3 : Proportion de la population ayant le français comme première langue officielle parlée selon les secteurs de recensement pour la RMR de Toronto	181
Carte C.4 : Proportion de la population ayant le français comme première langue officielle parlée selon les secteurs de recensement pour le cœur de la RMR de Toronto	182
Carte C.5 : Indice composite de lecture à la maison de la population francophone de l'Ontario selon les subdivisions de recensement pour le sud de l'Ontario	183
Carte C.6 : Indice composite de lecture à la maison de la population francophone de l'Ontario selon les secteurs de recensement pour la partie ontarienne de la RMR d'Ottawa-Gatineau.....	184
Carte C.7 : Indice composite de lecture à la maison de la population francophone de l'Ontario selon les secteurs de recensement pour la RMR de Toronto.....	185
Carte C.8 : Indice composite de lecture à la maison de la population francophone de l'Ontario selon les secteurs de recensement pour le cœur de la RMR de Toronto.....	186
Carte C.9 : Proportion de la population francophone de l'Ontario susceptible d'afficher un niveau de compétence en littératie inférieur au 3 ^e échelon de l'échelle du PEICA selon les subdivisions de recensement pour le sud de l'Ontario	187
Carte C.10 : Proportion de la population francophone de l'Ontario susceptible d'afficher un niveau de compétence en littératie inférieur au 3 ^e échelon de l'échelle du PEICA selon les secteurs de recensement pour la partie ontarienne de la RMR d'Ottawa-Gatineau	188

Carte C.11 : Proportion de la population francophone de l'Ontario susceptible d'afficher un niveau de compétence en littératie inférieur au 3 ^e échelon de l'échelle du PEICA selon les secteurs de recensement pour la RMR de Toronto	189
Carte C.12 : Proportion de la population francophone de l'Ontario susceptible d'afficher un niveau de compétence en littératie inférieur au 3 ^e échelon de l'échelle du PEICA selon les secteurs de recensement pour le cœur de la RMR de Toronto	190
Carte C.13 : Proportion des travailleurs francophones de l'Ontario susceptibles de se trouver en situation de surcompétence selon les subdivisions de recensement.....	191
Carte C.14 : Proportion des travailleurs francophones de l'Ontario susceptibles de se trouver en situation de surcompétence selon les secteurs de recensement pour la partie ontarienne de la RMR d'Ottawa-Gatineau.....	192
Carte C.15 : Proportion des travailleurs francophones de l'Ontario susceptibles de se trouver en situation de surcompétence selon les secteurs de recensement pour la RMR de Toronto.....	193
Carte C.16 : Proportion des travailleurs francophones de l'Ontario susceptibles de se trouver en situation de surcompétence selon les secteurs de recensement pour le cœur de la RMR de Toronto.....	194
Carte C.17 : Proportion des travailleurs francophones de l'Ontario susceptibles de déclarer avoir besoin de formation supplémentaire pour bien remplir leurs fonctions selon les subdivisions de recensement	195
Carte C.18 : Proportion des travailleurs francophones de l'Ontario susceptibles de déclarer avoir besoin de formation supplémentaire pour bien remplir leurs fonctions selon les secteurs de recensement pour la partie ontarienne de la RMR d'Ottawa-Gatineau	196
Carte C.19 : Proportion des travailleurs francophones de l'Ontario susceptibles de déclarer avoir besoin de formation supplémentaire pour bien remplir leurs fonctions selon les secteurs de recensement pour la RMR de Toronto	197
Carte C.20 : Proportion des travailleurs francophones de l'Ontario susceptibles de déclarer avoir besoin de formation supplémentaire pour bien remplir leurs fonctions selon les secteurs de recensement pour le cœur de la RMR de Toronto.....	198

Remerciements

Nous tenons à remercier Jean-Pierre Corbeil, responsable du programme de la statistique linguistique à Statistique Canada, pour son aide importante et ses suggestions pertinentes tout au long de la réalisation de ce projet de recherche. Les premières versions de ce document ont aussi bénéficié des suggestions judicieuses de Jean-François Lepage de Statistique Canada, Michel Robillard, directeur général de la Coalition ontarienne de formation des adultes (COFA), Normand Lévesque, directeur général du Réseau pour le développement de l'alphabétisme et des compétences (RESDAC) et de Donald Lurette, expert-conseil en andragogie, également du RESDAC. Nous tenons également à remercier Amélie Cambron Prémont, Simon Landry et Émilie Lavoie de Statistique Canada, qui ont contribué à la création de certains tableaux et à la révision du document, Allan H. Rowell, qui a réalisé l'ensemble des cartes, et Martin Lessard et Sébastien Labelle-Blanchet, qui ont réalisé le couplage d'enregistrements utilisé pour ce rapport. Finalement, nous voulons aussi remercier Julie Bertrand, pour son importante contribution à la mise en page et à la version finale du document.

Liste des acronymes

DIF =	Définition inclusive de la population francophone.
ECLEUQ =	Enquête sur les capacités de lecture et d'écriture utilisées au quotidien.
EIAA =	Enquête internationale sur l'alphabétisation des adultes.
EIACA =	Enquête internationale sur l'alphabétisation et les compétences des adultes.
ELIC =	Enquête longitudinale auprès des immigrants du Canada.
ENM =	Enquête nationale auprès des ménages.
ESG =	Enquête sociale générale.
EVMLO =	Enquête sur la vitalité des minorités de langue officielle.
OCDE =	Organisation de coopération et de développement économiques.
PEICA =	Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes.
PISA =	Programme international pour le suivi des acquis des élèves.
PLOP =	Première langue officielle parlée.
RMR =	Région métropolitaine de recensement.
SDR =	Subdivision de recensement.
SR =	Secteur de recensement.

Faits saillants

- Les données du PEICA ont révélé que les Ontariens dont le français est la première langue officielle parlée ont obtenu des scores similaires à ceux de leurs homologues anglophones en littératie, en numératie et en résolution de problèmes dans des environnements technologiques.
 - La hausse marquée des niveaux de scolarité des Franco-Ontariens au cours des dernières décennies a été le principal catalyseur du rattrapage qui s'est opéré en matière de compétence en littératie.
- Le vieillissement et l'immigration constituent deux facteurs démographiques susceptibles de devenir des enjeux pour la population franco-ontarienne au cours des prochaines décennies.
 - En raison des dynamiques démographiques et linguistiques propres à cette population, une proportion plus importante de Franco-Ontariens serait susceptible de voir ses compétences diminuer en raison du vieillissement.
 - De plus en plus de Franco-Ontariens sont issus de l'immigration et font face à une série d'obstacles qui influent sur leur niveau de compétence en littératie, notamment leur niveau de maîtrise du français et de l'anglais.
- Les enjeux en matière de littératie pour la population franco-ontarienne ont une dimension résolument régionale.
 - Les régions plus rurales et traditionnellement francophones de l'Est ontarien se distinguent par une population plus âgée et moins scolarisée tandis que les centres urbains d'Ottawa et de Toronto se caractérisent par une proportion plus élevée de francophones nés à l'étranger.
- La hausse soutenue des niveaux de compétence en littératie des Franco-Ontariens tend à masquer le fait que plusieurs francophones de l'Ontario continuent d'éprouver des difficultés en littératie.
 - Près de la moitié de la population franco-ontarienne âgée de 16 à 65 ans continue malgré tout à obtenir un score qui correspond aux échelons inférieurs de l'échelle de littératie du PEICA.
 - Les personnes peu scolarisées et les immigrants sont plus susceptibles de se situer dans les échelons inférieurs de l'échelle de littératie.
- Les données du PEICA révèlent que le clivage qui sépare les francophones de l'Ontario de leurs homologues anglophones en matière de pratique de la lecture à la maison est encore présent.
 - Cet écart s'expliquerait surtout par le capital culturel lié à l'écrit plus faible des Franco-Ontariens, lequel serait tributaire de leur retard historique en matière de scolarisation.
- Les résultats de ce rapport suggèrent que la hausse des niveaux de scolarisation et des compétences en littératie des travailleurs franco-ontariens aurait favorisé leur intégration au marché du travail de leur province.
 - Cependant, un peu plus d'un travailleur franco-ontarien sur cinq est en situation de surqualification, c'est-à-dire qu'il possède un niveau de scolarité supérieur à ce qui est requis pour occuper son emploi. Cette condition touche notamment les jeunes travailleurs et ceux qui détiennent au moins un baccalauréat.
 - Environ 20 % des travailleurs franco-ontariens possèdent des compétences en littératie supérieures à ce qui est requis pour l'emploi qu'ils occupent.

- Les Franco-Ontariens semblent avoir comblé le fossé qui les séparait de leurs homologues anglophones au chapitre de la participation à des activités de formation.
 - Par contre, environ 40 % des Franco-Ontariens n'avaient pas suivi d'activité de formation durant l'année précédant le PEICA.
 - Le quart des travailleurs franco-ontariens ont déclaré avoir besoin de formation supplémentaire pour bien exécuter leurs tâches au travail.
- Même si la plupart des Franco-Ontariens se disent plus à l'aise de converser en français, 85,7 % d'entre eux ont choisi l'anglais pour passer les tests du PEICA.
 - Le choix de la langue des tests semble principalement corrélé aux pratiques linguistiques des Franco-Ontariens plutôt qu'à leurs caractéristiques sociodémographiques.
 - Ce constat soulève plusieurs questions relatives à la prédominance des pratiques en français des Franco-Ontariens et à l'évolution de leur identité culturelle vers une identité de plus en plus bilingue, voire surtout anglophone, et témoigne de l'important défi que représente la littératie *en français* pour l'épanouissement des communautés francophones en situation minoritaire.

Introduction

L'alphabétisation est la voie vers le progrès et le moyen par lequel chaque homme, chaque femme et chaque enfant peut réaliser son plein potentiel.

Kofi Annan, secrétaire général des Nations Unies

L'alphabétisation est un enjeu majeur pour une société axée sur le savoir comme le Canada. Les changements technologiques des dernières décennies font en sorte que les Canadiens doivent naviguer à travers un flot croissant d'informations au travail comme dans leur vie quotidienne. De solides capacités à comprendre et à traiter l'information s'avèrent donc de plus en plus nécessaires non seulement comme tremplin vers l'acquisition de compétences plus avancées, mais simplement pour fonctionner dans notre société complexe. Cette tendance est loin de ralentir puisque plusieurs emplois occupés par des travailleurs peu spécialisés sont graduellement automatisés ou délocalisés et que l'utilisation des technologies de l'information se répand dans tous les domaines de la vie.

Les avantages économiques associés au fait de posséder un haut niveau de littératie sont indéniables. De solides compétences en littératie sont notamment liées à des revenus plus élevés, une participation accrue au marché du travail et des risques moindres d'être au chômage (OCDE, 2013). Ces compétences sont non seulement vectrices de prospérité économique, mais aussi d'intégration et de participation active à la société. En effet, les individus plus alphabétisés sont plus susceptibles de se déclarer en bonne santé, de penser avoir que de l'impact sur le processus politique, de participer à des activités bénévoles ou associatives et d'avoir plus confiance aux autres (OCDE, 2013). Les avantages d'un niveau élevé de littératie profitent également à l'ensemble de la société. Des comparaisons internationales ont montré que près de la moitié des différences observées dans la croissance du produit intérieur brut per capita des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) s'expliquent par des différences dans les niveaux de littératie (McCracken et Murray, 2010). Aussi, les pays possédant une forte proportion d'adultes très alphabétisés affichent un revenu par habitant supérieur (OCDE, 2013). Enfin, une main d'œuvre très alphabétisée favorise la mise en œuvre de changements structurels et technologiques nécessaires pour hausser la productivité et assurer la compétitivité des entreprises (OCDE, 2013).

En plus de ces avantages indiscutables, la littératie revêt une importance particulière pour les communautés francophones du Canada vivant en situation minoritaire. Selon Wagner (2002) : « être alphabétisé, c'est non seulement posséder la maîtrise de la langue écrite, mais aussi posséder la langue orale et surtout le bagage culturel qui la sous-tend. L'alphabétisme est un outil de maîtrise de l'univers symbolique d'une culture ». L'alphabétisation, surtout l'alphabétisation en *français*, est donc en quelque sorte la clé de voûte de la transmission culturelle aux générations suivantes et joue à ce titre un rôle majeur pour la vitalité du français en milieu minoritaire.

L'Ontario abrite plus d'un demi-million de francophones¹, soit la moitié de la francophonie canadienne hors Québec, et possède une tradition francophone très riche qui remonte au 17^e siècle. Les enquêtes précédentes ont révélé que malgré une claire progression depuis les années 1960, les Franco-Ontariens accusaient toujours un certain retard comparativement à leurs homologues anglophones non seulement en matière de littératie, mais aussi au sujet d'un ensemble de facteurs susceptibles d'influer sur le niveau de littératie, comme le niveau de scolarisation et les habitudes de lecture. Parallèlement à cela, la population francophone de l'Ontario évolue : elle affiche un vieillissement démographique marqué, particulièrement dans les zones rurales, et de plus en plus de Franco-Ontariens sont issus de l'immigration. La réduction des écarts en matière de littératie entre les francophones et les anglophones de l'Ontario est susceptible de bénéficier considérablement aux Franco-Ontariens mais aussi de poser un certain nombre de nouveaux défis. De plus, l'amélioration du portrait d'ensemble ne doit pas passer sous silence le fait qu'une frange importante de la population franco-ontarienne reste aux prises avec des défis importants en matière de littératie.

Les données du Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA), enquête menée par Statistique Canada en 2012 en collaboration avec l'OCDE et plus d'une vingtaine de pays, permettent de mettre à jour le portrait de la situation pour les francophones de l'Ontario en matière de littératie et d'examiner un certain nombre de défis susceptibles de se présenter dans un avenir rapproché.

Les principaux objectifs de cette étude sont :

- examiner les niveaux de compétence en littératie des francophones de l'Ontario et les comparer à ceux de leurs homologues anglophones et ceux des autres groupes francophones;
- déterminer les principaux facteurs influant sur les niveaux de compétence en littératie des francophones de l'Ontario, particulièrement ceux qui affichent un niveau de compétence moindre;
- déterminer les principaux enjeux et les défis auxquels les francophones de l'Ontario sont susceptibles d'être confrontés en matière de compétence en littératie, en numératie et en résolution de problèmes dans des environnements technologiques.

¹ Selon le critère de la première langue officielle parlée (PLOP) qui comprend la répartition égale de la catégorie résiduelle « anglais et français », qui constitue la définition officielle utilisée par le gouvernement du Canada aux fins de l'application de la *Loi sur les langues officielles*. Ce critère est également très répandu dans le domaine de la recherche sur les langues officielles.

1. Mise en contexte

L'alphabétisation est au cœur des politiques sociales et économiques du Canada, comme en témoignent les investissements des différents paliers gouvernementaux pour lutter contre l'analphabétisme et le décrochage scolaire ainsi que ceux visant l'éducation postsecondaire. Dans le discours du Trône de 2011 (Gouverneur général, 2011), le gouvernement canadien a d'ailleurs souligné l'importance de la formation de la main-d'œuvre pour la prospérité du pays :

Au cours des prochaines années, notre prospérité dépendra également de notre capacité à nous assurer que tous les Canadiens possèdent les compétences et qu'ils saisissent les occasions leur permettant de contribuer, d'innover et de réussir. Le plan de notre gouvernement prévoit de l'aide pour les travailleurs qui souhaitent acquérir de nouvelles compétences et saisir les occasions qui s'offriront à eux. Il éliminera les obstacles qui empêchent les travailleurs âgés de poursuivre leur carrière. Il jettera les fondements de la croissance à long terme en aidant la nouvelle génération à acquérir les compétences essentielles pour réussir au sein de la population active.

Dans son budget de 2014 (Gouvernement de l'Ontario, 2014), le gouvernement de l'Ontario soulignait de son côté l'importance du développement des compétences pour la prospérité économique de l'Ontario :

Avec son plan économique sur 10 ans, l'Ontario se concentre sur le développement de l'économie de demain en investissant aujourd'hui dans la population et en dotant les Ontariennes et Ontariens du soutien qui leur est nécessaire pour acquérir les bonnes compétences et trouver les meilleurs emplois. Ainsi, tous les citoyens auront la chance de détenir de bons emplois bien rémunérés et de contribuer à la prospérité de la province.

En raison de leur niveau de scolarisation historiquement plus faible, situation d'ailleurs dénoncée dans le rapport de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme dès les années 1960, l'alphabétisation constitue une problématique particulièrement importante pour les communautés francophones en situation minoritaire. En effet, aux enjeux sociaux et économiques habituellement associés à l'alphabétisation s'ajoutent des enjeux culturels et identitaires afin de favoriser la transmission de la langue et des valeurs culturelles aux générations futures. La 18^e recommandation du rapport de 2012 du Comité permanent des langues officielles (Chambre des communes, 2012) fait justement écho aux préoccupations du comité relativement au niveau d'alphabétisation des communautés de langue officielle en situation minoritaire et des enjeux propres à ces communautés :

Que le ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences du Canada considère entreprendre un processus de consultations auprès des intervenants en alphabétisation dans les communautés de langue officielle en situation minoritaire afin de comprendre les besoins des communautés et que le rapport de ces consultations soit rendu public.

1.1 De l'alphabétisme vers les compétences en traitement de l'information

Conscients de la grande importance de l'alphabétisation, les gouvernements ont cherché à augmenter les niveaux d'alphabétisme de leur population au cours des dernières décennies. Or, la mise en œuvre de cette volonté requiert la création d'indicateurs statistiques permettant une mesure du phénomène, lesquels reposent sur le développement de concepts appropriés et une collecte rigoureuse de données statistiques.

Dans le passé, l'alphabétisme était simplement mesuré à partir du niveau de scolarité. On distinguait à l'époque les personnes analphabètes, qui n'avaient pas atteint une 9^e année, des personnes alphabétisées. Le premier groupe était divisé en deux sous-groupes : les analphabètes complets, qui avaient complété moins de cinq années de scolarité, et les analphabètes fonctionnels, qui avaient complété entre cinq et huit ans de scolarité (Corbeil, 2006). Bien que les liens qui unissent l'alphabétisme et la scolarité soient forts, le niveau d'alphabétisme d'un individu ne se limite pas à son niveau de scolarité. À l'instar d'autres compétences, la pratique régulière des compétences en alphabétisme peut permettre de maintenir, voire d'améliorer, son niveau de compétence. Comme l'ont montré les enquêtes spécialement axées sur ce sujet, d'autres facteurs entrent en jeu, tels que les habitudes au travail et à la maison, et deviennent de plus en plus importants alors que l'individu vieillit et, par conséquent, « s'éloigne » de sa scolarisation initiale. Ces enquêtes ont également montré des variations parfois substantielles dans le niveau d'alphabétisme des individus d'un même niveau de scolarité, renforçant l'idée que la scolarité seule ne permet pas de bien cerner les compétences des individus face à l'écrit.

Le concept d'alphabétisme a donc été repensé durant les années 1980 et a évolué vers celui de littératie (Wagner, 2002). Dans une société de plus en plus complexe, le seul fait de savoir lire et écrire n'est plus considéré comme un indicateur suffisant pour mesurer la capacité des individus à traiter l'information. Le concept de littératie englobe un ensemble de compétences fonctionnelles qui dépassent donc largement le cadre de savoir lire et écrire et met l'accent sur l'application de ces compétences à diverses situations réelles de la vie en vue d'atteindre des objectifs précis. *Termium Plus*, la banque de données terminologiques et linguistiques du gouvernement du Canada, distingue clairement l'alphabétisme et la littératie. L'alphabétisme y est défini comme : « la capacité de lire et d'écrire un exposé simple et bref de faits en rapport avec la vie quotidienne », tandis que la littératie est : « la capacité d'utiliser l'information écrite pour fonctionner en société, réaliser ses objectifs personnels, développer ses connaissances et ses potentialités ». Deux autres révolutions qui ont accompagné l'arrivée du concept de littératie sont, d'une part, une mesure non plus de façon dichotomique, mais selon un continuum à l'aide de tests éprouvés et, d'autre part, la considération de catégories distinctes de capacités de lecture². Contrairement à l'alphabétisme, le concept de littératie reconnaît donc que tous les individus possèdent un certain niveau de compétence, lequel est susceptible de s'améliorer ou de diminuer au fil du temps, et tient compte du vaste éventail de situations qui font appel à différentes dimensions de ces compétences.

² Par exemple, l'Enquête internationale sur l'alphabétisation des adultes (EIAA), menée en 1994, fournissait des données pour trois catégories de capacités de lecture : les textes suivis, les textes schématisés et les textes au contenu quantitatif.

Par la suite, durant les années 1990, l'utilisation accrue de l'information écrite et sa complexité toujours grandissante, de même que l'accent mis sur l'application concrète des compétences fonctionnelles, ont mené au développement des concepts de numératie et de résolution de problèmes. Le concept de numératie dépasse largement l'application des compétences en arithmétique et englobe la capacité à interpréter efficacement les messages qui utilisent des informations ou des idées de nature mathématique dans un contexte réel. La résolution de problèmes permet quant à elle de mesurer la capacité des individus à trouver une solution à un problème concret pour atteindre un objectif par l'entremise de différents processus cognitifs connexes à la littératie comme la recherche d'informations, le raisonnement situationnel et la planification et l'exécution d'actions. Ces deux nouveaux concepts viennent donc s'ajouter à celui de la littératie afin de représenter différentes facettes des compétences en traitement de l'information et ont été mesurés de façon distincte pour la première fois au Canada dans le cadre de l'Enquête internationale sur l'alphabétisation et les compétences des adultes (EICA) de 2003.

L'accélération des mutations technologiques que vit notre société depuis le début du 21^e siècle de même que l'utilisation de plus en plus répandue d'appareils électroniques au travail et dans la vie quotidienne a mis en lumière la nécessité d'intégrer les capacités à utiliser ces outils dans le processus d'évaluation des compétences. Conséquemment, le Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA), mené en 2012, a intégré les outils technologiques à la résolution de problèmes. Il ne s'agit pas de mesurer la capacité à utiliser ces outils en soi, mais plutôt la capacité à les utiliser pour accomplir des tâches concrètes afin de réaliser un objectif donné. Le PEICA s'éloigne d'ailleurs de la mesure de l'alphabétisme pour cibler celui des compétences, lequel englobe la littératie, la numératie et la résolution de problèmes dans un environnement technologique.

1.2 Définition de francophone de l'Ontario

Étant donné que la langue et les pratiques linguistiques sont le reflet d'une dynamique très complexe où s'entremêlent des concepts variés faisant référence tant à l'identité culturelle des individus qu'à l'utilisation ou la connaissance de la langue, il n'existe pas de définition ou de critère canonique pour identifier un groupe linguistique³.

En raison de sa disponibilité dans les recensements depuis plus de cinquante ans, la langue maternelle a été historiquement utilisée dans de nombreux travaux pour définir les groupes linguistiques. Cependant, cette définition comporte de nombreuses limites, lesquelles deviennent de plus en plus importantes alors que le paysage linguistique canadien se diversifie en raison de l'immigration. Par exemple, elle ne rend pas compte de la langue officielle parlée par les immigrants dont la langue maternelle n'est ni le français ni l'anglais, ni celle des personnes qui ont déclaré ne pas pouvoir soutenir une conversation dans leur langue maternelle.

Afin d'être cohérent avec la définition utilisée dans le cadre de la *Loi sur les langues officielles* pour évaluer la demande de services dans l'une ou l'autre des deux langues officielles ainsi que dans de nombreux travaux de recherche sur la situation linguistique au pays, les groupes linguistiques sont définis à partir de la première langue officielle parlée. Outre l'aspect légal, cette définition permet de répartir plus de 97 % de la population de l'Ontario (et du Canada) entre les deux principaux groupes

³ Voir Lachapelle et Lepage (2010) et Corbeil et Lafrenière (2010) pour une discussion plus approfondie sur les différentes définitions et critères d'identification des groupes linguistiques.

linguistiques du pays. Cette définition se fonde principalement sur la connaissance des langues officielles de sorte qu'une personne qui n'est capable de converser que dans une seule des deux langues officielles se voit automatiquement attribuer cette langue comme première langue officielle parlée. Pour les individus étant capables de converser en français et en anglais ou dans aucune des deux langues officielles, la première langue officielle parlée est déterminée à l'aide des renseignements sur la langue maternelle et, en dernier cas, sur la langue parlée le plus souvent à la maison. Enfin, malgré l'utilisation de ces informations, il s'avère impossible d'assigner une première langue officielle parlée à certaines personnes. Ces personnes sont alors classées dans « anglais et français » ou « ni anglais ni français »⁴ selon le cas (Statistique Canada, 1989)⁵.

1.3 Contexte de l'alphabétisation et de la scolarisation chez les francophones de l'Ontario

Bien que l'alphabétisation dépasse largement le cadre de la scolarité, il n'en demeure pas moins que celle-ci joue un rôle primordial dans le développement des compétences cognitives d'un individu. À ce sujet, les minorités de langue officielle du Canada ont vécu des expériences très différentes au fil de leur histoire de sorte qu'on ne peut étudier ce sujet en faisant l'économie du contexte historique et politique qui prévalait au moment où les francophones de l'Ontario ont été scolarisés. À ce propos, Wagner (2002) affirme que : « les faibles niveaux d'alphabétisme des citoyens d'une nation sont un fait social et non seulement un fait individuel : il existe des conditions sociohistoriques, politiques et économiques qui ont une influence directe sur le niveau d'alphabétisme d'une population ». En plus d'être un important vecteur d'alphabétisation, l'école constitue également un milieu de vie capital pour la transmission de la langue française en situation minoritaire et donc pour la vitalité de ces communautés, ce que reconnaît la Feuille de route pour les langues officielles du Canada de 2013 à 2018 (Patrimoine canadien, 2013) : « Le fait d'éduquer les enfants de ces communautés [de langue officielle en situation minoritaire] dans leur première langue officielle assure le dynamisme de leur communauté. De plus, les écoles de ces collectivités sont souvent utilisées comme centres communautaires et offrent des services et des activités à tous les membres de la communauté ».

La situation de l'enseignement du français en Ontario a considérablement évolué depuis le 17^e siècle, lorsque les premiers pionniers français ont foulé le sol de ce qui allait devenir l'Ontario. Comme le mentionnent Bordeleau et al. (1999) : « le développement de l'éducation en langue française en Ontario est une longue histoire de revendication des droits des francophones et d'affirmation d'une légitimité : recevoir en français une éducation équivalente à celle que reçoivent les anglophones en anglais ».

⁴ Les règles de dérivation sont disponibles sur le site Internet de Statistique Canada :

<http://www.statcan.gc.ca/concepts/definitions/language-langue05-fra.htm> (page visitée le 19 août 2014).

⁵ Notons que depuis 2009, le gouvernement ontarien utilise également une définition inclusive de la population francophone (DIF), laquelle se distingue de la première langue officielle parlée notamment par son inclusion des personnes de langue maternelle française qui comprennent le français, mais ne peuvent plus soutenir une conversation dans cette langue et, contrairement à la première langue officielle parlée, tient d'abord compte de toutes les personnes qui ont déclaré avoir le français ou le français et une autre langue comme langue maternelle. Selon ce critère, il y avait 611 500 francophones en Ontario en 2011.

Avant l'Acte d'Union de 1840, tant sous le Régime français que sous la gouverne britannique, l'enseignement en français était généralement très rudimentaire et marqué par le manque de personnel qualifié et un sous-financement chronique⁶. Par contre, le français était pleinement accepté dans le système scolaire ontarien et c'est d'ailleurs à cette époque que virent le jour les premières écoles anglo-françaises. Après l'unification du Haut-Canada et du Bas-Canada, la migration de plusieurs francophones vers l'Ontario de même que la mise en place graduelle d'un réseau d'éducation formel qui laissait une place au français par le surintendant Egerton Ryerson favorisèrent la création d'écoles françaises, particulièrement dans l'est de la province.

En 1867, suivant la création de la Confédération, l'éducation devient formellement une compétence provinciale et s'effectue selon une logique assimilatrice en Ontario où les enjeux linguistiques se juxtaposent aux enjeux religieux qui opposent les catholiques, majoritairement francophones, à la majorité protestante et anglophone. Une série de lois sont votées pour favoriser l'usage de l'anglais au détriment du français, souvent sous le prétexte de l'inefficacité des écoles anglo-françaises et de l'incompétence du personnel enseignant. Par exemple, en 1871, le *High Schools Act* favorise la création d'écoles secondaires publiques anglaises seulement; en 1893, la commission Tilley, Raynar et McLeod recommande dans son second rapport que l'anglais soit la seule langue d'enseignement en Ontario. Cette recommandation est mise en application quelques années plus tard grâce à un règlement incorporé au *Public School Act* sauf dans les cas où l'élève ne comprend pas l'anglais. Ces visées assimilatrices aboutissent à la promulgation du Règlement 17 en 1912. Ce règlement, qui découle partiellement des recommandations du rapport Merchant, restreint considérablement non seulement l'enseignement, mais aussi l'utilisation du français à l'école. Ce règlement fait de l'anglais la seule langue d'instruction à partir de la 3^e année et le français n'est permis que pour une heure par jour dans toutes les écoles de la province. Suite aux vives protestations de la population franco-ontarienne, les lois sont progressivement assouplies dans la seconde moitié de la décennie 1920 et l'instruction en français redevient permise pour les élèves francophones tout en précisant la nécessité de connaître l'anglais à la fin de la 8^e année.

Les enjeux se déplacent alors de l'école élémentaire à l'école secondaire puisque s'ils veulent poursuivre leurs études majoritairement en français, les francophones devaient fréquenter une école secondaire privée, un frein important à la scolarisation dénoncé lors de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et biculturalisme dans les années 1960 (Commission Laurendeau-Dunton). Le rapport de la commission faisait notamment grand état du recul des francophones par rapport à leurs homologues anglophones en matière de scolarisation : « les Canadiens d'origine française ont un niveau d'instruction nettement inférieur à celui de la plupart de leurs compatriotes, quel que soit le critère d'appréciation utilisé » (1969) et a recommandé que : « soit reconnu dans les systèmes scolaires le droit des parents canadiens de faire instruire leurs enfants dans la langue officielle de leur choix » (1967). Parallèlement aux travaux de la Commission Laurendeau-Dunton, le rapport Bériault, déposé en 1968, rappelle l'importance de l'éducation comme vecteur de la survivance de la culture franco-ontarienne et jette les bases d'un réseau d'écoles secondaires francophones. Ce réseau est mis en place dans les années qui suivent lors d'une réorganisation majeure du système d'éducation de l'Ontario qui a notamment comme conséquence que les francophones perdent une partie du contrôle qu'ils détenaient sur leurs écoles puisque celles-ci tombent alors sous la juridiction des conseils scolaires publics, majoritairement anglophones.

⁶ Ce bref survol historique est essentiellement tiré de Bordeleau et al. (1999).

La gestion de l'éducation en français devient alors l'enjeu majeur des années qui suivent. En 1986, le gouvernement ontarien modifie la *Loi sur l'éducation* afin d'accorder le droit aux Franco-Ontariens de gérer l'éducation en français et les premiers conseils scolaires de langue française font graduellement leur apparition. L'article 23 de la *Charte canadienne des droits et libertés* confirme le droit des Franco-Ontariens à suivre une éducation en français dans des écoles élémentaires et secondaires et par l'arrêt *Mahé* en 1990, la Cour suprême du Canada leur en accorde la gestion. Près de trente ans après la création des premières écoles secondaires francophones, soit en 1997, la loi 104 permet la création de 11 conseils scolaires de langue française sur l'ensemble du territoire de la province.

Au cours des dernières années, l'enseignement supérieur en français soulève de plus en plus de questions. Les premiers établissements postsecondaires qui offrent de la formation en français, comme La Cité collégiale⁷, ont ouvert leurs portes au début des années 1990 et un éventail grandissant de cours et de programmes universitaires ont commencé à être offerts en français dans les universités bilingues de la province.

1.4 Résultats des études antérieures

Le niveau de compétence en littératie des francophones de l'Ontario est largement tributaire du contexte politique et historique dans lequel cette communauté a évolué. Comme nous venons de le voir, l'historique de l'Ontario en matière d'éducation en français a longtemps joué en défaveur des Franco-Ontariens, ce qui a naturellement eu un effet important sur leurs niveaux d'alphabétisation. En plus d'avoir montré le recul qu'accusaient les francophones en matière de scolarisation, la Commission Laurendeau-Dunton a aussi révélé, à partir des données de l'étude Carnegie, que les enfants franco-ontariens de 9^e année obtenaient de moins bons résultats que ceux de leurs homologues anglophones. Un certain nombre de facteurs, principalement de nature socioéconomique, comme le niveau de scolarité des parents, ont été suggérés pour expliquer ce fossé. Par contre, le rapport de la commission mentionne également d'autres causes potentielles comme la valorisation moindre de l'éducation par les parents francophones et la qualité plus faible de l'enseignement en français.

Il faut attendre jusqu'en 1987 avant d'obtenir une mesure du niveau d'alphabétisme⁸ pour l'ensemble des adultes canadiens grâce à l'enquête préparée pour le journal *Southam News* (The Creative Research Group Limited, 1987). Pour la première fois, des outils spécialisés ont été développés afin d'évaluer la capacité des répondants à traiter l'information écrite. Cette enquête a révélé que 24 % des Canadiens étaient analphabètes et que cette proportion grimpait à 28 % chez les francophones. Par contre, les jeunes adultes de langue maternelle française affichaient des niveaux de littératie comparables à ceux de leurs homologues anglophones. Soulignons que dans cette enquête, seuls les répondants du Québec étaient contactés par des intervieweurs bilingues. Les francophones du reste du Canada devaient clairement indiquer leur préférence à passer l'entrevue en français pour qu'un intervieweur francophone soit envoyé, ce qui a pu inciter un bon nombre de francophones à répondre aux questions en anglais. Cet enjeu retiendra d'ailleurs l'attention dans les enquêtes suivantes et fait l'objet d'un chapitre de ce document (voir chapitre 10).

⁷ Maintenant appelé « Le Collège La Cité ».

⁸ Nous entendons ici une mesure directe de l'alphabétisme et non uniquement basée sur le niveau de scolarité.

En 1989, Statistique Canada a mené l'Enquête sur les capacités de lecture et d'écriture utilisées au quotidien (ECLEUQ). Cette enquête a corroboré les résultats de l'enquête de Southam News en ce qui a trait à l'écart qui séparait les francophones de leurs homologues anglophones au chapitre des compétences. En Ontario, bien que 71 % des anglophones aient obtenu un score correspondant à l'échelon supérieur de l'échelle de littératie⁹, ce n'était le cas que pour 62 % des francophones. Les tests de calcul de cette enquête ont témoigné d'une réalité similaire puisque 67 % des anglophones de l'Ontario se situaient à l'échelon supérieur de l'échelle de calcul¹⁰ comparativement à 58 % des francophones.

En 1994, l'Enquête internationale sur l'alphabétisation des adultes (EIAA) a notamment innové en mesurant la performance en littératie selon trois échelles et en procédant à un suréchantillonnage de francophones pour le Nouveau-Brunswick et l'Ontario, permettant pour la première fois la réalisation d'analyses plus approfondies pour ces deux populations vivant en situation minoritaire. En Ontario, les francophones continuaient de moins bien performer que leurs homologues anglophones; la proportion de francophones qui se situaient aux échelons supérieurs des trois échelles était inférieure d'au moins 17 points de pourcentage à celle de leurs homologues anglophones. Certains facteurs comme la scolarisation, l'âge, le sexe et les habitudes et les comportements quotidiens face à la lecture et à l'écriture, se sont révélés des éléments importants pouvant expliquer les disparités entre les groupes linguistiques, bien qu'ils ne parvenaient pas à expliquer la totalité des écarts entre les francophones de l'Ontario et leurs homologues anglophones (Corbeil, 2000). En plus de la scolarisation, ce clivage était notamment très clair en ce qui a trait à la fréquentation d'une bibliothèque et la rédaction d'une lettre de plus d'une page.

L'étude de Corbeil (2000) a aussi montré l'importance du facteur historique, qui apparaît clairement en examinant les importants progrès réalisés par les francophones en matière de scolarisation entre 1971 et 1996. Cela faisait en sorte que les écarts entre les groupes linguistiques étaient quasi inexistantes chez les jeunes selon les tests d'alphabétisme menés en 1994.

Finalement, au tournant du siècle, l'Enquête internationale sur l'alphabétisation et les compétences des adultes (EIIA), menée en 2003, a révélé que bien que les performances des Franco-Ontariens étaient toujours inférieures à celles de leurs homologues anglophones, elles étaient tout de même supérieures à celles de 1994 (Corbeil, 2006). Les données de l'EIIA ont également montré qu'à partir du deuxième cycle du secondaire, pour un même niveau de scolarité, les Franco-Ontariens avaient obtenu des scores inférieurs à ceux de leurs homologues anglophones. Les francophones pratiquaient également moins régulièrement toute sorte d'activités liées à la lecture, notamment en ce qui a trait la formation aux adultes.

En somme, les enquêtes précédentes montrent une amélioration du niveau de compétence des francophones de l'Ontario qui s'accompagne toutefois d'une pratique moindre d'activités et de comportements reliés à la lecture.

⁹ Dans le cadre de l'ECLEUQ, l'échelle de littératie comportait quatre niveaux.

¹⁰ Dans le cadre de l'ECLEUQ, l'échelle de calcul comportait trois niveaux.

2. Les francophones de l'Ontario

Ce chapitre vise à établir un portrait démographique et linguistique de la population francophone de l'Ontario. Cet exercice permet de mieux circonscrire la population francophone¹¹ qui fait l'objet de ce document et aussi de mettre en perspective certains enjeux à l'égard des compétences qui seront soulevés tout au long de ce rapport.

2.1 Évolution démographique

Les dynamiques démographiques divergentes des populations anglophone et francophone, auxquelles s'ajoutent évidemment les dynamiques linguistiques, ont mené à des différences marquées dans l'évolution des effectifs selon le groupe linguistique. Le tableau suivant présente cette évolution, de même que l'accroissement démographique et la répartition des grands groupes linguistiques au sein de la population ontarienne.

Tableau 2.1 : Effectifs de population, accroissement démographique et répartition de la population selon la première langue officielle parlée en Ontario

Année	Anglais	Français	Ni anglais ni français	Total
Effectifs de population				
1971	7 028 965	504 050	170 090	7 703 105
1981	7 926 215	465 830	142 215	8 534 260
1991	9 282 070	509 650	185 335	9 977 055
1996	9 891 930	511 800	239 060	10 642 790
2001	10 531 490	527 725	226 370	11 285 585
2006	11 230 380	537 595	260 920	12 028 895
2011	12 007 186	547 343	297 292	12 851 821
Accroissement démographique (en %)				
1971 à 1981	12,8	-7,6	-16,4	10,8
1981 à 1991	17,1	9,4	30,3	16,9
1991 à 1996	6,6	0,4	29,0	6,7
1996 à 2001	6,5	3,1	-5,3	6,0
2001 à 2006	6,6	1,9	15,3	6,6
2006 à 2011	6,9	1,8	13,9	6,8
Répartition au sein de la population ontarienne (en %)				
1971	91,2	6,5	2,2	100
1981	92,9	5,5	1,7	100
1991	93,0	5,1	1,9	100
1996	92,9	4,8	2,2	100
2001	93,3	4,7	2,0	100
2006	93,4	4,5	2,2	100
2011	93,4	4,3	2,3	100

Sources : Corbeil et Lafrenière (2010) et Recensement de 2011.

¹¹ Dans ce chapitre, les groupes linguistiques sont définis à partir du critère de la première langue officielle parlée avec répartition égale de la catégorie « anglais et français ».

Le recensement de 2011 dénombrait 547 343 personnes ayant le français comme première langue officielle parlée en Ontario, ce qui représente une croissance de 1,8 % par rapport à 2006¹². Cet accroissement est similaire à ce qui avait été enregistré lors du lustre censitaire précédent et se trouve à être considérablement plus faible que celui des autres groupes linguistiques de l'Ontario. Entre 2006 et 2011, la population dont la première langue officielle parlée est l'anglais a crû de 6,9 %. En conséquence, la population francophone augmente à un rythme beaucoup moins soutenu que celui de l'ensemble de la population de la province si bien que le poids démographique des francophones en Ontario est en constante diminution. En 2011, la population ayant le français comme première langue officielle parlée représentait 4,3 % de celle de la province, une proportion nettement plus faible qu'en 1971 (6,5 %). Finalement, la population franco-ontarienne représentait également un peu plus de la moitié de la francophonie hors Québec.

2.2 Répartition géographique

La population francophone n'est pas répartie de manière uniforme sur le territoire ontarien. À bien des égards, sa répartition découle à la fois du contexte historique dans lequel a évolué la province ainsi que des nouvelles réalités de la démographie canadienne. Pour ces raisons, comme en témoigne le tableau suivant, la répartition géographique¹³ des francophones diffère substantiellement de celle des anglophones.

Tableau 2.2 : Répartition géographique des effectifs selon la première langue officielle parlée en Ontario

		Anglais	Français	Ni anglais ni français	Total
Sud-Est	Nombre	116 407	79 918	220	196 545
	Pourcentage	1,0	14,6	0,1	1,5
Ottawa	Nombre	727 204	144 510	11 677	883 391
	Pourcentage	6,1	26,4	3,9	6,9
Toronto	Nombre	2 429 740	48 924	136 396	2 615 060
	Pourcentage	20,2	8,9	45,9	20,3
Nord-Est	Nombre	376 021	118 902	1 011	495 934
	Pourcentage	3,1	21,7	0,3	3,9
Reste de l'Ontario	Nombre	8 357 814	155 089	147 988	8 660 891
	Pourcentage	69,6	28,3	49,8	67,4
Total	Nombre	12 007 186	547 343	297 292	12 851 821
	Pourcentage	100	100	100	100

Source : Recensement de 2011.

¹² Comme ce chiffre est obtenu à partir du critère de la première langue officielle parlée avec répartition égale de la catégorie « anglais et français », il diffère de celui du gouvernement de l'Ontario (611 500), obtenu à partir du critère de la DIF.

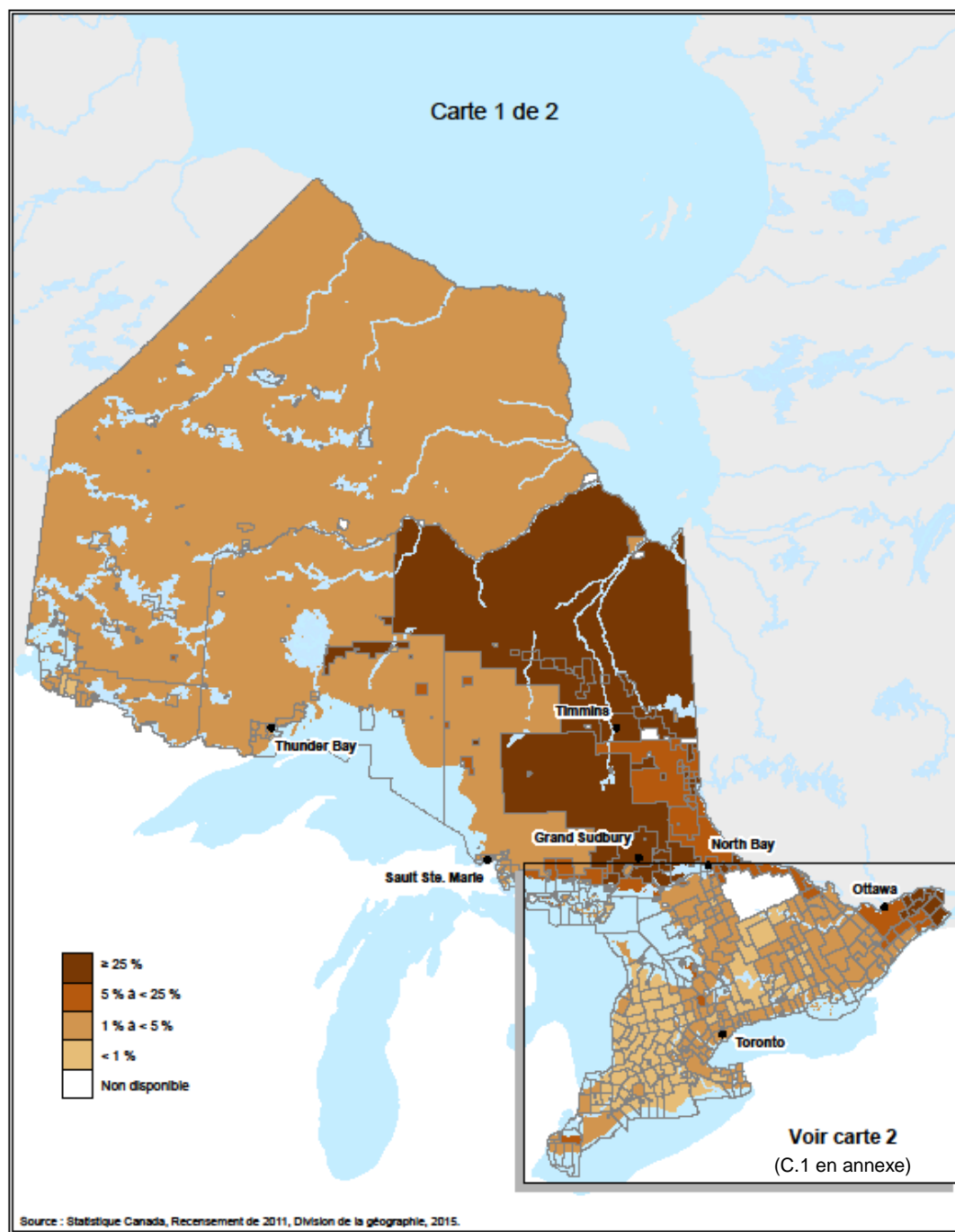
¹³ Les aires géographiques utilisées tout au long de ce document sont définies dans l'annexe A, lequel présente également les effectifs de francophones par division de recensement et subdivision de recensement.

Environ les trois quarts des Ontariens dont le français est la première langue officielle parlée, c'est-à-dire plus de 400 000 personnes, vivaient à Ottawa, dans le Nord-Est ou bien dans le reste de la province. Un peu moins de 80 000 francophones vivaient dans le Sud-Est de la province, soit environ 15 % de l'ensemble des effectifs de francophones, tandis que 8,9 % résidaient à Toronto. Ces résultats contrastent clairement avec ceux des anglophones. Par exemple, plus des deux tiers de ceux-ci vivaient dans le reste de l'Ontario, soit une proportion plus de deux fois supérieure à celle des francophones. Inversement, alors que l'est de la province et Ottawa, zones limitrophes au Québec, étaient le lieu de résidence de près des deux tiers de la population francophone, c'était le cas pour seulement environ 10 % de la population anglophone.

Ces écarts dans la répartition géographique des deux groupes linguistiques résultent en variation substantielle de la proportion de francophones d'une municipalité à l'autre, comme en témoigne la carte qui suit¹⁴.

¹⁴ L'annexe C contient des cartes additionnelles qui ciblent les subdivisions de recensement du sud de la province ainsi que les secteurs de recensement des RMR d'Ottawa et de Toronto.

Carte 2.1 : Proportion de la population ayant le français comme première langue officielle parlée selon la subdivision de recensement pour l'Ontario



Note : la population francophone est définie à partir du critère de la première langue officielle parlée avec répartition égale de la catégorie « anglais et français ».

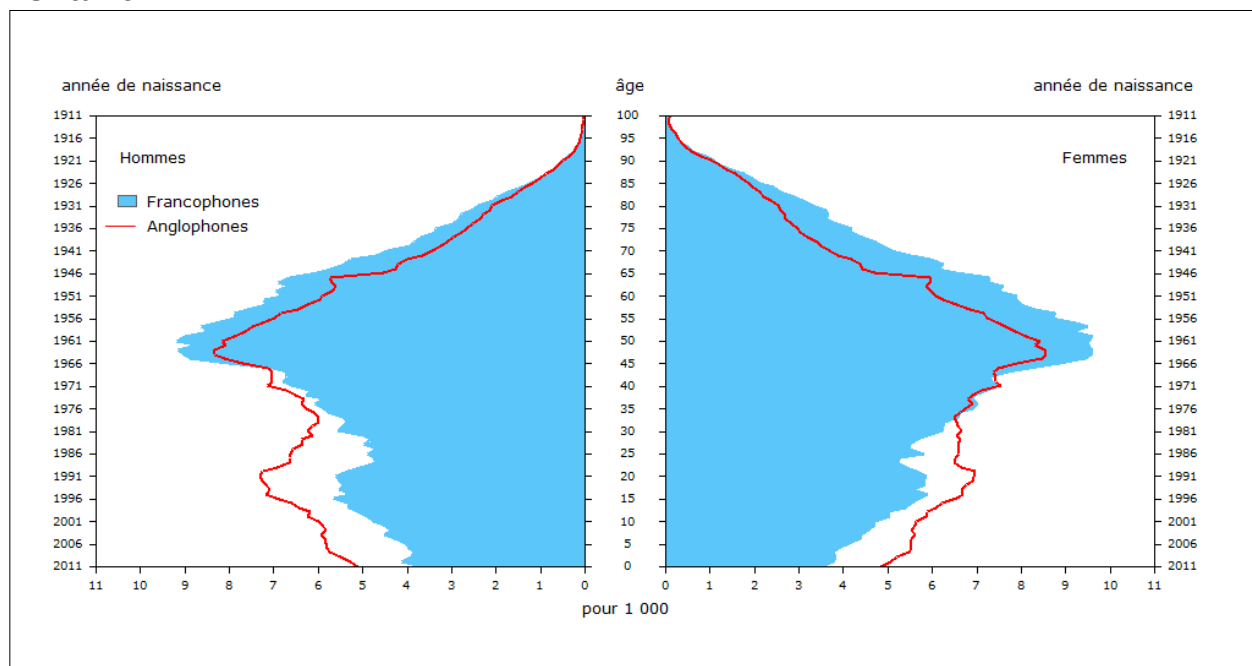
Source : Recensement de 2011.

Une autre conséquence des différences entre la répartition géographique des francophones et celle des anglophones est que les Franco-Ontariens vivent dans des milieux hétérogènes du point de vue linguistique. En effet, dans le Sud-Est, 40,7 % de la population était francophone selon le critère de la première langue officielle parlée tandis que ce n'était le cas que pour 1,9 % à Toronto et 1,8 % dans le reste de l'Ontario. Les proportions étaient de 24,0 % pour le Nord-Est et 16,4 % pour Ottawa.

2.3 Structure par âge

Les dynamiques démographiques ont non seulement mené à des différences marquées dans l'évolution des effectifs, mais aussi dans la composition par âge et sexe de la population des deux groupes linguistiques, ce qu'atteste la pyramide des âges suivante.

Graphique 2.1 : Pyramide des âges des anglophones et des francophones de l'Ontario



Note : la population francophone est définie à partir du critère de la première langue officielle parlée avec répartition égale de la catégorie « anglais et français ».

Source : Recensement de 2011.

Le principal constat qui ressort de l'examen de cette pyramide est le vieillissement beaucoup plus important de la population dont le français est la première langue officielle parlée. Effectivement, en 2011, 17,6 % des Franco-Ontariens étaient âgés de 65 ans ou plus comparativement à 13,8 % des anglophones de cette province. Comme les Franco-Ontariens étaient également proportionnellement plus nombreux à se trouver dans le groupe d'âge des 40 à 64 ans (40,4 % contre 35,8 %), on peut s'attendre à une hausse particulièrement marquée de la proportion de francophones qui seront âgés de 65 ans ou plus au cours des prochaines années. Effectivement, les plus récentes projections démographiques de Statistique Canada suggèrent que 20 % de la population ontarienne pourrait être

âgée de 65 ans ou plus au milieu de la décennie 2020¹⁵ et tout porte à croire que cette proportion pourrait être encore plus élevée pour la population franco-ontarienne en raison de leur structure démographique déjà plus âgée.

Le vieillissement plus rapide de la population francophone est principalement attribuable à deux facteurs, soit la baisse de la fécondité et la transmission incomplète du français. En premier lieu, la fécondité des femmes francophones était historiquement plus élevée. Lors de la période intercensitaire de 1956 à 1961, la fécondité des francophones surpassait 4,5 enfants par femme tandis que celle des anglophones était nettement inférieure à 4,0 (Corbeil et Lafrenière, 2010). Par la suite, les écarts se sont graduellement résorbés si bien que lors de la période 2001-2006, la fécondité des femmes de langue maternelle française était pratiquement égale à celle des femmes de langue maternelle anglaise (respectivement 1,53 et 1,54). Fait digne de mention, tant la fécondité des anglophones que celle des francophones est fortement sous le seuil de renouvellement des générations¹⁶. Ceci signifie donc qu'en l'absence d'un changement majeur dans les comportements de fécondité, la croissance démographique des deux groupes dépendra de plus en plus de l'immigration. En second lieu, en ce qui a trait à la transmission incomplète ou plus faible de la langue française aux enfants, on observe tout d'abord que si le français est transmis dans plus de 90 % des cas lorsque les deux parents sont francophones, cette proportion chute lorsque l'un des deux parents n'a pas le français comme langue maternelle, c'est-à-dire en situation d'exogamie. En 2006, moins du tiers des enfants dont un seul des parents avait le français comme langue maternelle avait aussi cette langue maternelle (Corbeil et Lafrenière, 2010). Or, les couples exogames sont de plus en plus communs en Ontario. En 1971, un peu plus d'un enfant de moins de 18 ans sur deux vivait au sein d'un couple exogame comparativement à plus des deux tiers en 2006 (Corbeil et Lafrenière, 2010). Ces deux éléments exercent donc une incidence marquée sur la transmission du français des parents aux enfants.

Le rythme du vieillissement démographique de la population franco-ontarienne diffère substantiellement d'une région à l'autre. Toronto et Ottawa sont les deux endroits où la population francophone est la plus jeune. En effet, 13,8 % des Franco-Ontariens de Toronto et 15,5 % des francophones d'Ottawa étaient âgés de 65 ans ou plus tandis que plus de 20 % de ceux qui demeuraient dans le Nord-Est ou dans le reste de la province se trouvaient dans ce groupe d'âge. Ces différences régionales s'expliquent par les comportements migratoires différents des francophones, spécialement l'immigration qui, comme nous le verrons dans la prochaine section, ne se répartit pas uniformément dans la province.

2.4 Lieu d'origine

La population franco-ontarienne se caractérise également par la diversité de ses origines. Par les opportunités qu'elle offre, l'Ontario attire non seulement des francophones du reste du Canada, mais aussi du monde entier qui viennent enrichir la population née en Ontario. C'est ainsi qu'en 2011, près de six Franco-Ontariens sur dix étaient natifs de cette province tandis qu'un peu plus de 20 % provenaient du Québec, 15,9 % de l'extérieur du pays et 4,2 % du reste du Canada. Cette répartition diffère

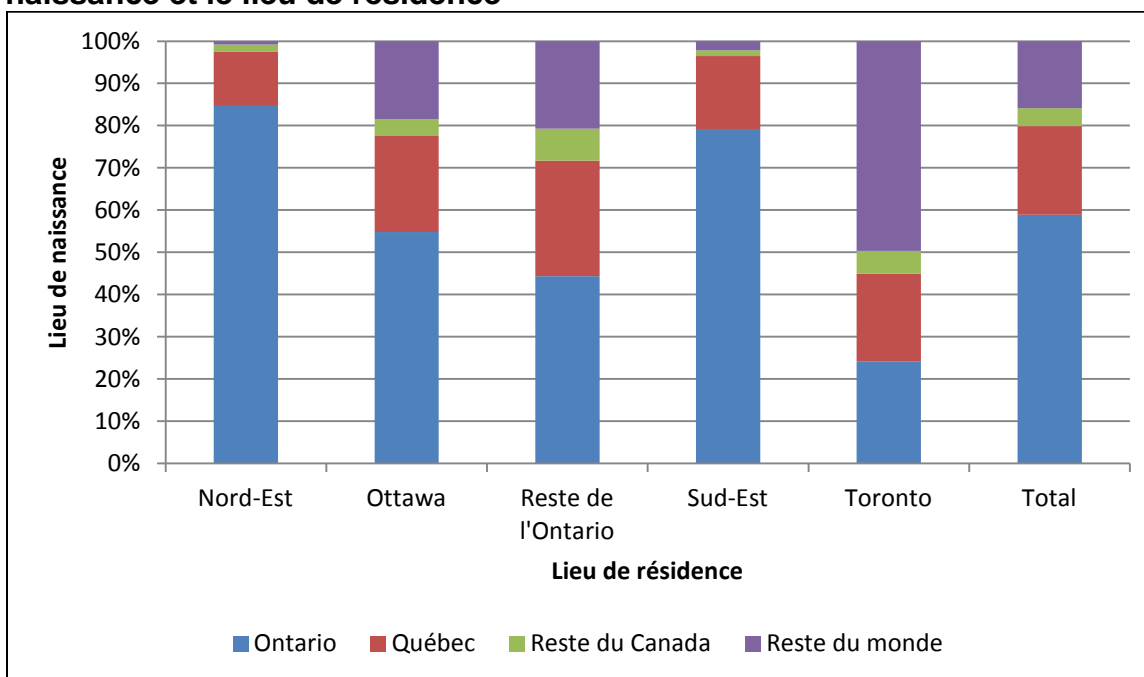
¹⁵ Statistique Canada. *Tableau 052-0005 - Population projetée, selon le scénario de projection, l'âge et le sexe, au 1er juillet, Canada, provinces et territoires, annuel (personnes)*, CANSIM (base de données). (Site consulté : 2015-01-12). Les données utilisées ici sont celles du scénario de projection M1.

¹⁶ Ce seuil représente la fécondité nécessaire pour qu'une population puisse renouveler ses effectifs en l'absence de migration. Pour le Canada, il correspond à une fécondité de 2,1 enfants par femme.

beaucoup de celle des Anglo-Ontariens où les personnes nées à l'étranger représentaient 29,2 % des effectifs totaux.

Le lieu d'origine des francophones varie énormément selon la région de résidence, ce qui est le reflet des différentes dynamiques démographiques de la population francophone de cette province. Près de quatre Franco-Ontariens sur cinq qui habitaient le Sud-Est ou le Nord-Est de la province étaient nés en Ontario. Ces deux régions historiquement francophones accueillent peu de migrants, tant au plan canadien qu'international. Ceci contraste clairement avec la situation à Toronto où seulement 24,1 % des Franco-Ontariens étaient natifs de cette province. En raison à la fois de l'immigration internationale et de la migration interprovinciale, la population francophone de Toronto est particulièrement diversifiée à l'égard de son lieu d'origine puisque la moitié de la population francophone était issue de l'immigration et 21,0 % étaient nés au Québec. C'est donc dire que dans l'Est ontarien, les francophones natifs de l'Ontario sont nettement majoritaires tandis qu'ils ne représentent que le quart de la population francophone de Toronto.

Graphique 2.2 : Répartition de la population francophone de l'Ontario selon le lieu de naissance et le lieu de résidence



Source : Enquête nationale auprès des ménages, 2011.

Les francophones de l'Ontario nés à l'étranger proviennent un vaste éventail de pays. Toutefois, près du tiers des immigrants franco-ontariens provenaient de quatre pays : la France (12,5 %), Haïti (9,2 %), le Congo (5,9 %) et le Liban (4,7 %). Fait notable, 59,0 % des Franco-Ontariens nés au Canada dans une province autre que l'Ontario ou le Québec provenaient du Nouveau-Brunswick.

2.5 Langue parlée à la maison

L'utilisation d'une langue minoritaire peut constituer un défi de taille. Par exemple, beaucoup de Franco-Ontariens vivent dans un contexte d'exogamie linguistique. Le tableau suivant dresse un portrait des langues parlées à la maison par les Franco-Ontariens.

Tableau 2.3 : Répartition des langues le plus souvent ou régulièrement parlées à la maison par les francophones de l'Ontario

Langue	Langue le plus souvent parlée à la maison		Langues régulièrement parlées à la maison	
	n	%	n	%
Réponses uniques	479 183	93,6	244 340	44,6
Anglais	194 595	35,6	133 335	24,4
Français	278 138	50,8	95 508	17,4
Autre	39 382	7,2	15 497	2,8
Réponses multiples	35 228	6,4	8 191	1,5
Anglais et français	24 405	4,5	3 233	0,6
Anglais et autre	1 089	0,2	3 152	0,6
Français et autre	4 630	0,8	1 657	0,3
Anglais, français et autre	5 104	0,9	149	0,0
Total	547 343	100

Source : Recensement de 2011.

La moitié des Ontariens dont le français est la première langue officielle parlée, soit 50,8 %, affirmaient parler uniquement le français le plus souvent à la maison. À ce nombre s'ajoutent 6,2 % des francophones pour qui le français partageait avec une autre langue, souvent l'anglais, le statut de langue habituellement parlée à la maison. Au sein de la population francophone dont le français n'est pas la langue habituellement parlée à la maison, 100 547 avaient tout de même mentionné en faire un usage régulier au foyer. C'est donc dire qu'au total, un peu plus de 410 000 francophones de l'Ontario parlaient le plus souvent ou régulièrement le français à la maison en 2011, ce qui représentait 75,4 % de la population ontarienne ayant le français comme première langue officielle parlée. Le corollaire de ce résultat est qu'un Franco-Ontarien sur quatre a déclaré ne pas parler le français à la maison, une proportion non négligeable qui souligne toute la complexité des dynamiques linguistiques en situation minoritaire.

Enfin, il est primordial de souligner que la présence francophone en Ontario dépasse largement le cadre de la population dont la première langue officielle parlée est le français. Effectivement, 32 151 Ontariens dont la première langue officielle est l'anglais avaient indiqué parler français le plus souvent à la maison tandis que 155 562 disaient parler français régulièrement à la maison¹⁷.

¹⁷ Ces statistiques comprennent l'utilisation seule du français ou bien conjointe avec une ou plusieurs autres langues.

2.6 Conclusion

L'Ontario abrite plus d'un demi-million de francophones, qui se concentrent surtout dans l'est de la province et à Ottawa. Principalement en raison d'une croissance démographique plus faible et d'une transmission intergénérationnelle incomplète du français, le poids démographique des francophones diminue depuis plusieurs années si bien qu'ils constituent désormais moins de 5 % de la population de l'Ontario. Les dynamiques démographiques particulières de la population franco-ontarienne résultent en une population qui est plus âgée et dont le vieillissement ira vraisemblablement en s'accroissant au cours des prochaines décennies. La population des Franco-Ontariens se diversifie également, particulièrement à Toronto où seulement le quart des francophones sont nés en Ontario. Enfin, environ un quart des Franco-Ontariens ne parle pas le français à la maison. Au cours des prochains chapitres, nous verrons notamment comment les enjeux reliés aux compétences s'inscrivent dans le contexte des dynamiques démographiques de la population francophone de l'Ontario.

3. Données du Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes

Le Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA) est un projet d'envergure qui est le fruit d'une initiative internationale de l'OCDE. Il vise à examiner les niveaux et la répartition des compétences des adultes en traitement de l'information afin de mieux comprendre comment celles-ci permettent de participer avec succès au marché du travail et à la société du 21^e siècle. La conception et la mise en œuvre de l'enquête ont été confiées à un consortium international dirigé par l'*Educational Testing Service* des États-Unis. Des données comparables ont été collectées à l'aide de techniques harmonisées pour un total de 24 pays, en plus de quelques régions infranationales, ce qui permet d'établir des comparaisons internationales. Au Canada, plus de 27 000 personnes âgées de 16 à 65 ans ont répondu à l'enquête entre novembre 2011 et juin 2012¹⁸. Grâce à la contribution de plusieurs ministères fédéraux et gouvernements provinciaux, le volet canadien du PEICA comprend un nombre suffisant d'observations pour produire des estimations fiables pour toutes les provinces et territoires ainsi que pour certaines sous-populations d'intérêt comme les Autochtones, les jeunes et les minorités de langue officielle.

L'enquête est divisée en trois parties principales. Tout d'abord, un questionnaire contextuel est administré aux répondants afin d'obtenir leurs caractéristiques sociodémographiques telles que leur niveau de scolarité et leur situation en emploi. Par la suite, les compétences des répondants en traitement de l'information sont évaluées à l'aide de tests psychométriques basés sur la théorie des réponses aux items et spécialement conçus par le consortium international de l'OCDE. Les compétences en traitement de l'information du PEICA sont divisées en trois grands thèmes : la littératie, la numératie et la résolution de problèmes dans des environnements technologiques¹⁹. Ces compétences sont considérées comme étant clés, car elles sont notamment nécessaires à l'intégration complète au marché du travail et hautement transférables à différentes situations sociales et professionnelles. Enfin, le module sur l'utilisation des compétences permet d'obtenir des renseignements sur la façon dont plusieurs compétences sont utilisées au travail et dans la vie de tous les jours. Par exemple, ce module comprend des questions au sujet de la formation et des habitudes de lecture de différents types d'ouvrages (journaux, lettres, courriels, etc.).

3.1 Définition et mesure des compétences dans PEICA

Comme nous l'avons vu précédemment, le concept d'alphabétisation a grandement évolué au cours des dernières décennies de sorte qu'il dépasse désormais largement le cadre de la capacité à lire et écrire et intègre également d'autres facettes du traitement de l'information comme la numératie et l'utilisation des technologies de l'information.

¹⁸ Il s'agit de la taille d'échantillon la plus grande de tous les pays qui ont participé à l'enquête.

¹⁹ Un quatrième test, portant sur les composantes de la lecture, est administré aux répondants dont les capacités de lecture sont jugées trop faibles pour passer le test de littératie.

Le PEICA définit la littératie comme étant : « la capacité de comprendre, d'évaluer, d'utiliser et de s'engager dans des textes écrits pour participer à la société, pour accomplir ses objectifs et pour développer ses connaissances et son potentiel ». La numératie est quant à elle définie comme étant : « la capacité de localiser, d'utiliser, d'interpréter et de communiquer de l'information et des concepts mathématiques afin de s'engager et de gérer les demandes mathématiques de tout un éventail de situations de la vie adulte ». Enfin, la résolution de problèmes dans des environnements technologiques est définie comme : « la capacité d'utiliser les technologies numériques, les outils de communication et les réseaux pour acquérir et évaluer de l'information, communiquer avec autrui et accomplir des tâches pratiques ».

Pour mesurer ces trois compétences, l'équipe du PEICA a développé des tests psychométriques qui permettent une mesure directe du niveau de compétence des répondants et de les situer sur une échelle de mesure continue allant de 0 à 500 points. Plus un répondant obtient un score élevé, plus son niveau de compétence est élevé. Les individus qui se situent à l'extrémité inférieure de l'échelle possèdent des compétences rudimentaires leur permettant de comprendre des tâches d'une complexité limitée tandis que ceux à l'autre extrémité peuvent réaliser des tâches comme l'intégration d'éléments extraits de plusieurs textes denses ou le raisonnement par inférence. Afin d'en faciliter l'interprétation, les échelles de mesure de la littératie et de la numératie peuvent être divisées en cinq niveaux de compétence²⁰, lesquels correspondent aux aptitudes concrètes reliées à différents scores. En ce qui a trait à la résolution de problèmes, l'échelle est divisée en trois niveaux de compétence auxquels s'ajoute un niveau pour les personnes qui ont peu ou pas d'expérience en informatique ou qui ont échoué un test de base en la matière. Les tableaux 3.1, 3.2 et 3.3 détaillent les tâches associées à chacun des niveaux pour les trois compétences. Notons que les tests sont passés en français ou en anglais, de sorte que l'aisance des répondants dans la langue qu'ils ont choisie exerce une influence certaine sur les résultats.

La méthodologie des tests de compétence diffère substantiellement de celle de l'EIACA de 2003, notamment en ce qui a trait à l'interprétation des niveaux des échelles. Dans le PEICA, les répondants sont situés sur l'échelle au point où elles ont 67 % de chances d'arriver à faire les items situés à ce point de l'échelle. Par exemple, un répondant qui a obtenu un score de 300 lors du test de littératie a 67 % de chances de répondre correctement aux items de ce niveau de difficulté. Il est aussi possible qu'il parvienne à répondre correctement aux items plus difficiles, mais ses chances de réussite sont plus faibles. Inversement, ses chances de répondre correctement aux items plus faciles sont plus élevées. Dans l'EIACA, un répondant d'un niveau donné avait 80 % de chances de répondre correctement aux items correspondant à ce niveau si bien que les niveaux de l'échelle de cette enquête sont difficilement comparables à ceux du PEICA. Pour cette raison, il est difficile de réaliser des comparaisons justes entre les données de l'EIACA et du PEICA.

²⁰ Une catégorie supplémentaire est ajoutée aux cinq niveaux : « Inférieur au niveau 1 ».

Tableau 3.1 : Description des niveaux de compétence en littératie du PEICA

Niveau	Fourchette de scores
Inférieur au niveau 1	0 à 175
Les tâches de cette catégorie exigent du répondant qu'il lise des textes courts portant sur des sujets familiers afin de situer une seule information spécifique. Il y a rarement des informations concurrentes dans le texte, et l'information requise est identique, sur le plan de la forme, à celle donnée dans la question ou la directive. Il peut être exigé du répondant qu'il situe une information dans des textes continus courts. Toutefois, dans un tel cas, il est possible de situer l'information comme si le texte était présenté sous une forme non continue. Seule une connaissance du vocabulaire de base est requise, et il n'est pas exigé du lecteur qu'il comprenne la structure des phrases ou des paragraphes, ni qu'il fasse usage d'autres caractéristiques du texte. Les tâches inférieures au niveau 1 ne font appel à aucune caractéristique spécifique aux textes numériques.	
1	176 à 225
La plupart des tâches de ce niveau exigent du répondant qu'il lise des textes numériques ou imprimés continus, non continus ou mixtes relativement courts afin de situer une information qui est identique ou similaire à celle donnée dans la question ou la directive. Certaines tâches, notamment celles associées aux textes non continus, peuvent exiger du répondant qu'il inscrive une information tirée de ses connaissances personnelles dans un document. Très peu d'informations concurrentes, voire aucune, sont présentes. Certaines tâches peuvent nécessiter de parcourir parmi simplement plus d'une information. Le répondant doit faire appel à ses connaissances et à ses compétences pour reconnaître du vocabulaire de base, déterminer la signification des phrases et lire le texte des paragraphes.	
2	226 à 275
À ce niveau, la forme des textes peut être numérique ou imprimée; les types de texte peuvent être continus, non continus ou mixtes. Les tâches de ce niveau exigent du répondant qu'il effectue des mises en correspondance entre le texte et l'information; ces tâches peuvent nécessiter de faire de la paraphrase ou d'effectuer des inférences de niveau peu élevé. Des informations concurrentes peuvent être présentes. Certaines tâches exigent du répondant qu'il :	
<ul style="list-style-type: none"> • parcoure ou intègre deux informations ou plus, selon des critères donnés; • compare et distingue les informations fournies dans la question, ou établisse un raisonnement à partir de ces informations; • parcoure des textes numériques pour repérer des informations situées dans différentes parties d'un document. 	
3	276 à 325
Les textes de ce niveau sont souvent denses ou longs et incluent des pages de texte continu, non continu, mixte ou multiple. L'accent est mis davantage sur la compréhension des textes et des structures rhétoriques pour effectuer convenablement les tâches, plus particulièrement dans les activités consistant à parcourir des textes numériques complexes. Les tâches exigent du répondant qu'il cerne, interprète ou évalue une ou plusieurs informations; ces tâches exigent souvent des niveaux variés d'inférence. De nombreuses tâches nécessitent que le répondant construise du sens à partir de portions plus importantes de texte, ou qu'il effectue des opérations à étapes multiples afin de déterminer et de formuler des réponses. En outre, les tâches exigent souvent du répondant qu'il ne tienne pas compte du contenu non pertinent ou inapproprié pour formuler des réponses exactes. Des informations concurrentes sont souvent présentes, mais celles-ci ne sont pas plus importantes que les informations correctes.	
4	326 à 375
Les tâches de ce niveau exigent souvent des répondants qu'ils effectuent des opérations à étapes multiples pour intégrer, interpréter ou résumer des renseignements à partir de textes complexes, longs, continus, non continus, mixtes ou multiples. L'utilisation d'inférences complexes et l'application de connaissances préalables peuvent être nécessaires pour effectuer les tâches convenablement. De nombreuses tâches nécessitent de repérer et de comprendre une ou plusieurs idées spécifiques non centrales dans le texte, afin d'interpréter ou d'évaluer des affirmations fondées sur les faits ou des rapports au sein de discours persuasifs. Des informations conditionnelles, qui doivent être prises en compte par le répondant, sont souvent présentes dans les tâches de ce niveau. Des informations concurrentes sont présentes et semblent parfois aussi importantes que les informations correctes.	
5	376 à 500
Les tâches de ce niveau peuvent exiger du répondant qu'il recherche et intègre des informations dans des textes multiples et denses; qu'il construise des synthèses d'idées ou de points de vue semblables et opposés; ou qu'il évalue des arguments fondés sur les faits. L'application et l'évaluation de modèles d'idées logiques et conceptuelles peuvent être requises pour effectuer les tâches. L'évaluation de la fiabilité de sources probantes et la sélection de renseignements clés constituent souvent une exigence. Les tâches exigent souvent des répondants qu'ils repèrent des répliques rhétoriques subtiles et qu'ils effectuent des inférences de haut niveau ou qu'ils fassent appel à des connaissances préalables spécialisées.	

Source : Statistique Canada (2013b).

Tableau 3.2 : Description des niveaux de compétence en numératie du PEICA

Niveau	Fourchette de scores
Inférieur au niveau 1	0 à 175
Les tâches de cette catégorie exigent du répondant qu'il applique des procédés simples, notamment : compter; trier; effectuer des opérations arithmétiques de base avec des nombres entiers ou de l'argent; ou reconnaître des représentations spatiales communes dans des contextes concrets et familiers, où le contenu mathématique est explicite et comporte peu de texte ou d'éléments de distraction, voire aucun.	
1	176 à 225
Les tâches de ce niveau exigent du répondant qu'il applique des procédés mathématiques de base dans des contextes concrets et familiers, où le contenu mathématique est explicite et comporte peu de texte et peu d'éléments de distraction. Ces tâches consistent habituellement en des procédés simples ou à étape unique, notamment : compter; trier; effectuer des opérations arithmétiques simples; comprendre des pourcentages simples comme 50 p. 100; et situer et reconnaître des représentations graphiques ou spatiales simples ou communes.	
2	226 à 275
Les tâches de ce niveau exigent du répondant qu'il détermine et suive des indications et des concepts mathématiques incorporés dans un ensemble de contextes familiers, où le contenu mathématique est particulièrement explicite ou visuel et comporte relativement peu d'éléments de distraction. Ces tâches exigent habituellement l'application de deux étapes ou procédés (ou plus), notamment le calcul avec des nombres entiers de même qu'avec des décimales communes, des fractions et des pourcentages; la réalisation de mesures simples et l'interprétation de représentations spatiales; l'estimation; ainsi que l'interprétation de données et de statistiques relativement simples incorporées dans des textes, des tableaux et des graphiques.	
3	276 à 325
Les tâches de ce niveau exigent du répondant qu'il comprenne des informations mathématiques qui peuvent être moins explicites; ces informations, qui sont incorporées dans des contextes qui ne sont pas toujours familiers, sont représentées sous des formes davantage complexes. Ces tâches nécessitent plusieurs étapes et peuvent comprendre le choix de stratégies et procédés de résolution de problèmes pertinents. Elles exigent habituellement le recours à une perception numérique et spatiale; la reconnaissance et l'utilisation de liens, de modèles et de proportions mathématiques exprimés sous forme verbale ou numérique; ainsi que l'interprétation et l'analyse simple de données et de statistiques incorporées dans des textes, des tableaux et des graphiques.	
4	326 à 375
Les tâches de ce niveau exigent du répondant qu'il comprenne une gamme étendue d'informations mathématiques qui peuvent être complexes, abstraites ou incorporées dans des contextes non familiers. Ces tâches nécessitent de faire appel à des étapes multiples et de choisir les stratégies et les procédés de résolution de problèmes pertinents. Elles exigent habituellement des compétences plus complexes en matière d'analyse et de raisonnement, notamment pour les quantités et les données; les statistiques et les probabilités; les rapports spatiaux; ainsi que les changements, les proportions et les formules. Les tâches de ce niveau peuvent également exiger du répondant qu'il comprenne des arguments ou communique des explications éclairées pour justifier ses réponses ou ses choix.	
5	376 à 500
Les tâches de ce niveau exigent du répondant qu'il comprenne des représentations complexes ainsi que des concepts mathématiques et statistiques abstraits et formels, éventuellement incorporés dans des textes complexes. Le répondant peut avoir à intégrer de multiples types d'informations mathématiques, pour lesquels une « traduction » ou une interprétation considérable est requise; à produire des inférences; à élaborer ou à manipuler des arguments ou des modèles mathématiques; ainsi qu'à faire preuve d'esprit critique, justifier et évaluer ses solutions ou ses choix.	

Source : Statistique Canada (2013b).

Tableau 3.3 : Description des niveaux de compétence en résolution de problèmes du PEICA

Niveau	Fourchette de scores
Non-répondants	---
Cette catégorie correspond aux adultes qui n'ont aucune expérience en informatique, ou qui ont échoué au test de base des technologies de l'information et des communications, ou qui ont choisi de ne pas subir la composante informatique de l'évaluation.	
Inférieur au niveau 1	0 à 240
Les tâches reposent sur des problèmes bien définis, qui font appel à l'usage d'une seule fonction au sein d'une interface générique pour répondre à un critère explicite sans raisonnement catégorique ou par inférence ni transformation de l'information. Peu d'étapes sont requises et aucun sous-objectif ne doit être généré.	
1	241 à 290
Les tâches de ce niveau exigent habituellement l'utilisation d'applications technologiques largement accessibles et familières, telles qu'un logiciel de courriel ou un navigateur Web. Peu de navigation, voire aucune, est nécessaire pour accéder aux informations ou aux commandes requises pour résoudre le problème. Le problème peut être résolu indépendamment du fait que le répondant connaisse et utilise ou non des fonctions et outils précis (par exemple, une fonction de tri). Les tâches nécessitent peu d'étapes et un nombre minimal d'opérateurs. Sur le plan cognitif, le répondant peut facilement déduire l'objectif à partir de l'énoncé; la personne doit appliquer des critères explicites pour résoudre le problème; et il y a peu d'exigences de contrôle (la personne n'a pas besoin, par exemple, de vérifier si elle a fait appel au procédé approprié ou si elle s'est approchée de la solution). Le repérage du contenu et des opérateurs peut être effectué à l'aide d'une mise en correspondance simple. Seules des formes simples de raisonnement, notamment la mise en correspondance d'items avec des catégories précises, sont requises; il n'est pas nécessaire de mettre en contraste ou d'intégrer les informations.	
2	291 à 340
Les tâches de ce niveau exigent habituellement l'utilisation d'applications technologiques à la fois génériques et plus spécifiques. Le répondant peut avoir à se servir, par exemple, d'un nouveau formulaire en ligne. La navigation entre les pages et les applications est nécessaire pour résoudre le problème. L'utilisation d'outils (par exemple, une fonction de tri) peut faciliter la résolution du problème. La tâche peut donner lieu à des étapes et à des opérateurs multiples. Le répondant peut avoir à définir l'objectif du problème, même si les critères auxquels il faut satisfaire sont explicites. Les exigences de contrôle sont plus élevées. Il se peut que des résultats inattendus soient obtenus ou que des impasses se présentent. La tâche peut nécessiter d'évaluer la pertinence d'un ensemble d'items pour écarter les éléments de distraction. L'intégration et le raisonnement par inférence peuvent être nécessaires.	
3	341 à 500
Les tâches de ce niveau exigent habituellement l'utilisation d'applications technologiques à la fois génériques et plus spécifiques. La navigation entre les pages et les applications est nécessaire pour résoudre le problème. L'utilisation d'outils (par exemple, une fonction de tri) est nécessaire pour s'approcher de la solution. La tâche peut donner lieu à des étapes et à des opérateurs multiples. Le répondant peut avoir à définir l'objectif du problème. Les critères auxquels il faut satisfaire peuvent être explicites ou non. Il y a habituellement des exigences de contrôle élevées. Il est probable que des résultats inattendus soient obtenus et que des impasses se présentent. La tâche peut nécessiter d'évaluer la pertinence et la fiabilité des informations pour écarter les éléments de distraction. L'intégration et le raisonnement par inférence peuvent, dans une grande mesure, être nécessaires.	

Source : Statistique Canada (2013b).

3.2 Couplage du PEICA au recensement de 2011

Une limite significative de PEICA à l'égard de l'étude des compétences selon les groupes linguistiques est l'impossibilité de dériver la première langue officielle parlée de manière analogue à ce qui est réalisé au recensement²¹. Afin de contourner cette limite, un couplage d'enregistrements a été réalisé entre le PEICA et le recensement de 2011. Cette stratégie novatrice permet de combiner l'information des deux sources de sorte que le concept de première langue officielle parlée tiré du recensement peut être directement utilisé pour définir les groupes linguistiques à l'étude²².

Dans l'ensemble, le taux de couplage est de 95,5 %, c'est donc dire que les informations de plus de 26 000 répondants du PEICA ont été couplées avec succès aux données censitaires. Les répondants plus jeunes, de même que ceux demeurant dans les territoires et ceux dont la langue maternelle n'est pas l'anglais ou le français présentent des taux de couplage un peu plus faibles, bien qu'ils avoisinent malgré tout 90 %²³.

L'équipe du PEICA a procédé à un suréchantillonnage des minorités de langue officielle. Cette stratégie permet de pouvoir réaliser des analyses plus détaillées pour ces groupes. Par contre, malgré ce suréchantillonnage, et comme l'atteste le tableau qui suit, le nombre de répondants faisant partie d'un groupe minoritaire sur le plan linguistique demeure relativement limité.

Tableau 3.4 : Effectifs de répondants appariés selon la province de résidence et la première langue officielle parlée, Canada, provinces et territoires

Province ou territoire de résidence	Anglais	Français	Anglais et français	Ni anglais ni français	Total
Terre-Neuve-et-Labrador	1 550	5	0	0	1 555
Île-du-Prince-Édouard	861	35	0	0	896
Nouvelle-Écosse	1 322	50	3	0	1 375
Nouveau-Brunswick	793	845	2	1	1 641
Québec	885	4 565	236	16	5 702
Ontario	4 065	850	39	53	5 007
Manitoba	1 455	748	2	4	2 209
Saskatchewan	1 495	21	2	1	1 519
Alberta	1 120	26	6	8	1 160
Colombie-Britannique	2 390	33	20	64	2 507
Yukon	733	30	1	0	764
Territoires du Nord-Ouest	794	20	2	1	817
Nunavut	659	13	3	7	682
Canada hors Québec	17 237	2 676	80	139	20 132
Non déclaré	124	27	1	39	191
Total	18 246	7 268	317	194	26 025

Source : Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA), 2012.

²¹ Non seulement l'information sur la connaissance des langues officielles n'est pas directement disponible, mais les autres variables linguistiques nécessaires à la dérivation de la première langue officielle parlée ne sont pas recueillies et mesurées de la même façon qu'au recensement.

²² Le couplage permet également d'aller chercher l'information relative à la langue dans laquelle le questionnaire du recensement a été rempli (voir chapitre 10).

²³ Le tableau qui présente les taux de couplage en fonction de diverses caractéristiques est disponible dans l'annexe B.

L'échantillon du PEICA comprend 850 Ontariens dont la première langue officielle parlée est le français. Ces effectifs sont suffisants pour examiner plusieurs facettes de la littératie, mais limitent cependant la réalisation d'analyses plus fines telles que le croisement simultané de plusieurs variables.

3.3 Cartes géographiques

Le rapport comprend plusieurs cartes géographiques produites à partir des données du couplage qui vient d'être présenté et de l'Enquête nationale auprès des ménages (ENM). Ces cartes permettent de jeter un regard nouveau sur différents aspects de l'étude des compétences pour les francophones de l'Ontario à des niveaux géographiques très fins. Elles ont été réalisées en construisant des modèles de régression à partir du PEICA qui comprennent uniquement les variables communes à l'enquête et à l'ENM (par exemple, le niveau de scolarité et l'âge). C'est donc dire que, par exemple, même si les habitudes de lecture à la maison sont corrélées au niveau de compétence, elles ne peuvent pas être ajoutées à ces modèles pour dessiner les cartes, car elles ne sont pas disponibles dans l'ENM. Par la suite, les résultats des modèles de régression sont appliqués aux données de l'ENM, ce qui permet de tirer profit à la fois de la richesse des informations du PEICA à l'égard de l'étude des compétences et de la taille d'échantillon très grande de l'ENM. Ces cartes ont été dessinées au niveau des subdivisions de recensement (SDR)²⁴ pour l'ensemble de la province et des secteurs de recensement (SR)²⁵ pour les régions métropolitaines de recensement (RMR)²⁶ d'Ottawa-Gatineau (la partie ontarienne seulement) et de Toronto.

²⁴ Une SDR est une municipalité ou une région jugée équivalente à des fins statistiques (p. ex., une réserve indienne ou un territoire non organisé).

²⁵ Un SR est une petite région relativement stable qui compte habituellement une population de 2 500 à 8 000 habitants située à l'intérieur d'une RMR.

²⁶ Une RMR est un territoire formé d'une ou de plusieurs municipalités voisines les unes des autres totalisant au moins 100 000 habitants qui sont situées autour d'un noyau, lequel doit compter au moins 50 000 habitants.

4. Niveaux de compétence selon le groupe linguistique

Les études antérieures font état d'écarts significatifs dans les résultats aux tests de compétences pour les différents groupes linguistiques. Le retard des francophones en la matière a été observé dès l'enquête commanditée par *Southam News* et diffusée en 1987. Les enquêtes suivantes ont permis d'obtenir un portrait un peu plus clair de la situation. L'ECLEUQ de 1989 a confirmé le retard qu'accusaient les francophones en matière de compétences. Les Franco-Ontariens n'échappaient pas à cette tendance puisque tant en lecture qu'en calcul, ils faisaient moins bien que les anglophones de l'Ontario. Grâce au suréchantillonnage des francophones de l'Ontario, les données de l'enquête suivante, l'EIAA de 1994, ont révélé le clivage parfois important qui existait en Ontario entre anglophones et francophones en matière d'habitudes de lecture et d'écriture. Finalement, l'EIACA de 2003 a révélé une amélioration marquée des performances des Franco-Ontariens même si leurs celles-ci demeuraient inférieures à celles de leurs homologues anglophones.

Les résultats du PEICA permettent d'effectuer une mise à jour de ces comparaisons²⁷, lesquelles sont réalisées ici. Tout au long de ce rapport, les francophones de l'Ontario²⁸ seront comparés aux anglophones de cette province, aux francophones du Québec ainsi qu'aux francophones en situation minoritaire pour lesquels un suréchantillonnage a été réalisé, c'est-à-dire les francophones du Nouveau-Brunswick et du Manitoba.

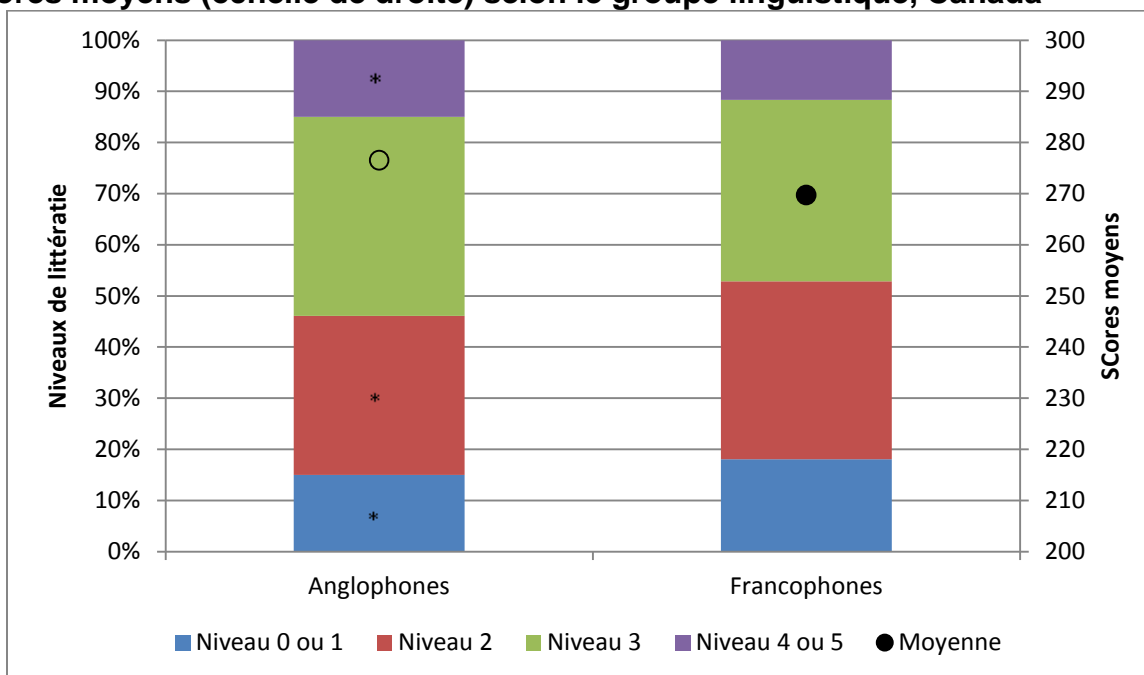
4.1 Niveaux de compétence en littératie

Le graphique suivant rend compte des écarts dans les niveaux de littératie entre les deux principaux groupes linguistiques du pays.

²⁷ Comme chaque enquête utilisait une méthodologie distincte, il est hasardeux de suivre l'évolution du niveau des compétences selon les groupes linguistiques en comparant directement les scores et les niveaux de compétence.

²⁸ À partir de ce chapitre, les groupes linguistiques sont définis à partir de la première langue officielle parlée en excluant la catégorie « anglais et français », sauf s'il est mentionné autrement.

Graphique 4.1 : Distribution des niveaux de littératie (échelle de gauche) et scores moyens (échelle de droite) selon le groupe linguistique, Canada



Les symboles * et o indiquent une différence statistiquement significative entre la valeur des anglophones et celle des francophones au niveau de confiance de 95 %.

Source : Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA), 2012.

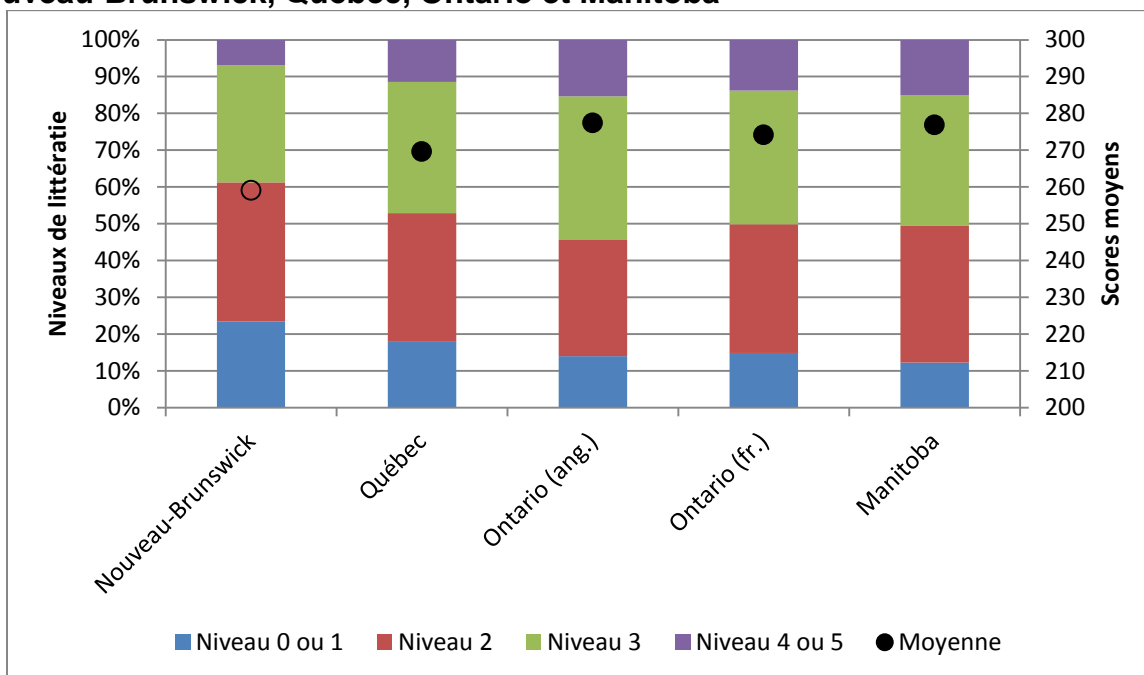
À l'échelle nationale, les francophones continuent de moins bien performer aux tests de littératie que les anglophones. Effectivement, les francophones du pays ont obtenu des scores statistiquement inférieurs à ceux des anglophones (269,7 contre 276,5). Par contre, comparativement aux résultats de 2003, le fossé entre anglophones et francophones a considérablement diminué. Il est en effet passé de 5,8 % à l'EIACA à 3,8 % dans le PEICA, toujours en faveur des anglophones²⁹. Cette diminution résulte en large part de la réduction des différences observées chez les répondants âgés de 25 à 34 ans et de 35 à 44 ans. De plus, un peu plus d'un francophone sur deux (52,9 %) se situait aux niveaux 0, 1 ou 2 de l'échelle de littératie tandis que c'était le cas de 46,1 % des anglophones. Ceci signifie donc qu'un nombre important de Canadiens ont des compétences qui leur permettent simplement d'accomplir des tâches d'une complexité limitée et qui sont à risque d'être marginalisés dans une société de plus en plus axée sur l'information. Inversement, les francophones étaient significativement moins nombreux à atteindre les niveaux supérieurs de l'échelle de littératie.

Traduisant les différentes réalités des minorités de langue officielle, les écarts dans les niveaux de compétences en littératie fluctuent également d'une province à l'autre. Grâce au suréchantillonnage des minorités de langue officielle réalisé par le PEICA, nous pouvons chiffrer ces écarts³⁰.

²⁹ Aux fins de cette comparaison à l'EIACA de 2003, les groupes linguistiques sont définis à partir de la langue maternelle et seuls les répondants âgés de 16 à 65 ans de l'EIACA ont été retenus. Dans le PEICA, l'écart entre anglophones et francophones est de 2,5 % en faveur des anglophones si nous utilisons la première langue officielle parlée.

³⁰ Notons que ces chiffres diffèrent légèrement de ceux présentés dans le rapport statistique du PEICA (Statistique Canada, 2013a) en raison de l'utilisation de la première langue officielle parlée au lieu de la langue maternelle comme critère de définition des groupes linguistiques.

Graphique 4.2 : Distribution des niveaux de littératie (échelle de gauche) et scores moyens (échelle de droite) selon le groupe linguistique et la province, Nouveau-Brunswick, Québec, Ontario et Manitoba



Le symbole ○ indique une différence statistiquement significative entre la valeur et celle des francophones de l'Ontario au niveau de confiance de 95 %.

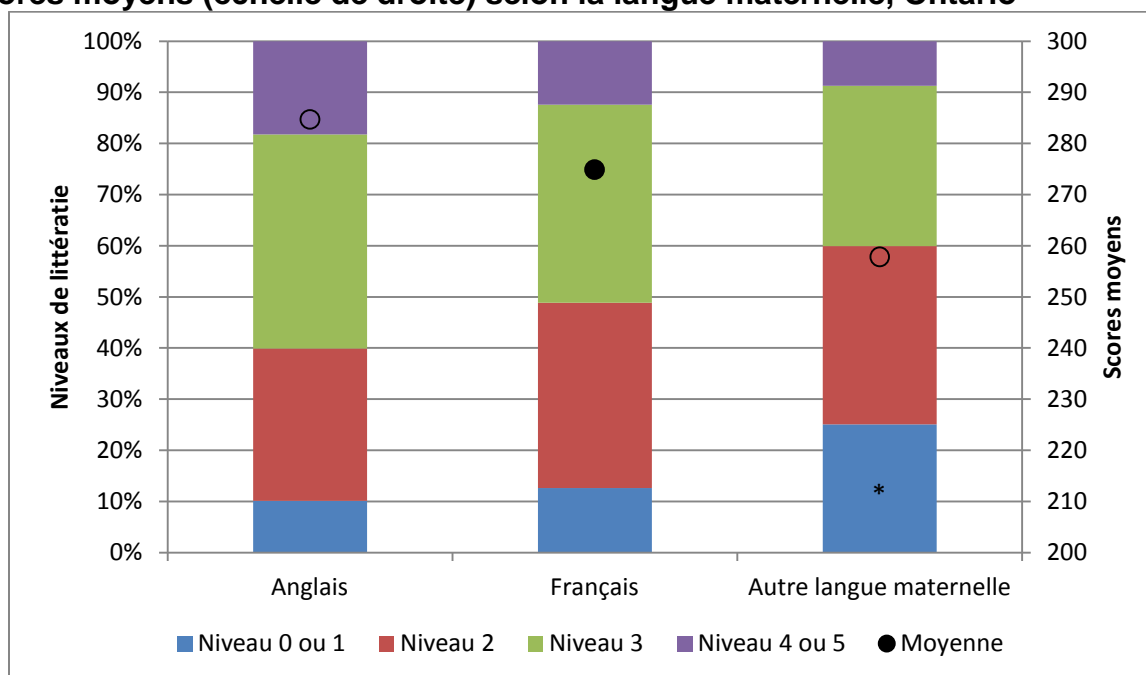
Source : Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA), 2012.

Les francophones de l'Ontario présentaient un score moyen de littératie de 274,2, un résultat similaire à celui de leurs confrères anglophones (277,4). Entre 2003 et 2012, le fossé qui sépare les anglophones et les francophones en matière de littératie est donc passé de 5,3 % à 2,5 %³¹ de sorte que le rattrapage observé en 2003 est visiblement en train de se poursuivre. La réduction de ces différences tire essentiellement sa source de la diminution des écarts chez les gens âgés de 16 à 24 ans et chez les cohortes plus âgées, soit celles âgées de 45 à 54 ans et de 55 à 65 ans. De plus, près d'un Franco-Ontarien sur deux n'atteignait pas le niveau 3 de l'échelle de littératie, une proportion qui s'apparentait encore une fois à celle des anglophones de l'Ontario. Les francophones de l'Ontario se démarquaient significativement de ceux du Nouveau-Brunswick grâce à un score qui était en moyenne supérieur de 15 points. Les performances des francophones du Nouveau-Brunswick étaient particulièrement faibles puisqu'elles étaient non seulement inférieures à celles des autres groupes francophones du pays, mais aussi à celles des anglophones de cette province. Par ailleurs, un peu plus de 60 % des francophones du Nouveau-Brunswick n'atteignaient pas le troisième niveau de l'échelle de compétence en littératie, seuil généralement admis comme étant le minimum requis pour bien fonctionner dans une société axée sur le savoir comme le Canada.

³¹ Encore une fois, les groupes linguistiques sont définis ici à partir de la langue maternelle et seuls les répondants de 16 à 65 ans ont été retenus. Dans le PEICA, l'écart entre anglophones et francophones est de 1,2 % en faveur des Anglo-Ontariens si nous utilisons la première langue officielle parlée.

La diversification de l'immigration en cours depuis le milieu du dernier siècle fait en sorte qu'un nombre grandissant d'immigrants n'ont pas l'anglais ou le français comme langue maternelle. Or, comme les tests de compétence du PEICA n'ont été administrés qu'en anglais ou en français, l'aisance des immigrants dans la langue du test peut donc influencer sur leurs résultats. Les francophones de l'Ontario se distinguent justement de leurs homologues anglophones par une proportion plus faible de personnes nées à l'étranger. Effectivement, un peu plus de 10 % des Ontariens dont la première langue officielle parlée est le français sont nés à l'extérieur du pays comparativement à près de 30 % pour ceux dont l'anglais est la première langue officielle parlée. En outre, les immigrants anglophones sont proportionnellement plus nombreux à ne pas avoir l'anglais ou le français comme langue maternelle. Il se peut que ce clivage exerce une incidence sur les performances relatives des groupes linguistiques définis par la première langue officielle parlée. Le graphique suivant vérifie cela en comparant les performances au test de littératie du PEICA pour les répondants ontariens selon leur langue maternelle³².

Graphique 4.3 : Distribution des niveaux de littératie (échelle de gauche) et scores moyens (échelle de droite) selon la langue maternelle, Ontario



Les symboles * et o indiquent une différence statistiquement significative entre la valeur des anglophones et celle des francophones au niveau de confiance de 95 %.

Source : Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA), 2012.

L'examen des résultats du test de littératie en fonction de la langue maternelle permet de jeter un nouvel éclairage sur les performances des groupes linguistiques qui met notamment en lumière le rôle prépondérant de l'immigration sur les performances des groupes linguistiques. Ainsi, les Ontariens de langue maternelle française ont obtenu un score moyen inférieur à celui de leurs homologues

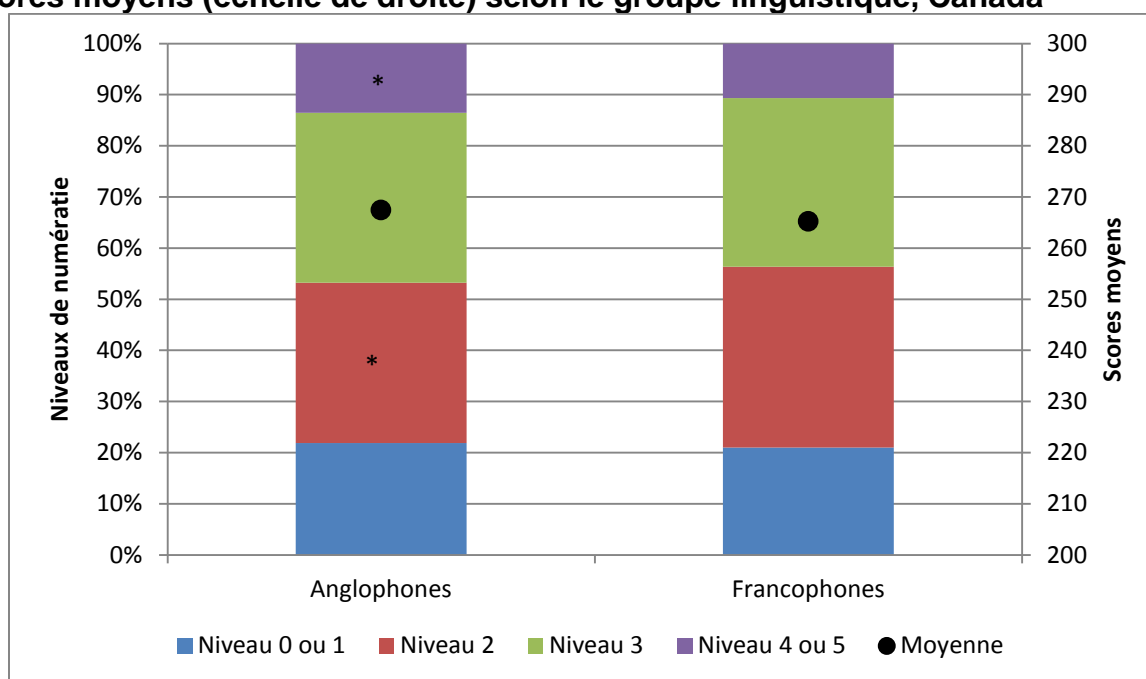
³² Aux fins de cette analyse, les groupes linguistiques ont été définis à partir de la première langue maternelle des répondants. En Ontario, 13,4 % des répondants du PEICA ont mentionné avoir plus d'une langue maternelle dans le PEICA comparativement à 2,2 % au recensement de 2011.

anglophones (274,9 contre 284,7). En revanche, ils ont nettement mieux performé que les Ontariens dont la langue maternelle n'est ni l'anglais ni le français (257,8). De plus, si un peu plus de 10 % des Ontariens dont le français est la langue maternelle se situent au niveau 0 ou 1 de l'échelle, une proportion similaire à celle des anglophones, c'est le cas pour le quart des allophones (c'est-à-dire les personnes dont la langue maternelle n'est ni l'anglais ni le français).

4.2 Niveaux de compétence en numératie

Les différences nationales dans les niveaux de numératie entre anglophones et francophones sont présentées dans le graphique suivant.

Graphique 4.4 : Distribution des niveaux de numératie (échelle de gauche) et scores moyens (échelle de droite) selon le groupe linguistique, Canada



* Indique une différence statistiquement significative entre la valeur des anglophones et celle des francophones au niveau de confiance de 95 %.

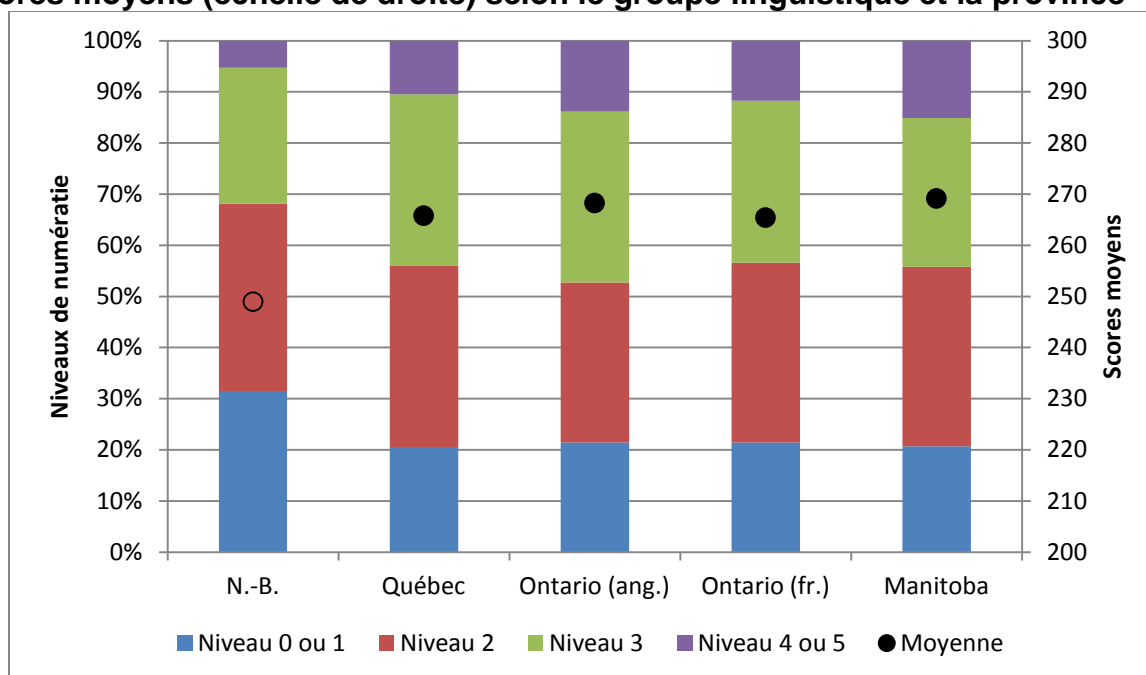
Source : Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA), 2012.

Le score moyen des francophones au test de numératie était de 265,2, une valeur similaire à celle des anglophones (267,4). Entre 2003 et 2012, l'écart entre les deux groupes linguistiques en matière de compétences en numératie a fondu, passant de 4,3 % à 1,7 %³³. Autant chez les francophones que chez les anglophones, un peu plus d'une personne sur deux avait obtenu un score correspondant aux niveaux 0, 1 ou 2 de l'échelle de numératie. Les francophones étaient proportionnellement plus nombreux à se situer au deuxième échelon (35,4 % contre 31,4 %). Inversement, une proportion moindre de francophones se classait aux échelons supérieurs, soit les échelons 4 et 5 (10,7 % contre 13,6 %).

³³ La différence entre anglophones et francophones est de 0,8 % si nous définissons les groupes linguistiques au moyen de la première langue officielle parlée.

Le graphique suivant présente les résultats de cette analyse pour les différents groupes linguistiques à l'étude.

Graphique 4.5 : Distribution des niveaux de numératie (échelle de gauche) et scores moyens (échelle de droite) selon le groupe linguistique et la province



Le symbole \circ indique une différence statistiquement significative entre la valeur et celle des francophones de l'Ontario au niveau de confiance de 95 %.

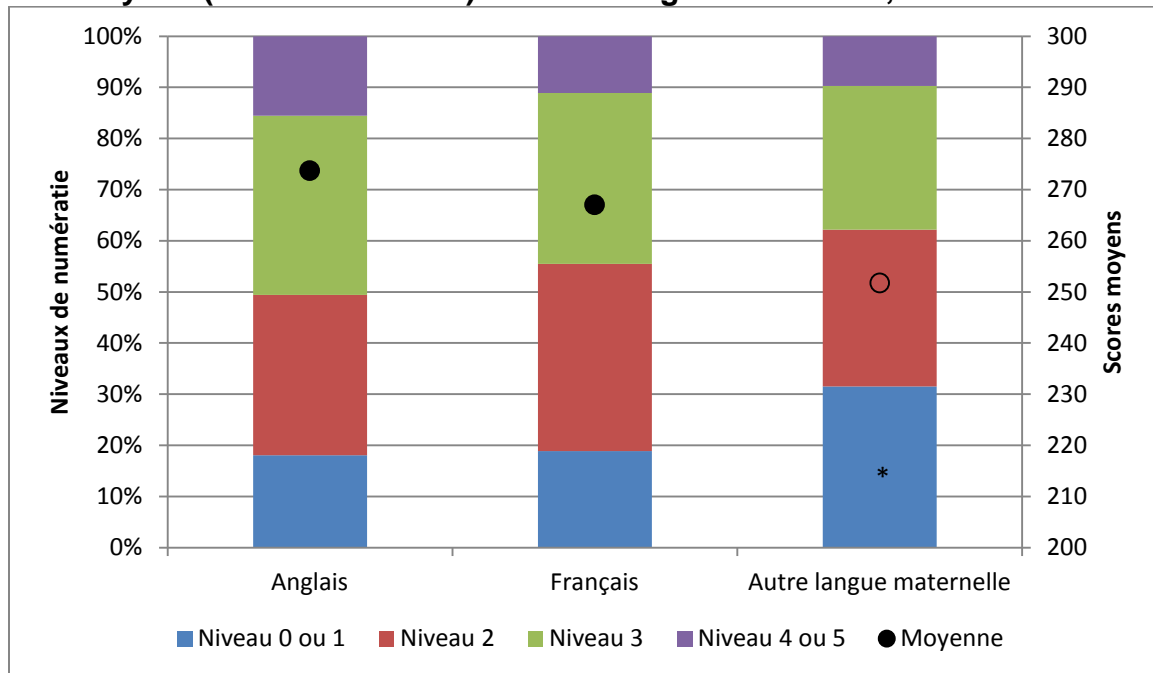
Source : Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA), (2012).

Les francophones de l'Ontario ont obtenu un score moyen de 265,4 au test de numératie du PEICA. L'écart qui les sépare des anglophones est passé de 5,2 % en 2003 à 1,8 % en 2012³⁴. La diminution des différences entre Anglo-Ontariens et Franco-Ontariens est surtout le fait des réductions qui ont eu lieu chez les jeunes générations âgées de 16 à 24 ans ainsi que chez les générations plus âgées, soit celles âgées de 55 à 65 ans. S'il s'agit d'un résultat similaire à celui des anglophones de cette province (268,3), les Franco-Ontariens ont mieux performé que les francophones du Nouveau-Brunswick (249,0). Un peu plus d'un Franco-Ontarien sur deux se situait dans les niveaux inférieurs de l'échelle de numératie. Fait digne de mention, au Nouveau-Brunswick, plus des deux tiers des francophones se situaient aux niveaux 0, 1 ou 2.

Le graphique suivant présente les performances en numératie des Ontariens selon leur langue maternelle.

³⁴ En 2012, l'écart est de 1,1 % en faveur des anglophones si nous choisissons la première langue officielle parlée pour définir les groupes linguistiques.

Graphique 4.6 : Distribution des niveaux de numératie (échelle de gauche) et scores moyens (échelle de droite) selon la langue maternelle, Ontario



Les symboles * et o indiquent une différence statistiquement significative entre la valeur des anglophones et celle des francophones au niveau de confiance de 95 %.

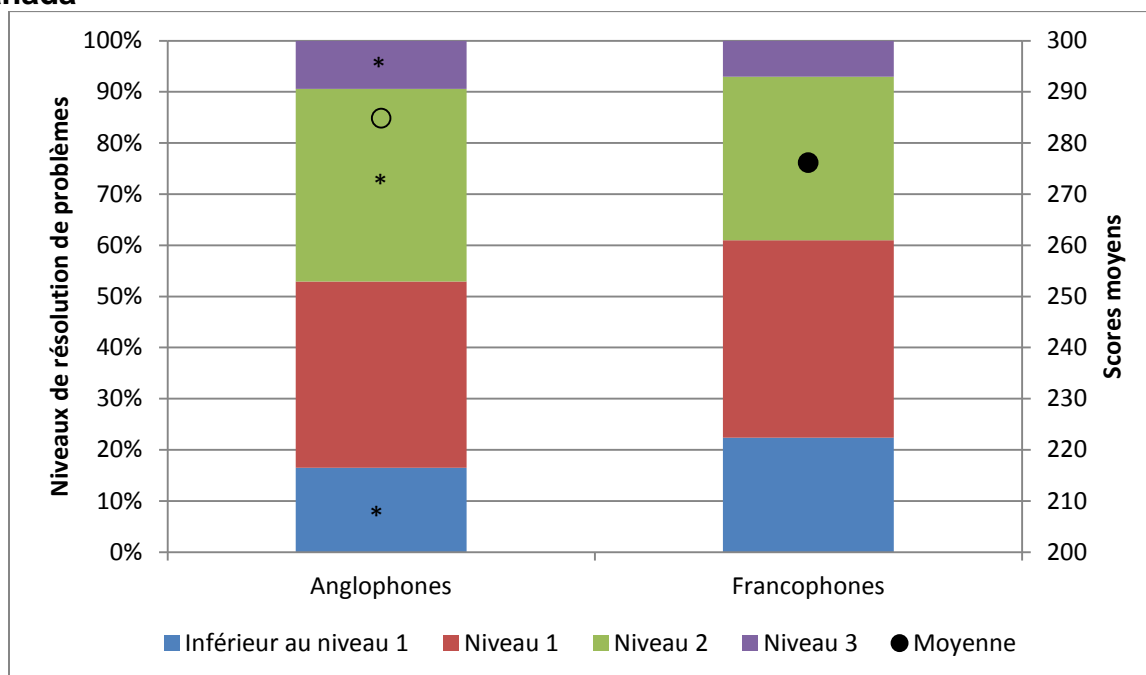
Source : Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA), 2012.

À l'instar de ce qui a été observé au sujet de la littératie, les Ontariens de langue maternelle française ont mieux performé au test de numératie que ceux dont la langue maternelle n'est ni l'anglais ni le français (267,0 contre 251,8). Ce fossé s'explique en bonne partie par la proportion appréciable d'allophones qui ont obtenu une note correspondant aux niveaux 0 ou 1 (31,5 % contre 18,9 % pour les francophones). Contrairement à ce qui prévaut pour la littératie, on ne note pas d'écart significatif sur le plan statistique entre anglophones et francophones en matière de compétence en numératie.

4.3 Niveaux de compétence en résolution de problèmes

Les écarts dans les niveaux de résolution de problèmes dans un environnement technologique entre les deux principaux groupes linguistiques du pays sont présentés dans le graphique suivant.

Graphique 4.7: Distribution des niveaux de résolution de problèmes (échelle de gauche) et scores moyens (échelle de droite) selon le groupe linguistique, Canada



Les symboles * et o indiquent une différence statistiquement significative entre la valeur des anglophones et celle des francophones au niveau de confiance de 95 %.

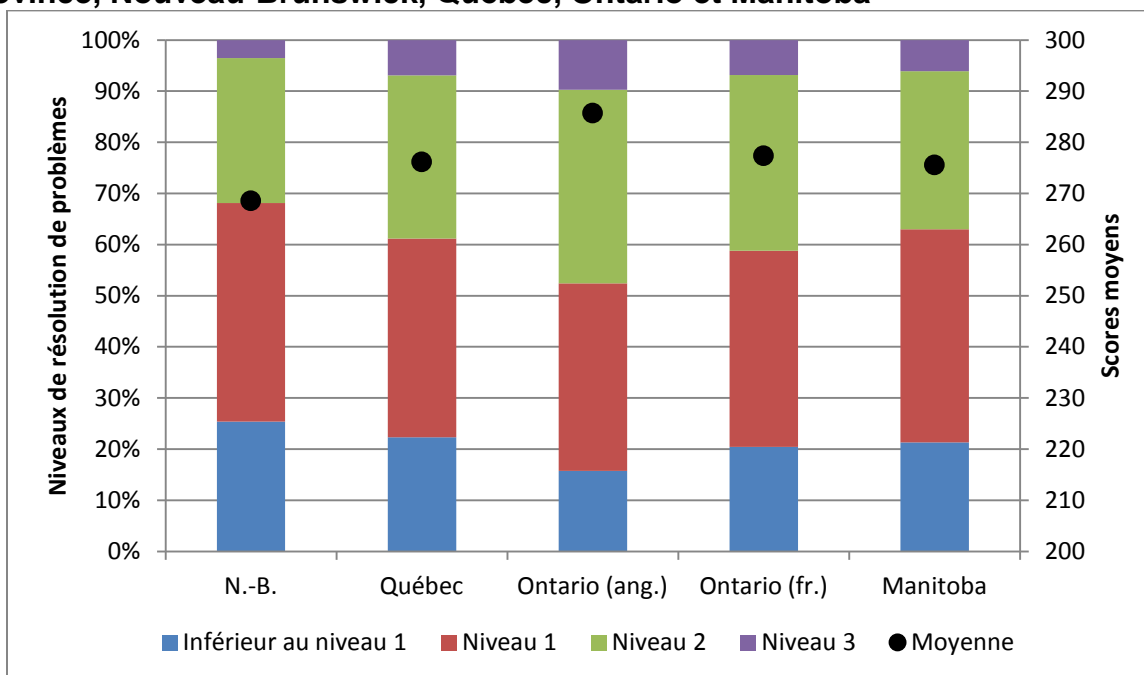
Source : Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA), 2012.

À l'instar des performances en matière de littératie, les francophones du pays ont obtenu des scores plus faibles que les anglophones (276,2 contre 284,9) lors de l'évaluation de leurs compétences en résolution de problèmes³⁵. Plus de 20 % des francophones se situaient à l'échelon inférieur de cette échelle, soit près de six points de pourcentage de plus que les anglophones. Inversement, les francophones étaient proportionnellement moins nombreux à se trouver dans les échelons supérieurs de l'échelle. En effet, 39,0 % des francophones ont obtenu un score correspondant aux niveaux 2 ou 3 tandis que c'était le cas pour 47,1 % des anglophones.

Le graphique suivant rend compte du phénomène en présentant les résultats de la comparaison des groupes francophones selon la province.

³⁵ Il faut demeurer prudent dans l'interprétation des scores obtenus pour la résolution de problèmes, car seuls les répondants ayant passé les tests du PEICA sur ordinateur ont été évalués pour cette dimension. Or, près d'un Canadien sur cinq n'a pas été évalué par l'entremise du test assisté par ordinateur du PEICA. Une analyse préliminaire indique que certains facteurs comme l'âge, le niveau de scolarité et le niveau de compétence en littératie et en numératie pourraient être associés au fait de ne pas avoir été évalué par le test assisté par ordinateur (Statistique Canada, 2013a).

Graphique 4.8 : Distribution des niveaux de résolution de problèmes (échelle de gauche) et scores moyens (échelle de droite) selon le groupe linguistique et la province, Nouveau-Brunswick, Québec, Ontario et Manitoba



Note : Les écarts des scores moyens et de la répartition des niveaux de compétence en résolution de problèmes entre les francophones de l'Ontario et les autres groupes linguistiques ne sont pas statistiquement significatifs au niveau de confiance de 95 %.

Source : Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA), 2012.

Les francophones de l'Ontario ont obtenu un score moyen de 277,4 au test de résolution de problèmes du PEICA. Il n'y a pas de différence statistiquement significative entre ce score et celui des autres groupes francophones et des anglophones de l'Ontario. De plus, un Franco-Ontarien sur cinq affichait un niveau de compétence en résolution de problèmes inférieur au premier échelon. D'un autre côté, plus de 40 % des francophones de l'Ontario avaient obtenu une note correspondant au deuxième ou au troisième échelon de l'échelle du PEICA. Fait notable, 17,3 % des Franco-Ontariens n'ont pas répondu à ce test tandis que c'était le cas pour plus du quart des francophones du Nouveau-Brunswick. Ces personnes peuvent ne pas avoir passé ce test pour diverses raisons, notamment le fait d'avoir peu ou pas d'expérience en informatique. Bien que l'informatique soit de plus en plus omniprésente dans les milieux de travail et à la maison, ces résultats indiquent néanmoins qu'une part non négligeable de la population francophone de 16 à 65 ans possède des connaissances rudimentaires en la matière. Une telle situation peut avoir des conséquences importantes en matière d'adaptation aux exigences des milieux de travail et dans la vie de tous les jours.

Enfin, contrairement à la situation qui prévaut pour la littératie et la numératie, les performances des Ontariens de langue maternelle française s'apparentent à celles de leurs homologues anglophones et allophones.

4.4 Littératie, numératie et résolution de problèmes

La littératie, la numératie et la résolution de problèmes sont trois compétences essentielles au traitement de l'information. À ce titre, elles sont très liées les unes aux autres. Par exemple, plus de 75 % des répondants ayant obtenu un score de littératie correspondant aux niveaux 0 ou 1 ont également obtenu de tels scores lors du test de numératie. Inversement, plus de neuf répondants sur dix qui se classaient dans les niveaux 4 ou 5 de littératie se situaient aux niveaux 3, 4 ou 5 en numératie.

La suite de ce document se concentrera sur les compétences en littératie pour deux raisons. Tout d'abord, comme ces trois facettes du traitement de l'information sont très corrélées, les enjeux qui les concernent sont sensiblement les mêmes. Ensuite, cette approche simplifiera grandement l'analyse des résultats de même que la lecture du rapport en évitant notamment les répétitions de conclusions similaires pour ces trois volets du traitement de l'information.

5. Déterminants du niveau de compétence en littératie des francophones de l'Ontario

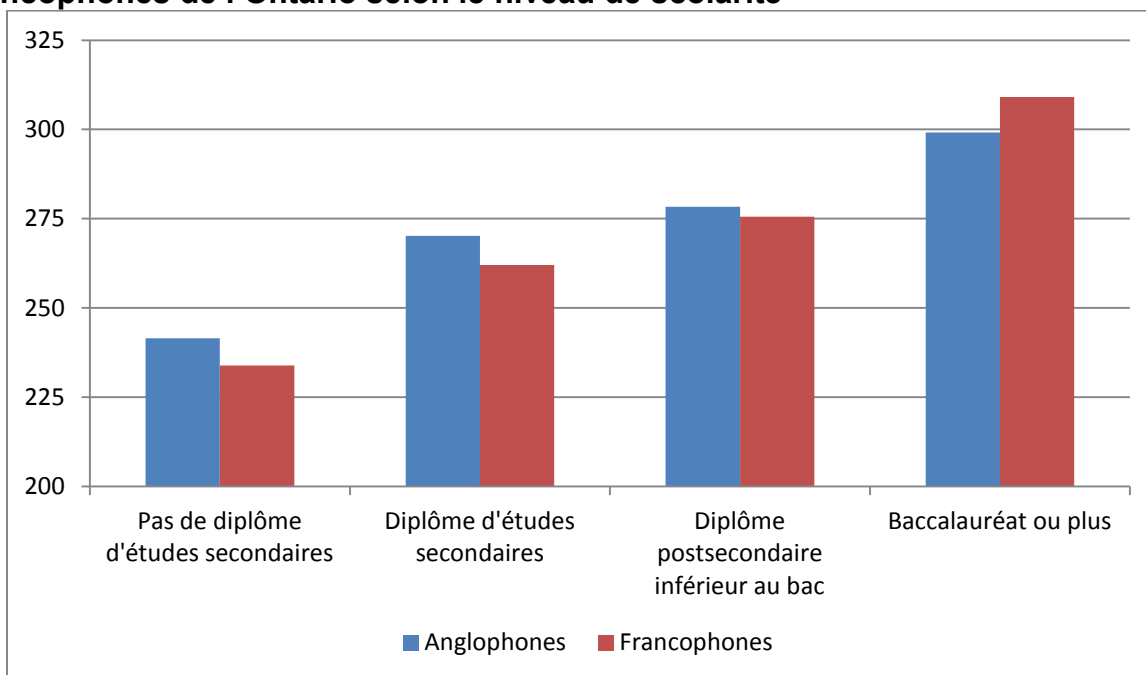
Ce chapitre explore l'évolution des principaux déterminants des compétences en matière de littératie pour les francophones de l'Ontario. La première caractéristique étudiée est la scolarité, une variable incontournable pour l'étude de ce sujet, qui a d'ailleurs longtemps été directement utilisée pour mesurer l'alphabétisme. Par la suite, nous nous intéressons à l'âge, une autre variable fortement reliée aux compétences en littératie, ainsi qu'à l'immigration, une réalité de plus en plus importante pour les groupes francophones en situation minoritaire.

5.1 Compétences en littératie selon le niveau de scolarité

Le niveau de scolarité est évidemment très corrélé au niveau de littératie. C'est en effet à l'école que les enfants développent la majorité des outils qui leur permettront de comprendre et d'exécuter des tâches requérant un niveau avancé de littératie à l'âge adulte. De plus, la scolarité facilite l'entrée dans le « cercle vertueux de la littératie », c'est-à-dire qu'elle donne accès à des emplois où l'utilisation de la littératie est plus fréquente et les possibilités de formation plus grandes, deux éléments vitaux pour le maintien des compétences tout au long de la vie.

L'effet de la scolarité sur le niveau de compétence en littératie est appréciable. Les Canadiens qui ne détiennent pas de diplôme d'études secondaires ont obtenu des résultats inférieurs de près de 66 points à ceux qui ont obtenu un baccalauréat (Statistique Canada, 2013a). Le graphique suivant présente le niveau de compétence en littératie selon le niveau de scolarité pour les anglophones et les francophones de l'Ontario.

Graphique 5.1 : Scores moyens de littératie des anglophones et des francophones de l'Ontario selon le niveau de scolarité



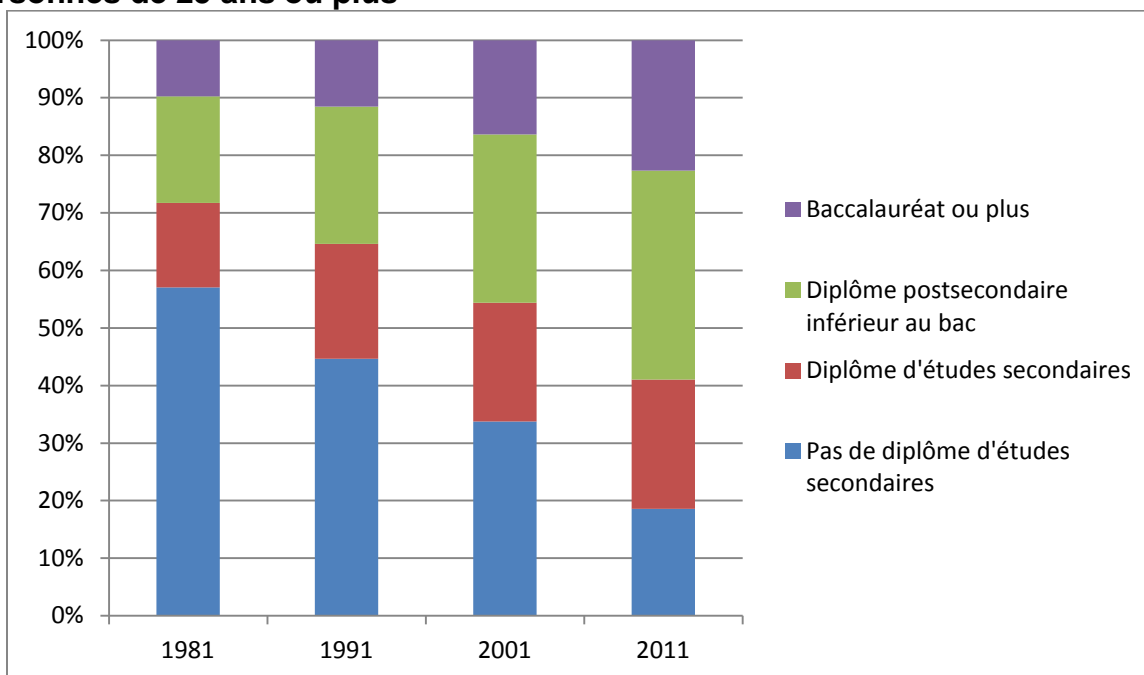
Note : Les différences des scores moyens entre les francophones et les anglophones de l'Ontario ne sont pas statistiquement significatives au niveau de confiance de 95 %.

Source : Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA), 2012.

Ce graphique met en lumière deux choses. Premièrement, le lien entre la scolarité et la littératie est très clair. Alors que les Franco-Ontariens qui détenaient au moins un baccalauréat ont obtenu un score moyen supérieur à 300, ceux qui n'avaient pas complété leurs études secondaires affichaient de leur côté des résultats inférieurs à 235, un écart d'environ 75 points. Deuxièmement, les écarts entre anglophones et francophones pour un même niveau de scolarité ne sont pas statistiquement significatifs. Ceci contraste clairement avec les résultats de 2003 où les Franco-Ontariens de tous les niveaux de scolarité à partir du deuxième cycle du secondaire avaient moins bien réussi les tests de textes suivis et schématiques que leurs homologues anglophones.

Les enquêtes précédentes ont aussi montré que la relation entre la littératie et le niveau de scolarité est plus complexe qu'on ne pourrait le croire. En effet, des individus très scolarisés peuvent afficher des capacités relativement faibles en littératie tandis que d'autres, peu scolarisés, peuvent très bien se retrouver dans les niveaux supérieurs de l'échelle de littératie. Par exemple, 26 % des Canadiens détenant un baccalauréat n'atteignent pas le niveau 3 sur l'échelle de littératie (Statistique Canada, 2013a). Malgré ces variations, il n'en reste pas moins que la scolarité constitue le principal vecteur des capacités en littératie. Or, les francophones de l'Ontario ont été historiquement désavantagés à ce chapitre, ce qui s'est naturellement reflété dans leur niveau de compétence en littératie. Le graphique suivant montre tout le chemin parcouru par les Franco-Ontariens en matière de scolarité au cours des 30 dernières années.

Graphique 5.2 : Distribution du niveau de scolarité des Franco-Ontariens pour les personnes de 25 ans ou plus

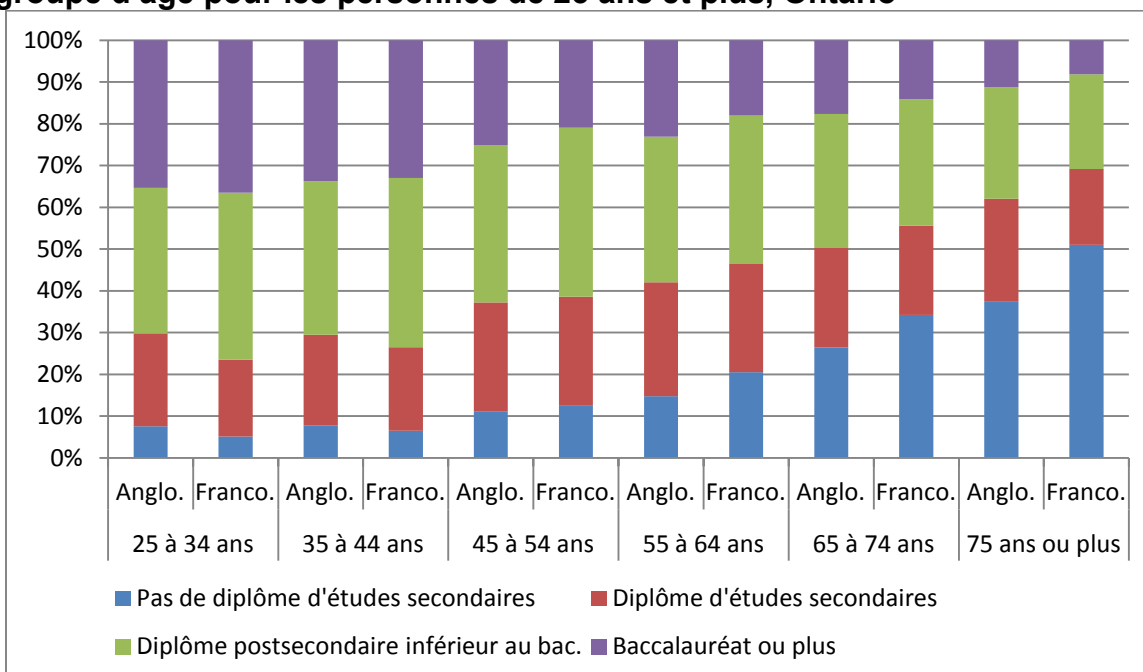


Sources : Recensements de 1981, 1991 et 2001 et Enquête nationale auprès des ménages, 2011.

En 1981, plus de la moitié des francophones de l'Ontario âgés de 25 ans ou plus n'avaient pas terminé leurs études secondaires. Cette proportion a graduellement diminué au fil du temps si bien qu'en 2011, moins d'un Franco-Ontarien sur cinq n'avait pas complété ses études secondaires. Inversement, la proportion de Franco-Ontariens qui détiennent au moins un baccalauréat est passée d'un peu moins de 10 % à environ 20 % au cours de la même période. C'est donc dire qu'en 30 ans, la proportion de bacheliers a pratiquement été multipliée par deux au sein de la population franco-ontarienne tandis que celle qui ne détient pas un diplôme d'études secondaires a diminué de plus de 50 %.

Cette hausse soutenue de la scolarité fait en sorte que les francophones de l'Ontario sont en train de rattraper leur retard en la matière par rapport à leurs homologues anglophones. Le graphique suivant rend compte de cette évolution.

Graphique 5.3 : Distribution du niveau de scolarité selon le groupe linguistique et le groupe d'âge pour les personnes de 25 ans et plus, Ontario



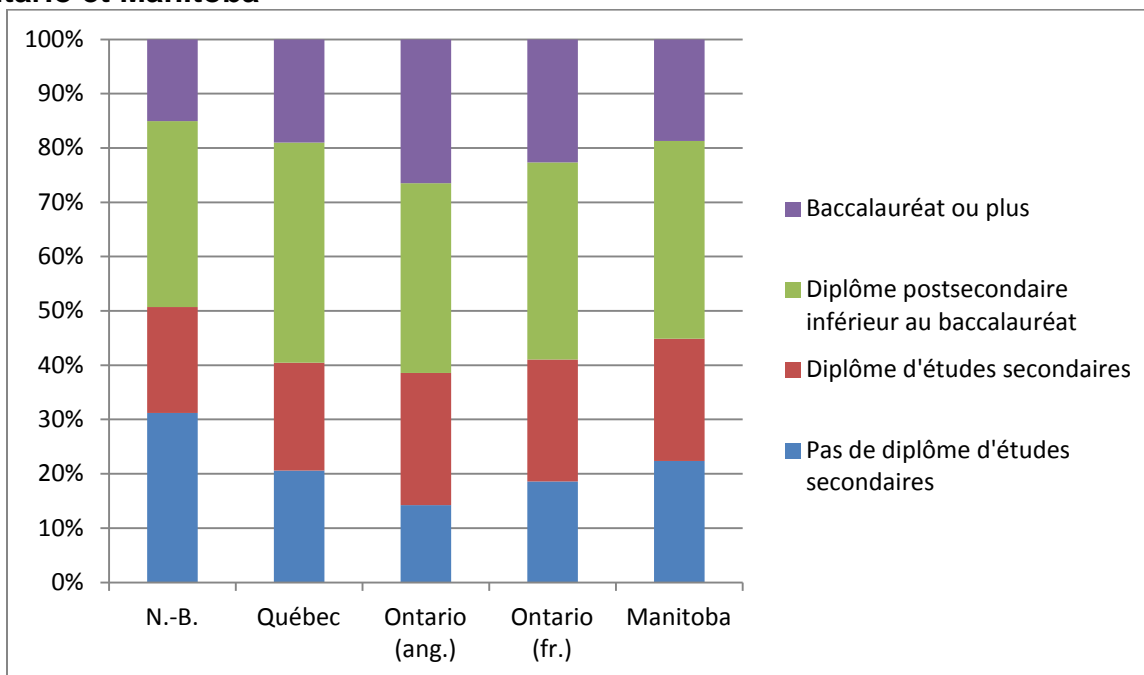
Source : Enquête nationale auprès des ménages, 2011.

En 2011, des écarts importants subsistaient entre anglophones et francophones en matière de scolarité chez les générations plus âgées. En effet, plus de la moitié des Franco-Ontariens âgés de 75 ans ou plus n'avaient pas obtenu leur diplôme d'études secondaires tandis que ce n'était le cas que pour moins de quatre anglophones sur dix. Ces différences s'estompent graduellement chez les plus jeunes générations si bien qu'à partir des cohortes âgées de 35 à 44 ans, les Franco-Ontariens étaient moins nombreux à ne pas avoir obtenu un diplôme d'études secondaires. Par exemple, chez les personnes âgées de 25 à 34 ans, 5,1 % des francophones de l'Ontario n'avaient pas terminé leurs études secondaires, une proportion inférieure à celle des anglophones (7,6 %).

Le rattrapage des Franco-Ontariens est également perceptible à l'autre bout du spectre, soit chez les diplômés universitaires. Les anglophones étaient toujours plus nombreux à détenir au moins un baccalauréat chez les générations plus âgées. Chez les personnes de 75 ans ou plus, 8,1 % des francophones détenaient au moins un baccalauréat contre 11,2 % des anglophones. Ces différences sont encore une fois progressivement moindres chez les générations plus jeunes si bien que chez les gens âgés de 25 à 34 ans, les francophones étaient légèrement plus nombreux à détenir au moins un diplôme universitaire de premier cycle que les anglophones (36,5 % contre 35,3 %). L'immigration francophone, moins importante en nombre, mais plus scolarisée, est un élément d'explication de ce rattrapage. En effet, chez les personnes nées à l'étranger et âgées de 25 à 34 ans, plus d'un francophone sur deux possède un baccalauréat contre 42,7 % chez les anglophones. Malgré l'apport de l'immigration, les Franco-Ontariens nés dans la province ont aussi réalisé d'importants progrès. L'écart entre anglophones et francophones natifs de l'Ontario relativement aux détenteurs de baccalauréat passe de 7,4 % en faveur des anglophones chez les gens âgés de 55 à 64 ans à 2,5 % chez les cohortes de 25 à 34 ans.

Une autre conséquence du rattrapage des francophones de l'Ontario en matière de scolarité est qu'en plus de se rapprocher de leurs homologues anglophones, ils sont aussi le groupe francophone le plus scolarisé parmi ceux à l'étude. Le graphique suivant témoigne de cela.

Graphique 5.4 : Distribution du niveau de scolarité selon le groupe linguistique et la province pour les personnes de 25 ans ou plus, Nouveau-Brunswick, Québec, Ontario et Manitoba



Source : Enquête nationale auprès des ménages, 2011.

En 2011, plus d'un Franco-Ontarien sur cinq âgé de 25 ans ou plus possédait au moins un baccalauréat (22,6 %), ce qui demeurait un peu plus faible que chez les anglophones de l'Ontario (26,5 %), mais qui constituait malgré tout un sommet parmi les groupes francophones de cette étude. À l'autre bout du spectre, 18,6 % des francophones de l'Ontario n'avaient pas obtenu de diplôme d'études secondaires, soit la proportion la plus faible parmi les communautés francophones à l'étude. Cette proportion demeurait toutefois supérieure à celle des anglophones de la province (14,3 %). Il convient de souligner la performance plus faible des francophones du Nouveau-Brunswick dont près du tiers n'ont pas terminé leurs études secondaires, soit de loin la proportion la plus élevée parmi les groupes étudiés dans ce rapport.

Rappelons cependant que la population francophone de l'Ontario ne constitue pas un bloc monolithique à l'égard de la scolarité. En 2011, environ 16 % des francophones de l'Ontario de 25 ans ou plus nés dans cette province détenaient au moins un baccalauréat, soit six points de pourcentage de moins que chez les anglophones nés en Ontario. Toutefois, cet écart était largement tributaire des différences marquées chez les générations plus âgées et tend à s'estomper chez les plus jeunes générations. La proportion de francophones nés en Ontario et titulaires d'au moins un diplôme universitaire de premier cycle était aussi nettement inférieure à celles des Franco-Ontariens nés au Québec (27,1 %), dans le reste du Canada (24,3 %) ou dans un autre pays (43,1 %). Ces importants écarts en matière de scolarisation selon

le lieu de naissance pourraient très bien se refléter dans les niveaux de compétence en littératie. La taille de l'échantillon du PEICA ne permet cependant pas un degré aussi fin d'analyse.

Le niveau de scolarisation de la population franco-ontarienne ne se répartit pas également à travers la province. En effet, plus de 40 % des Franco-Ontariens qui habitent Toronto détiennent au moins un baccalauréat alors que c'est le cas pour plus de 30 % des francophones d'Ottawa. Comme nous l'avons constaté précédemment, ces deux régions se distinguent non seulement par leur caractère urbain, mais aussi par l'importance de leur population francophone née en dehors de la province. À l'autre bout du spectre, la proportion de diplômés universitaires au sein de la population francophone atteint un plancher de près de 10 % dans le Sud-Est et le Nord-Est. Ces deux régions abritent également les proportions les plus importantes de francophones qui n'ont pas complété leurs études secondaires, soit plus du quart de la population. Compte tenu de l'importance primordiale de la scolarité pour le développement des compétences en littératie, nous pouvons nous attendre à ce que ces différences régionales se traduisent par des écarts dans les performances des Franco-Ontariens au test de littératie du PEICA. Ce point sera exploré dans les prochains chapitres.

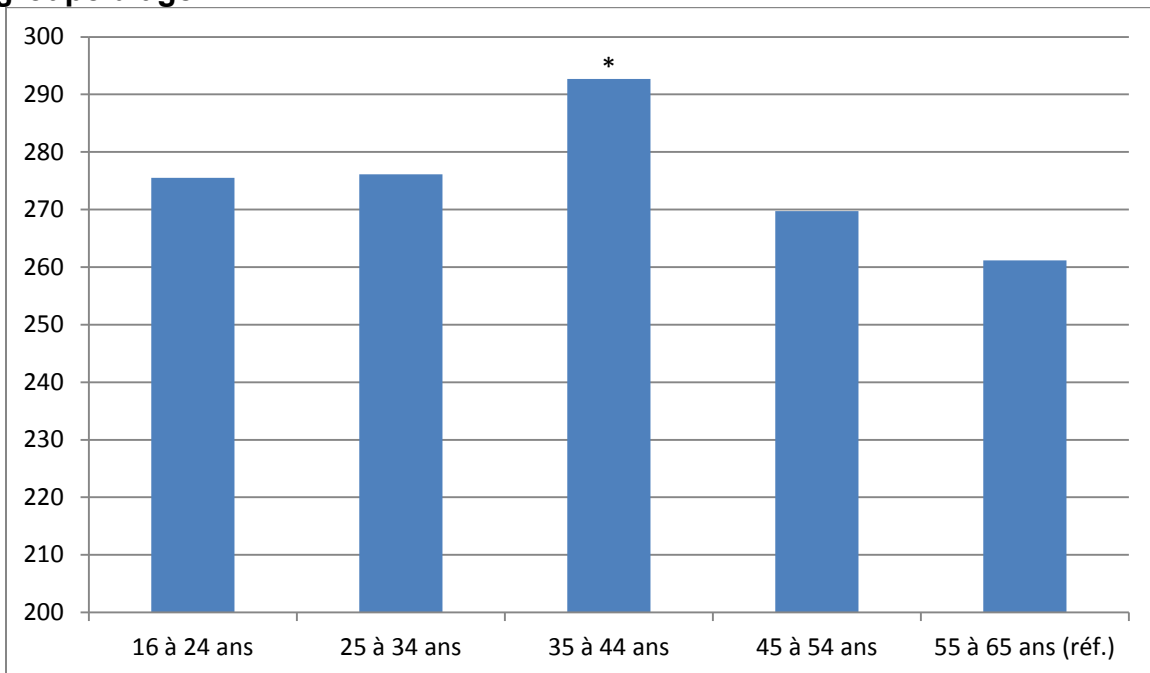
5.2 Compétences en littératie selon l'âge

La scolarité n'est pas le seul facteur associé aux compétences en littératie. L'âge des individus en est également un corrélat important. Les relations qui unissent ces deux variables sont également complexes. Les études antérieures indiquent que les compétences en littératie augmentent au cours de la vingtaine pour atteindre un sommet aux alentours de trente ans et déclinent ensuite graduellement (Statistique Canada, 2013a). Willms et Murray (2007) concluent d'ailleurs que la plupart des Canadiens connaissent au cours de leur vie une perte de compétences correspondant en moyenne à une année de scolarité. Si les effets biologiques du vieillissement sur les performances cognitives ne peuvent être négligés, un bon nombre d'autres facteurs entrent aussi en jeu. En effet, les jeunes adultes sont non seulement plus scolarisés que leurs aînés, mais bénéficient également des compétences récemment acquises au cours de leurs études. Par contre, les personnes plus âgées peuvent tirer profit de leur expérience et de leur savoir pour améliorer leur rendement en littératie. Aussi, pour ces personnes, l'utilisation régulière de leurs compétences en littératie devient cruciale pour le maintien de ces dernières au fil du temps. C'est pourquoi en vieillissant, les habitudes de vie à la maison et au travail de même que la formation deviennent de plus en plus importantes à cet égard. Nous pouvons donc nous attendre, par exemple, à ce que les individus qui s'adonnent à la lecture régulièrement au travail ou durant leurs loisirs aient des compétences plus élevées en matière de littératie. L'examen des relations entre la littératie et l'âge est capital étant donné que l'érosion qui découle du vieillissement peut annuler en partie l'acquisition des compétences réalisée plus tôt dans la vie.

Il convient aussi de souligner que l'analyse des liens entre l'âge et la littératie ne peut faire l'économie de considérations qui tiennent compte du contexte social, politique, juridique et historique dans lequel chaque cohorte a évolué. Ceci est particulièrement vrai pour les francophones vivant en situation minoritaire. Pour les Franco-Ontariens, les dernières décennies ont été marquées de changements profonds dans leur système d'éducation, lesquels ont abouti à l'établissement d'un réseau scolaire francophone autonome allant de l'école élémentaire jusqu'aux études postsecondaires. Ceci fait en sorte que l'expérience des jeunes générations dans le système scolaire diffère substantiellement de celle de leurs aînés. Les gains réalisés en matière de scolarisation par les plus jeunes générations en sont d'ailleurs un exemple probant.

Le graphique suivant illustre les scores moyens des Franco-Ontariens en fonction de leur âge.

Graphique 5.5 : Scores moyens de littératie des francophones de l'Ontario selon le groupe d'âge



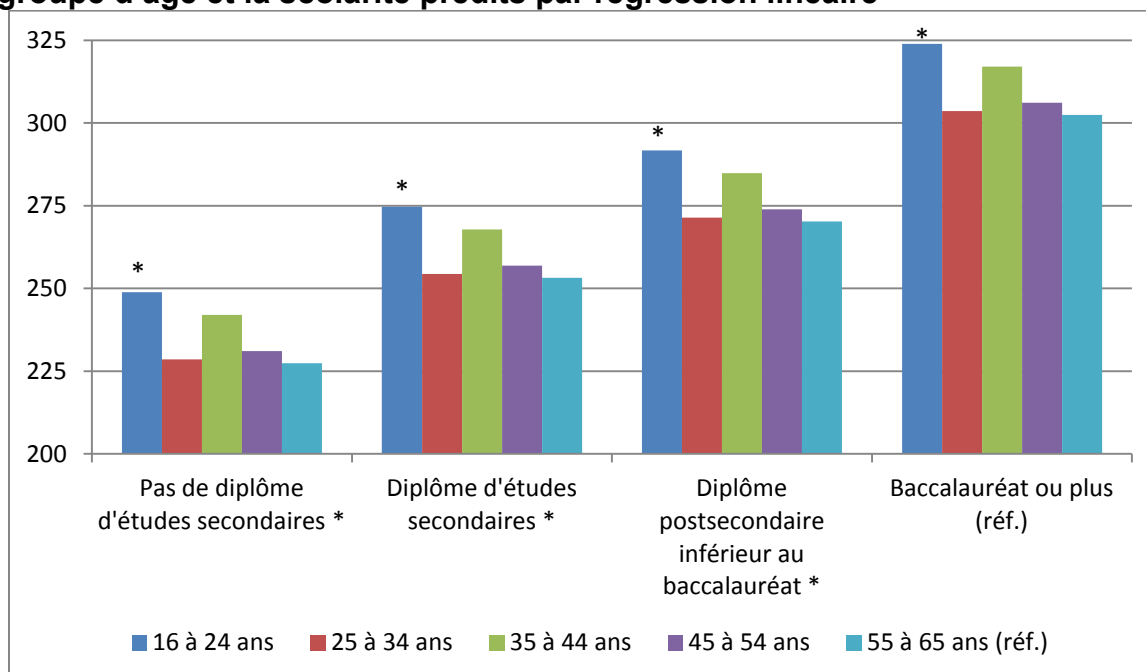
* Indique une différence statistiquement significative par rapport aux gens âgés de 55 à 65 ans au niveau de confiance de 95 %.

Source : Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA), 2012.

Les scores moyens en littératie des francophones de l'Ontario culminent à un peu plus de 290 chez les personnes âgées de 35 à 44 ans. Les scores moyens déclinent ensuite graduellement pour atteindre près de 260 chez les personnes de 55 à 65 ans. Toutefois, en raison de la taille de l'échantillon, seuls ces deux groupes d'âge sont statistiquement différents. De plus, les Franco-Ontariens affichent un niveau de compétence en littératie similaire à celui des anglophones de cette province pour chacun des groupes d'âge.

Nous avons vu que les générations âgées sont nettement moins scolarisées que les générations plus jeunes. Pour cette raison, il est primordial de décortiquer l'effet de la scolarité de celui de l'âge afin de bien comprendre comment ces deux variables interagissent à l'égard des niveaux de compétence en littératie. Le graphique qui suit présente le résultat d'une analyse de régression où l'effet de la scolarité est combiné à celui de l'âge.

Graphique 5.6 : Scores moyens de littératie des francophones de l'Ontario selon le groupe d'âge et la scolarité prédits par régression linéaire



* Indique une différence statistiquement par rapport à la catégorie de référence au niveau de confiance de 95 %.

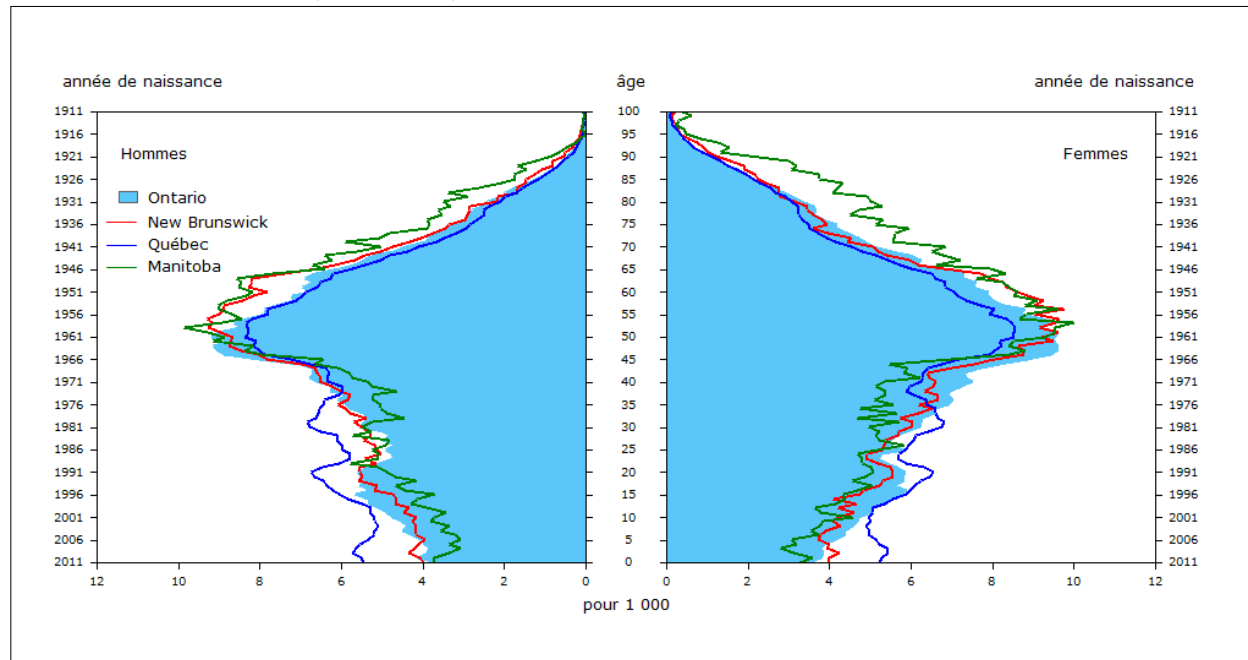
Note : les catégories de référence sont les détenteurs d'au moins un baccalauréat et les gens âgés de 55 à 65 ans.

Source : Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA), 2012.

Bien que la scolarité joue beaucoup plus sur les niveaux de compétence en littératie que l'âge, celui-ci exerce tout de même un certain effet. En isolant l'effet de la scolarité, les Franco-Ontariens de 16 à 24 ans obtiennent les scores de littératie les plus élevés, soit un écart de plus de 20 points par rapport aux Franco-Ontariens âgés de 55 à 65 ans. Ces jeunes francophones sont encore sur les bancs d'école ou viennent de les quitter depuis peu si bien qu'ils viennent de terminer une partie importante du développement de leurs compétences et que l'érosion n'a pas encore eu le temps de faire effet.

Il est reconnu que les compétences tendent à s'éroder en vieillissant. Nous avons vu précédemment que la population franco-ontarienne est plus âgée que celle des Anglo-Ontariens, essentiellement en raison de différences en matière de comportements de fécondité et de la transmission intergénérationnelle incomplète de la langue maternelle. La pyramide des âges suivante reprend cette comparaison afin de situer les Franco-Ontariens par rapport aux autres groupes francophones en matière de vieillissement démographique.

Graphique 5.7 : Pyramide des âges des francophones selon la province, Nouveau-Brunswick, Québec, Ontario et Manitoba



Source : Recensement de 2011.

En 2011, les francophones de l'Ontario présentaient une structure par âge relativement proche de celle des francophones du Nouveau-Brunswick. À l'instar des Franco-Ontariens, les francophones du Nouveau-Brunswick ont aussi connu une baisse de fécondité plus rapide que celle de la population anglophone si bien qu'en 2011, les personnes âgées de 65 ans ou plus représentaient 18,0 % de la population (contre 17,6 % chez les Franco-Ontariens). Les francophones de l'Ontario constituaient tout de même une population plus jeune que celle des Franco-Manitobains, chez qui près du quart de la population est âgé de 65 ans ou plus. Les Franco-Manitobains ont connu une baisse très importante de leur fécondité depuis le milieu du dernier siècle, ce qui a contribué au vieillissement rapide de cette population³⁶. Enfin, la population francophone du Québec était plus jeune que celle de l'Ontario, essentiellement en raison de la hausse récente de l'immigration francophone qui a mitigé les effets de la baisse de la fécondité. En 2011, environ 16 % des francophones demeurant au Québec étaient âgés de 65 ans ou plus.

³⁶ Notons également que ce vieillissement est également attribuable au fait qu'en 2011, plus des deux tiers des enfants ayant au moins un parent de langue maternelle française vivaient au sein d'un foyer exogame et que 80 % d'entre eux s'étaient vus transmettre l'anglais comme langue maternelle.

Les compétences en littératie continuent de s'atrophier après 65 ans. Les données de l'EIACA ont montré que les Canadiens âgés de plus de 65 ans ou plus avaient obtenu un score moyen de 221 sur l'échelle des textes suivis, soit 37 points de moins que les gens âgés de 55 à 65 ans et 71 points de moins que les gens de 26 à 35 ans (Statistique Canada, 2005)³⁷. Dans cette optique, on peut s'interroger à savoir si le vieillissement de la population franco-ontarienne risque d'avoir des conséquences sur le niveau de compétence en littératie de cette population. Rappelons que selon les projections démographiques, 20 % de l'ensemble de la population ontarienne pourrait être âgée de 65 ans ou plus vers 2025 et que ce chiffre pourrait être encore plus élevé pour la population francophone en raison d'une structure par âge déjà plus vieille et d'une transmission incomplète de la langue maternelle. De plus, la population francophone du Nord-Est et du reste de la province est déjà plus âgée (plus de 20 % des Franco-Ontariens de ces régions sont déjà âgés de 65 ans ou plus), si bien que les défis en matière de littératie causés par le vieillissement démographique risquent d'être plus grands à ces endroits.

5.3 Compétences en littératie selon le statut d'immigrant

Nombre d'études s'intéressant aux compétences en littératie font état de différences parfois substantielles dans les niveaux de compétences entre la population née au Canada (les natifs) et les immigrants (McMullen, 2006, 2009). Les données du PEICA corroborent cela alors que les immigrants récents³⁸ (254,2) et les immigrants établis (257,2) ont obtenu des résultats plus faibles aux tests de littératie du PEICA que les personnes nées au Canada (279,6) (Statistique Canada, 2013a). C'est aussi le cas des francophones de l'Ontario puisque ceux issus de l'immigration³⁹ ont obtenu des scores significativement inférieurs à ceux des natifs (236,0 contre 278,4).

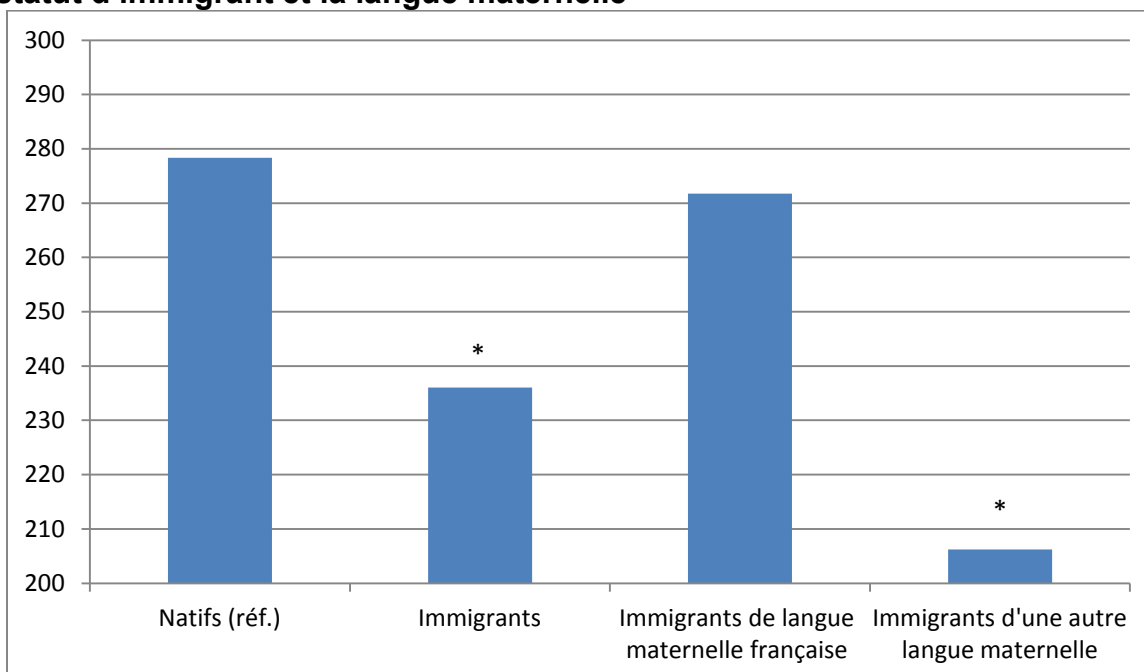
Même en tenant compte de l'effet de leurs caractéristiques, les immigrants présentent des niveaux de compétence en littératie plus faibles que les personnes nées au Canada (Bélanger et al., 2013). Le graphique suivant illustre ce phénomène en montrant les résultats au test de littératie selon le statut d'immigrant et la langue maternelle pour la population franco-ontarienne.

³⁷ Rappelons que le PEICA ciblait les gens âgés de 16 à 65 ans tandis que l'EIACA s'intéressait aux gens âgés de 16 ans et plus.

³⁸ Le PEICA définit un immigrant arrivé au Canada depuis dix ans ou moins comme étant un « immigrant récent » tandis qu'un « immigrant établi » représente un immigrant arrivé au pays depuis plus de dix ans.

³⁹ Aux fins de notre étude, en raison de leur faible nombre et de leurs caractéristiques particulières, la notion d'immigrant comprend également les résidents non permanents. Les résidents non permanents représentent 6,9 % de la population immigrante francophone de l'Ontario telle que définie ici.

Graphique 5.8 : Scores moyens de littératie des francophones de l'Ontario selon le statut d'immigrant et la langue maternelle



* Indique une différence statistiquement significative par rapport au score moyen des natifs au niveau de confiance de 95 %.

Source : Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA), 2012.

L'Enquête nationale auprès des ménages (ENM) a révélé qu'en 2011, un peu plus du quart des immigrants ontariens dont le français était la première langue officielle parlée n'avaient pas le français comme une de leurs langues maternelles⁴⁰. Ces immigrants ont obtenu un score moyen de 206,2 au test de littératie, soit une performance nettement inférieure non seulement aux francophones nés au Canada, mais aussi aux immigrants de langue maternelle française. Bien que l'échantillon du PEICA ne comporte qu'un faible nombre de Franco-Ontariens issus de l'immigration dont le français n'est pas la langue maternelle, ce résultat est tout de même confirmé à l'échelle nationale. En effet, les immigrants francophones dont le français n'est pas la langue maternelle ont obtenu un score de 240,0 comparativement à 273,9 pour les immigrants francophones dont le français est une des langues maternelles et 271,4 pour les francophones nés au pays.

Nous avons souligné plus tôt dans ce chapitre que les immigrants francophones sont plus scolarisés que les francophones nés au pays. Par contre, 36,8 % des immigrants ontariens qui, bien qu'ayant le français comme première langue officielle parlée, n'avaient pas cette langue comme langue maternelle détenaient un baccalauréat, soit près de dix points de pourcentage de moins que ceux de langue maternelle française. Cette proportion demeure tout de même supérieure à celle des Franco-Ontariens nés au Canada. En isolant l'influence de l'âge et de la scolarité, les immigrants francophones de l'Ontario obtiennent un score de littératie inférieur de 45 points aux natifs. Ce fossé provient en partie des immigrants dont la langue maternelle n'est pas le français, lesquels obtiennent un score de littératie inférieur de 71 points aux natifs et de 54 points par rapport aux immigrants de langue maternelle française, toujours en isolant l'effet de l'âge et de la scolarité.

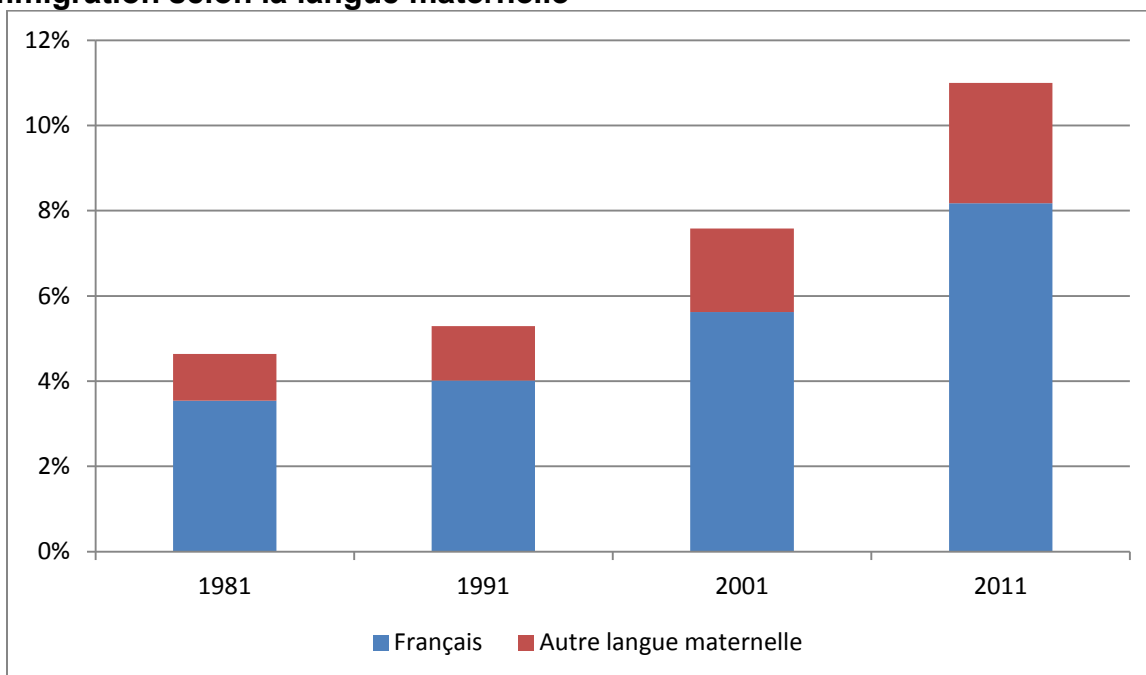
⁴⁰ Près de 40 % des immigrants franco-ontariens dont le français n'était pas une des langues maternelles avaient l'arabe ou une langue créole comme langue maternelle.

Une des raisons généralement avancées pour expliquer la moins bonne performance des immigrants est qu'une part grandissante d'entre eux maîtrise moins l'anglais ou le français en raison de la diversification des pays d'origine des immigrants. Or, comme les tests du PEICA ne peuvent être passés que dans l'une des deux langues officielles, l'aisance des immigrants dans la langue du test peut avoir une incidence certaine sur les résultats. L'aisance dans la langue d'entrevue semble effectivement corrélée au score obtenu par les immigrants francophones. Pour l'ensemble du pays, les immigrants francophones qui ont dit que leur maîtrise de la langue d'entrevue est au mieux passable, soit environ 20 % d'entre eux, ont obtenu un score moyen de 218,8 tandis que les immigrants qui ont affirmé avoir une bonne ou une très bonne maîtrise de la langue d'entrevue ont obtenu un score moyen de 266,5. Même en isolant l'influence de la scolarité et de l'âge, les immigrants francophones qui maîtrisent moins la langue de l'entrevue ont obtenu un score de littératie inférieur de près de 29 points aux immigrants qui affichaient un degré d'aisance plus élevé. Par contre, peu importe l'aisance des immigrants dans la langue de l'entrevue, ils obtiennent quand même des résultats inférieurs aux natifs, si bien que d'autres facteurs semblent être à l'œuvre pour expliquer les écarts différentiels en matière de littératie.

Comme les répondants du PEICA estiment eux-mêmes leur niveau d'aisance dans la langue de l'entrevue, il est possible que les immigrants tendent à le surestimer et soient moins conscients de leurs difficultés en la matière. C'est précisément ce que suggèrent les résultats obtenus par l'Enquête sur l'alphabétisme de la population immigrante de l'Ontario (Alphabétisation Ontario, 2000). De plus, comme près de la moitié des Franco-Ontariens issus de l'immigration ont obtenu leur plus haut diplôme postsecondaire à l'extérieur du pays, il est également possible que les différences entre immigrants et natifs en matière de littératie résultent partiellement de différences dans la qualité des systèmes d'éducation et des autres institutions publiques, surtout dans le cas d'immigrants provenant de pays en voie de développement. C'est du moins l'hypothèse avancée par Coulombe et Tremblay (2006) dans leur analyse du rôle que joue le capital humain dans la détermination du niveau de vie. Cette hypothèse tend d'ailleurs à être corroborée par l'analyse de McMullen (2009), qui montre que les immigrants ayant fait au moins une partie de leurs études au Canada affichaient un niveau de compétence supérieur à ceux ayant réalisé toutes leurs études à l'étranger.

Ces résultats qui lient immigration et littératie sont importants, car la part de la population franco-ontarienne née à l'étranger est en hausse. Le graphique suivant rend compte de cette évolution.

Graphique 5.9 : Proportion de la population franco-ontarienne issue de l'immigration selon la langue maternelle



Note : en 1981, les résidents non permanents n'étaient pas inclus dans l'univers du recensement.

Source : Enquête nationale auprès des ménages, 2011.

En 1981, non seulement la population née à l'étranger représentait moins de 5 % de la population franco-ontarienne, mais la part de celle-ci qui n'avait pas le français comme langue maternelle était de 23,7 %. La proportion de francophones de l'Ontario nés à l'étranger est en constante augmentation si bien qu'en 2011, elle représentait 11,0 % de l'ensemble des francophones de la province⁴¹, soit plus du double du chiffre de 1981. De plus, la part des Franco-Ontariens nés à l'étranger dont le français n'était pas la langue maternelle a légèrement augmenté pour atteindre 25,7 %. Ils étaient particulièrement nombreux à Ottawa, où ils représentaient 38,6 % de la population francophone née à l'étranger.

Les francophones de l'Ontario se démarquent des autres groupes francophones en situation minoritaire en ce qui a trait à sa population née à l'étranger. Effectivement, en 2011, alors que plus d'un Franco-Ontarien sur dix était issu de l'immigration, ce n'était le cas que 6,8 % des Franco-Manitobains et de moins de 2 % des francophones du Nouveau-Brunswick. En outre, les immigrants dont le français n'est pas la langue maternelle constituent une part plus grande de la population immigrante en Ontario qu'au Nouveau-Brunswick et une proportion similaire à celle du Manitoba.

⁴¹ Ce chiffre diffère légèrement de celui présenté au chapitre 2 en raison de la seule utilisation de la catégorie « français » de la première langue officielle parlée.

5.4 Conclusion

L'amélioration marquée des niveaux de compétence en littératie des francophones de l'Ontario est essentiellement le fruit de la hausse de la scolarisation qui s'est opérée au cours des dernières décennies. Ce facteur a joué de deux façons sur l'évolution des niveaux de littératie. Tout d'abord, en une trentaine d'années, les Franco-Ontariens ont réalisé des progrès considérables en matière de scolarité si bien que les jeunes générations sont désormais aussi scolarisées que les anglophones. Cette évolution s'est réalisée non seulement grâce à l'établissement d'immigrants et de migrants interprovinciaux francophones en Ontario, mais aussi grâce à une hausse des niveaux de scolarisation des Franco-Ontariens nés en Ontario. Ensuite, les Franco-Ontariens ont comblé les écarts qui les séparaient des anglophones en termes de compétence en littératie pour un même niveau de scolarité. Cependant, la scolarisation n'est pas une panacée. Une majorité de Franco-Ontariens ne détient pas de diplôme universitaire et nous verrons plus tard qu'une proportion non négligeable de Franco-Ontariens affichent quand même des compétences moindres en littératie malgré l'obtention d'un baccalauréat.

Bien qu'il en soit le principal vecteur, la scolarité n'est pas le seul facteur qui influe sur les niveaux de compétence en littératie. En effet, l'âge y est également associé. Les francophones de l'Ontario âgés de 55 à 65 ans ont notamment démontré un niveau de compétence en littératie plus faible que celui de la cohorte âgée de 35 à 44 ans. Cependant, les différences entre ces groupes s'expliquent essentiellement par la scolarité. À cet égard, notons que ce sont les jeunes francophones de 16 à 24 ans qui obtiennent des scores plus élevés que leurs aînés. Il importe de souligner que les enquêtes antérieures indiquent clairement que les compétences en littératie continuent de s'éroder après 65 ans. Or, comme les plus récentes projections démographiques de Statistique Canada le suggèrent, 20 % de la population ontarienne pourrait être âgée de 65 ans ou plus au milieu de la décennie 2020. Cette proportion pourrait même être plus élevée chez les Franco-Ontariens en raison de leur structure démographique déjà plus âgée. Bien que la population francophone soit plus scolarisée aujourd'hui, on peut tout de même se demander dans quelle mesure l'érosion des compétences due au vieillissement rapide de cette population est susceptible de devenir un enjeu en matière de littératie au cours des prochaines décennies. Cependant, il importe de souligner que le niveau de scolarisation plus élevé des jeunes cohortes de Franco-Ontariens pourrait mitiger l'effet du vieillissement sur les compétences en littératie de sorte que les personnes âgées pourraient afficher des niveaux plus élevés de littératie dans l'avenir que ce que nous observons aujourd'hui.

Face au caractère inéluctable du vieillissement, les communautés minoritaires misent beaucoup sur l'immigration afin de renouveler leurs effectifs et de conserver leur poids démographique si bien que la part qu'occuperont les immigrants au sein des communautés francophones continuera vraisemblablement à s'accroître. Or, les francophones de l'Ontario issus de l'immigration et pour qui le français n'est pas la langue maternelle, soit environ un immigrant franco-ontarien sur quatre et près de 40 % des immigrants d'Ottawa, affichent un niveau de compétence en littératie beaucoup plus faible que celui des natifs, et ce, malgré une scolarisation plus élevée. Ce phénomène tire sa source en large part du niveau d'aisance des immigrants dans la langue dans laquelle ils ont choisi de passer l'entrevue. Par contre, même en tenant compte de ce facteur ainsi que de l'âge et de la scolarité, les immigrants présentent quand même un niveau de compétence plus faible que les natifs, ce qui laisse croire que d'autres mécanismes pourraient être à l'œuvre pour expliquer les performances plus faibles des immigrants. Comme les compétences en littératie sont vectrices de participation active à la société, d'intégration et de prospérité économique et que les immigrants performant moins bien que les natifs à ce chapitre, une hausse de l'immigration francophone pourrait donc constituer un défi à l'égard des compétences en littératie au cours des prochaines années afin de favoriser leur intégration sociale et

économique à leur pays d'accueil. Ce défi est d'ailleurs double, car une connaissance approfondie de l'anglais est nécessaire pour bien fonctionner dans le marché du travail ontarien, particulièrement celui de Toronto où les francophones sont largement minoritaires, et une connaissance du français est essentielle pour la vitalité des communautés francophones de l'Ontario.

Enfin, l'analyse des principaux déterminants socio-démographiques de la littératie a aussi révélé des défis régionaux particuliers. Les Franco-Ontariens qui résident dans les zones plus rurales de l'Est ontarien présentent une structure par âge plus vieille si bien que le maintien des compétences pourrait constituer un enjeu important au cours des prochaines années dans ces régions. Ceci est d'autant plus important que les niveaux de compétence risquent d'être déjà plus faibles dans ces zones en raison d'une scolarisation moindre. D'un autre côté, les francophones d'Ottawa et surtout de Toronto font face à un tout autre défi. Comme une part significative de leurs effectifs est issue de l'immigration, ces communautés francophones doivent s'assurer que les immigrants possèdent les outils nécessaires à leur intégration, ce qui comprend naturellement de solides compétences en littératie.

6. Les habitudes de lecture des francophones de l'Ontario

Les habitudes de vie à l'égard de la lecture sont fondamentales pour le maintien des compétences en littératie. En effet, faute de pratique régulière, ces compétences risquent de s'atrophier au fil du temps. Les enquêtes précédentes ont mis en lumière la corrélation qui existe entre la fréquence de la pratique de la lecture et un niveau de compétence élevé en littératie. Il a aussi été observé que lire régulièrement peut freiner la diminution des habiletés en lecture qui survient en vieillissant (Willms et Murray, 2007). Or, d'un point de vue historique, les francophones pratiquaient moins la lecture dans leurs loisirs que les anglophones. L'EIACA de 2003 a révélé que les Franco-Ontariens étaient deux fois plus nombreux que les anglophones à ne jamais fréquenter une librairie et 26 % d'entre eux avaient déclaré ne jamais lire de livres comparativement à 13 % des anglophones. Ce retard n'était pas le seul fait des Franco-Ontariens, car les francophones du Nouveau-Brunswick accusaient également un retard marqué par rapport aux anglophones de leur province. De plus, ces données ont aussi révélé que les habitudes de lecture différentielles entre les francophones et les anglophones de l'Ontario expliquaient une partie des écarts observés en matière de niveau de compétence en littératie entre les deux groupes (Corbeil, 2006).

Le PEICA a cherché à connaître les habitudes de lecture des répondants en posant plusieurs questions sur la fréquence à laquelle ils s'adonnent à cette activité pour plusieurs types de documents faisant appel aux différentes facettes des compétences de littératie des répondants. Par exemple, si la lecture d'un roman permet d'améliorer les capacités générales de compréhension de l'écrit et le vocabulaire, la lecture d'un mode d'emploi permet d'utiliser l'information écrite pour atteindre un objectif concret.

Ce chapitre explore donc les comportements des francophones de l'Ontario en matière de pratique de la lecture⁴².

6.1 Habitudes de lecture dans la vie quotidienne

La vie quotidienne fourmille d'occasions d'exercer ses compétences en littératie. En plus des activités de loisirs, le fait de vivre dans une société de plus en plus axée sur l'information requiert l'utilisation de la littératie pour nombre de tâches comme la lecture d'un contrat d'assurance ou d'un manuel d'instructions d'un appareil électronique.

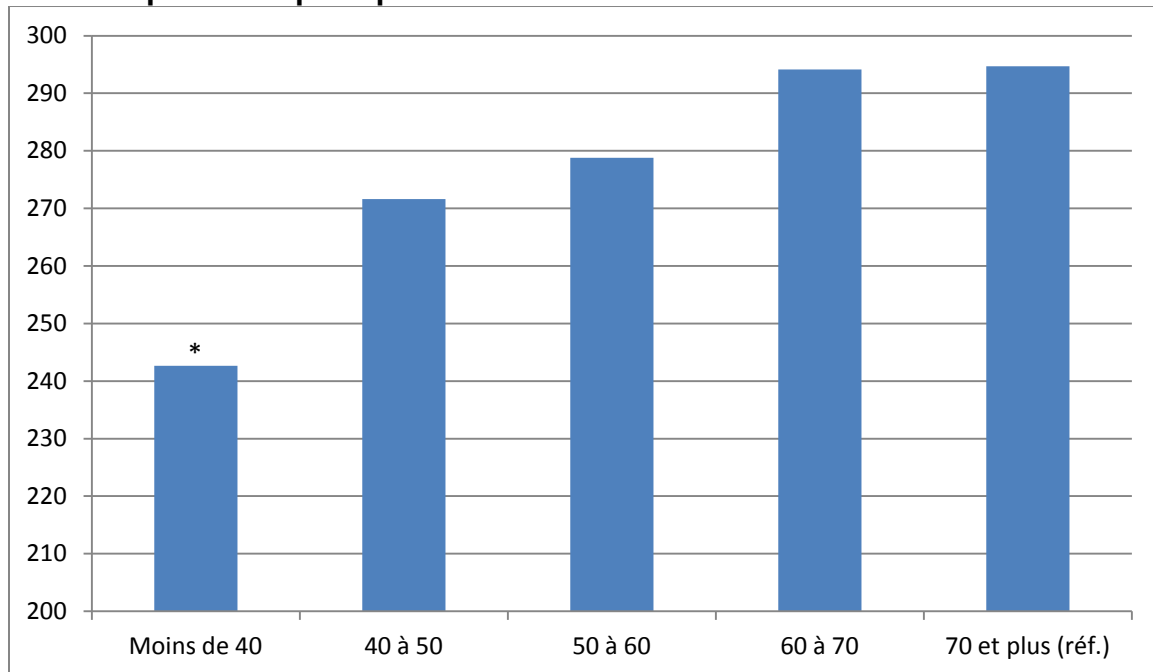
Dans le PEICA, les répondants devaient déclarer la fréquence à laquelle ils s'adonnaient à la lecture de huit types d'ouvrage⁴³. Nous avons construit un indice composite allant de 0 à 100 à partir des réponses à ces questions pour mesurer les habitudes générales de lecture des répondants du PEICA. Plus l'indice se rapproche de 100, plus les habitudes de lecture du répondant sont régulières.

⁴² Notons que ce chapitre porte sur les habitudes de lecture sans égard à la langue dans laquelle les francophones lisent. Cet enjeu sera abordé au chapitre 10.

⁴³ Les huit types d'ouvrages du PEICA sont les directives ou modes d'emploi, les lettres, notes de service ou courriels, les journaux, magazines ou bulletins d'information, les revues spécialisées ou publications érudites, les romans ou ouvrages généraux, les manuels ou ouvrages de référence, les comptes, factures, relevés bancaires ou autres états financiers et les diagrammes, cartes ou schémas. Le répondant devait indiquer la fréquence à laquelle il lit chacun de ces ouvrages sur une échelle à cinq niveaux : jamais, moins d'une fois par mois, moins d'une fois par semaine, mais au moins une fois par mois, au moins une fois par semaine, mais pas tous les jours et tous les jours.

Comme le montre le graphique qui suit, un certain lien entre les habitudes de lecture à la maison des francophones de l'Ontario et leurs aptitudes en littératie peut être observé.

Graphique 6.1 : Scores moyens de littératie des francophones de l'Ontario selon l'indice composite de pratique de la lecture à la maison



* Indique une différence statistiquement significative par rapport au groupe qui présente une valeur de 70 ou plus au niveau de confiance de 95 %.

Source : Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA), 2012.

Les Franco-Ontariens qui lisent très peu ont obtenu des scores moyens inférieurs à 250 au test du PEICA tandis que ceux qui lisent davantage ont nettement mieux performé; leurs scores moyens surpassant même 290 lorsque l'indice composite prend des valeurs supérieures à 60. Les liens qui unissent les habitudes de lecture et les performances en littératie sont tels qu'ils demeurent significatifs même après avoir isolé l'influence de l'âge et du niveau de scolarité des Franco-Ontariens, ce qui confirme le rôle prépondérant de la pratique régulière de la lecture dans le développement et le maintien des compétences en littératie.

Le tableau suivant présente les habitudes de lecture des francophones de l'Ontario pour certaines caractéristiques.

Tableau 6.1 : Indice composite de pratique de la lecture à la maison selon les caractéristiques des francophones de l'Ontario

Caractéristiques	Répartition dans le PEICA	Indice de pratique de la lecture à la maison
Total	100,0	51,5
Région de résidence		
Sud-Est	14,6	46,3
Ottawa (réf.)	25,5	54,9
Toronto	7,6	50,9
Nord-Est	22,3	49,0
Reste de l'Ontario	29,9	53,0
Groupe d'âge		
16 à 24 ans	12,4	53,7
25 à 34 ans	20,8	51,5
35 à 44 ans	18,6	54,4
45 à 54 ans	26,4	49,3
55 à 65 ans (réf.)	21,7	50,2
Sexe		
Femme (réf.)	49,5	53,6
Homme	50,5	49,4
Plus haut niveau de scolarité atteint		
Pas de diplôme d'études secondaires	15,0	40,8 *
Diplôme d'études secondaires	22,0	50,6 *
Diplôme postsecondaire inférieur au baccalauréat	39,6	51,8
Baccalauréat ou plus (réf.)	23,4	58,4
Statut d'immigrant		
Natif (réf.)	90,2	51,4
Immigrant	9,8	52,0
Nombre de livres à la maison à l'âge de 16 ans		
25 livres ou moins	38,9	48,0 *
De 26 à 100 livres	31,2	51,4
Plus de 100 livres (réf.)	29,9	57,4

* Indique une différence statistiquement significative par rapport à la valeur de référence au niveau de confiance de 95 %.

Source : Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA), 2012.

Les statistiques du PEICA révèlent que la caractéristique la plus liée à la pratique régulière de la lecture est la scolarité. Effectivement, les Franco-Ontariens qui détiennent au moins un baccalauréat lisent beaucoup plus que ceux qui sont moins scolarisés et les personnes qui n'ont pas complété leurs études secondaires montrent un indice de lecture particulièrement faible. En outre, le nombre de livres que le répondant possédait à son domicile à l'âge de 16 ans est aussi positivement associé à la pratique de la lecture. Dans notre étude, cette variable désigne un type de capital culturel lié à l'écrit⁴⁴ que le répondant a acquis durant son enfance à l'égard de la lecture; plus il est grand, plus la pratique de la lecture tout au long de la vie est fréquente. Par ailleurs, soulignons que bien que la taille de l'échantillon du PEICA ne permette pas de le confirmer, les Franco-Ontariens d'Ottawa et du reste de l'Ontario

⁴⁴ Tout au long de ce document, le concept de capital culturel lié à l'écrit fera référence au nombre de livres que le répondant avait à son domicile à 16 ans. Il s'agit donc du capital culturel accumulé par le répondant lors de son enfance et non celui au moment de répondre à l'enquête.

semblent présenter un niveau de pratique de la lecture plus élevé que ceux du Sud-Est, ce qui correspond bien aux différences régionales mentionnées précédemment en matière de scolarité.

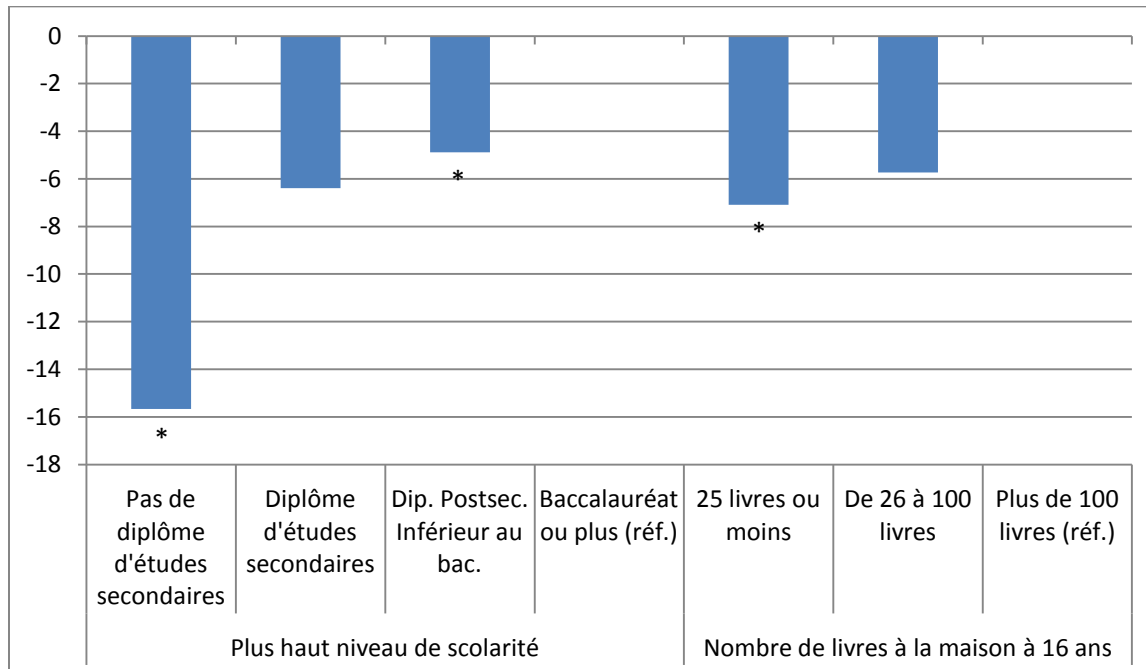
Le graphique qui suit présente les principaux résultats d'une analyse de régression linéaire qui lie la pratique de la lecture aux caractéristiques des répondants.

La régression linéaire

La régression linéaire est une technique statistique qui permet de mettre simultanément en relation une variable d'intérêt continue (comme le revenu annuel ou le nombre d'années de scolarisation), dite dépendante, avec plusieurs variables indépendantes. Cette modélisation permet notamment de pouvoir isoler l'effet de différentes variables dans le but d'obtenir l'effet « net » de chacune des variables indépendantes.

L'effet de chaque variable est obtenu à partir du coefficient de régression, lequel représente la hausse ou la baisse de la valeur de la variable dépendante qui découle d'une augmentation d'une unité de la variable indépendante. Par exemple, un coefficient dont la valeur est 5 signifie que pour une augmentation d'une unité de la variable indépendante, la variable dépendante augmente de cinq unités. Conséquemment, un coefficient positif signifie que la variable indépendante est positivement corrélée à la variable dépendante alors qu'un coefficient négatif signifie le contraire. Finalement, un coefficient égal à zéro signifie que la variable indépendante n'est pas associée à la variable dépendante.

Graphique 6.2 : Effets de la scolarité et du capital culturel lié à l'écrit sur l'indice composite de pratique de la lecture à la maison pour les francophones de l'Ontario



* Indique une différence statistiquement significative par rapport à la valeur de référence au niveau de confiance de 95 %.

Note : les résultats tiennent aussi compte des effets de l'âge, du sexe, du statut d'immigrant, de la scolarité, du secteur d'emploi⁴⁵, de la région de résidence et de la scolarité des parents.

Source : Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA), 2012.

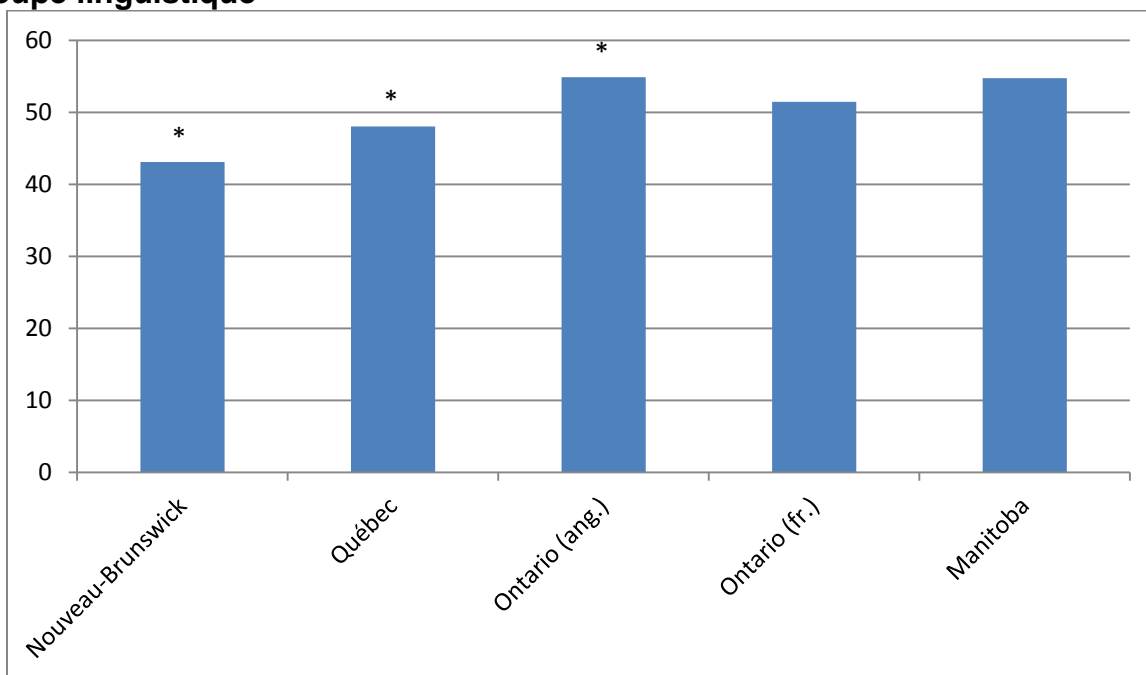
⁴⁵ Les liens entre la littératie et le marché du travail seront abordés dans le huitième chapitre de ce rapport.

Cet exercice confirme les relations qui unissent la scolarité, le capital culturel lié à l'écrit acquis durant l'enfance et les habitudes de lecture. Même en isolant l'influence des caractéristiques des répondants, les Franco-Ontariens moins scolarisés lisent moins régulièrement. C'est notamment le cas de ceux qui n'ont pas complété leurs études secondaires puisqu'ils présentent un indice de pratique de la lecture inférieur de plus de 14 points à celui des bacheliers. L'indicateur du capital culturel lié à l'écrit du PEICA demeure également corrélé à la pratique de la lecture. Les Franco-Ontariens qui possédaient au plus 25 livres à la maison à 16 ans présentent un indice de pratique de la lecture inférieur de plus de 6 points à ceux qui détenaient plus de 100 livres à la maison. Ce résultat signifie que pour un niveau de scolarité donné, les personnes qui ont accumulé un capital culturel lié à l'écrit plus faible à l'égard de la lecture durant l'enfance pratiqueront moins souvent la lecture à l'âge adulte. En faisant l'hypothèse que la quantité de livres à la maison durant l'adolescence représente un bon indicateur de l'exposition à la lecture à cette époque charnière, le développement de bonnes habitudes de lecture dès l'enfance revêt une grande importance pour favoriser de bonnes pratiques à l'âge adulte et ainsi, limiter l'érosion des compétences en littératie et ce, peu importe le niveau de scolarité.

6.1.1 Comparaison aux autres groupes linguistiques

Le graphique suivant rend compte des différences entre les groupes linguistiques au chapitre de la fréquence de pratique de la lecture dans la vie quotidienne.

Graphique 6.3 : Indice composite de pratique de la lecture à la maison selon le groupe linguistique



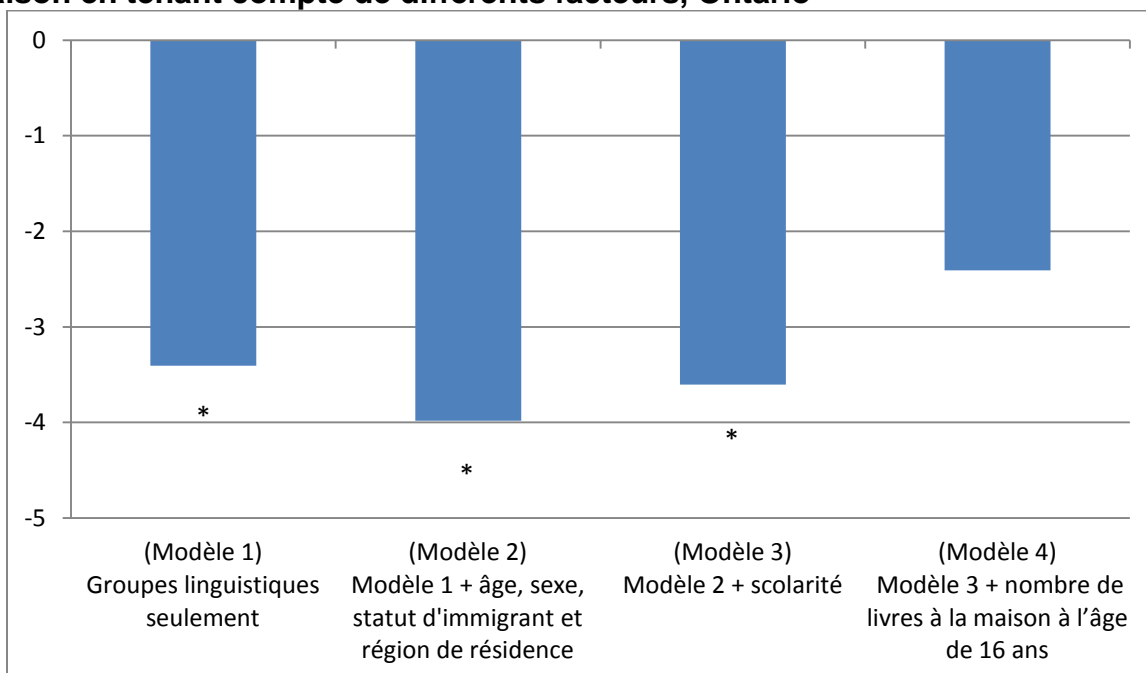
* Indique une différence statistiquement significative entre la valeur et celle des francophones de l'Ontario au niveau de confiance de 95 %.

Source : Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA), 2012.

Les francophones de l'Ontario obtiennent un score de 51,5 sur 100 à l'égard de leurs habitudes de lecture dans la vie de tous les jours. Ils lisent donc moins que leurs homologues anglophones (54,9) si bien que le fossé qui sépare anglophones et francophones en matière d'habitudes de lecture semble toujours présent en Ontario. En revanche, les Franco-Ontariens lisent davantage dans la vie de tous les jours que les francophones du Québec (48,0) et, surtout que ceux du Nouveau-Brunswick (43,1).

Considérant l'importance de bonnes habitudes de lecture pour le maintien des compétences en littératie, nous nous sommes intéressés aux facteurs qui sont susceptibles d'expliquer les différences entre les Anglo-Ontariens et les Franco-Ontariens à ce sujet. Le graphique suivant présente les résultats de modèles de régression linéaire construits à cette fin.

Graphique 6.4 : Effet d'être francophone sur l'indice composite de lecture à la maison en tenant compte de différents facteurs, Ontario



* Indique que le fait d'être francophone est statistiquement significatif par rapport à celui d'être anglophone au niveau de confiance de 95 %.

Source : Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA), 2012.

En ne considérant que les groupes linguistiques, les francophones obtiennent un indice de lecture inférieur aux anglophones de 3,4 points, ce qui correspond naturellement à l'écart qui avait été observé précédemment. La différence persiste même en ajoutant successivement les caractéristiques démographiques de base telles que l'âge et le sexe et même en considérant aussi le niveau de scolarité. Clairement, à niveau de scolarité égal, les Anglo-Ontariens lisent quand même davantage que les Franco-Ontariens. Par contre, les différences entre les anglophones et les francophones en matière de pratique de la lecture s'estompent lorsque nous considérons l'effet du capital culturel lié à l'écrit acquis durant l'enfance tel que mesuré par le PEICA. C'est donc dire qu'un francophone qui affiche les mêmes caractéristiques sociodémographiques et le même niveau de capital culturel lié à l'écrit qu'un anglophone aura, en moyenne, la même fréquence de pratique de la lecture dans la vie quotidienne.

6.2 Capital culturel lié à l'écrit

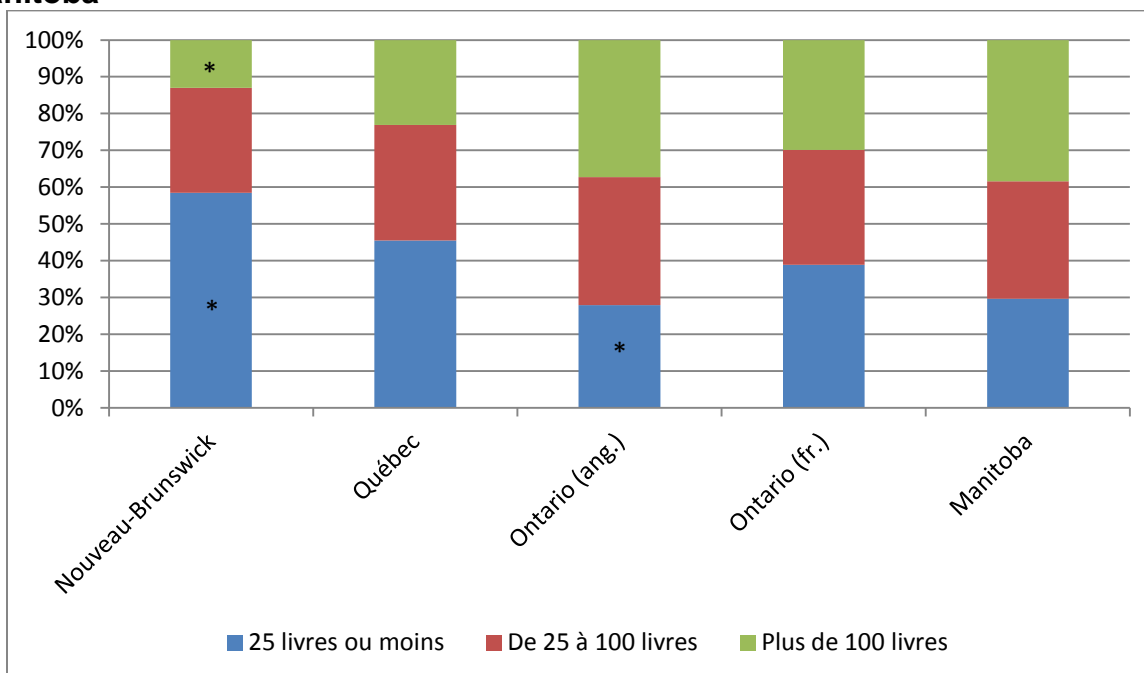
Nous venons de voir que le capital culturel lié à l'écrit accumulé durant l'enfance est non seulement un corrélat important de la pratique de la lecture, mais qu'il est également susceptible d'expliquer une large part du clivage entre les anglophones et les francophones à ce chapitre. Ces résultats motivent donc une analyse plus approfondie du capital culturel lié à l'écrit des francophones de l'Ontario, ce qui est l'objet de la présente section.

Le capital culturel lié à l'écrit désigne l'ensemble des ressources culturelles écrites dont dispose un individu. Le PEICA offre un indicateur de ce concept à l'égard de la pratique de la lecture par l'entremise du nombre de livres que les répondants possédaient à la maison lorsqu'ils avaient 16 ans, soit lors de leurs études secondaires⁴⁶. La disponibilité de nombreux ouvrages de lecture peut favoriser le développement de bonnes habitudes en lecture qui à leur tour peuvent contribuer à développer et à maintenir un haut niveau de compétence en littératie tout au long de la vie. Comme nous l'avons constaté précédemment, les francophones de l'Ontario dont le capital culturel lié à l'écrit accumulé durant l'enfance est plus élevé affichent de meilleures habitudes de lecture à la maison, et ce, même en isolant l'influence possible d'autres facteurs, dont la scolarité. De ce fait, il n'est guère surprenant de constater que le capital culturel lié à l'écrit est associé à des niveaux de compétence en littératie plus élevés. Les francophones de l'Ontario qui possédaient plus de 100 livres à leur domicile à 16 ans ont obtenu un score de littératie moyen de 294,1 contre 257,2 pour ceux qui avaient 25 livres ou moins à la maison durant leur adolescence, un écart de plus de 35 points.

Le graphique suivant rend compte du capital culturel lié à l'écrit des groupes linguistiques étudiés.

⁴⁶ Nous convenons que la seule utilisation du nombre de livres à la maison à 16 ans pour mesurer un concept aussi complexe que le capital culturel des répondants est réductrice. Cependant, il s'agit de l'approche proposée par l'OCDE et présentée dans le cadre conceptuel du PEICA (OCDE, 2011).

Graphique 6.5 : Distribution du nombre de livres à la maison à 16 ans selon le groupe linguistique et la province, Nouveau-Brunswick, Québec, Ontario et Manitoba



* Indique une différence statistiquement significative entre la valeur et celle des francophones de l'Ontario au niveau de confiance de 95 %.

Source : Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA), 2012.

Le PEICA révèle que les Franco-Ontariens ont accumulé moins de capital culturel à l'égard de la lecture durant leur enfance que leurs homologues anglophones. Effectivement, un peu moins de 40 % des francophones de l'Ontario possédaient 25 livres ou moins à la maison à 16 ans, une proportion significativement plus élevée que celle des anglophones de cette province (28,0 %). En revanche, les Franco-Ontariens présentent un niveau de capital culturel lié à l'écrit acquis durant l'enfance supérieur à celui des francophones du Nouveau-Brunswick, où la proportion de francophones qui possédaient tout au plus 25 livres atteint presque 60 %.

En Ontario, comme dans le reste du Canada, les générations plus âgées étaient moins susceptibles de posséder un grand nombre de livres à la maison lors de leur adolescence. Le retard actuel des Franco-Ontariens par rapport aux anglophones à ce chapitre s'observe seulement chez les générations plus âgées. Effectivement, 60,3 % des Franco-Ontariens de 55 à 65 ans possédaient tout au plus 25 livres à la maison à 16 ans contre seulement 37,2 % pour les Anglo-Ontariens de ce groupe d'âge, soit une différence de 23,1 points de pourcentage. Chez les personnes âgées de 16 à 24 ans, l'écart (5,4 points de pourcentage) n'est pas statistiquement significatif.

La scolarité des parents est aussi associée à la mesure du capital culturel lié à l'écrit du PEICA. Légèrement moins des trois quarts des francophones de l'Ontario dont aucun des parents n'a atteint le deuxième cycle du secondaire possédaient tout au plus 25 livres à leur domicile à l'âge de 16 ans tandis que 10 % d'entre eux avaient plus de 100 livres. D'un autre côté, 18,0 % des Franco-Ontariens dont l'un

des parents a atteint le niveau tertiaire de scolarité⁴⁷ possédaient 25 livres ou moins chez eux lors de leur adolescence et plus de la moitié détenaient au moins 100 livres. Ce résultat ne surprend guère puisqu'il est attendu que des parents plus scolarisés pratiquent davantage la lecture dans leur vie quotidienne et, par le fait même, possèdent davantage de livres à la maison.

L'analyse de régression révèle l'importance de la scolarité des parents sur le capital culturel à l'écrit des Franco-Ontariens tel que mesuré par le PEICA. Même en isolant l'influence possible des autres caractéristiques des répondants, les francophones de l'Ontario dont les parents sont moins scolarisés détenaient moins de livres à la maison durant leur adolescence. Ces résultats confirment bien le rôle crucial de la scolarité des parents dans la transmission du capital culturel à leurs enfants ainsi que des valeurs et des habitudes de vie, comme celles relatives à la lecture, qui en découlent. Nous pouvons donc nous attendre à ce que les enfants de parents plus scolarisés grandissent dans un environnement plus riche en livres, ce qui est susceptible de favoriser le développement d'un intérêt envers la lecture dès l'enfance.

Nous avons vu précédemment que les écarts en matière de scolarité entre les anglophones et les francophones de l'Ontario tendent à se résorber chez les plus jeunes générations. Pour cette raison, les enfants des deux groupes linguistiques grandiront vraisemblablement dans des environnements plus homogènes d'un point de vue de la scolarité de leurs parents, si bien que le capital culturel lié à l'écrit des deux groupes devrait atteindre un niveau similaire dans l'avenir. La convergence de la scolarité des parents est d'ailleurs déjà visible chez les jeunes enfants. Ainsi, l'ENM révèle qu'en Ontario, la mère de plus de 40 % des enfants francophones de moins de cinq ans détenait un grade universitaire contre près de 35 % pour les enfants anglophones.

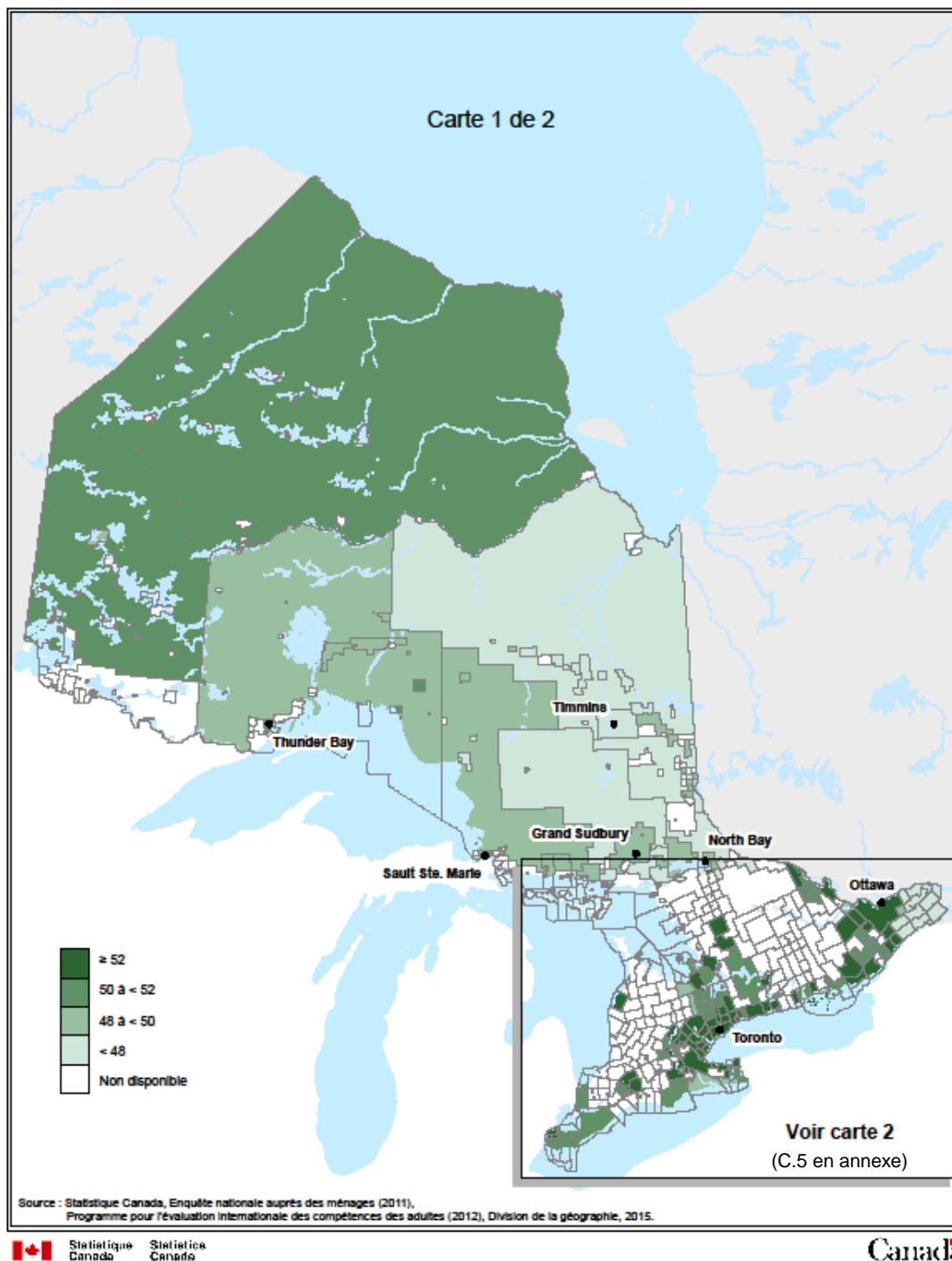
6.3 Analyse régionale de l'indice composite de pratique de la lecture à la maison

Afin d'étudier les variations dans la pratique de la lecture à travers la province, les données du PEICA et de l'ENM ont été utilisées de concert pour la production de cartes géographiques. La carte qui suit trace un portrait de la fréquence moyenne de l'usage de la lecture dans la vie quotidienne par les francophones de l'Ontario par municipalité⁴⁸.

⁴⁷ Le niveau de scolarité tertiaire correspond aux niveaux collégial et universitaire canadiens. Il exclut les certificats d'apprentis, les certificats ou diplômes d'une école de métiers et les programmes d'études collégiales générales ou de formation pré-universitaire.

⁴⁸ L'annexe C contient des cartes additionnelles qui ciblent les subdivisions de recensement du sud de la province ainsi que les secteurs de recensement des RMR d'Ottawa et de Toronto.

Carte 6.1 : Indice composite de lecture à la maison de la population francophone de l'Ontario selon les subdivisions de recensement



Notes : La population francophone présentée ici comprend aussi la catégorie « anglais et français ».

Les données des subdivisions de recensement pour lesquelles le nombre pondéré de francophones à l'ENM est inférieur à 100 ne sont pas présentées.

Sources : Enquête nationale auprès des ménages (ENM), 2011 et Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA), 2012.

L'examen de cette carte met en lumière le clivage qui existe entre les municipalités urbaines, dont la population est notamment plus scolarisée et qui pratique davantage la lecture à la maison, et les municipalités rurales.

Une certaine hétérogénéité est également visible à l'intérieur des régions métropolitaines de recensement d'Ottawa et de Toronto. Dans les deux cas, les Franco-Ontariens qui demeurent au cœur de ces régions tendent à pratiquer plus régulièrement la lecture dans la vie de tous les jours que ceux qui vivent en périphérie. Ce résultat pourrait s'expliquer par le fait que les quartiers centraux tendent généralement à avoir une population un peu plus jeune et surtout, plus scolarisée, que celle des zones périphériques.

6.4 Habitudes de lecture dans la vie quotidienne selon le type d'ouvrage

Étant donné que le PEICA a recueilli des renseignements sur les habitudes de lecture des répondants pour plusieurs types d'ouvrage, nous pouvons analyser les habitudes différentielles de lecture à la maison selon les groupes à l'étude pour ces différents ouvrages. Le tableau suivant montre le fruit de cette comparaison.

Tableau 6.2 : Distribution des habitudes de lecture dans la vie quotidienne selon le groupe linguistique et la province, Nouveau-Brunswick, Québec, Ontario et Manitoba

	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario (ang.)	Ontario (fr.)	Manitoba
Directives ou modes d'emploi					
Jamais	20,9 *	19,3 *	9,2	11,6	8,5
Moins d'une fois par mois	27,4 *	30,5 *	19,4	18,8	19,1
Au moins une fois par mois	51,6 *	50,2 *	71,3	69,5	72,3
Lettres, notes de service et courriels					
Jamais	15,0 *	10,8 *	5,5	4,5	5,1
Moins d'une fois par mois	9,9	5,6	3,8	5,3	3,7
Au moins une fois par mois	75,1 *	83,5 *	90,7	90,2	91,2
Journaux et magazines					
Jamais	10,6	7,5	5,0	7,8	8,8
Moins d'une fois par mois	8,0	5,9	4,7	6,8	2,7
Au moins une fois par mois	81,4	86,7	90,3	85,4	88,5
Revue spécialisée					
Jamais	49,2	35,1 *	40,0	47,8	40,7
Moins d'une fois par mois	19,5	22,5	20,9	22,1	25,7
Au moins une fois par mois	31,4	42,4 *	39,1 *	30,2	33,6
Romans					
Jamais	42,1 *	34,1	19,7 *	27,6	22,0
Moins d'une fois par mois	19,6	21,0	19,7	20,7	21,4
Au moins une fois par mois	38,3 *	44,9	60,6 *	51,7	56,6
Manuels ou ouvrages de référence					
Jamais	43,0 *	36,6 *	25,5	23,7	20,6
Moins d'une fois par mois	26,2	27,6	35,1	34,6	28,7
Au moins une fois par mois	30,8 *	35,8	39,4	41,7	50,7
États financiers					
Jamais	10,1	7,3	7,8	7,9	3,2
Moins d'une fois par mois	11,9	10,2	10,3	12,4	11,1
Au moins une fois par mois	78,1	82,5	81,9	79,7	85,6
Diagrammes, cartes et schémas					
Jamais	63,1 *	53,4 *	33,7	34,5	29,2
Moins d'une fois par mois	21,0 *	23,5 *	29,7	32,3	34,2
Au moins une fois par mois	15,9 *	23,1 *	36,6	33,2	36,6

* Indique une différence statistiquement significative entre la valeur et celle des francophones de l'Ontario au niveau de confiance de 95 %.

Source : Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA), 2012.

La majorité des francophones de l'Ontario lisent des directives ou des modes d'emploi au moins une fois par mois dans la vie de tous les jours tandis que 10 % affirment ne jamais en lire. Ils se démarquent à ce chapitre des francophones du Nouveau-Brunswick et du Québec, qui ne lisent jamais de directives ou de modes d'emploi dans près d'un cas sur cinq dans la vie quotidienne.

La popularité grandissante d'Internet et des médias sociaux fait en sorte que 9 Franco-Ontariens sur 10 lisent des lettres ou des courriels au moins une fois par mois dans la vie de tous les jours et que seulement 5,5 % affirment ne jamais en lire. Cette fréquence de lecture surpasse encore une fois celle des francophones du Nouveau-Brunswick et du Québec qui, dans plus de 10 % des cas, affirment ne jamais lire de lettres ou de courriels dans la vie quotidienne.

La lecture de revues spécialisées polarise la population franco-ontarienne puisque 47,8 % des Franco-Ontariens n'en lisent jamais dans leur vie quotidienne tandis que 30,2 % disent en lire au moins une fois par mois. Les francophones de l'Ontario sont plus susceptibles de ne jamais lire ce genre de documents que les francophones du Québec. En outre, ils sont moins nombreux à lire des revues spécialisées sur une base régulière que les anglophones de l'Ontario, qui affirment en lire au moins une fois par mois dans une proportion de 39,1 %.

Un peu plus de la moitié des francophones de l'Ontario lisent des romans au moins une fois par mois tandis que plus du quart affirment ne jamais en lire. La fréquence de lecture de romans des Franco-Ontariens dépasse celle des francophones du Nouveau-Brunswick, lesquels sont pratiquement aussi nombreux à ne jamais lire de romans qu'à en lire régulièrement. En revanche, les francophones de l'Ontario lisent moins souvent des romans que leurs collègues anglophones, dont seulement un cinquième disent ne jamais lire de tels ouvrages.

Environ 42 % des Franco-Ontariens lisent des ouvrages de référence au moins une fois par mois dans la vie de tous les jours contre 23,7 % qui n'en lisent jamais. Leur fréquence de lecture de ce type d'ouvrage est supérieure à celle des francophones du Nouveau-Brunswick. Les Franco-Ontariens sont aussi moins susceptibles à ne jamais lire de tels ouvrages que les francophones du Québec.

La consultation de cartes, de diagrammes et de schémas est une activité à laquelle s'adonne régulièrement le tiers des francophones de l'Ontario tandis qu'un autre tiers ne lit jamais de tels documents. À ce chapitre, ils surpassent les francophones du Nouveau-Brunswick et du Québec, chez qui plus de la moitié de la population ne se réfère jamais à ce type d'ouvrages.

Finalement, les francophones de l'Ontario présentent des habitudes de lecture comparables à celles des autres groupes francophones et des anglophones de leur province pour les journaux et les magazines et les états financiers.

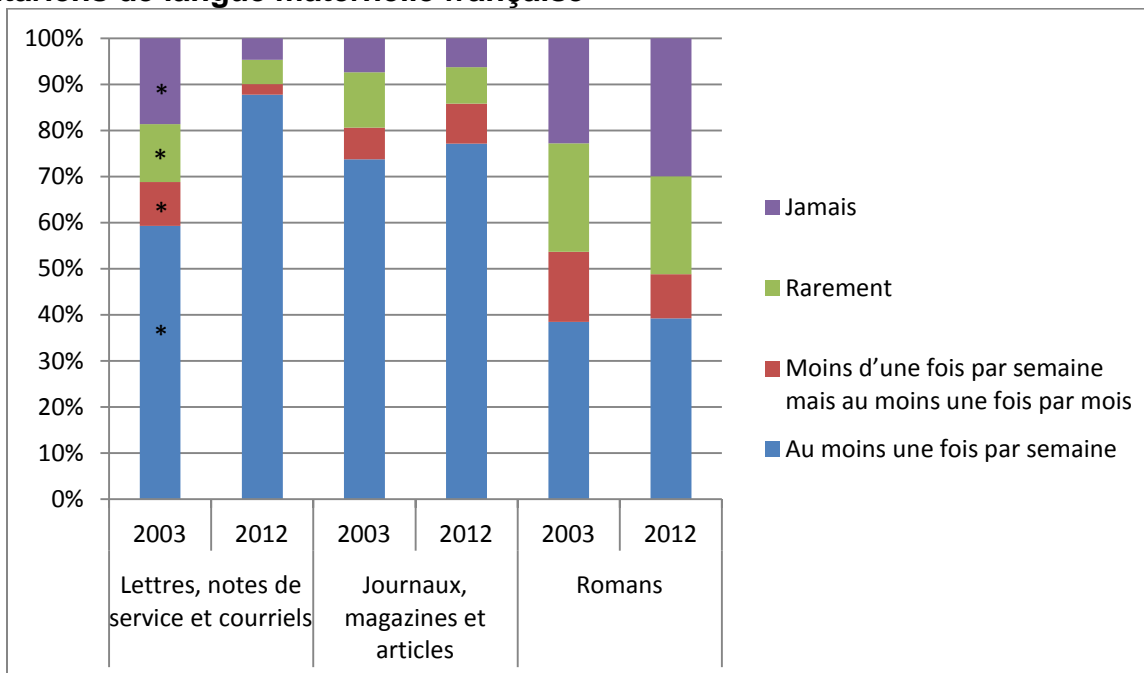
Donc, à l'exception des revues spécialisées et des romans, les francophones de l'Ontario ont des habitudes de lecture dans la vie quotidienne semblables à celles des anglophones de cette province. Toutefois, les différences entre anglophones et francophones au chapitre de la lecture de revues spécialisées et de romans s'estompent lorsque nous isolons l'influence de l'âge, de la scolarité et du capital culturel lié à l'écrit des deux groupes linguistiques. Finalement, les Franco-Ontariens affichent aussi des habitudes de lecture généralement supérieures à celles des francophones du Nouveau-Brunswick et du Québec qui ne s'expliquent pas totalement par des différences au niveau de l'âge, de la scolarité et du capital culturel lié à l'écrit.

6.4.1 Comparaison aux données de l'EIACA

Bien que le PEICA n'ait pas recueilli exactement la même information que l'EIACA, il permet néanmoins d'examiner l'évolution des tendances pour quelques dimensions des habitudes de lecture dans la vie quotidienne⁴⁹. Exceptionnellement, afin de pouvoir comparer les données de PEICA à celles de l'EIACA, les groupes linguistiques ont été définis à partir de la langue maternelle et les modalités des variables ont été ajustées à celles de l'EIACA. Le graphique qui suit présente cette comparaison.

⁴⁹ Les données tirées de l'EIACA présentées ici ne comprennent que les gens âgés de 16 à 65 ans afin de correspondre à celles du PEICA.

Graphique 6.6 : Distribution des habitudes de lecture dans la vie quotidienne des Ontariens de langue maternelle française



* Indique une différence statistiquement significative entre les valeurs de 2003 et de 2012 au niveau de confiance de 95 %.

Sources : Enquête internationale sur l'alphabétisation et les compétences des adultes (EIACA), 2003 et Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA), 2012.

Les habitudes de lecture de lettres et de courriels dans la vie quotidienne ont considérablement évolué depuis la tenue de l'EIACA en 2003, en large part à cause de l'utilisation accrue de l'informatique. La proportion de la population de langue maternelle française de l'Ontario qui lit ce genre de documents au moins une fois par semaine a augmenté de près de 28 points de pourcentage en 9 ans. Désormais, c'est moins de 5 % des Ontariens de langue maternelle française qui ne lisent jamais de lettres ou de courriels contre près de 20 % en 2003. Ce bond important fait en sorte que les différences observées en 2003 entre francophones et anglophones de l'Ontario se sont beaucoup réduites, au point ne plus être statistiquement significatives dans le PEICA, sauf pour la catégorie « moins d'une fois par semaine, mais au moins une fois par mois » où un léger écart persiste.

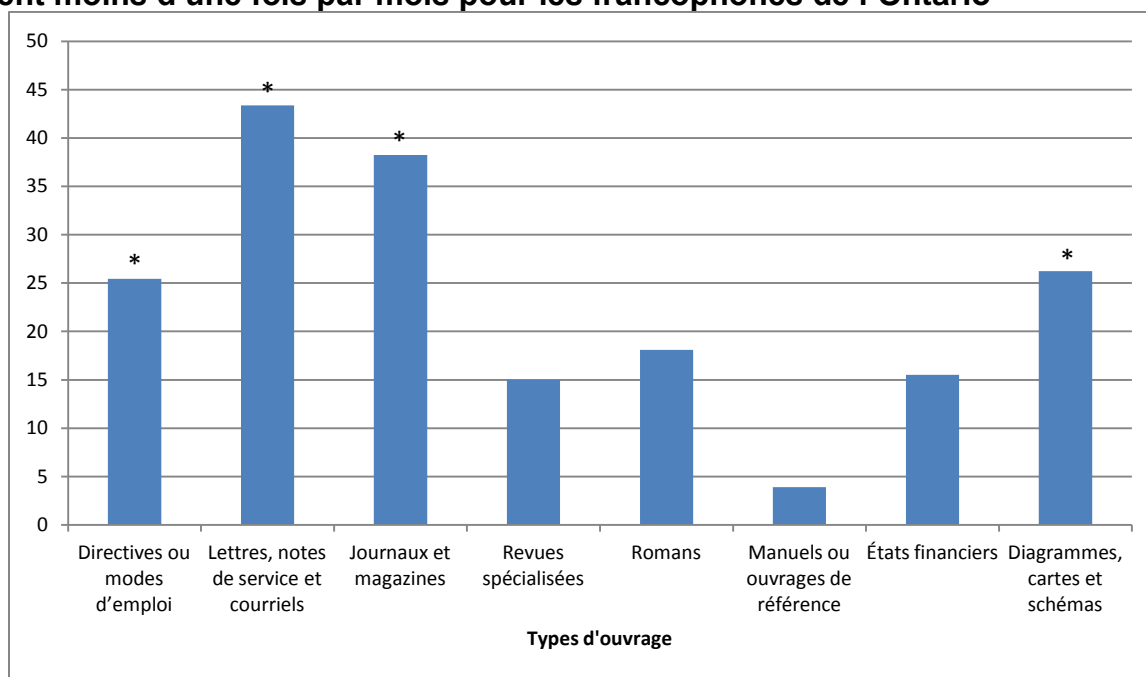
Bien que les habitudes de lecture de lettres et de courriels aient beaucoup changé, ce n'est pas le cas pour la lecture de journaux ou de magazines. Comme en 2003, c'est environ les trois quarts des Ontariens de langue maternelle française qui lisent ce type d'ouvrage au moins une fois par semaine tandis qu'un peu de moins de 10 % affirment ne jamais en lire.

À l'instar des journaux et des magazines, les habitudes de lecture de romans des Ontariens dont le français est la langue maternelle sont restées sensiblement les mêmes. En conséquence, un peu plus du quart des francophones de l'Ontario ne lisent jamais de romans dans la vie de tous les jours, une proportion toujours plus élevée que chez les anglophones de cette province.

6.5 Habitude de lecture selon le type d'ouvrage et compétence en littératie

Les relations entre le niveau de compétence en littératie et les habitudes de lecture des Franco-Ontariens fluctuent considérablement selon le type d'ouvrage. Le graphique suivant rend compte de cela.

Graphique 6.7 : Différence dans les scores moyens en littératie entre les répondants qui lisent le type d'ouvrage au moins une fois par mois et ceux qui le lisent moins d'une fois par mois pour les francophones de l'Ontario



* Indique une différence statistiquement significative au niveau de confiance de 95 %.

Source : Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA), 2012.

Les Franco-Ontariens qui lisent des directives, des lettres ou courriels, des journaux ou magazines ainsi que des diagrammes et des cartes au moins une fois par mois affichent des niveaux de littératie supérieurs à ceux qui en lisent moins fréquemment par au moins 25 points. Ces écarts surpassent même 40 points pour la lecture régulière de lettres et de courriels. Toutefois, ces différences s'estompent toutes lorsque nous isolons l'influence potentielle des caractéristiques sociodémographiques des répondants, entre autres la scolarité, ainsi que de leur capital culturel lié à l'écrit acquis durant l'enfance. Ceci signifie que les différences observées résultent surtout des différences dans les caractéristiques des francophones et non du type d'ouvrage lu. Par exemple, les bacheliers sont notamment plus susceptibles de lire les journaux de façon régulière tandis que les personnes plus jeunes lisent davantage de courriels que leurs aînés.

6.6 Conclusion

Ce chapitre portait sur les habitudes de lecture des francophones de l'Ontario, un élément clé dans le développement et le maintien de solides compétences en littératie. Dans un contexte de vieillissement démographique rapide de la population francophone de l'Ontario, la pratique régulière de la lecture est d'autant plus importante qu'elle permet de freiner l'érosion des compétences qui en résulte.

Les liens entre la littératie et la lecture sont manifestes; les Franco-Ontariens qui pratiquent fréquemment la lecture à la maison présentent un niveau de compétence en littératie supérieur de plus de 50 points à ceux qui ne lisent que très peu. En tenant compte des caractéristiques des individus, la scolarité et le capital culturel à l'égard de la lecture accumulé durant l'enfance, mesuré ici par la quantité de livres à la maison à 16 ans, ressortent comme étant fortement associée à la pratique de la lecture. Le fait que l'effet du capital culturel lié à l'écrit soit significatif même en isolant l'influence de la scolarité revêt un intérêt. Il nous indique clairement que de bonnes habitudes de lecture semblent souhaitables pour freiner l'érosion des compétences pour tous les Franco-Ontariens sans égard à leur scolarité. Comme les gens moins scolarisés tendent à afficher des compétences moindres en littératie, cela donne à penser qu'il importe de limiter la perte des compétences de ces personnes, ce qui peut être réalisé par la pratique régulière de la lecture. De l'autre côté, chez les personnes plus scolarisées, la pratique régulière de la lecture peut freiner l'érosion de compétences dont le développement s'est échelonné sur plusieurs années.

Les données du PEICA indiquent aussi que les Franco-Ontariens continuent de pratiquer la lecture à la maison moins souvent que les Anglo-Ontariens. Ces différences s'expliquent en bonne partie par le capital culturel lié à l'écrit plus faible des francophones. Le capital culturel, tel que mesuré par le PEICA, est donc non seulement un vecteur de la pratique régulière de la lecture, mais aussi un facteur déterminant dans l'explication des différences dans les habitudes de lecture entre les anglophones et les francophones. Or, il est largement tributaire du niveau de scolarité des parents si bien que le retard historique des francophones en matière de scolarité peut expliquer le fossé qui existe entre les anglophones et les francophones au sujet du capital culturel lié à l'écrit. Étant donné que les écarts de scolarité diminuent considérablement chez les plus jeunes générations, les différences dans les niveaux de capital culturel lié à l'écrit entre les deux groupes linguistiques devraient graduellement s'estomper au cours des prochaines décennies si bien que les francophones pourraient éventuellement rattraper les anglophones en ce qui a trait à la pratique de la lecture à la maison.

Les habitudes de lecture des Franco-Ontariens diffèrent de celles des anglophones principalement en ce qui a trait à la lecture de romans et de revues spécialisées. Ces différences relèvent toutefois principalement des différences dans la composition de la population des deux groupes linguistiques, principalement en ce qui a trait au capital culturel lié à l'écrit acquis durant l'enfance. Des comparaisons aux données de l'EIACA ont également montré que si les habitudes des Franco-Ontariens relativement à la lecture de lettres et de courriels ont considérablement augmenté, celles concernant la lecture de journaux, de magazines et de romans sont demeurées relativement stables.

En somme, ces résultats nous indiquent que bien que les francophones de l'Ontario soient en train de rattraper les anglophones en matière de scolarité, un certain clivage perdure entre les deux groupes en termes de pratique de la lecture dans la vie quotidienne. Cet écart semblerait largement tributaire du capital culturel lié à l'écrit plus faible des francophones, lequel s'expliquerait par leur retard historique en matière de scolarisation. Il sera intéressant de suivre l'évolution des habitudes de lecture des Franco-Ontariens afin de vérifier si le rattrapage en matière de scolarité entraînera bel et bien une réduction des écarts relatifs à l'accumulation de capital culturel lié à l'écrit et à la pratique de la lecture dans la vie de tous les jours.

7. Francophones de l'Ontario affichant de faibles niveaux de compétence en littératie

L'important rattrapage réalisé par les francophones de l'Ontario en matière de littératie vis-à-vis leurs homologues anglophones au cours des dernières décennies masque le fait qu'une part importante de la population franco-ontarienne possède de faibles compétences en littératie. En effet, la moitié des Franco-Ontariens n'a pas atteint le troisième échelon de l'échelle de compétence en littératie du PEICA. Or, la littérature fait amplement état des difficultés auxquelles font face les gens moins compétents en littératie non seulement sur le marché du travail, mais aussi simplement pour fonctionner dans la société.

Les chapitres précédents ont examiné l'évolution des principaux déterminants des compétences en littératie et les habitudes de lecture des francophones de l'Ontario. Dans ces chapitres, nous avons vu que certaines caractéristiques et habitudes étaient associées à des niveaux de compétence en littératie plus faibles. Ce chapitre poursuit dans cette lignée en ciblant les Franco-Ontariens dont les compétences en littératie sont plus faibles. Nous définissons cette situation comme étant le fait de ne pas avoir atteint le troisième échelon de l'échelle de littératie du PEICA. Ce niveau est généralement utilisé comme point de repère minimum afin qu'un individu puisse bien fonctionner dans une société axée sur le savoir comme le Canada puisque le fait de se situer au moins à ce niveau est associé à nombre de rendements sociaux et économiques positifs (Corbeil, 2006).

7.1 Déterminants d'un faible niveau de compétence en littératie

Le tableau suivant brosse un portrait des chances qu'un francophone de l'Ontario se situe dans les niveaux inférieurs de l'échelle de littératie selon différentes caractéristiques.

Tableau 7.1 : Proportion des francophones de l'Ontario selon leurs caractéristiques sociodémographiques et le fait d'avoir atteint ou non le troisième niveau de l'échelle de littératie

Caractéristiques	Répartition dans le PEICA	N'a pas atteint le troisième niveau	A atteint au moins le troisième niveau
Total	100,0	49,8	50,2
Région de résidence			
Sud-Est	14,6	54,3	45,7
Ottawa (réf.)	25,5	41,9	58,1
Toronto	7,6	52,8	47,2
Nord-Est	22,3	58,6	41,4
Reste de l'Ontario	29,9	47,1	52,9
Groupe d'âge			
16 à 24 ans	11,1	47,7	52,3
25 à 34 ans	13,2	50,5	49,5
35 à 44 ans	19,3	35,9	64,1
45 à 54 ans	26,9	50,3	49,7
55 à 65 ans (réf.)	29,5	61,9	38,1
Sexe			
Femme (réf.)	49,5	50,4	49,6
Homme	50,5	49,3	50,7
Plus haut niveau de scolarité atteint			
Pas de diplôme d'études secondaires	15,0	79,6 *	20,4 *
Diplôme d'études secondaires	22,0	57,5 *	42,5 *
Diplôme postsecondaire inférieur au baccalauréat	39,6	52,0 *	48,0 *
Baccalauréat ou plus (réf.)	23,4	20,0	80,0
Statut d'immigrant			
Natif (réf.)	90,2	47,1	52,9
Immigrant	9,8	74,6 *	25,4 *

* Indique une différence statistiquement significative par rapport à la valeur de référence au niveau de confiance de 95 % ou, pour les indices composites, selon le fait d'avoir atteint ou non au moins le troisième échelon de l'échelle de littératie du PEICA.
Source : Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA), 2012.

Comme la scolarité est le principal vecteur des compétences en littératie, il n'est pas surprenant de constater une forte association entre ces deux variables. Près de 80 % des Franco-Ontariens de 16 à 65 ans qui n'ont pas obtenu de diplôme d'études secondaires affichaient des compétences en littératie inférieures au troisième niveau. Cette proportion diminue ensuite graduellement pour atteindre 20 % chez les détenteurs d'au moins un baccalauréat. Soulignons que bien que cette proportion soit quatre fois moins élevée que celle des personnes sans diplôme d'études secondaires, elle n'en demeure pas moins relativement élevée et représente un peu plus de 20 000 Franco-Ontariens âgés de 16 à 65 ans. Malheureusement, la taille de l'échantillon du PEICA ne permet pas de creuser davantage ce point pour les Franco-Ontariens. Par contre, certains auteurs se sont intéressés à la question. C'est notamment le cas de Hango (2014), qui a constaté, à partir des données du PEICA, que l'âge, le fait d'être né à l'étranger, le domaine d'études et le capital culturel acquis lié à l'écrit durant l'enfance sont corrélés au niveau de compétence en littératie des diplômés universitaires. Par ailleurs, ces diplômés universitaires dont le niveau de compétence est plus faible courent davantage de risque d'être surqualifiés, c'est-à-dire d'occuper un emploi dont le niveau de scolarité demandé est inférieur au leur, un point qui sera abordé dans le huitième chapitre.

Les immigrants francophones ont également beaucoup plus de chances de se retrouver dans les échelons inférieurs de l'échelle. C'est en effet près des trois quarts des immigrants qui n'ont pas atteint le troisième niveau de littératie, soit près de 30 points de pourcentage de plus que les natifs. Nous avons vu précédemment que les immigrants dont le français est la première langue officielle parlée ne constituent pas un groupe monolithique en matière de compétence en littératie. Sans surprise, c'est encore le cas ici puisque plus de 95 % des immigrants francophones dont le français n'est pas la langue maternelle se situent dans les échelons inférieurs de l'échelle de littératie alors que c'est le cas de 47,4 % des immigrants francophones dont le français est la langue maternelle, une proportion qui se rapproche d'ailleurs de celle des natifs. Ceci réaffirme l'importance de l'aisance dans la langue du test sur les performances en littératie des immigrants. Enfin, même si la taille de l'échantillon du PEICA ne permet pas de confirmer ce résultat de façon statistiquement significative au niveau de confiance de 95 %, il semble que les Franco-Ontariens des régions du Sud-Est et du Nord-Est n'ont pas atteint le troisième échelon de l'échelle dans une proportion d'environ 55 % tandis que c'est le cas d'un peu plus de 40 % pour les francophones demeurant à Ottawa. À l'instar de ce qui a été observé pour la pratique de la lecture, ces résultats peuvent tirer leur source des différences régionales en matière de scolarité; les Franco-Ontariens d'Ottawa étant nettement plus scolarisés que ceux de l'est de la province.

Comme nous avons mentionné précédemment, le capital culturel lié à l'écrit et les comportements des Franco-Ontariens à l'égard de la lecture exercent une influence importante sur le développement et, surtout sur le maintien des compétences en littératie. Le tableau suivant présente la répartition des francophones de l'Ontario selon leurs caractéristiques et le fait qu'ils aient atteint ou non au moins le troisième niveau de compétence en littératie.

Tableau 7.2 : Proportion des francophones de l'Ontario selon leurs caractéristiques liées à la pratique de la lecture et le fait d'avoir atteint ou non au moins le troisième niveau de l'échelle de littératie

Caractéristiques	Répartition dans le PEICA	N'a pas atteint le troisième niveau	A atteint le troisième niveau
Total	100,0	49,8	50,2
Nombre de livres à la maison à l'âge de 16 ans			
25 livres ou moins	38,9	61,7 *	38,3 *
De 25 à 100 livres	31,2	47,9	52,1
Plus de 100 livres (réf.)	29,9	33,6	66,4
Indice composite de lecture à la maison			
Moyenne	51,5	47,2 *	55,7 *
Indice composite de lecture au travail⁵⁰			
Moyenne	48,4	45,1	51,3
Participation à des activités de formation au cours de la dernière année⁵¹			
Non (réf.)	42,1	64,4	35,6
Oui	57,9	39,0 *	61,0 *

* Indique une différence statistiquement significative selon le fait d'avoir atteint ou non le troisième échelon de l'échelle de littératie du PEICA.

Source : Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA), 2012.

⁵⁰ Cet indice est obtenu de la même façon que l'indice composite de lecture à la maison. Les liens entre la littératie et la pratique de la lecture au travail seront abordés dans le huitième chapitre de ce rapport.

⁵¹ Les liens entre la littératie et la participation à des activités de formation seront abordés dans le neuvième chapitre de ce rapport.

Nous avons souligné la relation qui existe entre le nombre de livres que les gens possédaient à leur domicile lorsqu'ils avaient 16 ans, un indicateur important du capital culturel lié à l'écrit accumulé durant l'enfance à l'égard de la littératie, et les performances au test de littératie du PEICA. Ceci se reflète dans les résultats puisque la majorité des personnes qui possédaient tout au plus 25 livres à la maison ont des compétences en littératie inférieures à celles requises pour atteindre le niveau 3 tandis que ce n'est le cas que du tiers des personnes qui possédaient plus de 100 livres chez elles. Cette dimension du capital culturel lié à l'écrit étant généralement liée à la scolarité et aux habitudes de lecture, l'effet observé ici découle vraisemblablement davantage d'une scolarité plus avancée ou de meilleures habitudes de lecture.

La pratique régulière de la lecture dans la vie de tous les jours est associée à des chances moindres de se situer aux échelons inférieurs de l'échelle de littératie. Puisque de solides habitudes de lecture sont susceptibles de freiner l'érosion des compétences, cette association n'est guère surprenante.

Finalement, les francophones de l'Ontario qui ont participé à des activités de formation au cours de la dernière année sont moins susceptibles d'avoir obtenu un score qui correspond aux niveaux inférieurs de l'échelle de littératie du PEICA. Bien que la participation à des activités de formation permette d'actualiser ses compétences, elle peut aussi être le reflet de personnes plus scolarisées qui occupent des emplois plus complexes et possèdent d'emblée un niveau plus élevé de compétence en littératie.

Un modèle de régression logistique a été construit afin de départager les effets de chacune des caractéristiques sur les chances de ne pas atteindre le troisième niveau de l'échelle de littératie du PEICA. Les principaux résultats sont présentés dans le graphique qui suit.

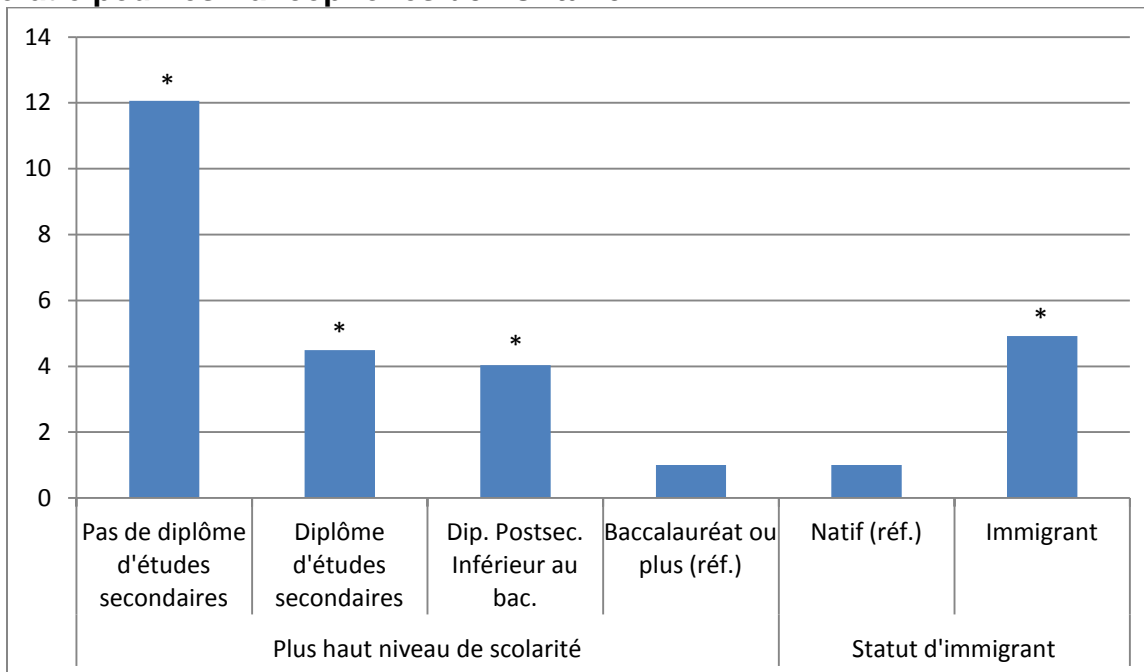
La régression logistique et les rapports de cotes

Les rapports de cotes (RC) sont principalement utilisés dans le cadre de la régression logistique, laquelle est couramment utilisée pour modéliser une variable d'intérêt qui comporte deux niveaux. Comme son nom l'indique, ils consistent en le rapport de deux cotes (C), c'est-à-dire que $RC = C_1/C_0$.

La cote représente le quotient de la probabilité (p) qu'un événement survienne et de la probabilité qu'il ne survienne pas. Mathématiquement, elle représente : $C = p / (1-p)$. Une cote de 4 contre 1 veut donc dire que sur cinq épreuves, l'événement se produira en moyenne quatre fois.

Conséquemment, un rapport de cotes de 1,5 signifie que la cote du premier groupe est 50 % plus grande que celle du second groupe. L'événement survient donc plus souvent pour le premier groupe que pour le second. Si le rapport de cotes est inférieur à l'unité, l'événement se produit plus fréquemment pour le second groupe. Finalement, si le rapport de cotes est égal à un, l'événement survient aussi souvent pour les deux groupes.

Graphique 7.1 : Rapports de cotes de la scolarité et du statut d'immigrant sur les chances de se situer dans les échelons inférieurs au niveau 3 de l'échelle de littératie pour les francophones de l'Ontario



* Indique une différence statistiquement significative par rapport à la catégorie de référence au niveau de confiance de 95 %.

Note : les résultats tiennent aussi compte des effets de l'âge, du sexe, de la scolarité, du secteur d'emploi, de la région de résidence, du capital culturel et des habitudes de lecture à la maison.

Source : Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA), 2012.

L'analyse de régression permet de confirmer le rôle prépondérant de la scolarité sur la propension qu'ont les Franco-Ontariens de ne pas atteindre au moins le troisième échelon de l'échelle de littératie. Même en tenant compte de l'effet des autres caractéristiques, les Franco-Ontariens moins scolarisés ont beaucoup plus de risques de se retrouver dans les échelons inférieurs de l'échelle que ceux qui ont au moins un baccalauréat. De plus, les immigrants présentent aussi un risque plus grand de ne pas atteindre au moins le troisième échelon que les Franco-Ontariens nés au Canada. Les liens observés précédemment entre le score de littératie et le niveau de maîtrise du français ou de l'anglais tendent à se confirmer, car si nous considérons l'ensemble de la population ontarienne, les immigrants qui ont déclaré avoir une maîtrise au mieux passable de la langue d'entrevue ont une propension beaucoup plus grande de se situer dans les échelons inférieurs de l'échelle de littératie que les personnes nées au Canada et que les immigrants qui ont évalué leur maîtrise de la langue d'entrevue comme étant bonne ou très bonne. Par contre, ces derniers présentent aussi un risque plus élevé d'obtenir un score correspondant aux niveaux 0, 1 ou 2 de l'échelle que les personnes nées au Canada, ce qui laisse croire que bien que l'aisance dans la langue de l'entrevue soit un facteur déterminant des performances en littératie des immigrants, d'autres facteurs, comme le pays dans lequel le répondant a obtenu son plus haut diplôme, contribueraient également aux scores plus faibles de cette population.

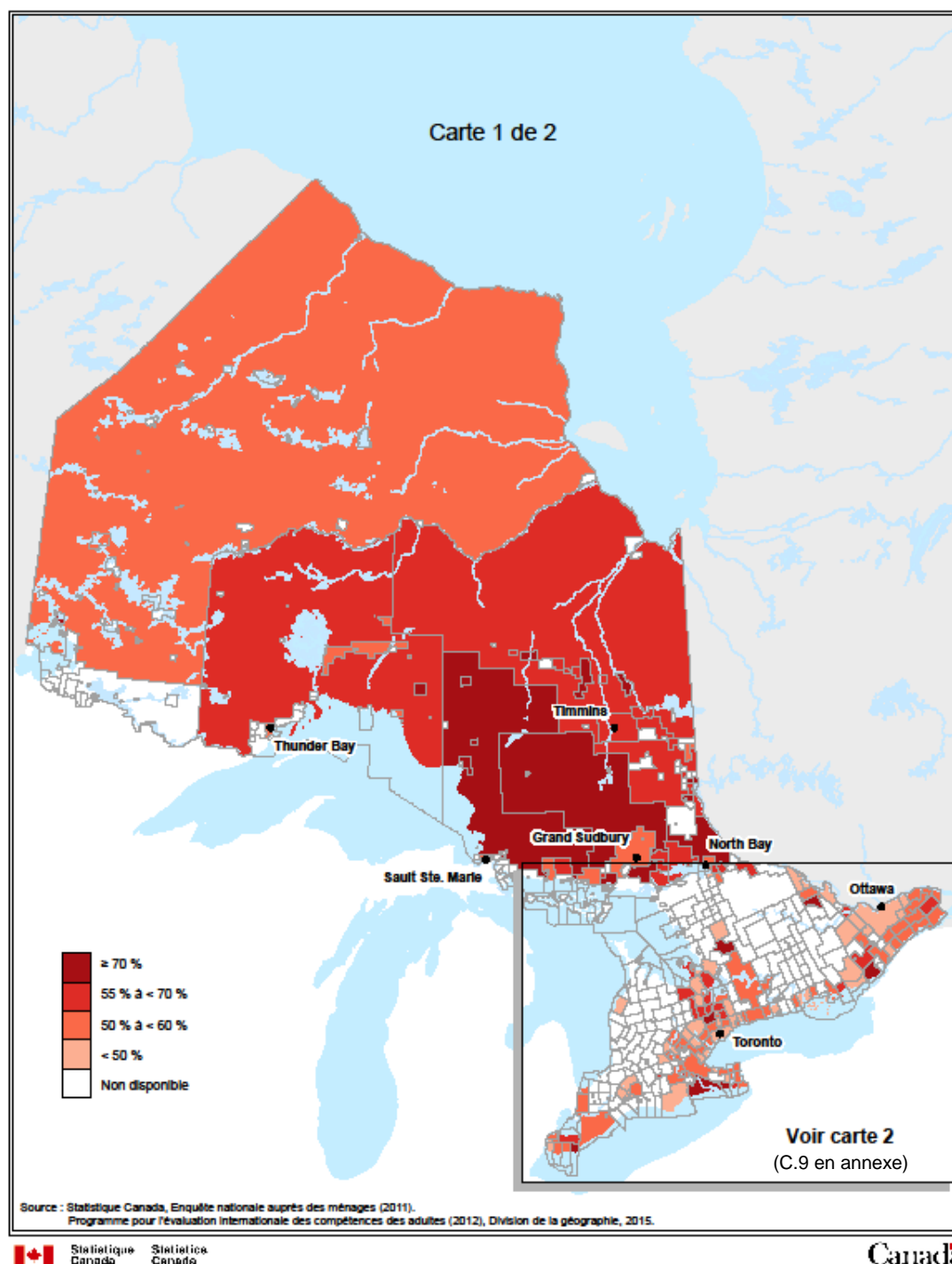
Finalement, même en isolant l'influence des caractéristiques des répondants, les Franco-Ontariens qui font moins usage de la lecture à la maison tendent aussi à avoir une plus forte propension à afficher un niveau de littératie correspondant aux échelons inférieurs. Par contre, la taille de l'échantillon du PEICA pour les Franco-Ontariens ne permet pas de confirmer cette relation de façon significative sur le plan statistique. Cependant, en considérant l'ensemble des Ontariens, les liens qui unissent la pratique de la lecture au fait de se situer dans les échelons inférieurs de l'échelle de littératie se précisent.

7.1.1 Analyse régionale des résultats associés à un faible niveau de littératie

La combinaison des données du PEICA et de l'ENM permet de dessiner des cartes géographiques pour visualiser les endroits où les francophones sont plus susceptibles d'afficher des compétences moindres en littératie. La carte qui suit présente la proportion de Franco-Ontariens qui se situent dans les échelons inférieurs de l'échelle de littératie par subdivision de recensement⁵².

⁵² L'annexe C contient des cartes additionnelles qui ciblent les subdivisions de recensement du sud de la province ainsi que les secteurs de recensement des RMR d'Ottawa et de Toronto.

Carte 7.1 : Proportion de la population francophone de l'Ontario susceptible d'afficher un niveau de compétence en littératie inférieur au 3^e échelon de l'échelle du PEICA selon les subdivisions de recensement



Notes : la population francophone présentée ici comprend aussi la catégorie « anglais et français ».
Les données des subdivisions de recensement pour lesquelles le nombre pondéré de francophones à l'ENM est inférieur à 100 ne sont pas présentées.

Sources : Enquête nationale auprès des ménages, 2011 et Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA), 2012.

La carte provinciale réaffirme l'association entre ruralité et faible littératie, en particulier dans le nord de la province. Ces zones se caractérisent généralement par une population francophone plus vieillissante et surtout, moins scolarisée.

Les cartes des RMR d'Ottawa et de Toronto permettent d'illustrer une autre dynamique. Les zones où la population francophone est le plus susceptible de ne pas atteindre au moins le troisième échelon de l'échelle de littératie se concentrent davantage près du centre-ville de ces RMR, là où réside la population immigrante. Dans le cas d'Ottawa, nous retrouvons aussi des endroits où les francophones risquent d'être moins performants en littératie aux périphéries de la RMR, des milieux plus ruraux.

7.2 Conditions associées à un faible niveau de littératie

Les conditions associées à un faible niveau de littératie sont nombreuses. Nous en avons d'ailleurs énuméré quelques-unes au début de notre étude. Cette section poursuit dans la même veine en présentant les pratiques associées au fait d'afficher des compétences moindres en littératie pour la population ontarienne. Étant donné la taille de l'échantillon, les résultats présentés ici font référence à l'ensemble de la population ontarienne et non uniquement aux Franco-Ontariens⁵³.

⁵³ En raison de la variabilité due à la taille échantillonnale, les résultats ne diffèrent pas entre les anglophones et les francophones en Ontario d'un point de vue statistique.

Tableau 7.3 : Répartition de certaines conditions sociales et économiques associées au fait d'avoir atteint au moins le troisième niveau de l'échelle de littératie ou non, Ontario

Caractéristiques	N'a pas atteint le troisième niveau	A atteint au moins le troisième niveau
État de santé auto-déclaré		
Excellente	21,4	24,9
Très bonne	33,1 *	41,3 *
Bonne	29,9	26,2
Passable ou mauvaise	15,6 *	7,7 *
Participation à des activités de bénévolat au cours des 12 derniers mois		
Jamais	60,6 *	40,7 *
Moins d'une fois par mois	18,6 *	26,4 *
Moins d'une fois par semaine, mais au moins une fois par mois	9,7 *	14,9 *
Au moins une fois par semaine	11,1 *	18,0 *
Confiance sociale : n'avoir confiance qu'en peu de gens		
Entièrement d'accord ou d'accord	73,5 *	61,1 *
Ni en accord ni en désaccord	8,1	10,0
En désaccord ou totalement en désaccord	18,4 *	29,0 *
Confiance sociale : les autres prennent avantage de vous		
Entièrement d'accord ou d'accord	77,5 *	64,6 *
Ni en accord ni en désaccord	9,6 *	18,2 *
En désaccord ou totalement en désaccord	12,8 *	17,1 *
Aucune influence sur les décisions prises par le gouvernement		
Entièrement d'accord ou d'accord	47,4 *	32,6 *
Ni en accord ni en désaccord	21,6	19,5
En désaccord ou totalement en désaccord	31,0 *	47,9 *
Situation en emploi		
En emploi	69,7 *	80,4 *
Sans emploi	5,6	4,6
Hors de la population active	24,7 *	15,0 *
Salaire horaire (en dollars)		
Premier quartile	12,66 *	16,56 *
Médiane	18,49 *	24,98 *
Troisième quartile	26,03 *	36,51 *

* Dénote une différence statistiquement significative au niveau de confiance de 95 % entre la proportion des répondants selon qu'ils se situent dans les échelons inférieurs ou non.

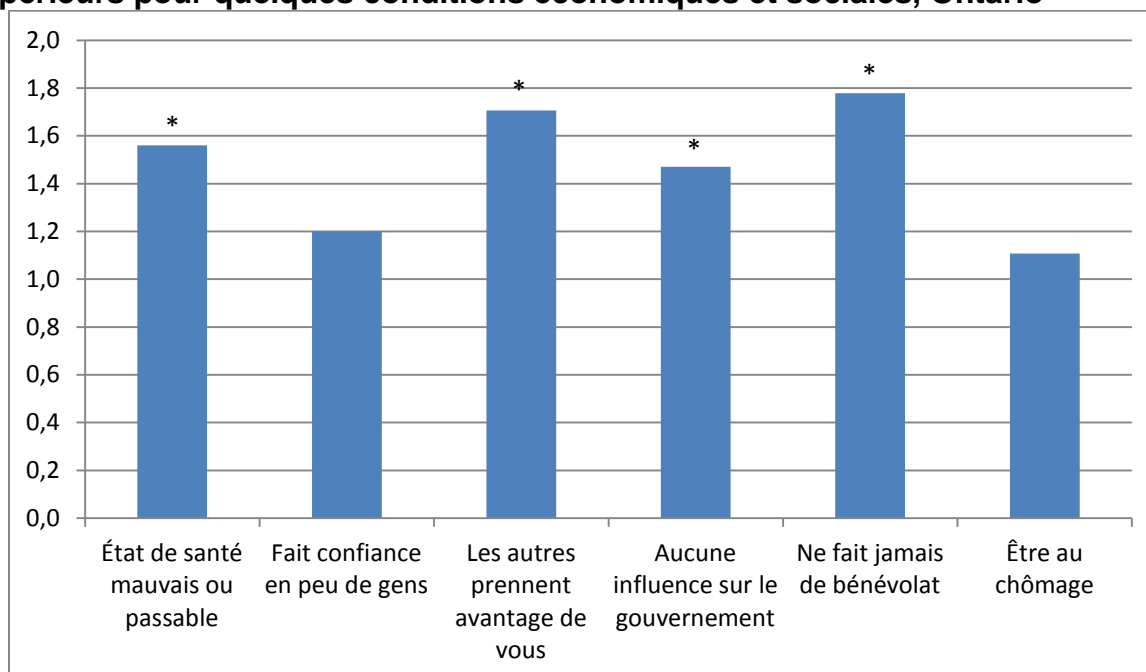
Source : Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA), 2012.

Les conditions sociales et économiques liées au fait de posséder des compétences moindres en littératie pour les Ontariens sont claires. Ainsi, environ 15 % des Ontariens qui se situent dans les échelons inférieurs de l'échelle ont déclaré avoir un état de santé passable ou mauvais, soit une proportion deux fois plus élevée que les Ontariens se situant dans les échelons supérieurs. De plus, près des deux tiers des Ontariens qui n'ont pas atteint au moins le troisième échelon de littératie ne font jamais de bénévolat tandis que c'est le cas de 40,7 % des Ontariens se situant aux échelons supérieurs. De faibles compétences en littératie sont également associées à l'érosion de la confiance sociale. En effet, alors que plus de 70 % des Ontariens qui ont obtenu des scores correspondant aux niveaux inférieurs affirment n'avoir confiance qu'en peu de gens et craindre que les autres prennent avantage d'eux. Ces personnes sont aussi plus nombreuses à penser n'avoir aucune influence sur les décisions gouvernementales, une perception observée chez près de la moitié des répondants qui ont des

compétences plus faibles en littératie. Du point de vue du marché du travail, les Ontariens qui se trouvent dans les échelons inférieurs sont moins souvent en emploi et lorsque c'est le cas, ont un taux horaire de rémunération plus bas que celui des travailleurs se situant aux niveaux supérieurs de l'échelle de littératie.

Les conditions d'avoir un niveau plus faible de littératie sont telles qu'elles semblent se distinguer même en prenant en considération les autres caractéristiques des répondants. Le graphique suivant rend compte de cela.

Graphique 7.2 : Rapports de cotes associés au fait de se situer aux échelons inférieurs de l'échelle de littératie par rapport au fait d'être dans les échelons supérieurs pour quelques conditions économiques et sociales, Ontario



Note : les rapports de cotes sont ajustés pour l'âge, le sexe, le statut d'immigrant, le groupe linguistique et le niveau de scolarité des répondants.

Source : Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA), 2012.

Même en isolant l'effet du niveau de littératie des autres caractéristiques des répondants, les Ontariens dont le niveau de littératie correspond aux échelons inférieurs de l'échelle sont encore plus à risque de déclarer avoir un état de santé mauvais ou passable, de penser que les autres peuvent prendre avantage d'eux et de n'avoir aucune influence sur les décisions prises par le gouvernement. Ils sont aussi toujours moins susceptibles de faire du bénévolat que les Ontariens qui se situent aux échelons supérieurs.

7.3 Conclusion

L'amélioration des compétences en littératie des francophones de l'Ontario relativement à leurs homologues anglophones au cours des dernières décennies ne doit cependant pas faire oublier le fait que la moitié des Franco-Ontariens se sont classés dans les échelons inférieurs de l'échelle de littératie du PEICA.

En tenant compte des différentes caractéristiques des répondants, les personnes moins scolarisées se démarquent en étant beaucoup plus susceptibles de se retrouver à ces niveaux. C'est en effet près de 80 % des Franco-Ontariens qui n'ont pas terminé leurs études secondaires qui se situent dans les échelons inférieurs. Puisqu'elles ont terminé plus tôt leur parcours scolaire, ces personnes risquent d'avoir moins développé leurs compétences en littératie avant d'entrer sur le marché du travail. À cela s'ajoute le fait qu'elles sont plus susceptibles d'occuper un emploi dont les tâches favorisent moins le maintien de leurs compétences si bien que ces personnes se trouvent exclues du « cercle vertueux » de la littératie. Par contre, il n'en demeure pas moins qu'un Franco-Ontarien sur cinq qui détient au moins un baccalauréat n'a pas atteint le troisième échelon de l'échelle de littératie. Ce résultat important démontre très bien la complexité des relations entre les caractéristiques des individus et leurs compétences en littératie.

Les immigrants sont aussi plus sujets à ne pas atteindre au moins le troisième niveau de littératie que les francophones nés au pays. Le fossé dans les performances au test de littératie selon la langue maternelle qui a été observé précédemment illustre clairement l'effet que peut exercer l'aisance dans la langue de l'entrevue sur les performances au test de littératie. Par contre, d'autres facteurs seraient aussi susceptibles d'expliquer les performances plus faibles des immigrants, notamment la surestimation probable du niveau d'aisance de la part des immigrants et la qualité du système d'éducation fréquenté par les immigrants. Comme nous l'avons vu précédemment, les compétences plus faibles en littératie des immigrants constituent un enjeu important puisqu'une part grandissante de la population franco-ontarienne est issue de l'immigration, une tendance qui n'est pas appelée à ralentir.

Une résultante directe de l'effet de la scolarité et du statut d'immigrant consiste en d'importantes variations régionales relativement aux compétences en littératie de la population franco-ontarienne. Ce clivage est largement tributaire de différences dans la composition sociodémographique de la population franco-ontarienne. L'examen des cartes géographiques a fait clairement ressortir les différences régionales à l'égard de la littératie. Les francophones des régions rurales sont nettement plus susceptibles de se situer dans les niveaux inférieurs de l'échelle de littératie, essentiellement en raison d'une scolarisation plus faible. Dans les zones urbaines de Toronto et d'Ottawa, les francophones demeurant près du cœur du noyau urbain sont également plus à risque d'afficher des compétences moindres en littératie. C'est du reste dans ces zones que se concentre la population immigrante.

Les conditions associées à un niveau plus faible de compétence en littératie pour la population ontarienne sont manifestes et correspondent à ce qui est généralement admis à ce sujet. Ces personnes affichent des performances économiques, un état de santé auto-déclaré et un niveau de confiance social inférieurs aux Ontariens plus compétents en littératie.

En somme, ces résultats démontrent que malgré les progrès majeurs réalisés par les francophones de l'Ontario en matière de scolarité et de littératie au cours des dernières décennies, une frange importante de la population francophone présente toujours un niveau plus faible de littératie et que les conditions liées à cette situation ne peuvent pas être ignorées.

8. Littératie et marché du travail

Les liens entre les compétences en littératie et les performances sur le marché du travail sont manifestes. Non seulement le marché du travail permet de tirer profit de ses compétences en littératie, notamment en obtenant des revenus plus élevés et une plus grande valorisation professionnelle, mais il fournit également de multiples opportunités de pratiquer la lecture en vue de maintenir, voire même d'améliorer, ses compétences en littératie. Le rapport de l'OCDE (2013) souligne d'ailleurs l'importance capitale des compétences en littératie à cet égard : « S'il fallait ne retenir qu'un message de cette nouvelle Évaluation des compétences des adultes, ce serait que les compétences des individus et la façon dont ils en tirent parti influencent sensiblement leurs chances de réussite dans la vie ». Or, le recul historique qu'accusaient les francophones au chapitre de la scolarité a considérablement contribué à leur situation socioéconomique désavantageuse dénoncée lors des travaux de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme. Les décennies qui suivirent furent marquées par un rattrapage progressif en matière de performances sur le marché du travail, lequel s'est produit de concert avec celui qui s'opérait au chapitre de la scolarisation, si bien que, en 2012, la minorité francophone de l'Ontario affichait non seulement un taux de chômage plus bas que celui de la majorité anglophone, mais aussi un salaire plus élevé (Lepage, 2012).

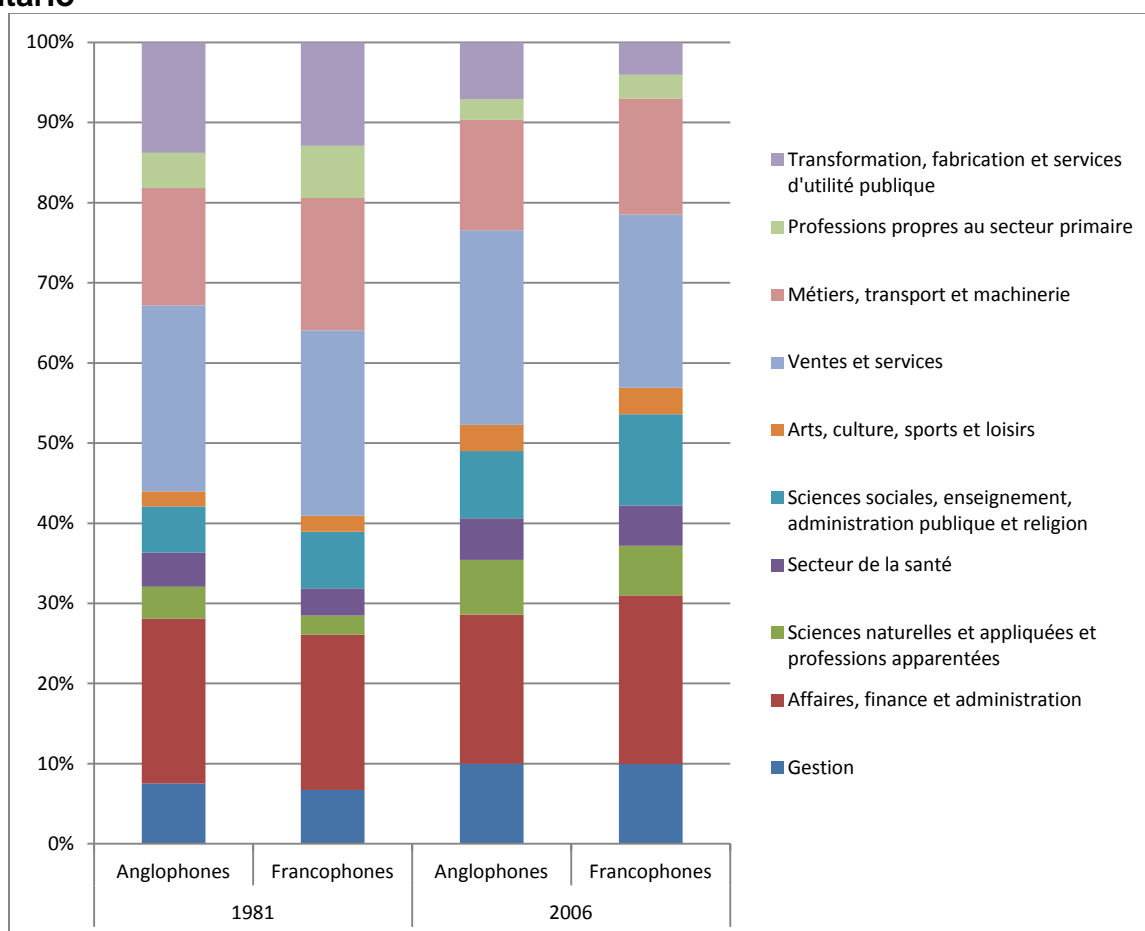
Deux grands enjeux ont émergé de la hausse relativement rapide de la scolarisation de la population canadienne et en particulier de celle de la population franco-ontarienne. D'une part, certaines personnes très scolarisées ne parviennent pas à dénicher un emploi qui correspond à leur niveau de scolarité. Cette situation est lourde de conséquences pour ces travailleurs dits surqualifiés puisqu'ils tendent non seulement à avoir des revenus (Brynin, 2002) et un niveau de productivité plus faibles, mais aussi à être moins satisfaits de leur emploi (Cedefop, 2010). De plus, ils sont moins susceptibles d'utiliser fréquemment leurs compétences au travail (Green et McIntosh, 2007), ce qui les rend particulièrement à risque de les voir s'éroder graduellement au fil du temps. D'autre part, nous avons vu précédemment que les compétences en littératie peuvent différer sensiblement selon les caractéristiques des individus de sorte que certains travailleurs se retrouvent dans une situation où ils affichent des compétences supérieures à celles exigées pour leur poste. Il en résulte donc que les compétences de ces travailleurs ne sont pas pleinement utilisées, ce qui mène à des effets similaires à ceux observés chez les travailleurs surqualifiés (Green et *al.*, 1999). Dans une perspective plus large, cette inadéquation des compétences peut avoir des effets importants sur l'économie en freinant la croissance de l'emploi et en contribuant au chômage (Tal, 2012).

Le PEICA offre la possibilité d'évaluer la situation de la population franco-ontarienne relativement à l'utilisation des compétences sur le marché du travail. Ce chapitre examine donc différentes facettes des relations complexes entre les compétences en littératie et le marché du travail. Nous nous intéressons tout d'abord à la structure du marché du travail ontarien selon le groupe linguistique. Par la suite, nous étudions le niveau de compétence en littératie selon le secteur de profession et la pratique de la littératie au travail. Enfin, nous abordons la question de la concordance de la scolarité et de la concordance des compétences ainsi que des liens qui unissent ces deux problématiques.

8.1 Structure du marché du travail

Malgré les importants gains réalisés par les francophones de l'Ontario au cours des dernières décennies en matière de scolarité, il subsiste certains écarts entre les deux groupes linguistiques au chapitre de la structure du marché du travail. Le graphique suivant rend compte de cela en présentant les distributions du type d'emploi des anglophones et des francophones de l'Ontario en 1981 et en 2006⁵⁴.

Graphique 8.1 : Répartition du secteur de profession selon le groupe linguistique, Ontario



Sources : Recensements de 1981 et 2006.

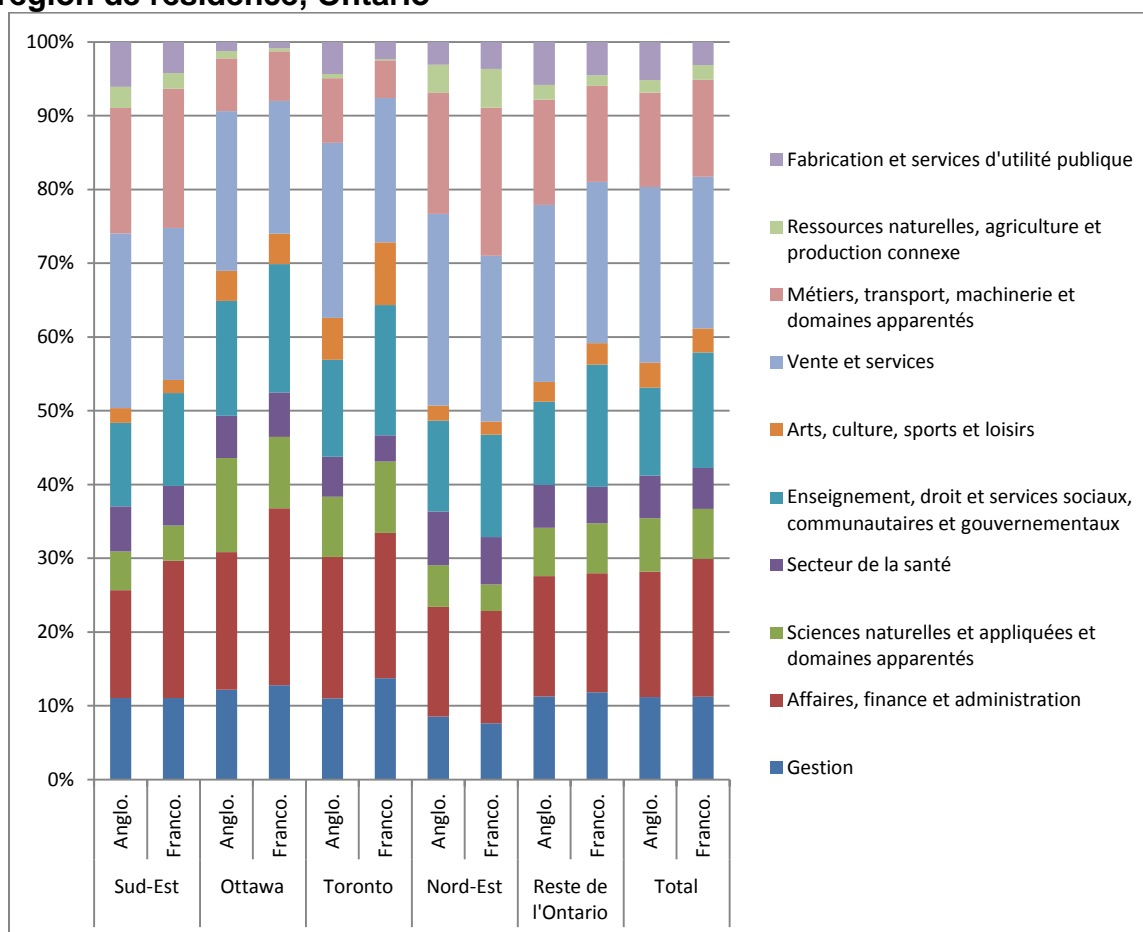
⁵⁴ La classification nationale des professions utilisée ici est mise à jour à chaque recensement. Le recensement de 2006 est le dernier recensement pour lequel nous possédons un fichier de conversion qui permet d'uniformiser cette classification à celle utilisée dans le cadre du recensement de 1981.

En 1981, les anglophones étaient proportionnellement plus nombreux à occuper un emploi dans le secteur des sciences naturelles (4,0 % contre 2,4 %) et de la santé (4,3 % contre 3,4 %). Ces deux secteurs avaient en commun la présence d'une main-d'œuvre très scolarisée si bien que les différences observées ici étaient fort probablement imputables aux écarts de scolarité entre anglophones et francophones. Inversement, les francophones étaient plus enclins à œuvrer dans le secteur primaire (6,5 % contre 4,4 %) de même que dans les secteurs de l'enseignement et de l'administration publique (7,1 % contre 5,8 %). Ceci était vraisemblablement le reflet de la situation géographique des Franco-Ontariens puisque ceux-ci se concentraient surtout à Ottawa, siège de l'administration fédérale, et dans l'Est ontarien, une zone plus rurale.

En 2006, la surreprésentation des anglophones dans le secteur des sciences naturelles avait considérablement diminué tandis que celle dans le secteur de la santé avait carrément disparu. Les Franco-Ontariens continuaient d'être proportionnellement plus nombreux à travailler dans des professions propres au secteur primaire (2,9 % contre 2,6 %) bien que l'écart qui les séparait des anglophones ait diminué. D'un autre côté, les francophones de l'Ontario étaient toujours plus susceptibles d'occuper un poste dans les secteurs de l'enseignement et de l'administration publique (11,3 % contre 8,4 %). Fait notable, 4,1 % des travailleurs francophones œuvraient dans les secteurs de la transformation et de la fabrication, une proportion nettement plus faible que chez les anglophones (7,1 %). Cependant, la majeure partie de cette différence provenait des immigrants anglophones qui étaient, toutes proportions gardées, trois fois plus nombreux à travailler dans ces secteurs que les immigrants dont la première langue officielle parlée est le français.

Comme la répartition géographique des francophones diffère de celle de leurs homologues anglophones, il est possible que les variations présentées ici s'expliquent en grande partie par la géographie. Cependant, ce facteur ne peut pas expliquer à lui seul les écarts notés dans le graphique précédent puisqu'il existe certaines différences relatives au type de profession entre anglophones et francophones d'une même région de résidence. Le graphique suivant rend compte de ces variations.

Graphique 8.2 : Répartition du type de profession selon le groupe linguistique et la région de résidence, Ontario



Source : Enquête nationale auprès des ménages, 2011.

Les données de l'ENM indiquent que la région du Sud-Est affichait une homogénéité relativement élevée entre les groupes linguistiques au chapitre des professions. Les francophones étaient notamment moins susceptibles d'œuvrer dans les secteurs des ressources naturelles (2,1 % contre 2,9 %) et de la fabrication (4,2 % contre 6,1 %), tout en étant proportionnellement plus nombreux à détenir un emploi dans les secteurs associés aux affaires et à la finance (18,6 % contre 14,6 %).

À Ottawa, les Franco-Ontariens occupaient moins souvent des emplois dans les secteurs des sciences naturelles (9,7 % contre 12,7 %) et de la vente et des services (18,0 % contre 21,7 %). Ces résultats ne découlaient pas uniquement de l'immigration puisque les francophones nés au pays étaient également moins enclins à occuper un emploi dans ces secteurs. À l'inverse, ils étaient proportionnellement plus nombreux à travailler dans les secteurs des affaires et de la finance (24,0 % contre 18,7 %) et l'enseignement et l'administration publique (17,4 % contre 15,6 %).

La région de Toronto est celle qui présente les disparités les plus importantes dans la structure des emplois entre les deux groupes linguistiques. À Toronto, les francophones étaient proportionnellement beaucoup moins nombreux à travailler dans les secteurs des métiers et du transport (5,1 % contre 8,8 %), de la santé (3,6 % contre 5,4 %) et de la fabrication (2,3 % contre 4,4 %). La source de ces différences provenait pour une large part de l'immigration; les immigrants anglophones étant non seulement proportionnellement plus nombreux, mais aussi plus enclins à travailler dans ces secteurs.

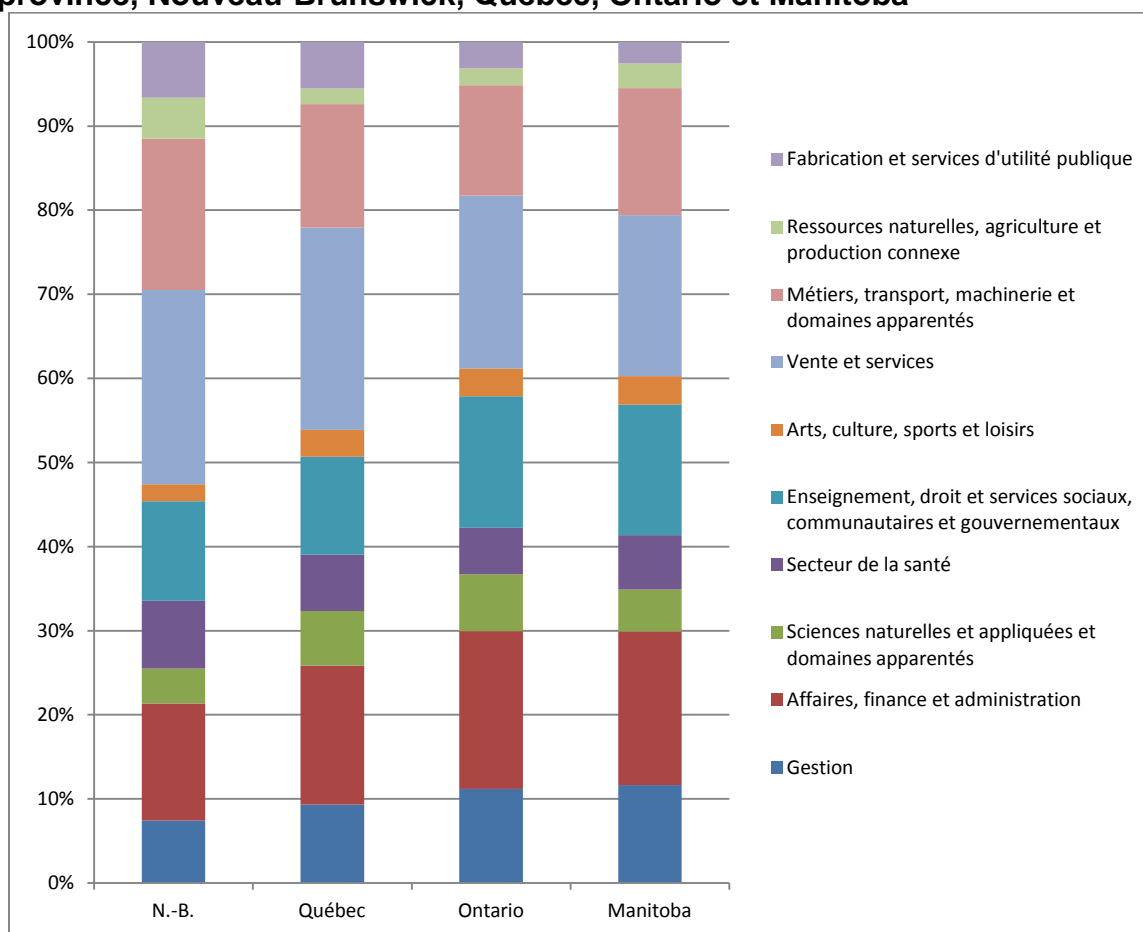
Dans la région du Nord-Est, les francophones étaient proportionnellement moins nombreux que leurs concitoyens anglophones à travailler dans le secteur des sciences naturelles (3,6 % contre 5,6 %). À l'inverse, ils étaient entre autres plus susceptibles de détenir un emploi dans les secteurs des ressources naturelles (5,3 % contre 3,8 %).

Enfin, dans le reste de la province, les principales différences entre anglophones et francophones au chapitre de la structure des emplois se trouvaient dans les secteurs de l'enseignement et des services gouvernementaux, où les francophones étaient plus nombreux (16,6 % contre 11,3 %), et de la fabrication (4,5 % contre 5,8 %), dans lequel ils étaient sous-représentés.

8.1.1 Comparaison aux autres groupes francophones

Le graphique suivant compare la structure du marché du travail des Franco-Ontariens à celle des autres groupes francophones à l'étude.

Graphique 8.3 : Répartition du type de profession selon le groupe linguistique et la province, Nouveau-Brunswick, Québec, Ontario et Manitoba



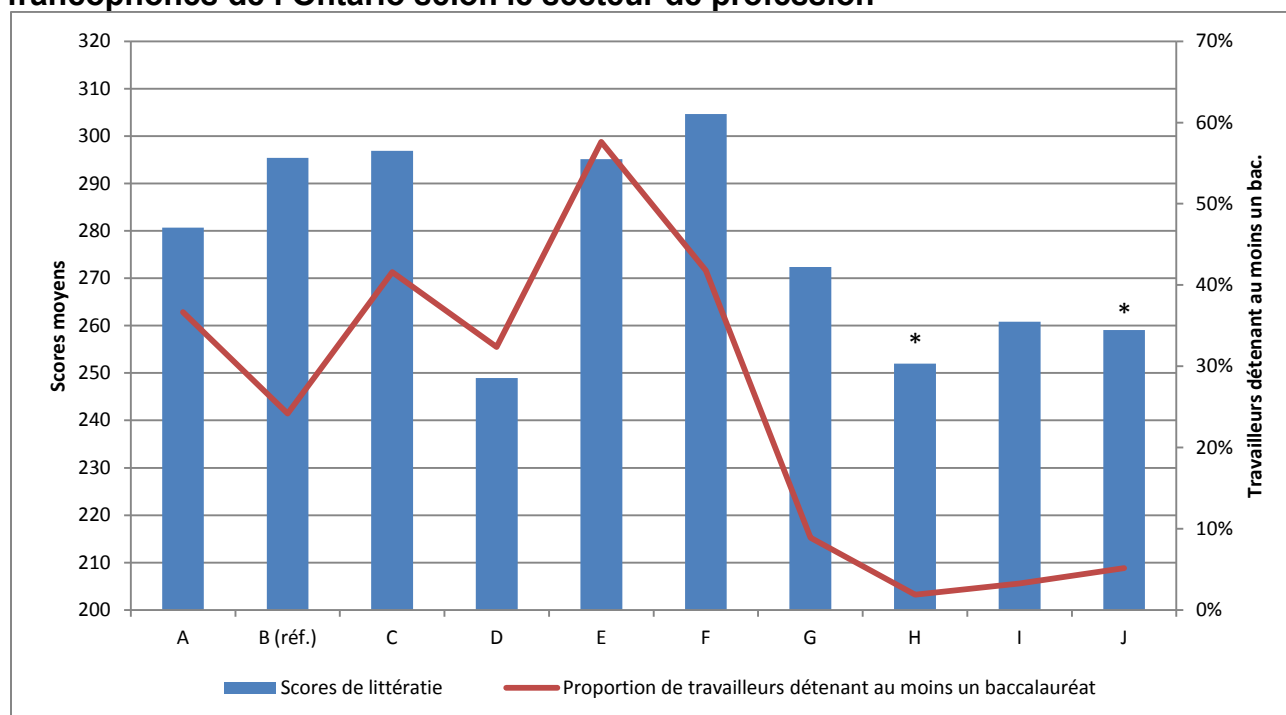
Source : Enquête nationale auprès des ménages, 2011.

Bien que la structure des emplois chez les francophones de l'Ontario ressemble à celle des francophones du Manitoba et, dans une moindre mesure, à celle des francophones du Québec, elle présente des différences parfois importantes avec celle des francophones du Nouveau-Brunswick. Par exemple, les Franco-Ontariens sont proportionnellement moins nombreux que les francophones du Nouveau-Brunswick à œuvrer dans les domaines de la fabrication, des ressources naturelles et des métiers et du transport. À l'inverse, ils sont plus nombreux à travailler dans les secteurs reliés à la gestion, aux affaires et à la finance et à l'enseignement et aux services gouvernementaux. Ces écarts sont tributaires, d'une part de la localisation géographique des groupes francophones des deux provinces et, d'autre part, des différences en matière de scolarité entre les deux groupes. Les francophones du Nouveau-Brunswick sont moins scolarisés que ceux de l'Ontario et sont surtout concentrés le long de la péninsule acadienne, laquelle est essentiellement constituée de milieux ruraux qui reposent sur une économie plus axée sur les ressources naturelles tandis qu'une part appréciable des Franco-Ontariens habitent dans les zones urbaines de l'Ontario.

8.2 Littératie et secteur d'emploi

Les compétences en littératie des Franco-Ontariens diffèrent substantiellement selon le secteur de profession. Le graphique suivant atteste de ce fait en mettant aussi les performances en littératie des travailleurs des différents secteurs en parallèle à leur niveau de scolarisation universitaire.

Graphique 8.4 : Scores moyens de littératie (échelle de gauche) et proportion de travailleurs détenant au moins un baccalauréat (échelle de droite) pour les francophones de l'Ontario selon le secteur de profession



- A. Gestion
- B. Affaires, finance et administration (réf.)
- C. Sciences naturelles et appliquées et domaines apparentés
- D. Secteur de la santé
- E. Enseignement, droit et services sociaux, communautaires et gouvernementaux
- F. Arts, culture, sports et loisirs
- G. Vente et services
- H. Métiers, transport, machinerie et domaines apparentés
- I. Ressources naturelles, agriculture et production connexe
- J. Fabrication et services d'utilité publique

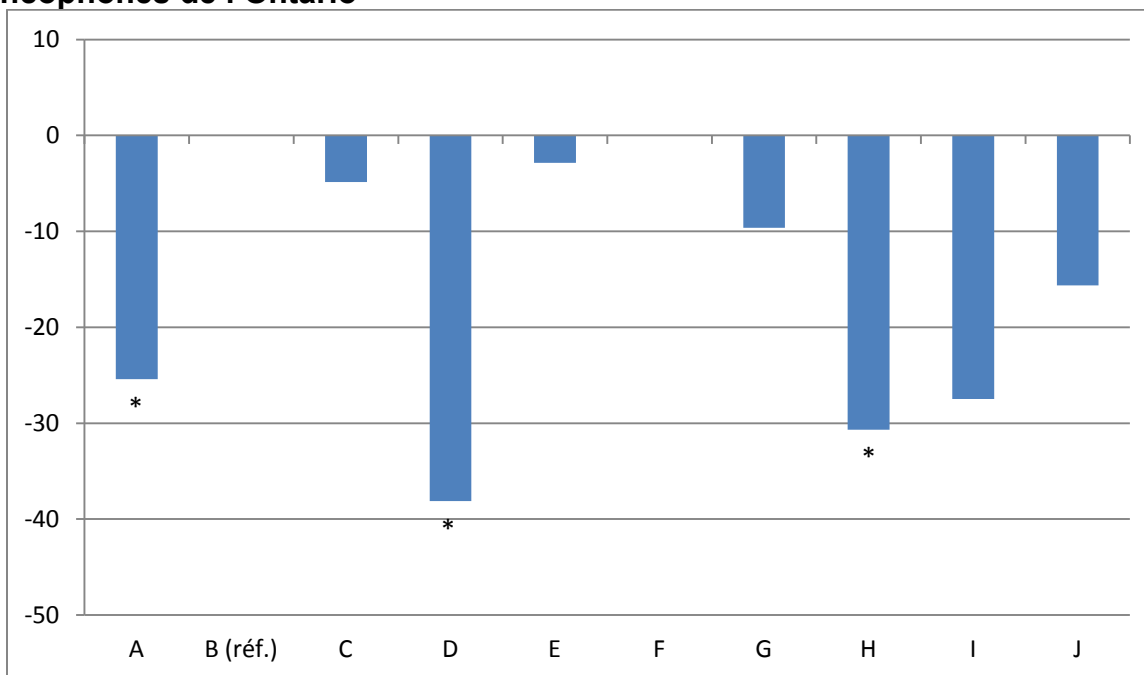
* Indique une différence statistiquement significative par rapport aux travailleurs des secteurs des affaires et de la finance au niveau de confiance de 95 %.

Sources : Enquête nationale auprès des ménages (ENM), 2011 et Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA), 2012.

Les données du PEICA permettent d'identifier deux groupes de travailleurs dont les performances en littératie diffèrent sensiblement de celles des travailleurs qui œuvrent dans les secteurs associés aux affaires, à la finance et à l'administration, soit les travailleurs des secteurs reliés aux métiers et au transport et ceux du secteur de la fabrication. Ces résultats découlent notamment des différences en matière de scolarité selon les secteurs d'emploi. En effet, alors que 5,1 % des Franco-Ontariens qui travaillent dans le secteur de la fabrication détiennent au minimum un baccalauréat, c'est le cas de près du quart de ceux qui œuvrent dans les secteurs des affaires et de la finance. On arrive au même constat pour ce qui est des travailleurs des secteurs des métiers et du transport où moins de 2 % possèdent au moins un baccalauréat.

Cependant, malgré la prise en compte de la scolarité et des autres caractéristiques des répondants, certains liens entre le secteur d'emploi et le niveau de compétence en littératie demeurent statistiquement significatifs. Le graphique suivant présente les principaux résultats de l'analyse de régression qui rend compte de cette situation.

Graphique 8.5 : Effet du secteur d'emploi sur le score en littératie des francophones de l'Ontario



A. Gestion

B. Affaires, finance et administration (réf.)

C. Sciences naturelles et appliquées et domaines apparentés

D. Secteur de la santé

E. Enseignement, droit et services sociaux, communautaires et gouvernementaux

F. Arts, culture, sports et loisirs

G. Vente et services

H. Métiers, transport, machinerie et domaines apparentés

I. Ressources naturelles, agriculture et production connexe

J. Fabrication et services d'utilité publique

* Indique une différence statistiquement significative entre la valeur et celle associée aux travailleurs des secteurs des affaires et de la finance au niveau de confiance de 95 %.

Note : le modèle isole aussi l'influence de l'âge, du sexe, du niveau de scolarité, de la pratique de la lecture au travail, de la région de résidence et du statut d'immigrant.

Source : Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA), 2012.

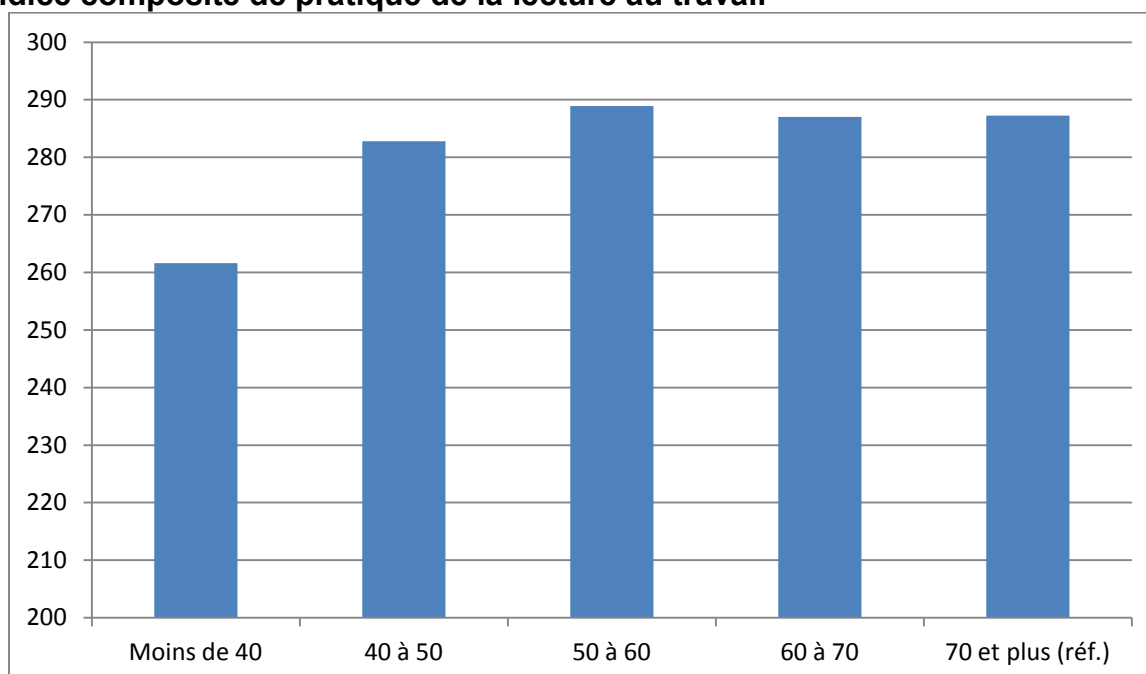
L'analyse de régression révèle trois choses. Premièrement, lorsque nous isolons l'influence des caractéristiques des travailleurs, les employés du secteur de la fabrication ne présentent plus un niveau de compétence en littératie statistiquement inférieur à celui des employés des secteurs associés aux affaires et à la finance, suggérant ainsi que les écarts observés s'expliquent essentiellement par les différences entre les caractéristiques des travailleurs, particulièrement en matière de scolarité. Deuxièmement, contrairement à leurs collègues du secteur de la fabrication, les travailleurs des secteurs des métiers et du transport affichent toujours un niveau de littératie statistiquement plus faible que ceux des secteurs des affaires et de la finance par un peu plus de 30 points. Troisièmement, les travailleurs du secteur de la santé et de la gestion affichent un niveau de compétence en littératie inférieur de plus de 25 points à celui des employés des secteurs des affaires et de la finance. Il semblerait donc que d'autres mécanismes soient à l'œuvre pour expliquer ces variations. Par exemple, bien que le PEICA comprenne des informations relatives à la pratique de la lecture, il ne comprend pas d'informations sur les caractéristiques (longueur, niveau de complexité, etc.) des documents qui sont lus ni sur leur importance dans la réalisation des tâches exigées de sorte que les travailleurs de certains secteurs pourraient lire des documents plus simples ou moins importants pour l'accomplissement de leurs tâches que ceux d'autres secteurs. Cela pourrait par exemple être le cas pour un vendeur qui pourrait généralement être appelé à lire des textes plus simples qu'un professionnel de la recherche, qui doit régulièrement lire des publications scientifiques complexes essentielles à l'exécution de ses tâches.

8.3 Habitudes de lecture au travail

Le milieu de travail peut être un lieu propice à l'apprentissage, au maintien et à l'amélioration des compétences en littératie. La lecture dans le cadre de l'emploi est d'ailleurs particulièrement importante à cet égard pour les individus pratiquant peu cette activité dans leur vie quotidienne. De plus, il est reconnu que les emplois faisant davantage appel aux compétences en littératie tendent aussi à être mieux rémunérés.

Afin de mesurer les habitudes de lecture au travail, nous avons construit un indice composite similaire à celui précédemment établi pour mesurer les habitudes de lecture à la maison. Le graphique suivant montre le niveau de compétence en littératie des Franco-Ontariens selon les habitudes de lecture au travail.

Graphique 8.6 : Scores moyens de littératie des francophones de l'Ontario selon l'indice composite de pratique de la lecture au travail



Note : Les différences des scores moyens selon l'indice composite de pratique de la lecture au travail ne sont pas statistiquement significatives au niveau de confiance de 95 %.

Source : Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA), 2012.

Bien que les écarts entre les scores au test de littératie en fonction de la fréquence de la pratique de la lecture au travail ne diffèrent pas d'un point de vue statistique, les données du PEICA révèlent tout de même la présence d'un gradient positif entre ces deux éléments. Effectivement, les travailleurs qui font très peu usage de la lecture au travail obtiennent un score de littératie tout juste supérieur à 260, soit presque 30 points de moins que celui des travailleurs qui pratiquent régulièrement cette activité dans le cadre de leur emploi. Soulignons que ces liens se confirment en étudiant la situation de l'ensemble des travailleurs ontariens; les travailleurs faisant davantage usage de la lecture au travail présentent un niveau de compétence plus élevé en littératie.

Le tableau suivant présente les habitudes de lecture au travail des francophones de l'Ontario pour certaines caractéristiques.

Tableau 8.1 : Indice composite de pratique de la lecture au travail selon les caractéristiques des francophones de l'Ontario

Caractéristiques	Répartition dans l'échantillon	Indice de pratique de la lecture au travail
Total	100,0	48,4
Région de résidence		
Sud-Est	14,6	45,0
Ottawa (réf.)	25,0	48,4
Toronto	8,7	36,6
Nord-Est	20,9	50,5
Reste de l'Ontario	30,9	51,8
Groupe d'âge		
16 à 24 ans	12,7	35,3 *
25 à 34 ans	21,8	43,6 *
35 à 44 ans (réf.)	20,3	61,6
45 à 54 ans	30,0	51,9
55 à 65 ans	15,1	41,5 *
Sexe		
Femme (réf.)	54,2	47,9
Homme	45,8	48,8
Plus haut niveau de scolarité atteint		
Pas de diplôme d'études secondaires	12,6	29,8 *
Diplôme d'études secondaires	19,2	36,5 *
Diplôme postsecondaire inférieur au baccalauréat	42,7	51,3 *
Baccalauréat ou plus (réf.)	25,5	61,5
Statut d'immigrant		
Natif (réf.)	92,1	48,9
Immigrant	7,9	44,0
Secteur d'emploi		
Gestion (réf.)	12,9	59,2
Affaires, finance et administration	21,8	52,8
Sciences naturelles et appliquées et domaines apparentés	7,2	60,0
Secteur de la santé	7,6	58,0
Enseignement, droit et services sociaux, communautaires et gouvernementaux	16,4	54,1
Arts, culture, sports et loisirs	1,7	49,8
Vente et services	14,9	38,2 *
Métiers, transport, machinerie et domaines apparentés	15,7	41,5
Ressources naturelles, agriculture et production connexe	0,7	39,3 *
Fabrication et services d'utilité publique	1,0	56,5
Indice composite de pratique de la lecture à la maison		
Moins de 40	21,3	33,5 *
40 à 50	18,2	51,6
50 à 60	34,9	51,8
60 à 70	15,3	51,8
70 et plus (réf.)	10,3	56,7

* Indique une différence statistiquement significative par rapport à la valeur de référence au niveau de confiance de 95 %.

Source : Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA), 2012.

Le niveau de scolarité est très associé à la pratique de la lecture au travail. Les Franco-Ontariens qui détiennent au moins un baccalauréat obtiennent un indice de 61,5 sur 100 comparativement à 29,8 pour ceux qui n'ont pas terminé leurs études secondaires. Ce résultat n'est guère surprenant considérant les liens intrinsèques entre la scolarité et l'emploi. Effectivement, les travailleurs moins scolarisés, et donc moins spécialisés, tendent généralement à exécuter des tâches plus manuelles ou faisant moins appel à l'écrit ou à la lecture dans le cadre de leurs fonctions.

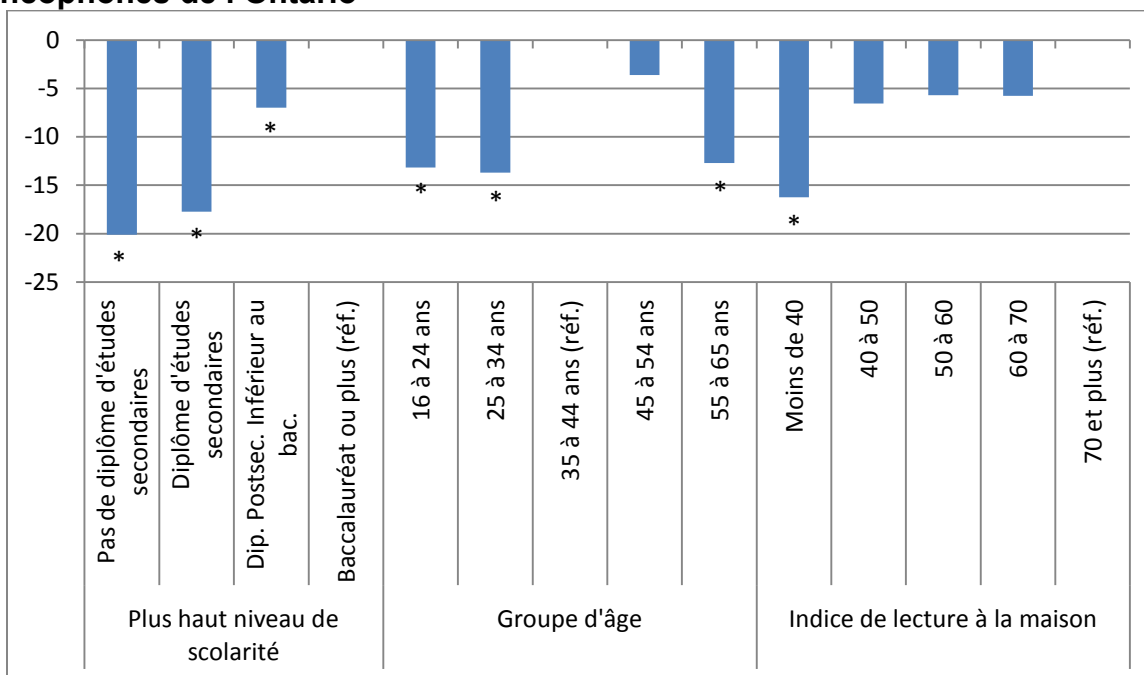
Le groupe d'âge est aussi corrélé à la pratique de la lecture en cours d'emploi. En effet, la pratique de la lecture au travail atteint son apogée chez les travailleurs franco-ontariens de 35 à 44 ans. Ceux-ci font usage plus régulièrement de la lecture au travail que les travailleurs de 16 à 24 ans, de 25 à 34 ans et de 55 à 65 ans. Dans le cas des travailleurs de 16 à 24 ans et, dans une moindre mesure, de ceux de 25 à 34 ans, une part importante d'entre eux sont encore aux études ou commencent leur vie professionnelle si bien qu'ils peuvent être plus susceptibles d'occuper des emplois offrant moins d'occasions de faire usage de la lecture. D'ailleurs, près de 30 % des travailleurs du secteur des ventes et services sont âgés de 16 à 24 ans. En ce qui a trait aux travailleurs de 55 à 65 ans, il est possible que leur niveau de scolarisation plus faible et le type de tâches professionnelles qui en découle expliquent leur pratique moins régulière de la lecture au travail.

Le secteur d'emploi constitue un autre corrélat de la pratique de la lecture en cours d'emploi. Les travailleurs des secteurs de la vente et des services ainsi que ceux des secteurs associés aux ressources naturelles font moins usage de la lecture lors de leur emploi que les travailleurs qui œuvrent en gestion. Dans les deux cas, nous retrouvons deux dénominateurs communs : il s'agit, d'une part, de professions qui font généralement moins appel à la lecture qu'aux relations interpersonnelles dans le cas de la vente et des services et qu'aux capacités physiques dans le cas des ressources naturelles et, d'autre part, qui emploient une main-d'œuvre généralement moins scolarisée et, pour la vente et les services, plus jeune.

Enfin, lire régulièrement à la maison est positivement lié à la pratique fréquente de la lecture au travail. La corrélation est particulièrement frappante chez les Franco-Ontariens qui ne lisent que très peu à la maison; ceux-ci affichent un indice composite de lecture au travail de 33,5, ce qui est bien inférieur à celui des travailleurs qui lisent davantage dans leur vie quotidienne. Nous avons vu précédemment que la pratique de la lecture à la maison est également associée au plus haut niveau de scolarité atteint si bien qu'il se peut fort bien que le niveau de scolarité soit la source de la relation que nous observons ici.

Un modèle de régression linéaire a été construit afin d'obtenir l'effet net des différents déterminants de la pratique de la lecture au travail. Les principaux résultats sont illustrés dans le graphique qui suit.

Graphique 8.7 : Effets de la scolarité, de l'âge et de la pratique de la lecture à la maison sur l'indice composite de pratique de la lecture au travail pour les francophones de l'Ontario



* Indique une différence statistiquement significative par rapport à la valeur de référence au niveau de confiance de 95 %.

Note : les résultats tiennent aussi compte des effets du sexe, du statut d'immigrant, du secteur d'emploi et de la région de résidence.

Source : Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA), 2012.

L'analyse de régression réaffirme la force des liens entre la scolarité et la pratique de la lecture au travail. En particulier, les francophones de l'Ontario qui ont tout au plus terminé leurs études secondaires lisent beaucoup moins fréquemment au travail que ceux qui ont obtenu au moins un baccalauréat, et ce, même en isolant l'influence possible des autres facteurs.

De plus, nous constatons toujours une association significative entre l'âge et la pratique régulière de la lecture au travail. C'est donc dire que les travailleurs de moins de 35 ans de même que ceux âgés de 55 à 65 ans font moins usage de la lecture au travail que ceux âgés de 35 à 44 ans. À même niveau de scolarité égal, les travailleurs âgés de 55 à 65 ans liraient donc moins souvent au travail que ceux âgés de 35 à 44 ans, ce qui indique que les écarts en matière de scolarisation n'expliquent pas totalement la pratique différentielle de la lecture entre ces groupes de travailleurs franco-ontariens.

L'usage de la lecture à la maison demeure corrélé à la pratique de la lecture au travail, en particulier pour les travailleurs qui ne lisent que très peu durant leurs loisirs. Ce résultat est intéressant pour deux principales raisons. Premièrement, il signifie que les liens entre la lecture au travail et à la maison ne s'expliquent pas totalement par la scolarité. Deuxièmement, il met en lumière un groupe de Franco-Ontariens qui lisent très peu tant à la maison qu'au travail. Or, comme la pratique régulière de la lecture est un rempart contre l'érosion des compétences en littératie, cette frange de la population franco-ontarienne pourrait être particulièrement à risque de voir ses compétences diminuer au fil du temps⁵⁵.

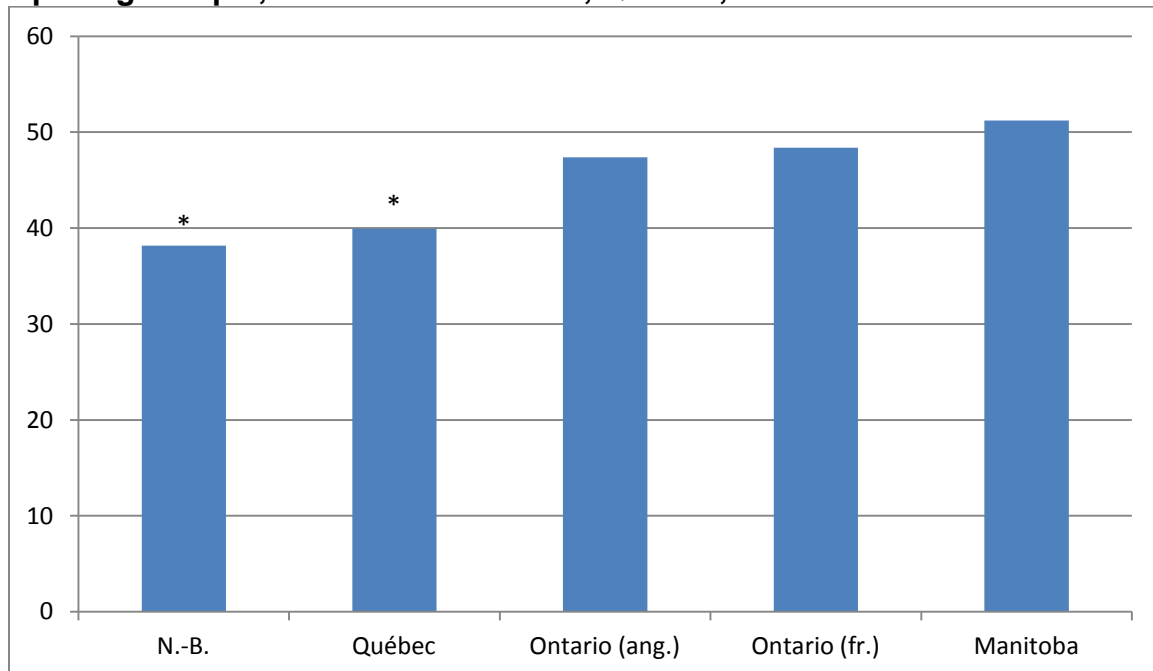
Enfin, fait notable, lorsque nous tenons compte des effets associés aux caractéristiques sociodémographiques des Franco-Ontariens, le secteur d'emploi n'apparaît plus comme étant corrélé à la pratique de la lecture au travail. Ceci suggère que les écarts présentés au tableau précédent étaient en large part tributaires des différences au chapitre des caractéristiques sociodémographiques des travailleurs. Par contre, si nous élargissons l'analyse pour y inclure l'ensemble des travailleurs de la province, ceux qui œuvrent dans le domaine de la gestion se distinguent par des habitudes de lecture au travail supérieures à celles des travailleurs des autres domaines. De plus, toujours en isolant l'influence des caractéristiques des travailleurs, ceux des secteurs des ventes et services, des métiers et transport et de la fabrication pratiquent particulièrement moins la lecture que ceux du secteur de la gestion. Ces résultats suggèrent que le secteur de l'emploi joue aussi pour beaucoup dans les opportunités qui sont offertes dans le milieu de travail relativement à la pratique de la lecture.

8.3.1 Comparaison aux autres groupes linguistiques

Le graphique suivant rend compte des différences entre les groupes linguistiques au chapitre de la fréquence de pratique de la lecture au travail.

⁵⁵ 12,9 % des travailleurs franco-ontariens sont dans une telle situation. Malheureusement, la taille de l'échantillon du PEICA ne permet pas d'étudier ce sous-groupe de façon plus détaillée.

Graphique 8.8 : Indice composite de pratique de la lecture au travail selon le groupe linguistique, Nouveau-Brunswick, Québec, Ontario et Manitoba



* Indique une différence statistiquement significative entre la valeur et celle des francophones de l'Ontario au niveau de confiance de 95 %.

Source : Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA), 2012.

Tout comme pour la lecture à la maison, l'usage de la lecture au travail varie d'un groupe francophone à l'autre. Les Franco-Ontariens présentent un indice de lecture au travail de 48,4 sur 100, soit une valeur similaire à celle de leurs homologues anglophones (47,4). Même si un fossé sépare encore les francophones des anglophones en matière d'habitudes de lecture à la maison, celui-ci semble comblé en ce qui a trait à la lecture au travail. Il s'agit donc d'un autre indice qui laisse croire à une certaine convergence entre les Franco-Ontariens et leurs homologues anglophones à l'égard du marché du travail. De plus, à l'instar de ce qui a été observé relativement à la pratique de la lecture dans la vie quotidienne, les francophones de l'Ontario lisent davantage au travail que les francophones du Québec et du Nouveau-Brunswick.

8.4 Habitudes de lecture au travail selon le type d'ouvrage

Comme pour la lecture dans la vie quotidienne, le PEICA a recueilli des informations relatives aux habitudes de lecture au travail selon différents types d'ouvrage. Le tableau suivant rend compte des différences dans les habitudes de lecture au travail selon les groupes à l'étude.

Tableau 8.2 : Distribution des habitudes de lecture au travail selon le groupe linguistique et la province, Nouveau-Brunswick, Québec, Ontario et Manitoba

	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario (ang.)	Ontario (fr.)	Manitoba
Directives ou modes d'emploi					
Jamais	20,7 *	18,9 *	10,2	7,3	8,3
Moins d'une fois par mois	11,2	15,3	11,7	14,4	10,9
Au moins une fois par mois	68,0	65,8 *	78,1	78,2	80,8
Lettres, notes de service et courriels					
Jamais	25,7	22,7	16,1	15,9	17,2
Moins d'une fois par mois	7,5	6,0	4,6	4,6	3,6
Au moins une fois par mois	66,8 *	71,3 *	79,3	79,5	79,1
Journaux et magazines					
Jamais	47,3 *	38,6	31,4	32,9	26,6
Moins d'une fois par mois	9,4	12,4	10,8	10,3	8,6
Au moins une fois par mois	43,3 *	49,0	57,8	56,8	64,8
Revues spécialisées					
Jamais	56,1 *	44,0	44,6	41,9	40,0
Moins d'une fois par mois	12,9	17,2	16,0	14,9	16,3
Au moins une fois par mois	31,0	38,8	39,5	43,2	43,7
Livres					
Jamais	71,5 *	65,7	57,9	55,8	52,7
Moins d'une fois par mois	13,3	16,9	18,0	22,9	15,4
Au moins une fois par mois	15,2	17,4	24,1	21,2	31,8
Manuels ou ouvrages de référence					
Jamais	32,8 *	36,1 *	18,5	13,8	15,8
Moins d'une fois par mois	16,4	22,2	23,8	25,2	15,2
Au moins une fois par mois	50,8	41,7 *	57,8	60,9	69,0
États financiers					
Jamais	56,2	54,8 *	44,0	45,1	46,4
Moins d'une fois par mois	6,9	7,0	8,3	9,1	8,4
Au moins une fois par mois	37,0	38,2 *	47,7	45,8	45,2
Diagrammes, cartes et schémas					
Jamais	52,1	49,2	43,2	40,7	40,3
Moins d'une fois par mois	13,7	12,8	14,3	10,6	16,2
Au moins une fois par mois	34,2 *	37,9 *	42,5	48,7	43,5

* Indique une différence statistiquement significative entre la valeur et celle des francophones de l'Ontario au niveau de confiance de 95 %.

Source : Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA), 2012.

Près de quatre Franco-Ontariens sur cinq lisent des directives ou des modes d'emploi dans le cadre de leur emploi au moins une fois par mois. Cette proportion surpasse significativement celle des francophones du Québec. Inversement, 7,3 % des francophones de l'Ontario ne lisent jamais ce genre d'ouvrages au travail, une valeur nettement moindre que chez les francophones du Nouveau-Brunswick (20,7 %) et du Québec (18,9 %).

Le développement des technologies de l'information ne touche pas seulement la sphère privée, mais contribue aussi à transformer les façons de travailler. Près de 80 % des francophones de l'Ontario disent lire des lettres ou des courriels au travail au moins une fois par mois contre moins de 75 % des francophones du Nouveau-Brunswick et du Québec.

Les francophones de l'Ontario se démarquent également des francophones du Nouveau-Brunswick en ce qui a trait à la fréquence de lecture des journaux et des magazines, les revues spécialisées et les livres dans le cadre du travail. Pour ces types d'ouvrages, les francophones de l'Ontario sont proportionnellement moins nombreux à ne jamais en lire au travail.

Près de 60 % des Franco-Ontariens consultent des ouvrages de référence au travail à une fréquence d'au moins une fois par mois tandis qu'un peu moins de 15 % n'en lisent jamais. À ce chapitre, ils se démarquent encore une fois des francophones du Nouveau-Brunswick (32,8 %) et du Québec (36,1 %).

À l'instar de la lecture de revues spécialisées, la consultation d'états financiers au travail est une activité de lecture qui polarise les francophones de l'Ontario, probablement en raison de sa nature hautement spécialisée. Près de 45 % des Franco-Ontariens ne consultent jamais ce type d'ouvrages au travail tandis qu'une proportion similaire s'y réfère au moins une fois par mois. Ils se distinguent ici des Québécois francophones, qui sont notamment plus sujets à ne jamais lire des états financiers au travail.

Environ la moitié des Franco-Ontariens ont répondu lire des diagrammes, des cartes et des schémas au travail au moins une fois par mois. Ils surpassent les francophones du Nouveau-Brunswick et du Québec par plus de dix points de pourcentage à ce chapitre.

Les habitudes de lecture au travail des francophones de l'Ontario s'apparentent donc à celles des anglophones de cette province pour tous les types d'ouvrages couverts par le PEICA. En revanche, les Franco-Ontariens se distinguent nettement des francophones du Nouveau-Brunswick et du Québec, qui font clairement moins usage de la lecture au travail.

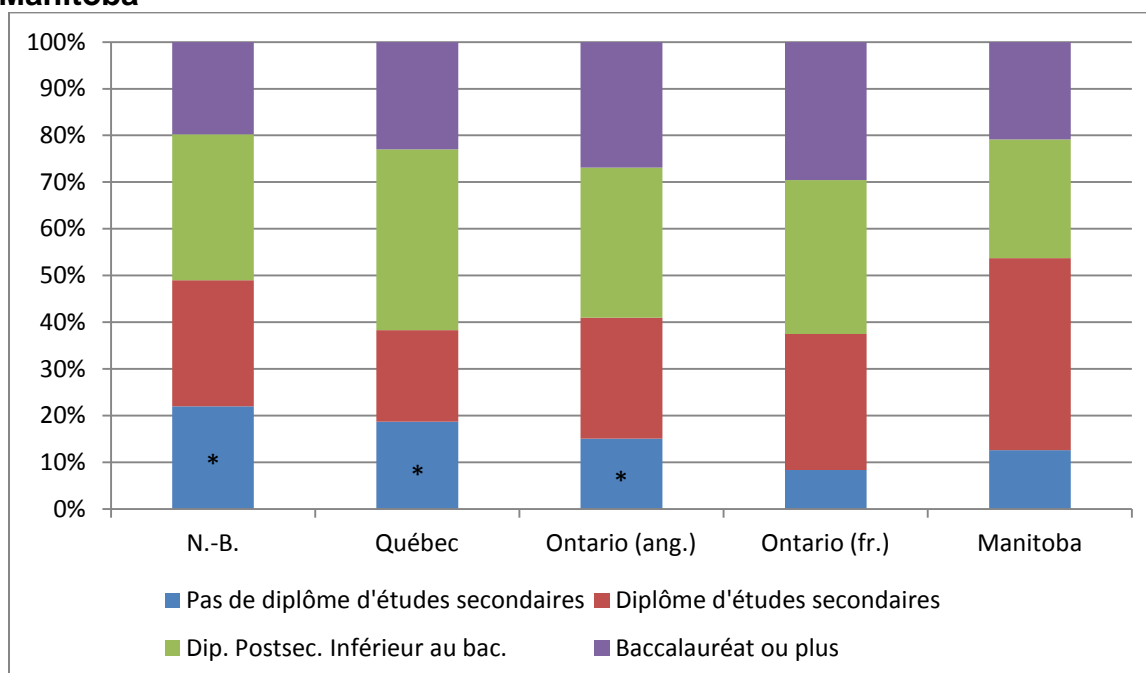
8.5 Concorde de la scolarité

La concordance à l'égard de la scolarité se définit en examinant la relation entre le niveau de scolarité d'un employé et celui qui est requis pour occuper son poste. Un travailleur est surqualifié s'il possède un niveau de scolarité supérieur à ce qui est nécessaire pour accomplir les tâches relatives à son emploi. Dans la situation inverse, on dit alors qu'il est sous-qualifié.

8.5.1 Sclarité requise pour l'emploi

Le questionnaire du PEICA demandait aux répondants le niveau de scolarité qu'une personne devait détenir pour postuler à leur emploi actuel. Cet indicateur permet d'obtenir un portrait du niveau de complexité de l'emploi et des résultats qui en découlent, notamment la complexité des tâches à accomplir et le salaire qui y est associé. Ces renseignements sont présentés dans le graphique qui suit.

Graphique 8.9 : Distribution de la scolarité requise pour postuler à l'emploi actuel selon le groupe linguistique et la province, Nouveau-Brunswick, Québec, Ontario et Manitoba



* Indique une différence statistiquement significative entre la valeur et celle des francophones de l'Ontario au niveau de confiance de 95 %.

Source : Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA), 2012.

Près de 30 % des Franco-Ontariens ont déclaré qu'un postulant à leur emploi actuel devrait aujourd'hui posséder au moins un diplôme universitaire de premier cycle. À l'autre bout du spectre, 8,4 % des francophones de l'Ontario affirment que leur emploi ne requiert pas de diplôme d'études secondaires, soit une proportion significativement plus faible que celle des anglophones de l'Ontario (15,1 %), de même que des francophones du Québec et du Nouveau-Brunswick, où elle se situe autour de 20 %. Ces résultats suggèrent encore une fois que les Franco-Ontariens occupent des emplois qui se comparent à ceux de leurs homologues anglophones et des autres groupes francophones.

8.5.2 Sous-qualification et surqualification des travailleurs

En combinant l'information relative à la scolarité requise telle que perçue par les répondants pour occuper l'emploi actuel à leur niveau de scolarité, il est possible d'obtenir une estimation du niveau de sous-qualification et de surqualification de la main d'œuvre franco-ontarienne⁵⁶. Cette analyse révèle que 21,4 % des francophones de l'Ontario seraient surqualifiés, c'est-à-dire qu'ils possèdent un niveau de scolarité supérieur à ce qui est requis pour occuper leur poste actuel. Inversement, 12,3 % des Franco-Ontariens seraient sous-qualifiés. Dans les deux cas, ces proportions ne diffèrent pas sur le plan statistique de celles notées pour les anglophones de l'Ontario (27,2 % pour la surqualification et 12,4 % en ce qui a trait à la sous-qualification) de même que pour les autres groupes linguistiques à l'étude.

⁵⁶ Le niveau de qualification des répondants est ici défini à l'aide des quatre niveaux de scolarité utilisés tout au long de ce document : pas de diplôme d'études secondaires, diplôme d'études secondaires, diplôme postsecondaire inférieur au baccalauréat et baccalauréat ou plus.

8.5.3 Surqualification des travailleurs de l'Ontario

Le tableau suivant présente la proportion de travailleurs ontariens qui sont en situation de surqualification. On a choisi d'examiner cette situation en raison de ses conséquences plus importantes sur les travailleurs et le marché du travail en général. Notons aussi que cette analyse a été réalisée en incluant la totalité des répondants ontariens, et ce, pour trois raisons. Premièrement, la taille de l'échantillon de Franco-Ontariens se trouve réduite en raison de l'exclusion des répondants qui ne sont pas en emploi au moment de la collecte des données du PEICA. Deuxièmement, surtout à cause de la taille de l'échantillon du PEICA, aucune caractéristique n'apparaît comme étant statistiquement reliée à la surqualification chez les francophones de l'Ontario au niveau de confiance de 95 %, et ce, malgré certaines tendances très nettes. Troisièmement, les résultats précédents de ce chapitre suggèrent une relative homogénéité en matière de marché du travail pour les deux groupes linguistiques de l'Ontario si bien que les résultats provinciaux pourraient très bien s'appliquer aux Franco-Ontariens.

Tableau 8.3 : Proportion des travailleurs ontariens en situation de surqualification selon quelques caractéristiques

Caractéristiques	Répartition dans le PEICA	Propension à être en situation de surqualification
Total	100	27,0
Groupe d'âge		
16 à 24 ans	15,1	38,9 *
25 à 34 ans	22,7	26,6
35 à 44 ans	22,7	26,6
45 à 54 ans	24,4	23,4
55 à 65 ans (réf.)	15,1	22,4
Plus haut niveau de scolarité atteint		
Pas de diplôme d'études secondaires	8,5	--- †
Diplôme d'études secondaires	24,3	25,9
Diplôme postsecondaire inférieur au baccalauréat	35,2	30,3
Baccalauréat ou plus (réf.)	31,9	31,3
Statut d'immigrant		
Natif (réf.)	67,8	24,0
Immigrant	32,2	33,4 *
Secteur d'emploi		
Gestion (réf.)	10,8	12,3
Affaires, finance et administration	16,5	24,5 *
Sciences naturelles et appliquées et domaines apparentés	8,8	12,6
Secteur de la santé	6,3	10,2
Enseignement, droit et services sociaux, communautaires et gouvernementaux	13,6	16,8
Arts, culture, sports et loisirs	2,5	28,2
Vente et services	23,2	47,3 *
Métiers, transport, machinerie et domaines apparentés	10,6	27,2 *
Ressources naturelles, agriculture et production connexe	1,1	48,6 *
Fabrication et services d'utilité publique	6,6	38,9 *
Niveau de compétence en littératie		
Niveaux 0, 1 ou 2	43,5	30,3 *
Niveau 3	40,3	26,2
Niveau 4 ou 5 (réf.)	16,2	20,4

† Suivant la définition de surqualification choisie dans le cadre de cette étude, les personnes qui n'ont pas terminé leurs études secondaires ne peuvent pas être surqualifiées.

Source : Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA), 2012.

Près de 40 % des travailleurs ontariens de 16 à 24 ans sont en situation de surqualification, ce qui représente plus de dix points de pourcentage de plus que chez les travailleurs des autres groupes d'âge. Comme nous avons souligné précédemment, ces travailleurs sont souvent encore aux études ou commencent leur vie professionnelle si bien qu'ils seraient plus susceptibles d'occuper des emplois qui ne correspondent pas encore à leur niveau de scolarité.

Les immigrants sont également beaucoup plus susceptibles d'être surqualifiés que les travailleurs nés au pays puisqu'un travailleur immigrant sur trois serait surqualifié. Cette situation, par ailleurs bien documentée, découle essentiellement des nombreux défis auxquels font face les immigrants lors de leur insertion sur le marché du travail canadien, notamment en ce qui a trait à la reconnaissance de leurs titres et de leur formation acquise à l'étranger. Les chances d'être surqualifié seraient d'ailleurs particulièrement élevées chez les immigrants universitaires qui n'ont pas obtenu leur diplôme au Canada ou aux États-Unis (Uppal et LaRochelle-Côté, 2014), chez ceux récemment arrivés au pays (Gilmore, 2009) et chez ceux dont le niveau de maîtrise de la langue locale est plus faible (Slootjes, 2013).

La propension à se retrouver en situation de surqualification varie aussi selon le type de profession exercée. Près de la moitié des travailleurs des secteurs de la vente et des services et des ressources naturelles seraient surqualifiés comparativement à un peu plus de 10 % des travailleurs qui œuvrent dans le secteur de la gestion. Nous avons déjà mentionné qu'il s'agit de secteurs qui demandent des travailleurs généralement moins scolarisés et, dans le cas de la vente et des services, des travailleurs également plus jeunes.

Finalement, les travailleurs de l'Ontario qui affichent des compétences en littératie correspondant aux niveaux 0, 1 ou 2 courent plus de risques d'être surqualifiés pour leur emploi. Ces travailleurs n'ont peut-être pas développé toutes les compétences en traitement de l'information habituellement associées à leur niveau de scolarité de sorte qu'ils ont plus de difficulté à trouver un emploi qui correspond à leur niveau de scolarité. Dans le cas des travailleurs n'ayant pas le français ou l'anglais comme langue maternelle et qui sont très scolarisés, il est également possible que le niveau d'aisance dans la langue du test puisse avoir influencé le score obtenu.

Le tableau suivant montre les résultats d'une analyse de régression logistique qui vise à identifier les principaux facteurs associés au risque d'être surqualifié.

Tableau 8.4 : Rapports de cotes associés aux chances d'être surqualifié chez les travailleurs ontariens

Caractéristiques	Rapports de cotes
Groupe d'âge	
16 à 24 ans	3,15 *
25 à 34 ans	1,11
35 à 44 ans	1,17
45 à 54 ans	1,03
55 à 65 ans (réf.)	1,00
Plus haut niveau de scolarité atteint	
Pas de diplôme d'études secondaires	--- †
Diplôme d'études secondaires	0,14 *
Diplôme postsecondaire inférieur au baccalauréat	0,44 *
Baccalauréat ou plus (réf.)	1,00
Niveau des compétences en littératie	
Niveau 0, 1 ou 2	2,06 *
Niveau 3	1,48
Niveau 4 ou 5 (réf.)	1,00
Secteur d'emploi	
Gestion (réf.)	1,00
Affaires, finance et administration	2,60 *
Sciences naturelles et appliquées et domaines apparentés	0,85
Secteur de la santé	0,59
Enseignement, droit et services sociaux, communautaires et gouvernementaux	1,12
Arts, culture, sports et loisirs	3,88 *
Vente et services	11,85 *
Métiers, transport, machinerie et domaines apparentés	5,24 *
Ressources naturelles, agriculture et production connexe	23,15 *
Fabrication et services d'utilité publique	9,27 *

† Suivant la définition de surqualification choisie dans le cadre de cette étude, les personnes qui n'ont pas terminé leurs études secondaires ne peuvent pas être surqualifiées.

* Indique une différence statistiquement significative par rapport à la valeur de référence au niveau de confiance de 95 %.

Note : les résultats présentés tiennent aussi compte des effets du sexe, du statut d'immigrant et de la région de résidence.

Source : Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA), 2012.

L'analyse de régression réaffirme les liens entre l'âge des travailleurs et le risque d'être surqualifié. En effet, même en ayant isolé l'effet des caractéristiques des travailleurs ontariens, les jeunes travailleurs de 16 à 24 ans sont toujours particulièrement à risque d'être surqualifiés par rapport à l'emploi occupé. Le fait que l'effet s'estompe rapidement chez les cohortes plus âgées tend à renforcer l'hypothèse selon laquelle la surqualification de ces travailleurs proviendrait en bonne partie du fait que bon nombre d'entre eux occupent des emplois d'étudiants ou qu'ils viennent tout juste d'intégrer le marché du travail suivant la fin de leurs études.

Les travailleurs qui détiennent au mieux un diplôme d'études secondaires ou un diplôme postsecondaire inférieur au baccalauréat sont moins susceptibles d'être en situation de surqualification. Il est possible qu'une part de ce résultat soit attribuable au domaine d'études des diplômés universitaires. En effet, les compétences développées dans certains domaines d'études pourraient être plus difficilement transférables sur le marché du travail de sorte que les diplômés de ces domaines seraient plus susceptibles d'être surqualifiés. La surqualification des diplômés universitaires tend d'ailleurs à être

particulièrement fréquente chez ceux des sciences sociales et des arts et plus rare chez les diplômés des domaines associés aux sciences pures ou naturelles (Li et *al.*, 2006; Green et *al.*, 1999).

Les risques qu'un travailleur ontarien soit surqualifié dépendent aussi du secteur de son emploi, et ce, même après avoir isolé l'effet des autres facteurs. Les travailleurs des secteurs reliés à la vente et aux services, aux ressources naturelles et à la fabrication sont considérablement plus à risque d'être surqualifiés par rapport à ceux qui œuvrent dans le secteur de la gestion. Il en est de même, quoique dans une moindre mesure, pour les travailleurs des secteurs associés aux affaires et à la finance, aux arts et aux métiers et transport.

Même après avoir isolé l'effet de leurs caractéristiques, les travailleurs dont le niveau de compétence en littératie correspond aux niveaux inférieurs de l'échelle de littératie du PEICA sont toujours plus à risque d'être en situation de surqualification. Ce résultat confirme toute l'importance d'avoir de bonnes capacités générales en traitement de l'information pour décrocher un emploi qui correspond à son niveau de scolarité. Une autre analyse de régression ciblant uniquement les travailleurs ontariens possédant au moins un baccalauréat a d'ailleurs confirmé que chez ces travailleurs très scolarisés, ceux qui se situent dans les niveaux inférieurs de l'échelle de littératie sont beaucoup plus susceptibles d'être surqualifiés. Les liens entre la qualification et la compétence seront explorés un peu plus loin dans ce chapitre puisqu'ils constituent un enjeu certain en matière de compétence.

Fait digne de mention, en Ontario, après avoir isolé l'effet des autres caractéristiques, les données du PEICA révèlent que les immigrants ne sont pas plus susceptibles d'être surqualifiés que les travailleurs nés au pays. Ce résultat s'explique en partie par l'introduction du niveau de compétence en littératie dans le modèle de régression qui fait passer le rapport de cotes des immigrants de 1,49 à 1,30⁵⁷. Le niveau de compétence moindre en littératie des immigrants pourrait donc être l'un des éléments susceptibles d'expliquer leur risque accru d'être surqualifiés. En effet, comme les immigrants affichent en moyenne des compétences en littératie plus faibles que les travailleurs nés au Canada et qu'un faible niveau de compétence en littératie est corrélé à la surqualification, les immigrants seraient donc plus susceptibles d'être surqualifiés. Or, nous avons déjà montré que les immigrants francophones qui affichent un niveau d'aisance plus faible dans la langue de l'entrevue du PEICA, c'est-à-dire le français ou l'anglais, ont obtenu des scores plus faibles au test de littératie. Il en est de même pour les immigrants qui ont fait une partie de leurs études à l'étranger (McMullen, 2009). Ces résultats suggèrent que les faibles performances des immigrants au test de littératie du PEICA pourraient, conjointement à d'autres facteurs tels que la reconnaissance des titres, de l'expérience acquise à l'étranger et la maîtrise du français ou de l'anglais, expliquer la propension plus élevée de ces travailleurs à se retrouver en situation de surqualification. Il faut toutefois interpréter ces résultats avec une certaine prudence, car les relations entre la surqualification et le niveau de compétence en littératie sont inextricables. En effet, bien qu'une association existe entre ces deux éléments, il est possible que certains facteurs comme ceux qui viennent d'être mentionnés soient associés à la fois à la propension à être surqualifié et au niveau de littératie.

⁵⁷ Le rapport de cotes de 1,49 est significatif sur le plan statistique au niveau de confiance de 95 % tandis que celui de 1,30 ne l'est pas.

8.6 Concordance des compétences et des pratiques de la lecture

Plusieurs travaux de recherche s'intéressant à la concordance des compétences ont montré les liens qui existent entre la surqualification et le niveau de compétence des travailleurs. Un des principaux constats qui ressort de ces études est que les personnes surqualifiées tendent à afficher un niveau de compétence plus faible que les personnes qualifiées ou sous-qualifiées (Allen et *al.*, 2013; Green et *al.*, 1999). Les données du PEICA corroborent ces résultats. Les Canadiens qui détiennent au moins un baccalauréat et qui sont surqualifiés ont obtenu, en moyenne, un score de littératie inférieur par plus de 20 points à ceux dont l'emploi requiert un diplôme universitaire. De plus, l'analyse de la section précédente a mis en lumière le fait que les travailleurs ontariens qui se situent dans les échelons inférieurs de l'échelle de littératie sont plus susceptibles de se retrouver en situation de surqualification. À l'instar des personnes surqualifiées, les personnes surcompétentes, c'est-à-dire qui affichent des compétences plus élevées que ce qui est requis pour leur emploi, sont à risque d'être moins bien rémunérées, d'être moins heureuses au travail et de voir leurs compétences s'éroder au fil du temps.

Il existe de nombreuses façons de mesurer la concordance des compétences. Nous avons opté pour un indicateur basé sur les travaux de Desjardins et Rubenson (2011). Cette approche divise les travailleurs en quatre groupes suivant deux axes. Tout d'abord, le premier axe réfère à la complexité de l'emploi et est mesuré par la fréquence d'utilisation de la lecture au travail. Les Franco-Ontariens qui pratiquent la lecture au travail plus régulièrement que la fréquence canadienne médiane sont classés comme faisant une utilisation fréquente de la lecture dans leur milieu de travail; les autres étant classés comme pratiquant peu fréquemment la lecture au travail. L'hypothèse centrale de cette approche est qu'il existe une forte corrélation entre la pratique de la lecture au travail et le niveau de compétence requis pour ce faire. Ensuite, le second axe concerne le niveau de compétence en littératie des travailleurs, lesquels peuvent afficher de faibles compétences, ce qui correspond aux échelons inférieurs de l'échelle de littératie, ou de fortes compétences, représenté par les échelons supérieurs de cette échelle. En combinant ces deux axes, chaque travailleur peut être classé selon qu'il se trouve en situation de concordance ou non et selon son niveau de compétence⁵⁸. Le tableau suivant présente les quatre scénarios qui résultent de cette approche.

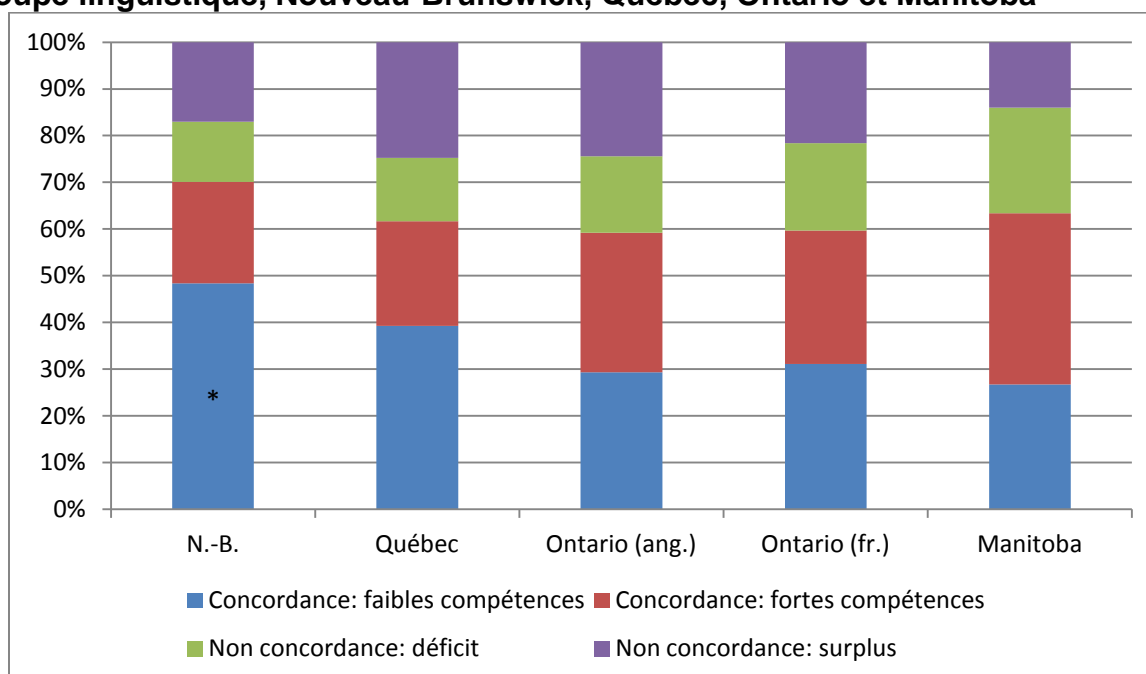
Tableau 8.5 : Classification de la concordance des compétences des travailleurs selon l'approche de Desjardins et Rubenson

	Faibles compétences en littératie	Fortes compétences en littératie
Utilisation peu fréquente de la littératie au travail	Concordance: faibles compétences	Non-concordance: surplus de compétence
Utilisation fréquente de la littératie au travail	Non-concordance: déficit de compétences	Concordance: fortes compétences

Le graphique qui suit présente un portrait des populations francophones suréchantillonnées lors du PEICA et des anglophones de l'Ontario à l'égard de la concordance des compétences.

⁵⁸ Nous étudions donc la concordance des compétences et des pratiques de la lecture au travail. Afin d'alléger le texte, nous utilisons « concordance des compétences » pour faire référence à cet indicateur.

Graphique 8.10 : Distribution de la concordance des compétences selon le groupe linguistique, Nouveau-Brunswick, Québec, Ontario et Manitoba



* Indique une différence statistiquement significative entre la valeur et celle des francophones de l'Ontario au niveau de confiance de 95 %.

Source : Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA), 2012.

Selon notre indicateur de concordance, près de 60 % des francophones de l'Ontario possèdent des compétences en littératie appropriées pour leur emploi. Soulignons que, dans la moitié de ces cas, il s'agit de personnes qui ont un niveau de compétence plus faible et qui utilisent peu leurs compétences au travail. Fait digne de mention, près de la moitié des travailleurs francophones du Nouveau-Brunswick combinent un faible niveau de compétence en littératie et une utilisation peu fréquente de la lecture au travail. Ceci correspond à 20 points de pourcentage de plus que chez les francophones de l'Ontario. Finalement, environ 20 % des francophones de l'Ontario sont en situation de surplus de compétence, une proportion similaire à celle des autres groupes linguistiques.

8.6.1 Travailleurs montrant un surplus de compétence

Les travailleurs qui n'utilisent pas pleinement toute l'étendue de leurs compétences en littératie au travail sont particulièrement sujets non seulement à performer moins bien sur le marché du travail, mais aussi à voir leurs compétences s'atrophier au fil du temps. De plus, dans un contexte où plusieurs acteurs économiques et politiques parlent d'une pénurie de main-d'œuvre spécialisée, il est très à propos de s'intéresser à la situation des travailleurs qui montrent un surplus de compétence en vue de comprendre les dynamiques qui sous-tendent une telle condition.

Le tableau suivant brosse un portrait des caractéristiques associées au risque d'être surcompétent pour les travailleurs de l'Ontario.

Tableau 8.6 : Proportion des travailleurs ontariens en situation de surcompétence selon quelques caractéristiques

Caractéristiques	Répartition dans le PEICA	Propension à être en situation de surcompétence
Total	100	23,9
Groupe d'âge		
16 à 24 ans	17,6	42,9 *
25 à 34 ans	19,8	25,5
35 à 44 ans	20,0	16,8
45 à 54 ans	22,8	16,9
55 à 65 ans (réf.)	19,7	20,7
Plus haut niveau de scolarité atteint		
Pas de diplôme d'études secondaires	13,4	21,4
Diplôme d'études secondaires	25,7	29,2 *
Diplôme postsecondaire inférieur au baccalauréat	32,6	24,0
Baccalauréat ou plus (réf.)	28,3	20,5
Statut d'immigrant		
Natif (réf.)	66,1	27,7
Immigrant	33,9	16,7 *
Secteur d'emploi		
Gestion (réf.)	13,4	8,6
Affaires, finance et administration	15,8	20,7 *
Sciences naturelles et appliquées et domaines apparentés	8,7	15,5
Secteur de la santé	6,0	20,7 *
Enseignement, droit et services sociaux, communautaires et gouvernementaux	12,6	16,9 *
Arts, culture, sports et loisirs	3,6	28,3 *
Vente et services	21,5	28,7 *
Métiers, transport, machinerie et domaines apparentés	11,6	22,7 *
Ressources naturelles, agriculture et production connexe	1,1	25,9
Fabrication et services d'utilité publique	5,8	16,6
Pas en emploi ⁵⁹	---	27,0 *

* Indique une différence statistiquement significative par rapport à la valeur de référence au niveau de confiance de 95 %.

Source : Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA), 2012.

⁵⁹ L'information sur l'utilisation des compétences au travail était non seulement demandée aux répondants qui travaillaient au moment de l'enquête, mais aussi à ceux qui avaient de l'expérience de travail récente acquise au cours des 12 mois précédant l'enquête. Celle sur le secteur d'emploi était seulement demandée aux répondants qui travaillaient lors de l'enquête. Pour cette raison, la catégorie « pas en emploi » regroupe les répondants qui ne travaillaient pas au moment de l'enquête, mais qui avaient tout de même de l'expérience de travail récente. Ces travailleurs seraient généralement des étudiants ou des nouveaux retraités puisque 60 % d'entre eux sont âgés de 16 à 24 ans ou de 55 à 65 ans.

Les caractéristiques associées à la surcompétence sont similaires à celles liées à la surqualification, ce qui tend à réaffirmer les liens qui unissent ces deux réalités. Selon notre définition, plus de 40 % des travailleurs ontariens de 16 à 24 ans possèdent un niveau de compétence supérieur à ce qui est requis pour leur emploi. La réalité particulière de ces jeunes travailleurs évoquée précédemment pourrait non seulement expliquer leur risque accru d'être surqualifié, mais aussi celui d'être surcompétent.

Près de trois travailleurs ontariens sur dix qui détiennent un diplôme d'études secondaires sont en situation de surplus de compétence, soit dix points de pourcentage de plus que ceux qui ont obtenu au moins un baccalauréat. Il est possible que, malgré un niveau de compétence élevé en littératie, ces travailleurs occupent des emplois moins spécialisés en raison de leur manque de compétences spécialisées, qui s'acquièrent souvent par un diplôme d'études postsecondaires.

Selon notre définition de surcompétence, les travailleurs immigrants sont moins susceptibles d'être en situation de surcompétence que ceux nés au pays. Desjardins et Rubenson (2011) arrivent à des conclusions similaires et les expliquent par les défis auxquels font face les immigrants relativement à la maîtrise d'une des langues du pays d'accueil, élément crucial pour démontrer des compétences en littératie dans le PEICA.

Finalement, la propension des travailleurs ontariens à afficher un surplus de compétence varie également en fonction du secteur d'emploi. Plus du quart des travailleurs des secteurs des arts et de la vente et des services sont en situation de surcompétence alors que c'est le cas pour moins de 10 % des travailleurs du secteur de la gestion. Nous avons déjà souligné l'accent mis sur les relations interpersonnelles pour les travailleurs du secteur des ventes et des services de même que la part qu'occupent les jeunes travailleurs dans ce secteur.

Le tableau suivant présente les principaux résultats d'une analyse de régression logistique qui vise à identifier les facteurs associés à la surcompétence.

Tableau 8.7 : Rapports de cotes associés aux chances d'être surcompétent chez les travailleurs ontariens

Caractéristiques	Rapports de cotes
Groupe d'âge	
16 à 24 ans	3,00 *
25 à 34 ans	1,45 *
35 à 44 ans	0,91
45 à 54 ans	0,92
55 à 65 ans (réf.)	1,00
Plus haut niveau de scolarité atteint	
Pas de diplôme d'études secondaires	0,36 *
Diplôme d'études secondaires	0,77
Diplôme postsecondaire inférieur au baccalauréat	0,89
Baccalauréat ou plus (réf.)	1,00
Statut d'immigrant	
Natif (réf.)	1,00
Immigrant	0,54 *
Sexe	
Homme	0,77 *
Femme (réf.)	1,00
Secteur d'emploi	
Gestion (réf.)	1,00
Affaires, finance et administration	2,56 *
Sciences naturelles et appliquées et domaines apparentés	2,08 *
Secteur de la santé	2,37
Enseignement, droit et services sociaux, communautaires et gouvernementaux	1,73 *
Arts, culture, sports et loisirs	2,97 *
Vente et services	3,35
Métiers, transport, machinerie et domaines apparentés	3,56 *
Ressources naturelles, agriculture et production connexe	2,08
Fabrication et services d'utilité publique	2,52 *
Pas en emploi	5,79 *

* Indique une différence statistiquement significative par rapport à la valeur de référence au niveau de confiance de 95 %.

Note : les résultats tiennent aussi compte des effets de la région de résidence.

Source : Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA), 2012.

L'analyse de régression confirme les liens entre l'âge et le risque d'être surcompétent. Effectivement, les jeunes travailleurs sont significativement plus susceptibles d'être en situation de surcompétence que les travailleurs plus âgés. Ces résultats vont de pair avec ce que nous avons observé relativement à la pratique de la lecture au travail et à la surqualification, à savoir que les jeunes travailleurs sont plus souvent des étudiants ou des travailleurs qui viennent de terminer leurs études de sorte qu'ils n'occupent pas encore des emplois qui correspondent bien à leurs compétences.

Même après avoir isolé l'effet potentiel d'autres facteurs, les travailleurs ontariens qui n'ont pas complété leurs études secondaires sont moins susceptibles d'être en situation de surplus de compétence que ceux qui ont obtenu au moins un baccalauréat. Or, nous avons vu précédemment que ces travailleurs affichent non seulement un niveau de compétence moindre en littératie, mais qu'ils pratiquent aussi généralement peu la lecture au travail de sorte que plus de 60 % d'entre eux se retrouvent en situation de concordance avec un niveau faible de compétence. Pour cette raison, il n'est guère surprenant de constater qu'ils sont moins susceptibles d'être surcompétents. Pour ces travailleurs très peu scolarisés, qui représentent un peu plus de 10 % des travailleurs ontariens de 16 à 65 ans, l'enjeu ne réside pas tant dans la surcompétence que dans la faiblesse de leurs compétences en littératie.

Les travailleurs immigrants sont aussi moins susceptibles que ceux nés au Canada d'être en situation de surcompétence à l'égard de la littératie. Les immigrants tendent en effet à démontrer un niveau moindre de compétence en littératie de sorte que près de 40 % d'entre eux se retrouvent en situation de concordance avec un faible niveau de compétence en littératie, soit environ 15 points de pourcentage de plus que les travailleurs nés au pays.

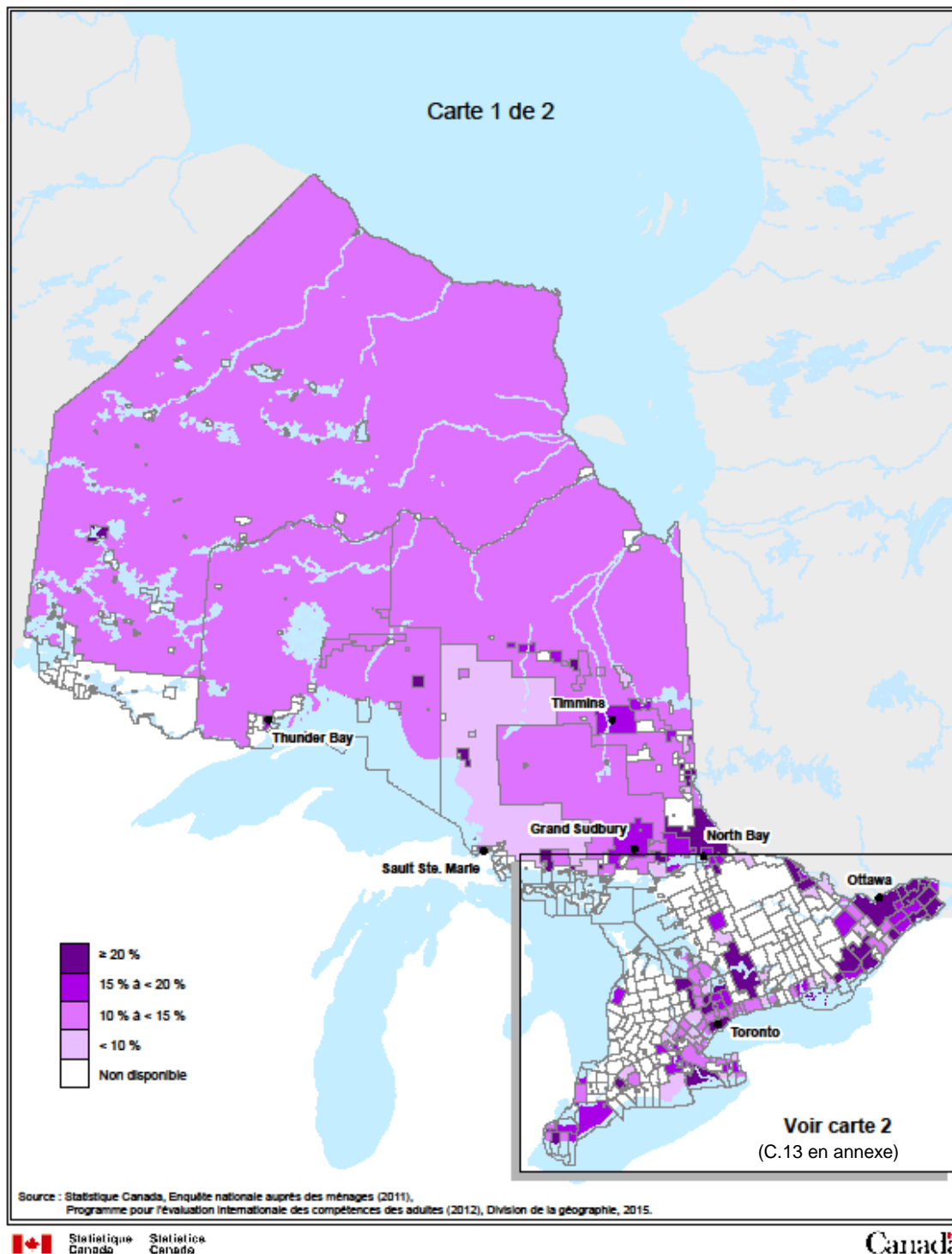
Le fait que les immigrants soient moins susceptibles d'être surcompétents renforce l'hypothèse selon laquelle leur niveau de compétence en littératie généralement plus faible pourrait être l'un des éléments expliquant leur propension plus grande à être en situation de surqualification. Par contre, comme nous l'avons souligné précédemment, la relation entre la qualification et le niveau de compétence en littératie est très complexe, particulièrement pour les immigrants, et ne peut se faire sans considérer d'autres facteurs tels que la reconnaissance des diplômes, le pays dans lequel le plus haut diplôme a été obtenu et le niveau de maîtrise des langues officielles; ces deux derniers facteurs étant susceptibles d'être associés à la fois à la surqualification et au niveau de compétence en littératie.

8.6.2 Analyse régionale de la surcompétence

La carte qui suit permet d'identifier les endroits où les francophones de l'Ontario sont plus susceptibles d'être en situation de surcompétence⁶⁰.

⁶⁰ L'annexe C contient des cartes additionnelles qui ciblent les subdivisions de recensement du sud de la province ainsi que les secteurs de recensement des RMR d'Ottawa et de Toronto.

Carte 8.1 : Proportion des travailleurs francophones de l'Ontario susceptibles de se trouver en situation de surcompétence selon les subdivisions de recensement



Notes : la population francophone présentée ici comprend aussi la catégorie « anglais et français ». Les données des subdivisions de recensement pour lesquelles le nombre pondéré de francophones à l'ENM est inférieur à 100 ne sont pas présentées.

Sources : Enquête nationale auprès des ménages (ENM), 2011 et Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA), 2012.

La propension des travailleurs franco-ontariens à être en situation de surcompétence à l'égard de leurs compétences en littératie tend à être un peu plus élevée pour ceux qui habitent dans l'est de la province. Le marché de l'emploi de ces régions se distingue notamment de celui du reste de la province par des travailleurs francophones moins scolarisés, moins souvent issus de l'immigration et oeuvrant dans le secteur des métiers et du transport, un secteur associé à un risque accru d'être en situation de surcompétence.

Les résultats pour les régions d'Ottawa et de Toronto témoignent d'une situation similaire. À Ottawa, les Franco-Ontariens qui demeurent au cœur de la ville ou dans l'ouest sont un peu plus susceptibles d'être en situation de surcompétence. À Toronto, les travailleurs franco-ontariens qui demeurent près du cœur de la ville sont légèrement plus susceptibles d'afficher un niveau plus élevé de compétence en littératie combiné à une utilisation moins fréquente de l'écrit au travail.

8.7 Liens entre surqualification et surcompétence

Les sections précédentes ont abordé deux enjeux précis liés au marché du travail et aux compétences, soit la surqualification et la surcompétence. Cette section examine un peu plus certains liens entre ces deux problématiques. Le tableau qui suit présente la répartition des travailleurs ontariens selon leur statut à l'égard de la concordance de la qualification et de la concordance des compétences.

Tableau 8.8 : Répartition des travailleurs de l'Ontario selon leur statut à l'égard de la concordance de la qualification et de la concordance des compétences

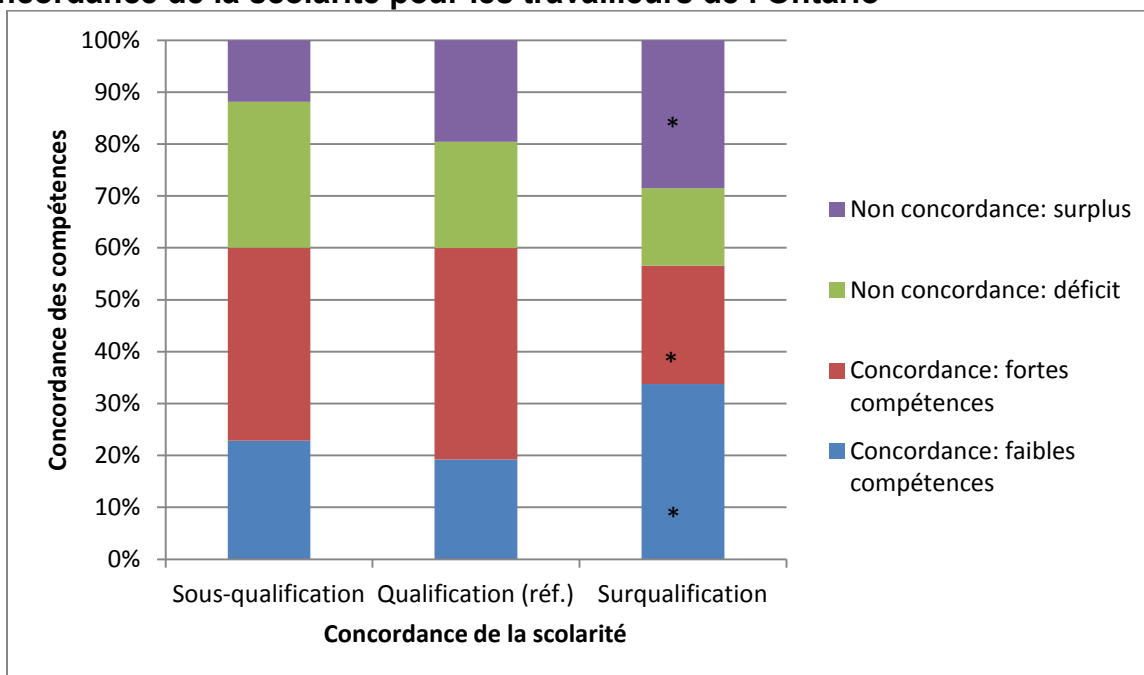
	Concordance : faibles compétences	Concordance : fortes compétences	Non- concordance : déficit	Non- concordance : surplus	Total
Sous-qualification	2,8	4,6	3,4	1,5	12,3
Qualification	11,6	24,7	12,4	11,9	60,7
Surqualification	9,1	6,2	4,0	7,7	27,0
Total	23,6	35,5	19,9	21,1	100,0

Source : Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA), 2012.

Selon nos indicateurs de concordance, bien qu'environ 60 % des travailleurs de l'Ontario soient en situation de concordance de leur scolarité ou de leurs compétences, seulement le tiers sont en situation de concordance à la fois de leur scolarité et de leurs compétences. Le corollaire de ce résultat est que deux travailleurs sur trois n'ont pas un niveau de scolarité ou un niveau de compétence qui correspond aux exigences de leur emploi.

Le graphique suivant compare la concordance des compétences en fonction de la concordance de la scolarité pour les travailleurs ontariens.

Graphique 8.11 : Répartition de la concordance des compétences selon la concordance de la scolarité pour les travailleurs de l'Ontario



* Indique une différence statistiquement significative entre la valeur et celle des travailleurs de l'Ontario en situation de concordance de la scolarité au niveau de confiance de 95 %.

Source : Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA), 2012.

En ce qui a trait à la surqualification, le tiers des travailleurs ontariens dans cette situation occupent un poste qui requiert peu de compétence en littératie, mais qui correspond tout de même à leur niveau de compétence. Bien que ces travailleurs possèdent un niveau de scolarité supérieur à ce qui est requis pour leur emploi, ils ne présentent pas un niveau de compétence en littératie qui dépasse les exigences de leur poste. Il est possible que ces travailleurs aient moins développé leurs compétences en littératie dans le cadre de leur scolarisation de sorte qu'ils ont plus de difficulté à retirer les bénéfices de leur scolarisation sur le marché du travail. Fait digne de mention, chez les immigrants, près de la moitié des travailleurs surqualifiés sont en situation de concordance de leurs compétences tout en affichant de faibles compétences en littératie, comparativement au quart des travailleurs ontariens nés au Canada. En d'autres mots, un peu moins d'un travailleur immigrant sur deux qui possède un diplôme supérieur à ce qui est requis pour son emploi affiche un (faible) niveau de compétence en littératie qui correspond à l'utilisation de la littératie au travail. Ce résultat tend à réaffirmer le fait que la surqualification des immigrants pourrait en partie résulter de leurs compétences plus faibles en littératie malgré un niveau élevé de scolarité⁶¹.

⁶¹ Comme nous l'avons souligné précédemment, il faut demeurer prudent dans l'interprétation des associations entre la propension à être surqualifié et le niveau de compétence en littératie en raison des autres facteurs, comme l'aisance en français ou en anglais, qui peuvent être liés à ces deux éléments.

Près d'un travailleur sur trois en situation de surqualification montre un surplus de compétence, soit près de dix points de pourcentage de plus que ceux qui occupent un poste correspondant à leur niveau de scolarité. Ces travailleurs, qui représentent près de 8 % de l'ensemble des travailleurs ontariens, auraient donc non seulement un niveau de scolarité plus élevé que les exigences de leur poste, mais aussi des compétences en littératie supérieures à ce qui est requis pour leur emploi. Comme ils affichent un niveau élevé de compétence, ils constituent donc un bassin de ressources sous-utilisées par le marché du travail ontarien. Finalement, soulignons que cette situation touche plus du tiers des travailleurs surqualifiés nés au Canada, mais seulement 18,4 % des immigrants en situation de surqualification.

8.8 Conclusion

Malgré la convergence entre les Anglophones et les Francophones en matière de scolarité, il subsiste encore quelques écarts dignes de mention entre la structure des emplois des deux groupes linguistiques qui ne sont pas entièrement attribuables à leur répartition géographique différentielle. Les francophones sont encore plus nombreux à œuvrer dans les professions propres au secteur primaire et dans l'enseignement et l'administration publique. Néanmoins, le fait que les différences tendent à avoir diminué et que les performances économiques des Franco-Ontariens se comparent avantageusement à celles de leurs homologues anglophones est sans doute le reflet d'une bonne intégration des Franco-Ontariens au marché du travail de leur province.

Les liens entre les compétences en littératie et le secteur d'emploi sont clairs. Même en isolant l'influence potentielle d'autres facteurs comme la scolarité, l'âge et la fréquence de la pratique de la lecture, les travailleurs franco-ontariens dont l'emploi se trouve dans les secteurs de la gestion, de la santé et des métiers et du transport montrent des compétences moindres en littératie. Cela suggère la présence d'autres mécanismes qui, bien que non mesurés par le PEICA, seraient susceptibles d'expliquer ces écarts.

Les données du PEICA révèlent aussi que la fréquence de la pratique de la lecture au travail des francophones de l'Ontario est similaire à celle de leurs homologues anglophones et supérieure à ce qui est observé chez les francophones du Nouveau-Brunswick et du Québec. Malgré cela, elle diffère sensiblement selon les caractéristiques des travailleurs franco-ontariens. La scolarité, l'âge et la pratique de la lecture à la maison ressortent comme étant particulièrement corrélés à l'usage de la lecture au travail. Ainsi, les travailleurs plus scolarisés et qui lisent plus régulièrement à la maison tendent à pratiquer davantage la lecture dans le cadre de leur emploi. Il s'agit donc d'une expression éloquent du cercle vertueux de la littératie, c'est-à-dire que les travailleurs qui affichent généralement un niveau de compétence en littératie plus élevé pratiquent davantage la lecture, tant à la maison qu'au travail, ce qui favorise le maintien de ces compétences au fil du temps. Le corollaire de ce résultat est que les travailleurs franco-ontariens moins scolarisés tendent à moins utiliser la lecture à la maison et au travail. Or, comme les compétences en littératie sont de plus en plus en demande sur le marché du travail, cette frange de la population pourrait être non seulement particulièrement sujette à voir s'éroder ses compétences déjà plus faibles, mais est aussi plus à risque de connaître des difficultés à s'adapter aux changements qui pourraient survenir sur le marché du travail, comme la recherche d'un nouvel emploi en cas de perte de l'emploi actuel. Nous verrons dans le prochain chapitre comment la formation peut s'inscrire dans un contexte de maintien des compétences en milieu d'emploi chez la population franco-ontarienne.

L'examen de la scolarité requise pour occuper l'emploi actuel a réaffirmé la bonne intégration des travailleurs franco-ontariens au marché du travail de l'Ontario puisque ceux-ci occupent des postes qui demandent un niveau de scolarité similaire à ceux de leurs homologues anglophones.

L'analyse de la concordance de la scolarité a révélé qu'un peu plus d'un travailleur franco-ontarien sur cinq est en situation de surqualification, c'est-à-dire qu'il possède un niveau de scolarité supérieur à ce qui est requis pour occuper son emploi. Cette situation est notamment associée à des revenus moindres et une pratique moins régulière de la lecture en cours d'emploi. Les travailleurs plus jeunes, qui possèdent au moins un baccalauréat, qui œuvrent dans les secteurs de la vente et des services ou des ressources naturelles et qui se situent dans les niveaux inférieurs de l'échelle de littératie sont plus susceptibles de se retrouver en situation de surqualification. Les liens entre le niveau de compétence en littératie et la surqualification, bien que complexes, sont intéressants, car ils illustrent bien l'importance capitale d'avoir de bonnes compétences en littératie pour pleinement profiter des compétences acquises à l'école. Puisque près de la moitié de la population franco-ontarienne se situe dans les échelons inférieurs de l'échelle de littératie, il convient de se demander dans quelle mesure une hausse généralisée des niveaux de littératie pourrait mitiger le phénomène de la surqualification des travailleurs.

La surqualification relativement élevée de deux groupes de travailleurs, les diplômés universitaires et les immigrants, constitue un enjeu sur lequel se sont attardés nombre de chercheurs et d'intervenants dans le domaine au cours des dernières décennies. Or, la présente analyse suggère que, dans les deux cas, la faiblesse des compétences en littératie de certains de ces travailleurs pourrait être l'une des sources de ce phénomène. Le fait que près de 20 % des Franco-Ontariens qui détiennent au moins un baccalauréat se situent aux niveaux 0, 1 ou 2 de l'échelle de littératie⁶² soulève certaines questions relativement aux raisons pour lesquelles ces travailleurs n'affichent pas un niveau de littératie qui correspond à leur niveau de scolarité.

En ce qui a trait aux immigrants, bien qu'ils soient plus susceptibles d'être surqualifiés que les travailleurs nés au Canada, lorsque nous tenons compte de leurs compétences en littératie, cet effet diminue considérablement. Dans les chapitres précédents, nous avons déjà abordé les enjeux qui touchent la population immigrante en termes de compétence en littératie. Malgré un niveau de scolarité plus élevé, les immigrants franco-ontariens montrent un niveau de compétence en littératie inférieur à celui des personnes nées au Canada, particulièrement ceux dont le français n'est pas la langue maternelle. Nous avons aussi vu que les immigrants constituent une part de plus en plus importante de la population franco-ontarienne et que cette tendance ira vraisemblablement en augmentant au cours des prochaines années en raison de la dynamique démographique actuelle. Cette situation pourrait constituer un défi pour la population franco-ontarienne à la fois à l'égard des compétences en littératie, mais aussi relativement à la surqualification et aux conséquences qui en découlent. Ces résultats soulignent aussi l'importance d'inclure le niveau des compétences aux côtés d'autres facteurs tels que la connaissance des langues officielles du Canada (lesquelles sont d'ailleurs susceptibles d'expliquer la faiblesse des compétences en littératie des immigrants), la reconnaissance des diplômes et des titres acquis à l'étranger et le manque d'expérience de travail en sol canadien dans les réflexions relatives à la surqualification des immigrants.

⁶² Cette proportion diminue à un peu plus de 10 % si nous ne conservons que les Franco-Ontariens nés au Canada.

Un second enjeu relatif à la littératie et au marché du travail est la concordance des compétences. Certains travailleurs dits « surcompétents » possèdent des compétences supérieures à ce qui est requis pour l'emploi qu'ils occupent, une condition qui, comme la surqualification, est associée à des revenus plus faibles et une pratique moins régulière de la lecture en cours d'emploi. Selon notre définition, environ 20 % des travailleurs franco-ontariens présentent un surplus de compétence. Les travailleurs ontariens plus jeunes, qui ont seulement complété leurs études secondaires, nés au Canada et dont la profession est associée aux secteurs des affaires et de la finance, des arts, des métiers et du transport et de la fabrication sont notamment plus susceptibles d'être surcompétents.

Les liens entre la surqualification des travailleurs et leur niveau de compétence mettent en lumière deux phénomènes. Premièrement, de solides compétences générales en littératie pourraient compléter avantageusement une scolarité avancée pour bien performer sur le marché du travail. En effet, environ le tiers des travailleurs ontariens et près d'un immigrant sur deux en situation de surqualification occupent un emploi qui requiert de faibles compétences en littératie, mais qui correspond tout de même à leurs compétences moindres. Ces travailleurs peuvent donc difficilement profiter de l'ensemble des bénéfices associés à leur niveau de scolarité, en partie en raison de la faiblesse de leurs compétences en littératie. Deuxièmement, légèrement moins de trois travailleurs ontariens sur dix en situation de surqualification montrent un surplus de compétence relativement à leur poste. Ces travailleurs, qui constituent un peu moins de 10 % de l'ensemble des travailleurs de l'Ontario, n'utilisent donc pas toute l'étendue de leurs compétences dans le cadre de leurs fonctions, ce qui ne leur permet pas de tirer pleinement profit de leurs compétences et les rend à risque de les voir s'éroder au fil du temps.

Les résultats présentés tout au long de ce chapitre indiquent également que les travailleurs franco-ontariens vivent des réalités très différentes à l'égard de la littératie selon leur secteur d'emploi. Certains secteurs d'emploi offrent davantage d'opportunités de faire usage de la lecture au travail et comptent sur une main-d'œuvre plus compétente en littératie. Le risque qu'un travailleur soit surqualifié ou surcompétent varie également, parfois de manière considérable, d'un secteur à l'autre.

En somme, l'important rattrapage réalisé par les Franco-Ontariens en matière de scolarisation au cours des dernières décennies a entraîné une convergence relative de la structure du marché du travail entre les francophones et les anglophones de l'Ontario. Cette convergence a pu être mesurée à l'aide de quelques indicateurs tels que le secteur de profession, la pratique de la lecture au travail et la scolarité requise pour occuper l'emploi. Par contre, d'autres enjeux sont susceptibles d'émerger à l'égard des compétences et du marché du travail, à savoir l'adéquation entre l'emploi occupé, le plus haut niveau de scolarité atteint et le niveau de compétence. Les enjeux relatifs à la concordance de la scolarité et des compétences dépassent largement le cadre de la population franco-ontarienne. Dans un contexte de vieillissement démographique et d'une économie basée sur le savoir où les emplois exigent des compétences en traitement de l'information de plus en plus poussées, il est nécessaire d'avoir une main-d'œuvre non seulement très scolarisée, mais aussi hautement compétente en littératie pour répondre aux défis que présente le marché du travail d'aujourd'hui et de demain.

9. Littératie et formation continue

L'OCDE souligne le rôle prépondérant des activités de formation pour le maintien des compétences en littératie. L'apprentissage dans un cadre scolaire n'est qu'une des multiples facettes que peut prendre la formation des individus. Il est en effet possible de suivre des activités de formation durant ses loisirs ou au travail tout au long de sa vie. Cela est d'autant plus important dans un contexte de vieillissement démographique et de changements technologiques rapides afin de favoriser l'amélioration du niveau de productivité des travailleurs et de limiter l'érosion de leurs compétences.

La participation à des activités de formation continue est en hausse depuis le milieu des années 1990 (Willms et Murray, 2007; Knighton et *al.*, 2009). En revanche, près du tiers des Canadiens âgés de 18 à 64 ans ont déclaré avoir eu le désir ou le besoin d'entreprendre des études ou de la formation en 2008, mais ne l'ont pas fait (Knighton et *al.*, 2009). Donc, malgré la place grandissante qu'occupe la formation dans les politiques sociales et économiques des différents paliers gouvernementaux, une frange importante de la population adulte ne semble toujours pas poursuivre de formation continue. Ces « besoins non concrétisés » en matière de formation peuvent avoir des répercussions à la fois sur les compétences en littératie des individus et sur la situation économique du pays.

La formation continue est un élément fondamental du cercle vertueux de la littératie. Les personnes plus scolarisées, qui affichent d'emblée un niveau de compétence plus élevé en littératie, occupent des emplois qui leur permettent davantage de mettre en pratique leurs compétences et ont un accès accru à des activités de formation, deux éléments qui favorisent le maintien, voire même l'amélioration, des compétences en littératie. À l'inverse, les personnes moins scolarisées risquent de se trouver confinées dans un cercle vicieux, c'est-à-dire qu'elles se voient offrir moins d'occasions pour maintenir ou améliorer leurs compétences généralement plus faibles en littératie. Or, les données de l'EIACA de 2003 ont révélé que les francophones de l'Ontario participaient moins souvent à des activités de formation des adultes que leurs homologues anglophones, ce qui aurait pu contribuer aux performances plus faibles des Franco-Ontariens aux tests de compétence de l'EIACA.

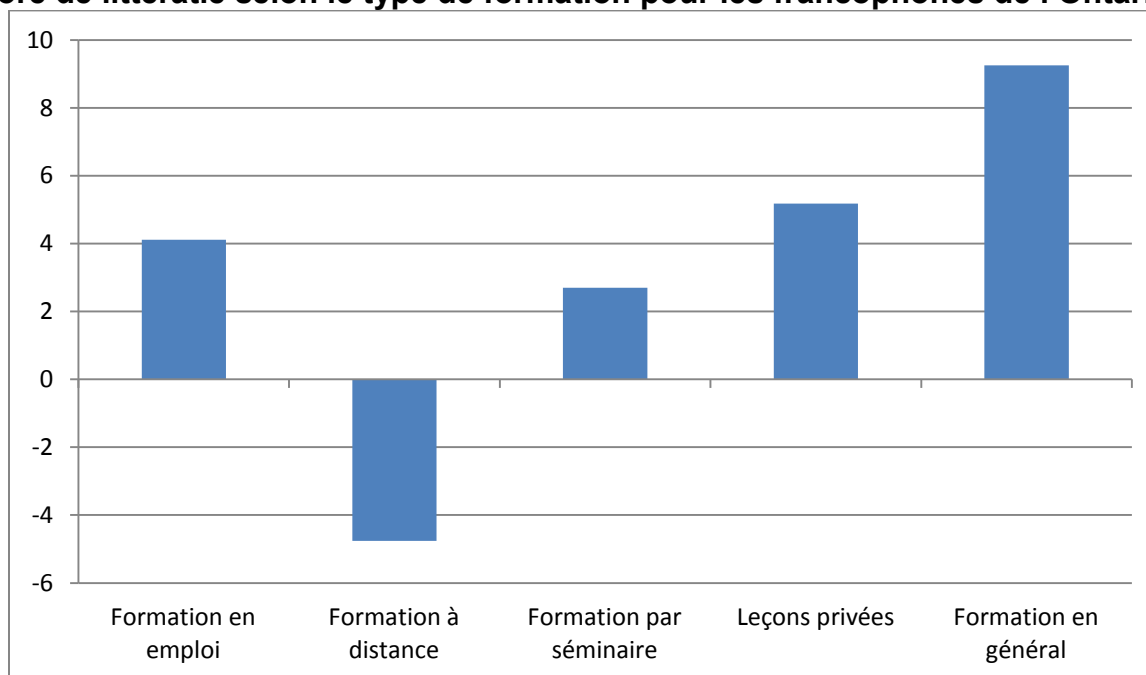
Ce chapitre traite donc des relations qui unissent la formation continue et le niveau de compétence en littératie pour les Franco-Ontariens. La première partie de ce chapitre porte sur les liens entre la formation continue et les compétences en littératie. Par la suite, nous comparons la propension des Franco-Ontariens à participer à différents types de formation à celle de leurs homologues anglophones et des autres groupes francophones. Nous examinons ensuite les caractéristiques des Franco-Ontariens qui sont associées à la participation à des activités de formation. Finalement, la dernière section porte sur les caractéristiques des travailleurs ontariens qui ont déclaré avoir besoin de formation supplémentaire afin de bien remplir leurs fonctions.

9.1 Formation et compétences en littératie

Les liens entre la participation à des activités de formation et le niveau de compétence en littératie sont manifestes. La participation à des activités de formation, en cours d'emploi ou non, peut faire appel aux compétences en traitement de l'information qui vont au-delà du cadre normal de l'emploi ou des habitudes de vie de manière à permettre la pratique de ces compétences et donc, à favoriser leur maintien ou même leur développement au fil du temps.

Le PEICA divise la formation en quatre grandes catégories : la formation en emploi, par exemple offerte par des collègues, la formation ouverte ou à distance, la formation via la participation à des séminaires ou des ateliers et la formation par des leçons privées⁶³. Le graphique suivant montre les liens entre la participation à des activités de formation et le score de littératie selon le type d'activité pour la population franco-ontarienne.

Graphique 9.1 : Association entre la participation à une activité de formation et le score de littératie selon le type de formation pour les francophones de l'Ontario



Notes : Aucun coefficient n'est statistiquement différent de zéro au niveau de confiance de 95 %.

Les résultats tiennent aussi compte des effets de l'âge, du sexe, du statut d'immigrant, de la scolarité, du secteur d'emploi, de la région de résidence, de la pratique de la lecture à la maison et des autres types de formation (sauf pour la catégorie représentant la « formation en général »).

Source : Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA), 2012.

Bien que la taille de l'échantillon du PEICA ne permette pas d'observer d'écarts significatifs sur le plan statistique, certaines tendances sont tout de même visibles. De manière générale, la participation à des activités de formation semble être positivement associée aux compétences en littératie pour la population franco-ontarienne. Ainsi, le fait d'avoir participé à des activités de formation correspond à un score plus élevé d'environ neuf points sur l'échelle de littératie du PEICA, soit un résultat similaire à ceux observés pour l'ensemble de l'Ontario et du Canada. Ce serait particulièrement le cas pour la formation en emploi et les leçons privées; la participation à ces activités serait corrélée à un score plus élevé de quatre points sur l'échelle de littératie du PEICA après avoir isolé l'effet des autres facteurs. Ce résultat correspond à ce que nous observons également pour l'ensemble de la population ontarienne. Cela suggère que ces deux types de formation seraient ceux qui sont le plus fortement associés aux compétences en littératie.

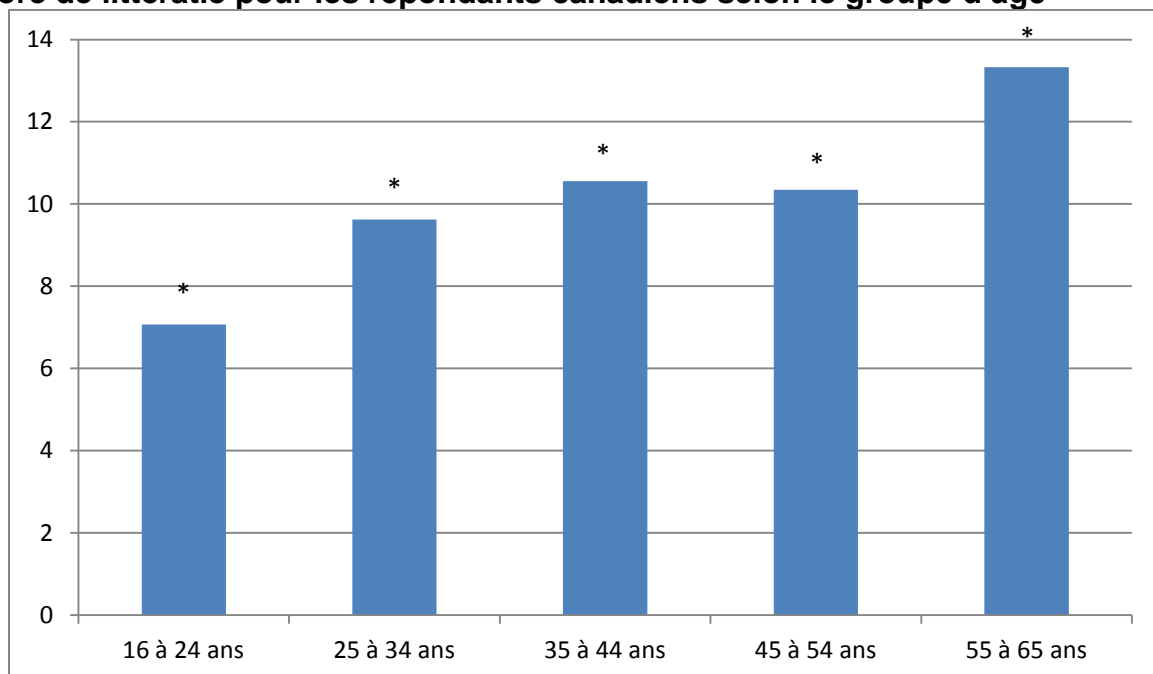
⁶³ Les cours sous forme de leçons privées portent habituellement sur une matière précise et sont dispensés par des spécialistes du ou des domaine(s) concerné(s). Ils peuvent prendre la forme d'enseignement en classe (parfois combiné à la pratique en situation réelle ou simulée) ou de cours magistraux. Des cours de langue ou de golf sont des exemples de leçons privées.

Fait notable, le fait de participer à des activités de formation à distance semble être négativement corrélé (bien que non significatif sur le plan statistique) aux compétences en littératie des Franco-Ontariens après avoir isolé l'effet des autres facteurs. Cependant, ce résultat est surtout attribuable à l'ajout des autres types de formation au modèle statistique. Si nous excluons les autres types de formation, l'association, bien que toujours non significative sur le plan statistique, devient légèrement positive pour l'ensemble de la population ontarienne.

9.1.1 Formation, littératie et âge

Nous avons déjà mentionné que la population franco-ontarienne se caractérise notamment par son vieillissement démographique rapide. Rappelons en effet que 17,6 % de la population dont la première langue officielle parlée est le français est âgée de 65 ans ou plus en Ontario, soit près de quatre points de pourcentage de plus que chez leurs homologues anglophones. Cette proportion est appelée à augmenter sensiblement au cours des prochaines décennies en raison des dynamiques démographiques et linguistiques propres à la population franco-ontarienne. Or, comme en témoigne le graphique suivant, l'association positive entre les compétences en littératie et la participation à des activités de formation suit un certain gradient en fonction de l'âge.

Graphique 9.2 : Association entre la participation à une activité de formation et le score de littératie pour les répondants canadiens selon le groupe d'âge



* Indique une corrélation statistiquement significative au niveau de confiance de 95 %.

Note : les résultats tiennent aussi compte des effets du sexe, du statut d'immigrant, de la scolarité, du secteur d'emploi et de la pratique de la lecture à la maison.

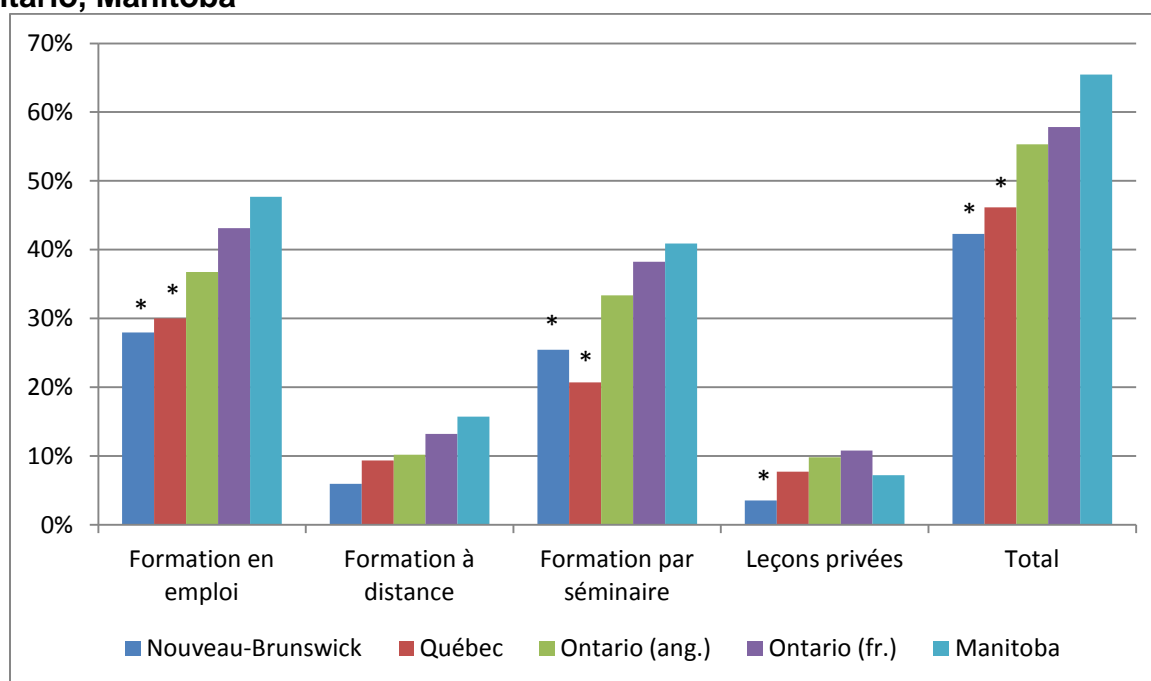
Source : Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA), 2012.

Les bénéfices associés à la participation à des activités de formation deviennent un peu plus importants chez les personnes plus âgées, et ce, même après avoir isolé l'effet d'autres facteurs dont la scolarité et les habitudes de lecture à la maison. Effectivement, le fait de suivre une formation est associé à un score plus élevé de près de sept points en littératie pour les répondants canadiens de 16 à 24 ans, qui sont encore aux études ou viennent de terminer leur parcours scolaire, alors qu'il est lié à un score plus élevé de plus de treize points pour les personnes âgées de 55 à 65 ans. Ce résultat tend à réaffirmer l'importance des habitudes de vie pour le maintien des compétences au fil du temps et le rôle prépondérant que peut jouer la participation à des activités de formation à ce chapitre, ce qui est particulièrement d'intérêt pour la population franco-ontarienne.

9.2 Participation à des activités de formation

Le graphique suivant présente la proportion de la population de chaque groupe linguistique ayant participé à ces activités de formation au cours de la dernière année selon le type de formation.

Graphique 9.3 : Distribution du type de formation suivie au cours de la dernière année selon le groupe linguistique et la province, Nouveau-Brunswick, Québec, Ontario, Manitoba



* Indique une différence statistiquement significative entre la valeur et celle des francophones de l'Ontario au niveau de confiance de 95 %.

Note : les données de ce graphique excluent les répondants de 16 à 19 ans en scolarité obligatoire.

Source : Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA), 2012.

En Ontario, 57,9 % des francophones ont déclaré avoir suivi une activité de formation, au travail ou ailleurs, au cours des 12 derniers mois, une proportion similaire à celle de leurs homologues anglophones (55,3 %). Ce résultat suggère donc que les Franco-Ontariens auraient comblé le fossé les séparant des anglophones en matière de formation aux adultes qui avait été observé en 2003. Ils sont aussi plus susceptibles d'avoir suivi une formation que les francophones du Nouveau-Brunswick, qui n'ont déclaré une telle activité durant la dernière année que dans 42,3 % des cas, et que les francophones du Québec (46,1 %).

La formation en emploi est le type de formation le plus fréquent. Un peu plus de 40 % des Franco-Ontariens ont dit avoir suivi une telle formation au cours des douze mois précédant le PEICA. Il s'agit d'une proportion supérieure à celle des francophones du Nouveau-Brunswick (28,0 %) et du Québec (30,0 %) et similaire à celle des anglophones de l'Ontario (36,7 %).

Un peu plus d'un Franco-Ontarien sur dix a suivi une formation à distance, une proportion qui s'apparente à celles des autres groupes linguistiques à l'étude.

La formation par l'entremise de séminaires ou d'ateliers est également relativement populaire chez les francophones de l'Ontario puisqu'environ 40 % d'entre eux ont affirmé en avoir suivi au cours de la dernière année. Il s'agit là d'une participation supérieure à celle des francophones du Nouveau-Brunswick et du Québec, chez qui moins de 30 % de la population a déclaré avoir suivi une telle formation.

Enfin, des leçons privées ont été suivies par environ un francophone de l'Ontario sur dix, un nombre plus élevé qu'au Nouveau-Brunswick, où c'est le cas de moins de cinq francophones sur cent.

Le tableau qui suit présente la proportion de francophones de l'Ontario qui ont participé à une activité de formation, peu importe le type, au cours de la dernière année selon leurs caractéristiques.

Tableau 9.1 : Distribution des chances d'avoir suivi une formation au cours de la dernière année selon les caractéristiques des francophones de l'Ontario

Caractéristiques	Non	Oui
Total	42,1	57,9
Groupe d'âge		
16 à 24 ans	37,6	62,4
25 à 34 ans	41,0	59,0
34 à 44 ans (réf.)	28,1	71,9
45 à 54 ans	32,2	67,8
55 à 65 ans	69,4 *	30,6 *
Statut d'immigrant		
Natif (réf.)	39,3	60,7
Immigrant	68,0 *	32,0 *
Plus haut niveau de scolarité atteint		
Pas de diplôme d'études secondaires	70,4 *	29,6 *
Diplôme d'études secondaires	62,7 *	37,3 *
Diplôme postsecondaire inférieur au baccalauréat	30,8	69,2
Baccalauréat ou plus (réf.)	26,4	73,6

* Indique une différence statistiquement significative par rapport à la valeur de référence au niveau de confiance de 95 %.

Source : Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA), 2012.

Les Franco-Ontariens âgés de 55 à 65 ans sont moins susceptibles d'avoir suivi une formation au cours de la dernière année que les générations plus jeunes, un résultat qui correspond à ce que l'on retrouve dans la littérature à ce sujet. En ce qui a trait au marché du travail, comme ces travailleurs possèdent davantage d'expérience, il est possible qu'ils soient moins susceptibles de participer à des activités de formation, car ils n'en ont pas nécessairement besoin pour bien accomplir leurs tâches. Aussi, étant plus proche de la retraite, il se peut qu'ils suivent moins souvent des activités de formation en raison des bénéfices moindres qu'ils comptent en retirer sur le marché du travail.

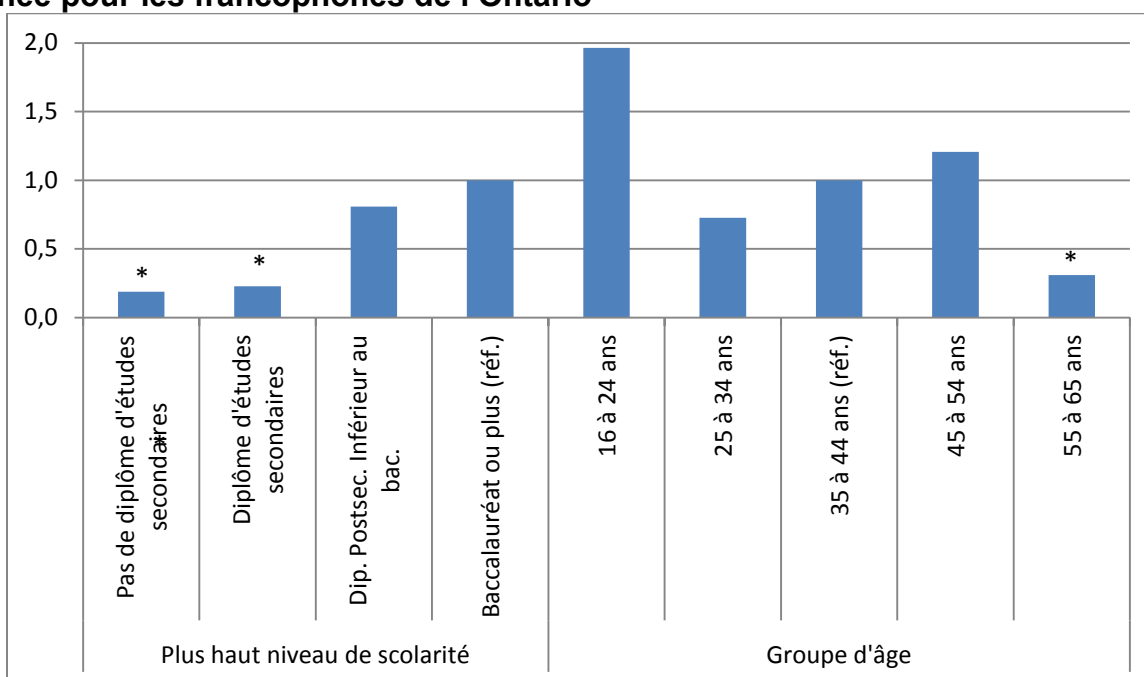
Les chances qu'un Franco-Ontarien ait suivi une formation au cours de la dernière année suivent un gradient très clair en fonction du niveau de scolarité. Plus de 70 % des personnes qui détiennent au moins un baccalauréat ont affirmé avoir suivi une formation au cours des douze derniers mois tandis que ce n'est le cas que de 30 % des francophones de l'Ontario qui n'ont pas terminé leurs études secondaires. Évidemment, les personnes plus scolarisées tendent à occuper des emplois dont les tâches sont plus complexes, ce qui nécessite davantage de formation continue. Ces personnes plus scolarisées et qui ont généralement des revenus plus élevés peuvent également avoir davantage d'argent à investir dans des activités de formation, particulièrement à l'extérieur du travail.

Les immigrants francophones sont presque deux fois moins susceptibles d'avoir suivi une formation au cours de la dernière année que les francophones nés au Canada. La situation particulière des immigrants sur le marché du travail évoquée dans le chapitre précédent pourrait être un élément susceptible d'expliquer cette situation. En effet, malgré un clair avantage au sujet de la scolarité par rapport aux Franco-Ontariens nés au Canada, les immigrants sont plus souvent surqualifiés et donc à risque de se retrouver à occuper des emplois où les possibilités et les besoins de formation sont moindres. Park (2011) a mis en lumière certaines difficultés particulières des immigrants en matière de formation. Ceux-ci sont en effet plus susceptibles que les personnes nées au pays de percevoir des obstacles à la formation, notamment en ce qui a trait aux responsabilités familiales, à la nécessité de travailler et au

coût de la formation, ce qui peut limiter leur participation à de telles activités. L'Enquête longitudinale auprès des immigrants du Canada (ELIC) révèle aussi que le quart des immigrants récents ont déclaré que la langue était un obstacle dans la participation à des activités de formation (Statistique Canada, 2003), ce qui illustre toute l'importance de la maîtrise des langues officielles comme levier pour permettre aux immigrants de participer à des activités de formation afin de favoriser leur intégration économique et sociale au Canada.

Le graphique qui suit présente les principaux résultats d'un modèle de régression logistique qui vise à identifier les facteurs associés à la participation à des activités de formation pour la population franco-ontarienne.

Graphique 9.4 : Rapports de cotes de l'effet de la scolarité et de l'âge sur la propension à avoir participé à des activités de formation au cours de la dernière année pour les francophones de l'Ontario



* Indique une différence statistiquement significative par rapport à la valeur de référence au niveau de confiance de 95 %.

Note : les résultats tiennent aussi compte des effets du sexe, du statut d'immigrant, du secteur d'emploi, de la région de résidence et des habitudes de lecture à la maison.

Source : Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA), 2012.

Même en tenant compte de l'effet des autres facteurs, le niveau de scolarité demeure très corrélé à la propension d'avoir suivi une formation au cours de l'année précédente. Ainsi, les Franco-Ontariens moins scolarisés ont nettement moins de chances d'avoir participé à une activité de formation que ceux qui détiennent au moins un baccalauréat.

L'association entre l'âge et la participation à la formation demeure également statistiquement significative. Les personnes âgées de 55 à 65 ans sont moins susceptibles d'avoir participé à des activités de formation que celles âgées de 35 à 44 ans. Comme ce résultat tient compte de l'effet d'autres facteurs, le degré moindre de participation à de la formation pour les Franco-Ontariens âgés de 55 à 65 ans ne serait pas dû à la scolarisation plus faible de la population de ce groupe d'âge qui a été observée dans les chapitres précédents. Ce résultat est pertinent, car puisque les compétences en littératie tendent à s'atrophier en vieillissant, les francophones de 55 à 65 ans seraient donc moins susceptibles de tirer profit de ce levier pour maintenir leurs compétences et ce, peu importe leur niveau de scolarité.

Finalement, notons que même si la taille de l'échantillon ne permet pas de le confirmer du point de vue statistique, les immigrants franco-ontariens tendent également à afficher une propension moindre à avoir participé à des activités de formation au cours de la dernière année. Comme nous le verrons plus tard, les immigrants tendent non seulement à suivre moins souvent de la formation, mais aussi à déclarer plus souvent en avoir besoin dans le cadre de leur travail, ce qui pourrait constituer un enjeu en matière de formation pour cette frange de plus en plus importante de la population franco-ontarienne.

9.3 Besoin de formation supplémentaire pour l'emploi

Le questionnaire du PEICA demandait aux répondants qui occupaient un emploi de déclarer s'ils avaient besoin d'une formation supplémentaire afin de bien remplir leurs fonctions actuelles au travail. Le quart des travailleurs franco-ontariens ont répondu par l'affirmative (24,4 %), soit une proportion similaire à celle de leurs homologues anglophones et des autres groupes francophones.

Le tableau qui suit présente la proportion de travailleurs de l'Ontario qui ont affirmé avoir besoin de formation supplémentaire selon leurs caractéristiques. Pour les mêmes raisons que celles évoquées dans le chapitre précédent⁶⁴, l'analyse qui suit cible l'ensemble des travailleurs ontariens et non pas uniquement les Franco-Ontariens.

⁶⁴ Rappelons que ces raisons étaient essentiellement la taille insuffisante de l'échantillon et la relative homogénéité entre les francophones de l'Ontario et leurs homologues anglophones en matière de besoin de formation supplémentaire pour l'emploi.

Tableau 9.2 : Distribution du besoin de formation supplémentaire selon les caractéristiques des travailleurs de l'Ontario

Caractéristiques	Répartition dans le PEICA	Non	Oui
Total	100	75,7	24,3
Groupe d'âge			
16 à 24 ans	13,6	80,9	19,1 *
25 à 34 ans	21,6	75,2	24,8
34 à 44 ans (réf.)	22,7	70,6	29,4
45 à 54 ans	25,4	74,7	25,3
55 à 65 ans	16,7	80,8	19,2 *
Région de résidence			
Sud-Est	2,0	63,0 *	37,0 *
Ottawa (réf.)	7,2	82,5	17,5
Toronto	17,3	70,7	29,3
Nord-Est	3,1	79,6	20,4
Reste de l'Ontario	70,3	76,5	23,5
Statut d'immigrant			
Natif (réf.)	67,2	79,0	21,0
Immigrant	32,8	69,0 *	31,0 *
Indice composite de pratique de la lecture au travail			
Moins de 40	34,3	82,8 *	17,2 *
40 à 50	13,8	77,9 *	22,1 *
50 à 60	20,0	72,4	27,6
60 à 70	14,2	73,3	26,7
70 ou plus (réf.)	17,6	65,6	34,4
Sexe du répondant			
Femme (réf.)	47,3	78,9	21,1
Homme	52,7	72,9 *	27,1 *
Plus haut niveau de scolarité atteint			
Pas de diplôme d'études secondaires	8,7	80,0	20,0
Diplôme d'études secondaires	23,7	82,6 *	17,4 *
Diplôme postsecondaire inférieur au baccalauréat	35,3	74,7	25,3
Baccalauréat ou plus (réf.)	32,3	71,1	28,9
Participation à des activités de formation au cours de la dernière année			
Aucune activité de formation	37,6	81,7 *	18,3 *
Une activité de formation	11,8	73,1	26,9
Plusieurs activités de formation (réf.)	50,6	71,9	28,1

* Indique une différence statistiquement significative par rapport à la valeur de référence au niveau de confiance de 95 %.

Source : Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA), 2012.

Bien qu'environ le quart des travailleurs ontariens aient déclaré avoir besoin de formation pour bien s'acquitter de leurs tâches au travail, cette proportion diminue à un peu moins de 20 % chez les travailleurs âgés de 16 à 24 ans ou de 55 à 65 ans, soit dix points de pourcentage de moins que ceux âgés de 35 à 44 ans. Les jeunes travailleurs âgés de 16 à 24 ans sont souvent encore aux études ou en sont à leurs débuts sur le marché du travail après avoir terminé leur scolarité si bien qu'ils seraient susceptibles d'occuper des emplois demandant moins de formation. En ce sens, nous avons déjà montré précédemment que ces jeunes travailleurs pratiquent moins la lecture au travail et sont plus susceptibles d'être surqualifiés, ce qui tend à renforcer cette hypothèse. Dans le cas des travailleurs âgés de 55 à 65 ans, il se peut que leur plus grande expérience sur le marché du travail de même que

leur passage à la retraite diminuent leurs besoins en matière de formation. Aussi, les travailleurs plus âgés seraient moins susceptibles de percevoir la présence d'obstacles à l'accès à la formation que les travailleurs plus jeunes, en particulier en ce qui concerne l'horaire de travail, les responsabilités familiales et la nécessité de travailler (Park, 2012). Ils auraient donc peut-être un accès plus facile à la formation nécessaire pour leur emploi de sorte que leurs besoins de formation s'en trouvent réduits.

La proportion de la main d'œuvre ontarienne qui déclare avoir besoin de formation atteint un plancher à 17,5 % à Ottawa, soit une proportion significativement inférieure à celle de la région du Sud-Est, qui surpasse 35 %. Ces différences régionales marquées peuvent s'expliquer par les spécificités dans la structure du marché du travail de chacune des régions de la province. Par exemple, plus de 16 % des travailleurs d'Ottawa œuvrent dans les secteurs associés à l'enseignement et aux services gouvernementaux, qui tendent généralement à favoriser la formation de ses employés. De plus, les travailleurs qui demeurent dans l'Est ontarien vivent dans des régions plus rurales où les opportunités de formation peuvent être moindres que dans les grands centres urbains.

Les immigrants sont plus susceptibles de déclarer avoir besoin de formation supplémentaire dans le cadre de leur emploi que les travailleurs ontariens nés au Canada. C'est en effet 31,0 % des immigrants qui ont déclaré ce besoin lors du PEICA comparativement à 21,0 % des travailleurs nés au pays. Nous avons vu que les immigrants sont moins susceptibles de prendre part à des activités de formation que les personnes nées au pays de sorte qu'il est bien possible que leurs besoins en matière de formation soient plus grands pour cette raison. Il est aussi possible que les immigrants aient besoin de plus de formation que les travailleurs nés au Canada afin d'améliorer leur maîtrise des langues officielles et de mettre à jour leurs compétences afin de mieux répondre aux particularités du marché du travail canadien.

Un peu moins de 30 % des travailleurs ontariens qui détiennent au moins un baccalauréat ont dit avoir besoin de formation supplémentaire pour bien remplir leurs fonctions. Cette proportion baisse à un travailleur sur cinq chez ceux qui détiennent au mieux un diplôme d'études secondaires. Le niveau de scolarité des travailleurs peut être vu comme un indicateur de la complexité du poste si bien que les gens plus scolarisés, qui exécuteraient des tâches plus complexes, auraient besoin de formation supplémentaire malgré leur niveau de scolarité plus élevé. En ce sens, cette hypothèse tend à être corroborée par les liens qui unissent le niveau de scolarité à la pratique de la lecture au travail et à la participation à des activités de formation présentés précédemment.

Les données du PEICA révèlent d'ailleurs un gradient très clair entre la pratique de la lecture au travail et le besoin de formation supplémentaire des travailleurs de l'Ontario. Effectivement, le tiers des travailleurs qui font usage très souvent de la lecture au travail ont déclaré avoir besoin de formation supplémentaire. À l'autre bout du spectre, moins d'un travailleur sur cinq qui ne pratique pas beaucoup la lecture dans le cadre de son emploi a déclaré avoir besoin de formation. Comme la pratique de la lecture au travail peut aussi être vue comme un indicateur de la complexité des tâches à accomplir, les travailleurs qui exécuteraient des tâches plus complexes, qui tendent d'ailleurs à être plus scolarisés, seraient plus susceptibles de déclarer avoir besoin de formation supplémentaire que ceux dont les tâches font beaucoup moins appel à l'écrit.

Finalement, la participation à des activités de formation au cours de la dernière année⁶⁵ est aussi liée au fait d'avoir besoin de formation supplémentaire en emploi. Près de 20 % des travailleurs ontariens qui n'avaient pas suivi de formation au cours de l'année précédente ont déclaré avoir besoin de formation. Bien que cette proportion soit inférieure de dix points de pourcentage à celle des travailleurs qui ont participé à plusieurs activités de formation, il n'en demeure pas moins que 450 000 travailleurs ontariens qui ont déclaré avoir besoin de formation n'en n'ont pas reçu au cours de l'année précédente. Ce dernier résultat soulève des interrogations quant aux raisons qui font en sorte que ces travailleurs n'ont pas reçu de formation au cours de la dernière année. Aussi, près de 30 % des travailleurs ontariens qui ont participé à plusieurs formations au cours de la dernière année ont déclaré avoir besoin de formation supplémentaire. Il convient de se demander si la formation reçue par ces travailleurs était pertinente aux fins de combler leurs besoins de formation ou bien si ces travailleurs occupent un emploi plus complexe où les besoins de formation sont très nombreux. Cette dernière hypothèse cadre d'ailleurs bien avec les résultats obtenus selon le niveau de scolarité et l'usage de la lecture au travail, qui suggèrent aussi une association entre les besoins de formation et le niveau de complexité d'un emploi.

Le tableau suivant présente les résultats d'une analyse de régression logistique qui permet d'identifier les principaux facteurs liés à la propension des travailleurs à avoir besoin de formation supplémentaire pour leur emploi.

⁶⁵ Comme pour la section précédente, la participation à des activités de formation ne se limite pas aux activités en cours d'emploi.

Tableau 9.3 : Rapports de cotes des principaux facteurs associés aux chances d'avoir besoin de formation supplémentaire chez les travailleurs ontariens

Caractéristiques	Rapports de cotes
Groupe d'âge	
16 à 24 ans	0,76
25 à 34 ans	0,83
35 à 44 ans (réf.)	1,00
45 à 54 ans	0,88
55 à 65 ans	0,62 *
Sexe du répondant	
Femme (réf.)	1,00
Homme	1,39 *
Statut d'immigrant	
Natif (réf.)	1,00
Immigrant	2,05 *
Indice composite de pratique de la lecture au travail	
Moins de 40	0,52 *
40 à 50	0,67 *
50 à 60	0,81
60 à 70	0,80
70 ou plus (réf.)	1,00
Région de résidence	
Sud-Est	3,56 *
Ottawa (réf.)	1,00
Toronto	1,78 *
Nord-Est	1,50
Reste de l'Ontario	1,58
Participation à des activités de formation au cours de la dernière année	
Aucune activité de formation	0,61 *
Une activité de formation	0,96
Plusieurs activités de formation (réf.)	1,00

* Indique une différence statistiquement significative par rapport à la valeur de référence au niveau de confiance de 95 %.

Note : les résultats tiennent aussi compte des effets du secteur d'emploi et du niveau de scolarité.

Source : Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA), 2012.

En isolant l'effet des différents facteurs, l'âge demeure corrélé au besoin de formation pour les travailleurs âgés de 55 à 65 ans, ce qui renforce l'hypothèse selon laquelle l'expérience acquise par ces travailleurs au fil du temps de même que leur passage prochain à la retraite diminueraient leurs besoins de formation.

Les travailleurs immigrants sont toujours plus susceptibles que les travailleurs nés au pays de déclarer avoir besoin de formation, et ce, même après avoir isolé l'effet des autres facteurs. Le fait que ce résultat tienne compte de l'effet de la participation à des activités de formation, laisse croire que malgré les obstacles que rencontrent les immigrants relativement à la formation, ceux-ci pourraient aussi avoir des besoins de formation non seulement plus grands, mais aussi différents de ceux des travailleurs nés au pays, notamment en ce qui a trait à la formation linguistique. Cette hypothèse est réaffirmée par les données de l'ELIC qui révèlent que près de 30 % des nouveaux arrivants au Canada ont déclaré avoir songé à suivre des cours de langue et que le quart d'entre eux avait aussi indiqué vouloir suivre des cours, des ateliers ou des séminaires liés à l'emploi (Statistique Canada, 2003). Proulx et *al.* (2010) abondent aussi en ce sens au sujet de la formation linguistique en énumérant quelques enjeux de formation spécifiques aux immigrants récents dans un contexte francophone qui touchent notamment

l'apprentissage de la langue. Les données du PEICA tendent également à confirmer cette hypothèse relative aux besoins linguistiques particuliers des immigrants puisqu'une analyse approfondie ciblant uniquement les immigrants ontariens révèle que, même après avoir isolé l'effet des autres facteurs, ceux qui déclarent avoir une maîtrise au mieux passable de la langue officielle dans laquelle ils ont passé l'entrevue du PEICA sont nettement plus susceptibles de déclarer avoir besoin de formation supplémentaire que ceux qui ont indiqué avoir une bonne, voire une très bonne, maîtrise de la langue d'entrevue. Ce défi est d'ailleurs encore plus important pour les immigrants francophones en situation minoritaire, car la formation en français peut être plus difficile à obtenir dans un milieu majoritairement anglophone où elle est souvent en concurrence avec la formation en anglais (Forest, 2014). Ainsi, plusieurs formations utiles pour l'emploi sont offertes uniquement en anglais, ce qui peut limiter l'accès de certains immigrants qui maîtrisent moins, voire pas du tout, cette langue⁶⁶.

Les travailleurs du Sud-Est de l'Ontario et de Toronto sont toujours plus susceptibles de déclarer avoir besoin de formation que ceux d'Ottawa. Ce résultat suggère donc que les caractéristiques différentielles dans la composition de la main-d'œuvre de ces régions n'expliquent pas la totalité des écarts observés en matière de besoin de formation. Dans les cas des travailleurs du Sud-Est, il est possible que les opportunités de formation soient moindres en raison du caractère plus rural de la région ou que les changements technologiques qui animent le marché du travail aient une incidence particulière sur les travailleurs, souvent moins scolarisés, de cet endroit. Par contre, il est plus difficile d'avancer une explication pour Toronto puisque le modèle statistique tient déjà compte de certaines particularités de la main-d'œuvre torontoise qui sont susceptibles d'être corrélées au besoin de formation telles que sa diversité et son niveau de scolarisation.

Fait notable, les hommes sont plus sujets à déclarer avoir besoin de formation supplémentaire que les femmes, et ce, même après avoir isolé l'effet des autres facteurs potentiels. Ce résultat, que nous retrouvons également pour l'ensemble des travailleurs canadiens, pourrait être attribuable à une série de comportements différentiels entre les hommes et les femmes sur le marché du travail qui ne sont pas nécessairement pris en compte dans notre analyse⁶⁷. Par exemple, les hommes pourraient être plus nombreux à occuper des emplois de nature plus technique où les besoins en formation seraient un peu plus grands.

⁶⁶ Environ 86 % des immigrants ontariens âgés de 16 à 65 ans dont le français est la première langue officielle parlée ont déclaré être capables de soutenir une conversation en anglais à l'ENM. Cette proportion diminue à près de 75 % pour ceux qui sont arrivés au Canada à partir de 2006.

⁶⁷ Nous tenons compte du secteur d'emploi dans notre modélisation statistique. Par contre, il est clair qu'à elle seule, cette variable ne peut pas résumer toute la complexité de l'emploi des répondants.

Le gradient observé précédemment entre la fréquence de la pratique de la lecture au travail et le fait d'avoir déclaré nécessiter de la formation dans l'accomplissement des tâches au travail demeure statistiquement significatif malgré la prise en compte de l'effet des autres facteurs. Les travailleurs qui pratiquent davantage la lecture sont plus susceptibles d'avoir besoin de formation supplémentaire, ce résultat réaffirme les liens qui existent entre l'utilisation des compétences au travail et les besoins en formation de la main-d'œuvre.

Malgré la prise en considération de l'effet des autres facteurs, la participation à des activités de formation au cours de la dernière année précédant l'enquête est toujours liée au besoin de formation. Les travailleurs ontariens qui n'ont pas reçu de formation au cours de la dernière année affichent une propension plus faible à avoir besoin de formation dans le cadre de leurs fonctions actuelles que ceux qui ont participé à plus d'une activité de formation. Ce résultat peut s'expliquer par le fait que d'avoir reçu de la formation au cours des douze derniers mois permet de cibler certains emplois qui requièrent beaucoup de formation, ce qui ne serait pas totalement pris en considération par l'usage de la lecture au travail et le niveau de scolarité. Hum et Simpson (2003) ont par ailleurs montré que la formation antérieure accroît la propension de suivre une formation subséquente, laquelle devrait découler d'un certain nouveau besoin en formation, un résultat qui tendrait à confirmer cette hypothèse.

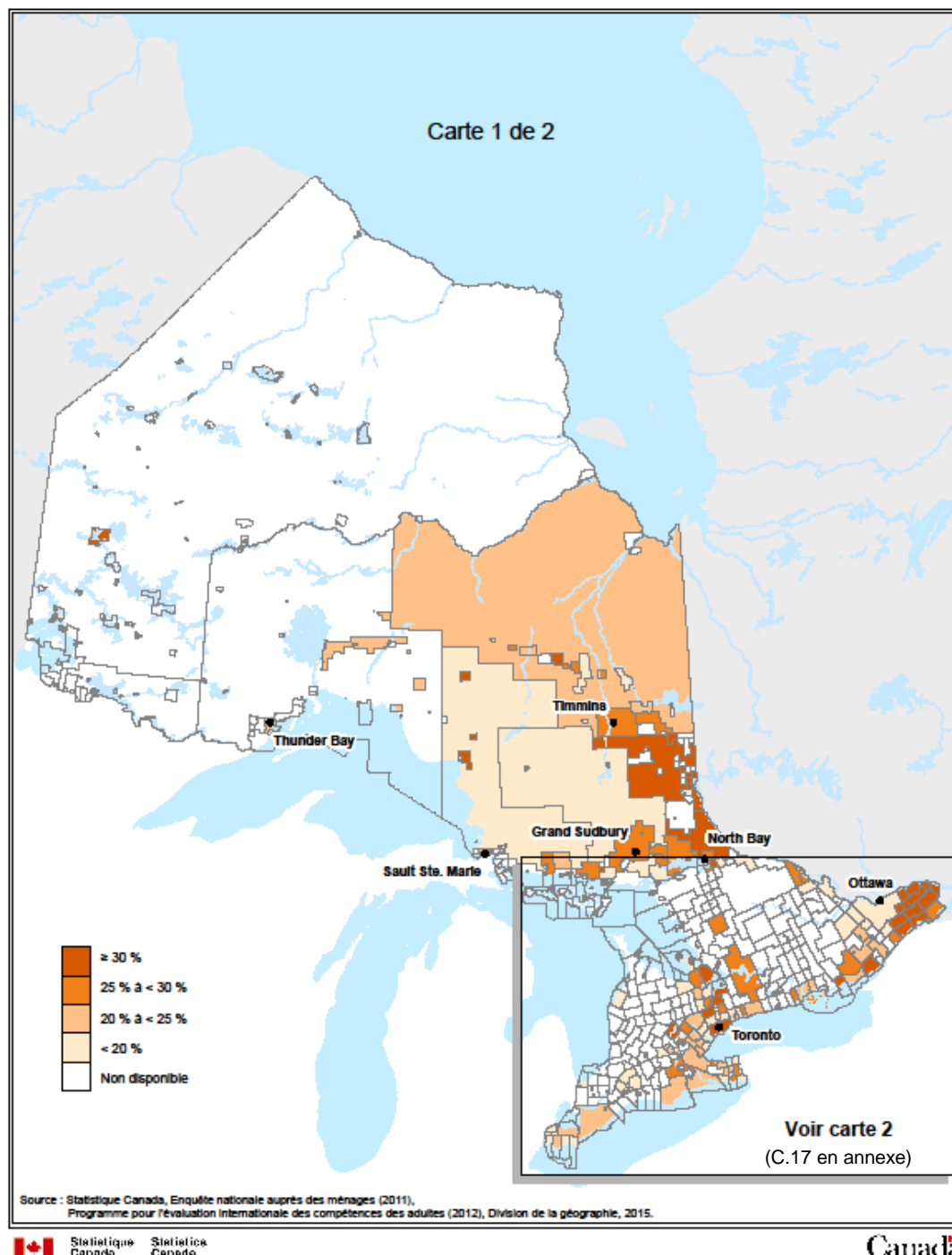
Finalement, le fait que le niveau de scolarité ne soit plus associé au besoin de formation après avoir isolé l'effet des autres facteurs potentiels s'explique essentiellement par l'ajout de l'usage de la lecture au travail et la participation à des activités de formation au modèle de régression logistique. Comme ces trois facteurs sont très corrélés, l'effet de la scolarité se ferait surtout sentir, mais par l'entremise des deux autres facteurs.

9.4 Analyse régionale du besoin de formation pour l'emploi

Afin d'étudier les variations dans la propension à avoir besoin de formation supplémentaire pour accomplir ses tâches professionnelles à travers la province, les données du PEICA et de l'ENM ont été utilisées de concert pour la production de cartes géographiques. La carte qui suit présente la proportion des travailleurs franco-ontariens qui ont déclaré avoir besoin de formation supplémentaire pour bien remplir leurs fonctions par subdivision de recensement⁶⁸.

⁶⁸ L'annexe C contient des cartes additionnelles qui ciblent les subdivisions de recensement du sud de la province ainsi que les secteurs de recensement des RMR d'Ottawa et de Toronto.

Carte 9.1 : Proportion des travailleurs francophones de l'Ontario susceptibles de déclarer avoir besoin de formation supplémentaire pour bien remplir leurs fonctions selon les subdivisions de recensement



Notes : la population francophone présentée ici comprend aussi la catégorie « anglais et français ».
Les données des subdivisions de recensement pour lesquelles le nombre pondéré de francophones à l'ENM est inférieur à 100 ne sont pas présentées.

Sources : Enquête nationale auprès des ménages, 2011 et Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA), 2012.

Les données combinées du PEICA et de l'ENM témoignent de la propension généralement plus grande des travailleurs francophones de l'est de la province et de Toronto à déclarer avoir besoin de formation additionnelle. Nous avons déjà postulé quelques hypothèses pour expliquer ce phénomène dans la section précédente.

À Ottawa, les travailleurs qui demeurent aux limites de la région métropolitaine de même que ceux qui résident au cœur de la ville d'Ottawa sont un peu plus susceptibles de percevoir avoir besoin de formation supplémentaire au travail. À Toronto, ce sont surtout les travailleurs qui habitent dans la municipalité de Toronto, donc au cœur de la région métropolitaine, qui sont susceptibles de déclarer avoir besoin de formation additionnelle pour bien accomplir leurs tâches au travail. Le cœur des villes d'Ottawa et de Toronto est le lieu de résidence d'une main-d'œuvre franco-ontarienne généralement plus scolarisée et plus souvent immigrante, deux facteurs pouvant être associés à la déclaration d'un besoin de formation supplémentaire.

9.5 Conclusion

Ce chapitre portait sur la participation à des activités de formation continue pour les francophones de l'Ontario. La formation continue tout au long de la vie est une excellente façon de maintenir, voire même d'améliorer, ses compétences en littératie et son niveau de productivité au travail.

Environ 60 % des Franco-Ontariens ont déclaré avoir participé à une activité de formation au cours de la dernière année, soit une proportion similaire à celle des anglophones et supérieure à celles des francophones du Nouveau-Brunswick et du Québec. Ce résultat indique que les Franco-Ontariens auraient comblé le fossé qui les séparait de leurs homologues anglophones à ce chapitre. La formation en emploi est le type de formation le plus populaire alors que plus de 40 % des francophones de l'Ontario ont suivi une formation de ce type au cours de l'année précédente. À l'inverse, les leçons privées constituent le type de formation le moins fréquent puisqu'environ 10 % des Franco-Ontariens ont déclaré avoir participé à ce type de formation.

Par contre, les francophones de l'Ontario n'ont pas tous la même propension à avoir suivi de la formation. Effectivement, les Franco-Ontariens moins scolarisés et âgés de 55 à 65 ans sont moins susceptibles d'avoir participé à des activités de formation. Étant donné que les compétences en littératie sont généralement plus faibles chez les personnes moins scolarisées et qu'elles tendent à diminuer en vieillissant, ces personnes seraient moins susceptibles de profiter du levier que constitue la formation continue pour maintenir leurs compétences en littératie. Les immigrants franco-ontariens tendent également à afficher une propension plus faible à avoir suivi de la formation au cours de la dernière année. La littérature fait état de différents obstacles propres aux immigrants en matière de formation continue parmi lesquels la formation linguistique arrive en tête de liste.

En ce qui a trait aux besoins de formation en emploi, près du quart des travailleurs franco-ontariens ont déclaré avoir besoin de formation supplémentaire pour bien remplir leurs fonctions actuelles, soit une proportion similaire à celle de leurs homologues anglophones. Notre analyse a aussi révélé que plusieurs caractéristiques des travailleurs de l'Ontario sont associées au fait d'avoir besoin de formation supplémentaire au travail. Effectivement, les hommes, les immigrants, les travailleurs qui résident dans le Sud-Est de la province de même qu'à Toronto sont plus susceptibles de ressentir un besoin de formation additionnelle pour accomplir leurs tâches au travail. Du même coup, les travailleurs plus âgés, ceux qui n'ont pas suivi de formation au cours de la dernière année et ceux qui pratiquent peu la lecture au travail présentent une propension plus faible de déclarer avoir besoin de formation supplémentaire.

Pris dans leur ensemble, ces résultats soulèvent trois grands enjeux à l'égard de la littératie et de la formation continue pour la population franco-ontarienne.

Premièrement, bien que la formation continue soit devenue un enjeu central des politiques gouvernementales en matière d'éducation et d'emploi et qu'un nombre grandissant d'adultes participent à de telles activités, plusieurs Franco-Ontariens n'ont toujours pas accès à des activités de formation, et ce, dans certains cas, même s'ils en ont déclaré le besoin à l'enquête afin de mieux s'acquitter de leurs tâches au travail. Or, la formation constitue un facteur clé pour briser le cercle vicieux du manque de compétence en littératie et favoriser le maintien des compétences tout au long de la vie. Les travailleurs moins scolarisés et qui se voient offrir moins d'opportunités de formation auront vraisemblablement plus de difficultés à préserver leurs compétences au fil du temps et à développer les outils nécessaires pour améliorer leur situation sur le marché du travail. Il semble que cela soit également le cas pour les travailleurs qui résident dans le Sud-Est de la province et à Toronto, où des défis régionaux particuliers seraient susceptibles d'accroître les besoins de formation.

Deuxièmement, dans un contexte de vieillissement démographique particulièrement rapide et de report graduel de l'âge de la retraite, la formation de la main-d'œuvre peut constituer un levier afin maintenir le niveau de productivité et les compétences en littératie des travailleurs franco-ontariens plus âgés ou du moins, d'en limiter l'érosion. Bien que le fait que ces travailleurs soient moins susceptibles d'avoir besoin de formation tendrait à montrer les avantages de l'expérience acquise au fil des années, la participation à des activités de formation pourrait tout de même contribuer à freiner l'érosion de leurs compétences. Il serait donc possible que ces travailleurs plus âgés bénéficient de participer à des activités de formation même s'ils n'en ressentent pas nécessairement le besoin au travail. Les besoins en matière de formation des travailleurs plus âgés pourraient différer de ceux des travailleurs plus jeunes dans le sens où ils concerneraient moins les tâches à réaliser directement dans le cadre du travail, mais viseraient plutôt à préserver les compétences générales de ces travailleurs. Par ailleurs, nous avons déjà montré que les Franco-Ontariens âgés de 55 à 65 ans sont moins scolarisés que leurs homologues anglophones et que ceux des générations plus jeunes de sorte qu'il pourrait s'avérer encore plus important de préserver leurs compétences en littératie face à l'érosion associée au vieillissement démographique. La participation à des activités de formation pourrait être l'un des moyens pour faire face à cet enjeu. L'OCDE (2013) abonde en ce sens : « [...] il est nécessaire de sortir de la dépendance envers la formation initiale pour valoriser la formation axée sur les compétences tout au long de la vie ».

Troisièmement, le fait que les immigrants ontariens sont à la fois moins susceptibles de participer à des activités de formation et plus sujets à déclarer avoir besoin de formation supplémentaire pour accomplir leurs tâches professionnelles ou en emploi pourrait constituer un autre enjeu important pour la population franco-ontarienne. Effectivement, la formation est un outil important pour favoriser l'intégration des immigrants au marché du travail et dans la société canadienne dans son ensemble. Or, les immigrants francophones de l'Ontario font face à des défis accrus en la matière en raison de l'importance de parfaire leur connaissance de l'anglais, essentielle sur le marché du travail ontarien, tout en s'intégrant à la communauté francophone de l'Ontario. Comme les immigrants constituent une part grandissante de la population francophone en Ontario, cet enjeu touchera de plus en plus de Franco-Ontariens au cours des prochaines années.

En résumé, la formation continue constitue un élément important du cercle vertueux de la littératie. Or une frange importante de la population francophone d'Ontario n'a pas accès à des activités de formation et aux bénéfices qui en découlent, et ce, parfois même lorsqu'ils en déclarent le besoin. De plus, en raison de son vieillissement démographique et de l'apport de plus en plus important de l'immigration, la formation continue pourrait être un levier significatif afin de maintenir le niveau de compétence en littératie de la population franco-ontarienne.

10. Langue des tests

Les enquêtes précédentes ont montré que plusieurs francophones en situation minoritaire choisissaient de passer les tests d'évaluation des compétences en anglais et que cette tendance est en hausse. En 1994, 47 % des Franco-Ontariens avaient choisi de répondre aux tests de l'EIAA en anglais tandis que lors de l'EIACA de 2003, ils étaient près des deux tiers à avoir choisi cette langue. Les données du PEICA indiquent que cette tendance se poursuit puisque 85,7 % des Ontariens dont la première langue officielle parlée est le français ont passé les tests de compétence du PEICA en anglais⁶⁹. Bien que ce résultat ne traduise pas nécessairement une croissance aussi marquée de l'anglicisation⁷⁰ ou des transferts linguistiques vers l'anglais en Ontario, il soulève malgré tout de nombreuses questions quant à l'importance et la place accordées à l'anglais tant à l'oral qu'à l'écrit par les Franco-Ontariens et à la façon dont ils s'identifient à la langue française.

Ce chapitre aborde donc la question de la langue choisie par les francophones de l'Ontario pour passer les tests de compétence du PEICA.

10.1 Langue des tests

Le tableau suivant permet de comparer la proportion de la population francophone ayant choisi de passer les tests du PEICA en français pour les quatre groupes francophones à l'étude.

Tableau 10.1 : Proportion de la population francophone qui a passé les tests du PEICA en anglais par province, Nouveau-Brunswick, Québec, Ontario et Manitoba

Province	Proportion ayant passé les tests en anglais
Nouveau-Brunswick	46,3 *
Québec	2,1 *
Ontario	85,7
Manitoba	89,4

* Indique une différence statistiquement significative entre la valeur et celle des francophones de l'Ontario au niveau de confiance de 95 %.

Source : Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA), 2012.

Tandis que plus de 80 % des francophones de l'Ontario et du Manitoba ont passé les tests du PEICA en anglais, un peu moins de la moitié des francophones du Nouveau-Brunswick et moins de 5 % des francophones du Québec ont fait ce choix.

⁶⁹ Au début de l'entrevue du PEICA, l'intervieweur demandait au répondant dans quelle langue il voulait passer l'entrevue. Cette même question était posée une seconde fois avant de commencer les tests de compétence.

⁷⁰ Lors du recensement de 2011, 52,9 % des Ontariens de langue maternelle française âgés de 16 à 65 ans et 56,0 % de ceux dont la première langue officielle parlée est le français ont déclaré parler le français le plus souvent à la maison (seul ou à égalité avec une autre langue).

Le choix d'une langue pour passer les tests peut être le reflet de la nature de l'appartenance identitaire des Franco-Ontariens. C'est d'ailleurs la thèse de Bernard (1998) qui a avancé que plusieurs Franco-Ontariens considèrent avoir une identité bilingue. Ils pourraient donc être indifférents quant à la langue dans laquelle ils passent un test ou une entrevue selon la perception du groupe d'appartenance linguistique de l'intervieweur malgré le fait qu'ils se soient fait offrir de choisir d'utiliser la langue de leur choix. L'Enquête sur la vitalité des minorités de langue officielle (EVMLO) tend à appuyer la première partie de cette théorie puisqu'elle révèle que la moitié des francophones de l'Ontario s'identifie autant au groupe francophone qu'au groupe anglophone tandis que le tiers s'identifie surtout ou seulement au groupe francophone (Corbeil et Lafrenière, 2010).

10.2 Langue des tests et utilisation du français

La décision du répondant francophone de passer les tests du PEICA en anglais peut refléter l'utilisation qu'il en fait dans les différentes facettes de sa vie. Le tableau suivant présente la répartition de la langue des tests du PEICA selon plusieurs caractéristiques linguistiques.

Tableau 10.2 : Distribution de la langue des tests du PEICA selon les caractéristiques linguistiques des francophones de l'Ontario

Caractéristiques linguistiques	Répartition dans le PEICA	Tests passés en anglais	Tests passés en français
Total	100,0	85,7 *	14,3 *
Langue du questionnaire contextuel			
Anglais	84,5	96,2 *	3,8 *
Français (réf.)	15,5	28,3	71,7
Langue parlée le plus souvent à la maison			
Anglais	52,0	98,5 *	1,5 *
Français (réf.)	47,4	71,8	28,2
Autre langue	0,6	65,6	34,4
Autre langue parlée régulièrement à la maison⁷¹			
Anglais	---	83,3 *	16,7 *
Français (réf.)	---	98,4	1,6
Langue le plus souvent utilisée au travail			
Anglais	61,2	94,3 *	5,7 *
Français (réf.)	20,2	56,7	43,3
Bilingue	18,3	91,2 *	8,8 *
Autre	0,3	48,1	51,9
Exogamie des couples francophones			
Couple endogame (français) (réf.)	48,3	79,1	20,9
Couple exogame (français + anglais ou autre)	51,7	93,4 *	6,6 *
Poids relatif des francophones au sein de la population de leur municipalité			
Moins de 50%	90,4	88,4	11,6
50% ou plus (réf.)	9,6	60,1 *	39,9 *

* Indique une différence statistiquement significative par rapport à la valeur de référence au niveau de confiance de 95 %.

Source : Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA), 2012.

En plus de passer les tests en anglais, la majorité des francophones de l'Ontario ont également choisi de répondre au questionnaire contextuel dans cette langue. Aussi, lorsque l'anglais était la langue de réponse au questionnaire contextuel, il était presque toujours la langue des tests. Fait notable, 28,3 % des francophones ayant répondu au questionnaire contextuel en français ont quand même choisi de passer les tests en anglais. Ces personnes pourraient avoir choisi l'anglais parce qu'elles se sentent plus à l'aise dans cette langue, du moins en regard de l'écrit, sachant qu'elles seront évaluées.

⁷¹ Cette variable réfère uniquement à l'utilisation régulière de l'anglais ou du français à la maison lorsque la langue le plus souvent parlée est l'autre langue officielle du Canada.

Les francophones dont la langue le plus souvent parlée à la maison est l'anglais ont pratiquement tous passé les tests du PEICA dans cette langue. Même les francophones qui parlent le plus souvent français à la maison ont majoritairement choisi l'anglais pour les tests du PEICA (71,8 %). Pour ces personnes, cette proportion grimpe à plus de 80 % lorsque l'anglais est utilisé régulièrement à la maison comme seconde langue. La langue le plus souvent parlée à la maison semble donc être corrélée au choix de la langue pour le PEICA. Même s'ils ont choisi de passer les tests de compétence en anglais, le français occupe quand même une place prépondérante dans la vie de nombreux Franco-Ontariens. En effet, près de 40 % d'entre eux affirment parler français le plus souvent à la maison. De plus, un peu plus de 20 % des francophones de l'Ontario qui ont passé les tests en anglais et qui ne parlaient pas français le plus souvent à la maison ont déclaré parler quand même le français régulièrement à la maison. La majorité de francophones font donc quand même usage du français au moins régulièrement à la maison même s'ils ont choisi l'anglais pour passer les tests du PEICA.

La langue de travail est aussi liée au choix de l'anglais pour les tests de compétence du PEICA. Plus de neuf francophones sur dix qui travaillent le plus souvent en anglais ou dans un environnement bilingue anglais-français ont passé les tests en anglais contre 56,7 % de ceux qui travaillent surtout en français.

Les francophones vivant au sein d'un couple exogame⁷² d'un point de vue linguistique se sont davantage tournés vers l'anglais pour passer les tests du PEICA que ceux vivant dans un couple francophone endogame (93,4 % contre 79,1 %).

Finalement, les francophones qui sont majoritaires au sein de leur municipalité ont choisi de passer les tests en anglais dans une proportion de 60,1 %. Cette proportion atteint 88,4 % chez les francophones qui sont minoritaires dans leur municipalité.

Ces résultats montrent donc toute l'importance de l'environnement linguistique pour le choix de la langue des tests de compétence; plus l'anglais est présent dans la vie des répondants, plus ils sont susceptibles de choisir cette langue pour passer les tests du PEICA. Passer les tests du PEICA en anglais s'inscrirait donc dans une tendance plus large de communiquer en anglais dans la vie de tous les jours.

10.3 Langue des tests et caractéristiques sociodémographiques

Le tableau suivant présente la répartition de la langue des tests de compétence selon plusieurs caractéristiques sociodémographiques des Franco-Ontariens.

⁷² Un couple francophone exogame est défini comme étant un couple où l'un des deux conjoints n'a pas le français comme une de ses langues maternelles. Un couple francophone endogame désigne un couple où le français est une des langues maternelles des deux conjoints.

Tableau 10.3 : Distribution de la langue des tests du PEICA selon les caractéristiques géographiques et sociodémographiques des francophones de l'Ontario

Caractéristiques	Répartition dans le PEICA	Tests passés en anglais	Tests passés en français
Total	100,0	85,7 *	14,3 *
Région de résidence			
Sud-Est	14,6	73,4	26,6
Ottawa (réf.)	25,5	75,1	24,9
Toronto	7,6	91,9	8,1
Nord-Est	22,3	90,7	9,3
Reste de l'Ontario	29,9	95,4 *	4,6 *
Groupe d'âge			
16 à 24 ans	11,1	87,3	12,7
25 à 34 ans	13,2	82,2	17,8
35 à 44 ans	19,3	83,7	16,3
45 à 54 ans	26,9	87,6	12,4
55 à 65 ans (réf.)	29,5	87,4	12,6
Sexe du répondant			
Femme (réf.)	49,5	80,7	19,3
Homme	50,5	90,6	9,4
Plus haut niveau de scolarité atteint			
Pas de diplôme d'études secondaires	15,0	86,7	13,3
Diplôme d'études secondaires	22,0	88,4	11,6
Diplôme postsecondaire inférieur au baccalauréat	39,6	90,3	9,7
Baccalauréat ou plus (réf.)	23,4	74,6	25,4
Statut d'immigrant			
Natif (réf.)	90,2	88,1	11,9
Immigrant	9,8	63,6	36,4

* Indique une différence statistiquement significative au niveau de confiance de 95 % selon le fait d'avoir choisi l'anglais ou le français pour passer le test de littératie du PEICA.

Source : Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA), 2012.

Le principal constat qui ressort de l'examen de ces données est qu'à l'exception de la région de résidence, la taille de l'échantillon du PEICA ne permet pas d'observer des corrélations entre les caractéristiques sociodémographiques des francophones de l'Ontario et le choix de la langue d'évaluation pour le PEICA. En ce qui a trait à la région de résidence, les trois quarts des francophones d'Ottawa ont choisi de passer les tests en anglais contre plus de 95 % pour ceux qui résident dans le reste de l'Ontario. Ce résultat va de pair avec ceux du tableau précédent, car les francophones d'Ottawa (et du sud-est de la province) sont nettement plus nombreux au sein de leurs municipalités que ceux du « reste de l'Ontario », ce qui favorise l'utilisation du français à la maison et dans la sphère publique et augmente alors les chances de choisir cette langue pour passer les tests du PEICA. Par exemple, plus de 60 % des Franco-Ontariens qui habitent à Ottawa, dans le Nord-Est ou dans le Sud-Est affirment parler français le plus souvent à la maison tandis que c'est le cas de la moitié des Franco-Ontariens de Toronto et un peu moins de 40 % de ceux qui demeurent dans le reste de la province.

Notons que malgré les limites de l'échantillon, certains constats semblent se dégager. Par exemple, les hommes semblent choisir davantage l'anglais que les femmes pour les tests du PEICA tandis que les immigrants semblent plus nombreux à passer les tests en français que les Franco-Ontariens nés au Canada.

10.4 Langue des tests et langue du premier contact

En situation minoritaire, la langue dans laquelle l'intervieweur se présente peut être un élément déterminant du choix de la langue pour la poursuite de l'entrevue. L'échantillon du PEICA est constitué de plusieurs sous-populations qui ont été suréchantillonnées afin de pouvoir produire des estimations fiables. En ce qui a trait à l'Ontario, seuls les répondants suréchantillonnés en tant que francophones en situation minoritaire ont été abordés en français par les intervieweurs de Statistique Canada. Les autres francophones ont été abordés en anglais si bien que nous pouvons examiner l'effet de la langue du premier contact sur la décision des francophones de choisir l'anglais ou le français. Le tableau suivant présente les résultats de cette analyse.

Tableau 10.4 : Répartition de la langue choisie pour passer les tests du PEICA selon la langue du premier contact de l'intervieweur du PEICA pour les groupes francophones, Nouveau-Brunswick, Québec, Ontario et Manitoba

Langue du premier contact de l'intervieweur	Répartition dans le PEICA	Langue des tests du PEICA		
		Anglais	Français	Total
Nouveau-Brunswick				
Anglais	51,2	59,8 *	40,2 *	100
Français	48,8	32,2 *	67,8 *	100
Québec				
Anglais	0,1	56,2 *	43,8 *	100
Français	99,9	2,1 *	97,9 *	100
Ontario				
Anglais	57,3	94,1 *	5,9 *	100
Français	42,7	74,4 *	25,6 *	100
Manitoba				
Anglais	50,4	99,9 *	0,1 *	100
Français	49,6	78,7 *	21,3 *	100

* Indique une différence statistiquement significative au niveau de confiance de 95 % selon le fait d'avoir été abordé en anglais ou en français par l'intervieweur du PEICA.

Source : Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA), 2012.

Ces résultats montrent clairement l'effet marqué de la langue du premier contact sur la langue que choisissent les francophones en situation minoritaire. En effet, 57,3 % des francophones de l'Ontario ont été abordés en anglais par les intervieweurs du PEICA. Ceux-ci ont pratiquement tous choisi de passer les tests en anglais. D'un autre côté, les trois quarts des Franco-Ontariens qui ont été contactés en français ont choisi l'anglais pour les tests du PEICA, une différence de 20 points de pourcentage. Cet écart selon la langue du premier contact s'apparente à ce que l'on retrouve au Nouveau-Brunswick et au Manitoba si bien qu'il atteste de l'importance réelle de la langue d'introduction pour le choix de la langue des tests. Ce résultat tend à corroborer le second volet de la théorie de Bernard (1998).

10.5 Comparaison à d'autres sources de données

Afin d'analyser ces résultats sous un autre angle, nous examinons ici les comportements linguistiques des Franco-Ontariens dans quelques autres sources de données de Statistique Canada.

Le tableau suivant présente les résultats de la comparaison de la langue dans laquelle les francophones ont été dénombrés au recensement de 2011 et celle dans laquelle ils ont choisi de passer les tests du PEICA.

Tableau 10.5 : Répartition de la langue choisie pour passer les tests du PEICA selon la langue du questionnaire du recensement pour les groupes francophones, Nouveau-Brunswick, Québec, Ontario et Manitoba

Langue du questionnaire du recensement	Répartition dans le PEICA	Langue des tests du PEICA		
		Anglais	Français	Total
Nouveau-Brunswick				
Anglais	49,7	71,9 *	28,1 *	100
Français	50,3	21,0 *	79,0 *	100
Québec				
Anglais	2,7	22,5 *	77,5 *	100
Français	97,3	1,6 *	98,4 *	100
Ontario				
Anglais	80,1	91,4 *	8,6 *	100
Français	19,9	62,5 *	37,5 *	100
Manitoba				
Anglais	84,8	93,1 *	6,9 *	100
Français	15,2	68,9 *	31,1 *	100

* Indique une différence statistiquement significative au niveau de confiance de 95 % selon le fait d'avoir été abordé en anglais ou en français par l'intervieweur du PEICA.

Source : Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA), 2012.

Ces nombres illustrent la corrélation qui existe entre le choix de la langue au recensement et dans le PEICA. En Ontario, quatre Franco-Ontariens sur cinq de l'échantillon du PEICA ont été dénombrés en anglais⁷³. Parmi ceux-ci, plus de neuf sur dix ont aussi choisi l'anglais pour passer les tests du PEICA⁷⁴. Cette proportion baisse à un peu plus de 60 % chez ceux dont le questionnaire du recensement a été rempli en français. Ces nombres contrastent avec ceux du Québec et du Nouveau-Brunswick où les francophones sont nettement plus susceptibles non seulement d'avoir complété le recensement en français, mais aussi d'avoir passé les tests du PEICA en français même s'ils avaient répondu au recensement en anglais.

⁷³ Parmi l'ensemble de la population francophone de l'Ontario, 75,7 % ont répondu au questionnaire du recensement en anglais.

⁷⁴ Il est important de préciser ici que chaque ménage ne remplit qu'un seul formulaire du recensement. Conséquemment, si la personne qui répond au questionnaire censitaire le fait en anglais, cette valeur sera attribuée à tous les membres du ménage indépendamment de leurs caractéristiques linguistiques. Ce bémol est particulièrement important pour les couples exogames, qui sont la réalité d'environ la moitié des Franco-Ontariens qui vivent en couple.

Dans la même veine, l'EVMLO révèle que près des deux tiers des francophones de l'Ontario de 18 à 65 ans remplissent habituellement des formulaires seulement ou plus souvent en anglais. De plus, 16,3 % des Franco-Ontariens ont affirmé remplir des formulaires aussi souvent en anglais qu'en français. Le cumul de ces deux proportions indique donc que près de quatre Franco-Ontariens sur cinq remplissent des formulaires au moins aussi souvent en anglais qu'en français, un chiffre qui correspond à ce que nous observons dans le PEICA.

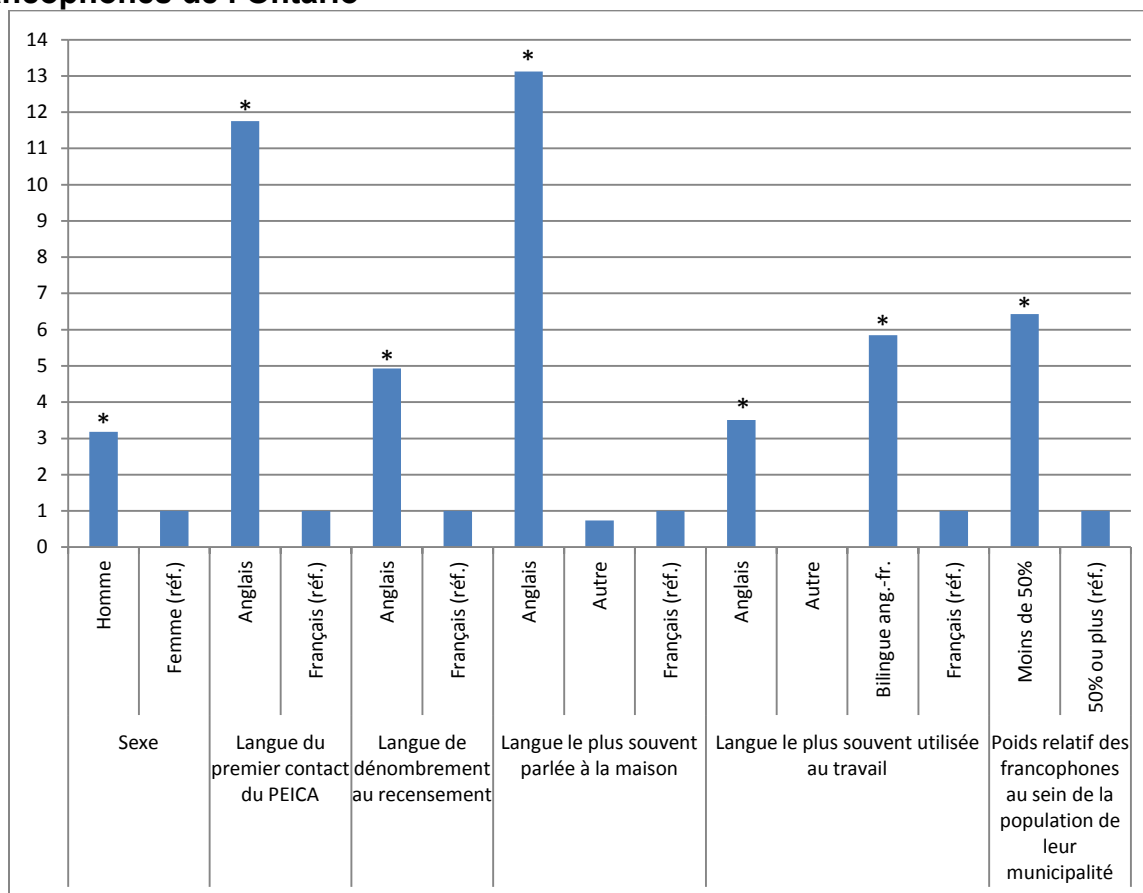
Finalement, les données du cycle 26 de l'Enquête sociale générale (ESG) confirment également le sens des résultats tirés du PEICA. En effet, 85,2 % des Ontariens de langue maternelle française ont passé l'entrevue de cette enquête en anglais, soit une proportion similaire à celle des tests du PEICA. Fait intéressant, les résultats de l'ESG sont aussi très proches de ceux du PEICA pour les francophones du Nouveau-Brunswick, du Québec et du Manitoba.

Les données du recensement et de l'ESG démontrent que la fréquence de l'utilisation de l'anglais par les Franco-Ontariens semble demeurer sensiblement la même dans différentes enquêtes de Statistique Canada. En ce sens, les résultats du PEICA ne détonent pas. De plus, l'EVMLO suggère que ceci serait aussi le cas lorsque vient le temps de remplir des formulaires. Nous verrons plus tard que ce rapport à l'écrit entretenu par les francophones de l'Ontario qui se reflète dans le choix de la langue pour passer les tests du PEICA semble différer de celui à l'oral.

10.6 Déterminants du choix de l'anglais pour passer les tests du PEICA

Nous venons de voir que différents facteurs peuvent jouer dans la décision de passer les tests de compétence du PEICA en français ou en anglais. Le graphique suivant présente les résultats d'un modèle de régression logistique qui vise à identifier les principaux déterminants de la sélection de l'anglais pour passer les tests du PEICA.

Graphique 10.1 : Rapports de cotes des principaux déterminants de la sélection de l'anglais par le répondant pour passer les tests du PEICA chez les francophones de l'Ontario



* Indique une différence statistiquement significative par rapport à la valeur de référence au niveau de confiance de 95 %.

Note : les résultats tiennent aussi compte des effets de l'âge, du statut d'immigrant, de la scolarité, de l'exogamie ou non du couple, du secteur d'emploi, de la région de résidence et de la scolarité des parents.

Source : Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA), 2012.

L'analyse de régression confirme que plusieurs facteurs influent sur la décision des Franco-Ontariens de choisir l'anglais.

Tout d'abord, ces résultats montrent clairement l'effet prononcé de la langue dans lequel l'intervieweur contacte le répondant sur le choix de la langue pour passer les tests de compétence en littératie même en isolant l'influence des caractéristiques des répondants. Effectivement, les Franco-Ontariens qui ont été d'abord contactés en anglais sont nettement plus susceptibles de choisir cette langue pour passer les tests que ceux qui ont été abordés en français. Ces résultats tendent à corroborer la théorie de Bernard (1998), selon laquelle l'identité bilingue de plusieurs Franco-Ontariens fait en sorte qu'ils sont indifférents relativement à la langue d'utilisation pour un test ou une entrevue selon la perception du groupe d'appartenance linguistique de l'intervieweur.

De plus, les francophones de l'Ontario qui ont rempli le formulaire du recensement en anglais sont aussi plus susceptibles de passer les tests du PEICA en anglais, et ce, même en isolant l'influence de leurs caractéristiques. Ces personnes semblent donc être plus susceptibles de communiquer en anglais avec les différents paliers gouvernementaux même s'ils se voient offrir le choix de la langue de communication.

Les résultats confirment également l'effet marqué de l'environnement linguistique des répondants sur le choix de la langue dans laquelle ils choisissent de passer les tests de compétence. Effectivement, les francophones qui parlent le plus souvent en anglais à la maison ont beaucoup plus de chances de choisir l'anglais pour passer les tests. Il en est de même non seulement lorsque l'anglais est la principale langue de travail, mais aussi lorsque l'anglais et le français sont utilisés de concert au travail. Ces effets sont additifs si bien qu'un individu dont la principale langue d'usage à la maison et au travail est l'anglais aura davantage de chances de passer les tests du PEICA en anglais qu'un individu qui utilise principalement l'anglais au travail, mais non à la maison ou vice-versa. L'effet de l'environnement linguistique à l'extérieur du ménage et du travail est aussi notable alors que le fait de vivre dans une municipalité où le français n'est pas la langue de la majorité augmente aussi les chances que le répondant choisisse l'anglais même après avoir isolé l'effet des autres facteurs linguistiques et sociodémographiques.

Enfin, les hommes ont davantage de chances de passer les tests du PEICA en anglais. Bien qu'il soit difficile de fournir une explication pour ce phénomène, il se pourrait qu'il s'explique par la plus forte propension des femmes à transmettre leurs valeurs linguistiques et culturelles. En effet, Corbeil et Houle (2014) ont observé que les immigrants allophones de sexe masculin de la région métropolitaine de recensement de Montréal étaient plus à risque de réaliser un transfert linguistique vers le français, la langue majoritaire de cette région. Il pourrait être possible que les hommes franco-ontariens, et pas seulement ceux issus de l'immigration, vivent un phénomène semblable, mais vers l'anglais. Aussi, les données de l'EVMLO tendent à corroborer ce résultat puisque 57,3 % des femmes franco-ontariennes rapportent qu'il est très important de pouvoir utiliser le français dans la vie de tous les jours contre 44,3 % chez les hommes. Bref, le sexe des répondants semble bel et bien avoir un certain effet dans le choix de la langue des tests de compétence.

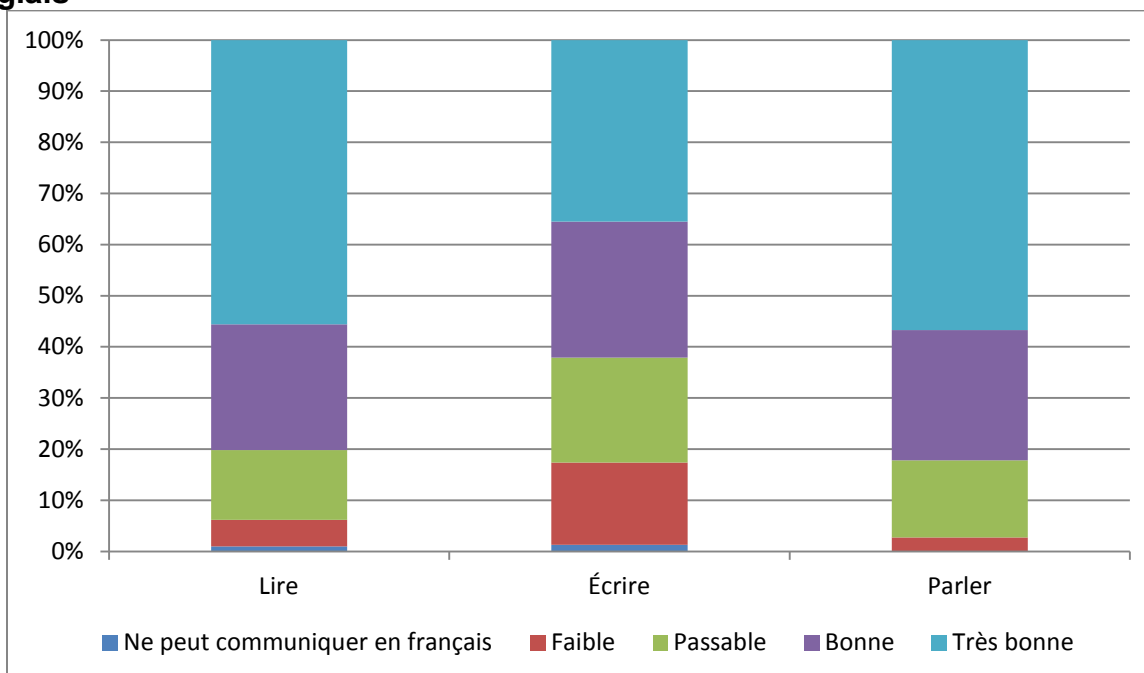
10.7 Francophones ayant choisi de passer l'entrevue en anglais

Le PEICA posait quelques questions supplémentaires aux francophones résidant hors Québec qui ont choisi de compléter l'entrevue du questionnaire contextuel en anglais afin de mieux comprendre ce qui a motivé ce choix⁷⁵.

Tout d'abord, le fait de ne pas choisir le français comme langue pour réaliser l'entrevue dans un contexte minoritaire peut être associé à des capacités plus faibles à s'exprimer dans cette langue. Le graphique suivant semble confirmer en partie cette hypothèse.

⁷⁵ Les données présentées dans cette section concernent les francophones de l'Ontario qui ont passé l'entrevue, mais pas nécessairement les tests de compétence, en anglais. Cependant, comme la langue de l'entrevue et des tests de compétence est la même pour plus de neuf Franco-Ontariens sur dix, il s'agit essentiellement des mêmes individus.

Graphique 10.2 : Distribution de la capacité auto-déclarée à lire, écrire et parler le français pour les francophones de l'Ontario qui ont passé l'entrevue du PEICA en anglais



Source : Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA), 2012.

Même s'ils ont choisi de passer l'entrevue du PEICA en anglais, plus de huit francophones de l'Ontario sur dix ont affirmé avoir un bon ou un très bon niveau de capacité à lire ou à parler le français. Du même coup, deux francophones sur trois ont indiqué avoir de bonnes ou de très bonnes habiletés d'écriture en français malgré qu'ils aient choisi l'anglais pour passer les tests. Le corollaire de ces résultats est qu'un certain nombre de francophones jugent leurs capacités à communiquer en français, surtout à l'écrit, comme étant au mieux passable. Ces francophones se distinguent notamment par une utilisation moindre du français. Plus de 40 % de ceux qui ont déclaré avoir une bonne ou une très bonne capacité à parler le français ont déclaré parler français le plus souvent à la maison tandis que 8,1 % de ceux dont le niveau de compétence en français est passable ou moins ont déclaré parler cette langue le plus souvent à la maison. Il faut toutefois demeurer prudent avant d'établir des liens de causalité à partir de ces résultats. Effectivement, il est possible d'une part que les compétences en français de ces personnes s'érodent au fil du temps en raison d'une utilisation moindre de cette langue, mais aussi que ces personnes s'expriment moins en français en raison du fait qu'elles se sentent d'entrée de jeu moins à l'aise dans cette langue. Malgré tout, ces données témoignent des difficultés à communiquer en français d'une certaine frange de la population franco-ontarienne, ce qui peut définitivement être une motivation à choisir l'anglais pour l'entrevue du PEICA.

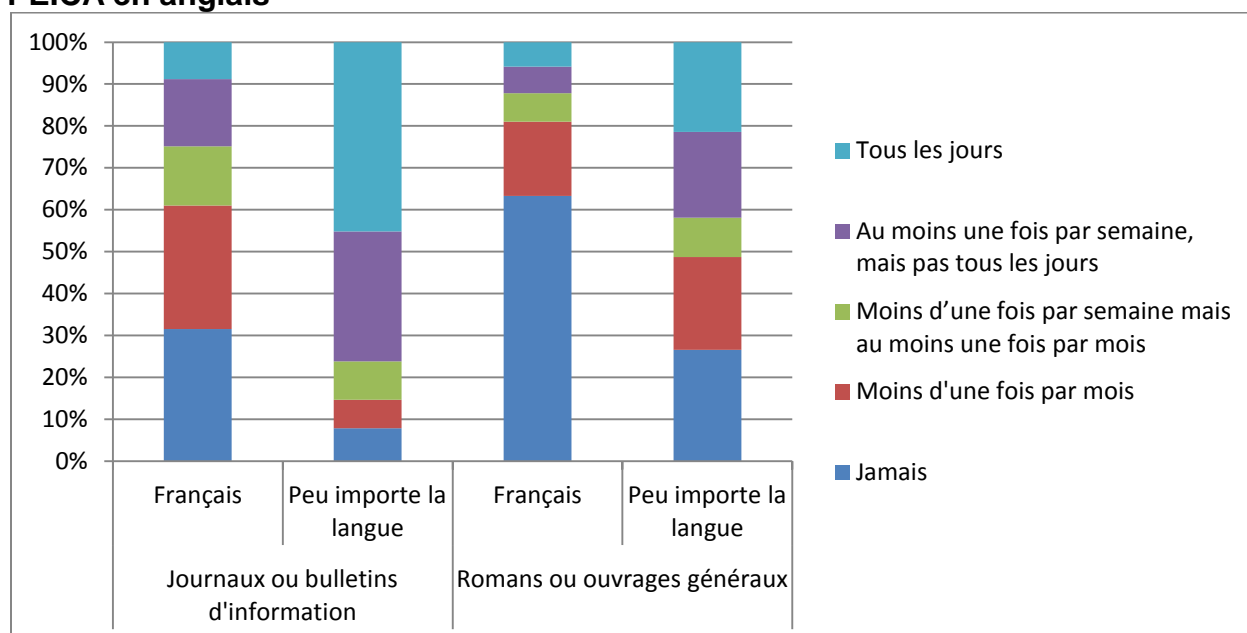
L'EVMLO permet de mettre ces résultats en perspective puisqu'on y posait des questions au sujet de l'aisance des minorités linguistiques dans les deux langues officielles. Parmi la population francophone de l'Ontario capable de soutenir une conversation dans les deux langues officielles⁷⁶, seuls les deux tiers ont affirmé que le français est la langue dans laquelle ils sont le plus à l'aise pour parler, conjointement

⁷⁶ Une situation propre à un peu plus de 95 % des Franco-Ontariens de 18 à 65 ans selon le recensement de 2011.

avec une autre langue ou non. En outre, plus de 80 % des Franco-Ontariens qui ont déclaré l'anglais et le français comme langue dans laquelle ils sont le plus à l'aise pour parler⁷⁷ ont donné préséance à l'anglais lorsqu'ils devaient choisir entre ces deux langues. Ces données révèlent principalement deux choses. Premièrement, elles réaffirment que plusieurs francophones de l'Ontario déclarent être plus à l'aise en anglais, ce qui pourrait motiver le choix de cette langue pour passer l'entrevue du PEICA. Deuxièmement, ces données mettent aussi en lumière les rapports différentiels qu'entretiennent les francophones de l'Ontario à l'égard du français à l'oral et à l'écrit. Effectivement, même si près des deux tiers des Franco-Ontariens ont déclaré être plus à l'aise à parler en français, conjointement avec une autre langue ou non, moins de 20 % ont choisi cette langue pour passer les tests écrits du PEICA.

Nous avons vu au début de notre étude la complexité des dynamiques linguistiques propres aux Franco-Ontariens. Par exemple, bien que près de trois Franco-Ontariens sur quatre parlent le français à la maison, il ne s'agit de la langue le plus souvent parlée que pour un peu moins de 60 % d'entre eux. De plus, les résultats présentés plus tôt dans ce chapitre ont attesté de la grande importance de l'environnement linguistique sur la décision de passer l'entrevue en anglais en examinant notamment l'effet de la langue le plus souvent parlée à la maison. Le PEICA permet d'approfondir un peu cette question en comparant les habitudes de lecture en général dans la vie quotidienne et celles en français pour les Franco-Ontariens qui ont passé l'entrevue en anglais. Le graphique suivant illustre cette comparaison.

Graphique 10.3 : Distribution des habitudes de lecture en français dans la vie quotidienne des francophones de l'Ontario ayant répondu au questionnaire du PEICA en anglais



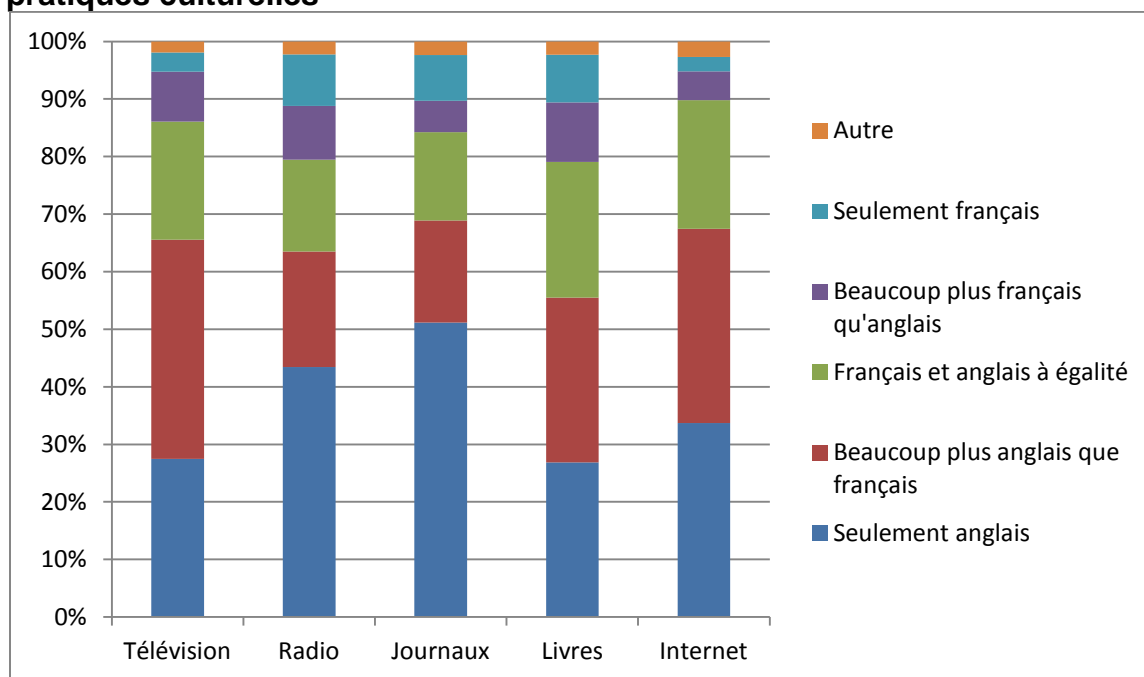
Source : Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA), 2012.

⁷⁷ Cette situation correspond à un peu plus d'un francophone de l'Ontario sur cinq.

Près du tiers des francophones de l'Ontario qui ont choisi de passer l'entrevue du PEICA en anglais ne lisent jamais de journaux en français alors que moins de 10 % d'entre eux ont affirmé ne jamais lire de journaux, peu importe la langue. Cette proportion grimpe à plus de 60 % lorsqu'il est question de lecture de romans ou d'ouvrages généraux en français comparativement à moins de 30 % si l'on fait abstraction de la langue.

L'EVMLO appuie encore une fois ces résultats. Le graphique qui suit présente la langue dans laquelle les francophones de l'Ontario pratiquent certaines activités culturelles.

Graphique 10.4 : Langue d'usage des francophones de l'Ontario pour certaines pratiques culturelles



Note : la catégorie « autre » comprend les réponses inconnues (par exemple, les refus) et les réponses où il est uniquement fait mention d'une langue autre que l'anglais ou le français.

Source : Enquête sur la vitalité des minorités de langue officielle (EVMLO), 2006.

La présence de l'anglais comme langue d'usage des activités culturelles des Franco-Ontariens est manifeste. Plus de 60 % des Franco-Ontariens font davantage usage de l'anglais que du français pour regarder la télévision, écouter la radio, lire les journaux ou naviguer sur Internet. De plus, un peu plus de la moitié des francophones de l'Ontario ont affirmé lire des livres plus souvent en anglais qu'en français. Inversement, moins d'un Franco-Ontarien sur cinq dit pratiquer ces activités plus souvent en français qu'en anglais.

Dans un contexte minoritaire, la pratique limitée de ces activités culturelles dans la langue minoritaire peut résulter de la faiblesse de l'offre perçue de produits culturels dans cette langue. À ce sujet, l'EVMLO indique que près de 40 % des Franco-Ontariens trouvent qu'il est difficile, très difficile ou carrément impossible de se procurer des journaux en français. Il en va de même pour la sélection de livres en français dans les librairies locales puisque 42,5 % la qualifient de pauvre voire d'inexistante. En revanche, l'offre de livres en français dans les bibliothèques semble supérieure, car seulement 16,4 % la qualifient de pauvre ou d'inexistante. Il est donc vraisemblable qu'une partie de l'explication de ce phénomène réside dans l'offre de produits culturels en français. Malgré tout, ces résultats mettent en lumière les différences parfois importantes qui peuvent exister entre les habitudes culturelles générales des Franco-Ontariens et celles des Franco-Ontariens *en français*.

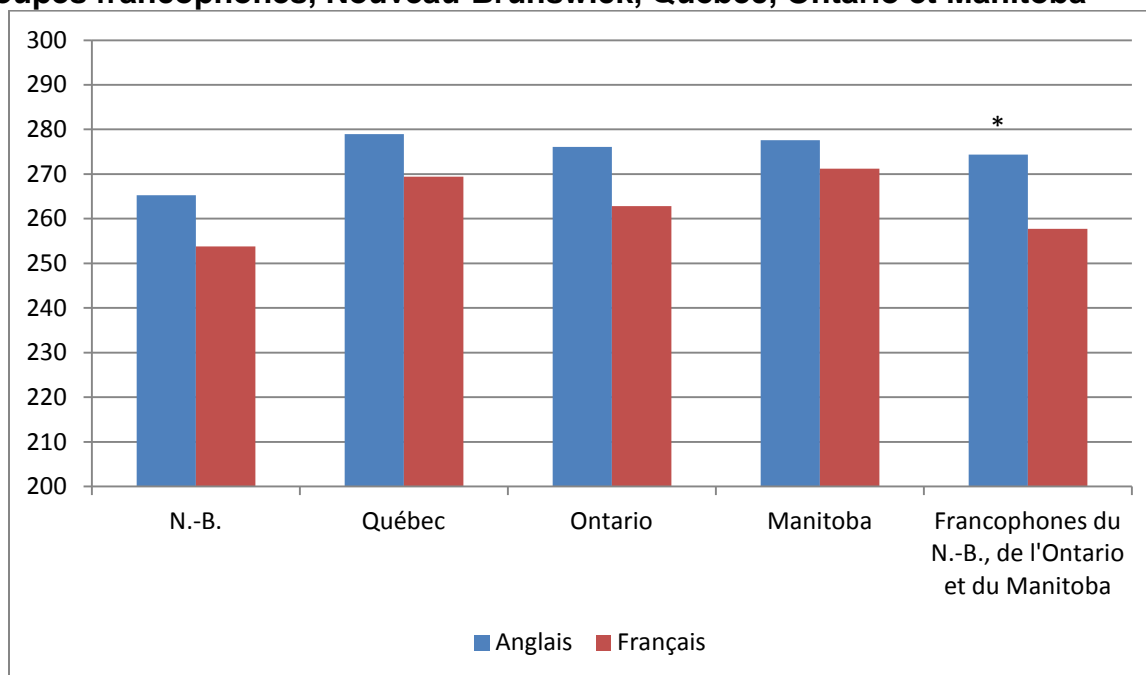
10.8 Langue des tests et compétence en littératie

Lors des enquêtes antérieures, les francophones qui avaient choisi de passer les tests de compétence en français obtenaient des résultats inférieurs à ceux qui les passaient en anglais. En 2003, les francophones en situation minoritaire qui avaient passé les tests de l'EIACA en français étaient effectivement plus nombreux à se trouver dans les échelons inférieurs de l'échelle combinée des textes suivis et des textes schématiques⁷⁸. En Ontario, les répondants de langue maternelle française âgés de 16 à 65 ans qui avaient choisi de passer les tests de l'EIACA en français avaient obtenu des scores moyens en littératie similaires à ceux qui avaient choisi l'anglais.

Afin d'examiner l'évolution de cette situation, le graphique suivant présente les performances des répondants dont le français est la première langue officielle parlée selon qu'ils ont choisi l'anglais ou le français pour passer les tests de compétence du PEICA.

⁷⁸ Même en ne tenant compte que des répondants âgés de 16 à 65 ans dont le français est la langue maternelle, ceux qui ont choisi l'anglais ont mieux performé aux tests de l'EIACA que ceux qui ont choisi le français.

Graphique 10.5 : Scores moyens de littératie selon la langue des tests pour les groupes francophones, Nouveau-Brunswick, Québec, Ontario et Manitoba



* Indique une différence statistiquement significative au niveau de confiance de 95 % entre les francophones qui ont choisi l'anglais et ceux qui ont choisi le français pour passer le test de littératie du PEICA.

Source : Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA), 2012.

Le PEICA révèle que les francophones du Nouveau-Brunswick, de l'Ontario et du Manitoba qui ont choisi de passer les tests en français ont obtenu un score moyen de 257,7 comparativement à 275,1 pour ceux qui ont été évalués en anglais, soit un écart de plus de 16 points. En Ontario, nous observons une différence de 13 points selon la langue du test en faveur de ceux qui ont été évalués en anglais, un écart qui n'est toutefois pas significatif sur le plan statistique.

Lorsque nous combinons les données des francophones du Nouveau-Brunswick, de l'Ontario et du Manitoba, la langue choisie pour passer les tests demeure corrélée au niveau de compétence même en tenant compte de l'effet de leurs caractéristiques, notamment l'âge, la province de résidence, le statut d'immigrant, la scolarité, l'indicateur de capital culturel du PEICA et les habitudes de lecture. En effet, les francophones en situation minoritaire qui ont choisi l'anglais obtiennent un score plus élevé de 11,6 points que ceux qui ont été évalués en français. Ce résultat suggère que d'autres mécanismes au-delà des déterminants usuels de la littératie pourraient être à l'œuvre ici pour expliquer la corrélation entre la langue des tests et les aptitudes en littératie. Par exemple, il pourrait être possible que certains francophones en situation minoritaire surestiment leurs capacités à bien communiquer en français et que cela ait un effet sur leurs performances au test du PEICA lorsqu'ils choisissent cette langue.

10.9 Conclusion

Un enjeu émergent en matière de compétences en littératie est la propension de plus en plus grande des francophones en situation minoritaire à choisir l'anglais pour passer les tests. Plus de 80 % des Franco-Ontariens ont d'ailleurs choisi cette langue dans le cadre du PEICA, soit un pourcentage nettement plus élevé que dans les enquêtes antérieures. Ce chapitre visait à étudier ce phénomène afin de mieux comprendre ce qui motive les Franco-Ontariens à choisir l'anglais pour passer les tests de compétence.

Le choix de la langue des tests semble principalement corrélé aux pratiques linguistiques des Franco-Ontariens plutôt qu'à leurs caractéristiques sociodémographiques. En effet, les francophones de l'Ontario qui utilisent l'anglais à la maison ou au travail de même que ceux qui vivent dans un milieu où les francophones sont minoritaires sont notamment plus susceptibles de choisir cette langue pour passer les tests du PEICA. Par contre, il n'y a aucun lien statistiquement significatif entre le choix de la langue et les caractéristiques sociodémographiques des répondants, comme le niveau de scolarité ou le groupe d'âge.

Un autre facteur qui peut expliquer le choix de la langue des tests est la langue dans laquelle le répondant a été abordé par l'intervieweur du PEICA. Or, l'effet de la langue de premier contact est manifeste. Les francophones de l'Ontario sont clairement plus susceptibles de passer les tests du PEICA en anglais si l'intervieweur les aborde dans cette langue. Ces résultats corroborent la théorie proposée par Bernard (1998) en ce qui a trait à l'identité linguistique des Franco-Ontariens et leur perception de celle de l'intervieweur.

L'examen de la langue dans laquelle les Franco-Ontariens ont répondu au recensement et à l'ESG de même que les données de l'EVMLO ont permis de montrer que ce phénomène n'est pas unique au PEICA. Ces sources de données réaffirment non seulement le fait qu'environ quatre Franco-Ontariens sur cinq favorisent l'anglais pour répondre aux enquêtes de Statistique Canada, mais aussi que l'anglais est fréquemment utilisé pour remplir des formulaires.

L'analyse de régression a confirmé l'importance de la langue de premier contact et des pratiques linguistiques dans le choix de la langue d'évaluation pour le PEICA. Ceci confirme d'une part la thèse de Bernard (1998) et d'autre part la forte influence de la langue d'usage des Franco-Ontariens sur le choix de la langue d'évaluation pour le PEICA. De plus, cette analyse a aussi révélé que les hommes sont plus susceptibles d'être évalués en anglais, un fait qui pourrait s'expliquer par l'intérêt un peu plus grand qu'accordent les femmes à la transmission de la langue.

Les questions supplémentaires du PEICA qui ont été posées aux francophones qui ont répondu à l'entrevue en anglais soulèvent deux enjeux dignes de mention en matière de vitalité du français en Ontario. Premièrement, une frange substantielle de la population franco-ontarienne évalue ses capacités de communiquer en français, surtout à l'écrit, comme étant plutôt faibles. À ce sujet, l'EVMLO a montré que plusieurs Franco-Ontariens sont aussi à l'aise dans les deux langues officielles ou carrément plus à l'aise en anglais. Or, comme une bonne maîtrise de la langue est une condition *sine qua non* à sa vitalité, ces résultats suggèrent que des efforts sont encore à faire pour parfaire la maîtrise du français chez la population franco-ontarienne. Un corollaire important qui découle de ce résultat est qu'il est possible qu'à l'instar des immigrants, certains Franco-Ontariens surestiment leur niveau de compétence en français et que cela ait pu avoir un certain effet sur le niveau de compétence en littératie mesuré par le PEICA. Par contre, la consolidation d'une telle hypothèse requiert une évaluation

« objective » du niveau de compétence en français des répondants, ce qui n'est pas possible à réaliser avec les données actuelles. Deuxièmement, bien que les francophones qui ont répondu à l'entrevue du PEICA en anglais lisent régulièrement des journaux et des romans, ils n'en lisent que rarement en français. L'EMVLO a permis de constater la prédominance de l'anglais en matière de langue pour différentes activités culturelles qui découlerait, du moins partiellement, de la faiblesse de l'offre perçue de produits culturels en français.

Si le choix de la langue corrélé en faveur de l'anglais est corrélé aux performances en littératie des francophones en situation minoritaire lorsque nous combinons les données du Nouveau-Brunswick, de l'Ontario et du Manitoba, ce n'est pas le cas lorsque nous étudions uniquement l'Ontario, vraisemblablement en raison de la taille de l'échantillon de l'enquête.

Ainsi, le choix de la langue des tests du PEICA apparaît comme le reflet d'une tendance plus large où les francophones de l'Ontario choisissent de communiquer en anglais même lorsqu'il leur est offert d'utiliser le français. Ceci découle vraisemblablement de l'omniprésence de l'anglais, tant au foyer que dans la sphère publique et des conséquences que cette réalité pourrait entraîner, entre autres sur le niveau de compétence des francophones en français et l'offre de produits de la culture en français. Les résultats présentés dans ce chapitre témoignent également de la complexité des rapports qu'entretiennent les francophones de l'Ontario avec l'usage du français à l'oral et à l'écrit. Même s'ils se disent majoritairement plus à l'aise de parler en français, la majorité d'entre eux choisissent l'anglais pour remplir des formulaires ou passer les tests de compétence du PEICA.

Ces résultats mettent aussi en lumière l'importance grandissante de la littératie *en français* pour la vitalité du français en situation minoritaire. À ce sujet, comme des effectifs importants de francophones de l'Ontario fréquentent un établissement postsecondaire ou participent à des activités de formation continue, la langue dans laquelle ils réalisent leurs études postsecondaires ou leur formation pourrait devenir un enjeu à la fois pour les compétences en littératie et pour la vitalité culturelle de la communauté franco-ontarienne. En effet, l'EVMLO révèle que plus de 56 % des Franco-Ontariens qui fréquentaient un établissement d'enseignement postsecondaire au moment de l'enquête utilisaient principalement l'anglais dans leurs cours. Pilote et Magnan (2014) ont montré que les francophones en situation minoritaire qui ont fréquenté l'université en français affichent un sentiment d'appartenance plus élevé à la minorité linguistique que ceux qui ont fréquenté l'université en anglais.

En somme, les chapitres précédents ont indiqué tout le chemin parcouru par les francophones de l'Ontario en matière de scolarité et de littératie au cours des dernières décennies. Cependant, à la lumière des données présentées ici, il convient de se demander si ce rattrapage et l'intégration accrue dans les sphères sociales et économiques qui en découle n'a pas eu comme effet de se réaliser partiellement au dépend de la prédominance des pratiques en français des Franco-Ontariens.

Conclusion

Les compétences en littératie sont jugées de plus en plus essentielles pour pleinement intégrer le marché du travail et atteindre son plein potentiel dans la société en général. Les bénéfices sociaux et économiques associés à un haut niveau de littératie sont manifestes tant au niveau individuel que sociétal. De plus, pour les communautés de langue française en situation minoritaire, le développement et le maintien des compétences en littératie dans la langue minoritaire revêtent une importance particulière pour la vitalité culturelle, linguistique et économique de ces communautés. Ce rapport visait essentiellement à étudier la situation des francophones de l'Ontario à l'égard des compétences en littératie et à mettre en lumière un certain nombre d'enjeux auxquels ils sont susceptibles d'être confrontés au cours des prochaines années.

L'étude des compétences en littératie de la population francophone de l'Ontario se doit de tenir compte du contexte historique, social et linguistique particulier dans lequel ont évolué et continuent de vivre les Franco-Ontariens. À cet égard, la situation des francophones de l'Ontario a considérablement évolué depuis les travaux de la Commission Laurendeau-Dunton. Cependant, les enquêtes précédentes ont fait état, d'une part, des performances des Franco-Ontariens en littératie qui, bien que s'améliorant, étaient inférieures à celles de leurs homologues anglophones et, d'autre part, du clivage qui existe entre ces deux groupes linguistiques en matière d'usage et de pratique d'activités liées à l'écrit.

Les données du PEICA ont révélé que les Ontariens dont le français est la première langue officielle parlée ont obtenu des scores similaires à ceux de leurs homologues anglophones en littératie, en numératie et en résolution de problèmes dans des environnements technologiques. Ce résultat s'inscrit donc dans la foulée de la hausse soutenue des performances de la population franco-ontarienne aux tests de compétence observée depuis le début des années 1990 et atteste par le fait même du chemin parcouru depuis l'époque où s'amorçaient les travaux de la Commission Laurendeau-Dunton. La hausse marquée des niveaux de scolarité des Franco-Ontariens au cours des dernières décennies a été le principal catalyseur du rattrapage qui s'est opéré en matière de compétence en littératie.

Malgré ce rattrapage, nous avons cerné plusieurs enjeux auxquels fait toujours face la population franco-ontarienne à l'égard des compétences en littératie.

Même si la scolarité en est le principal vecteur, d'autres facteurs exercent également une influence sur les niveaux de compétence en littératie. À cet égard, le vieillissement et l'immigration constituent deux facteurs démographiques susceptibles de devenir des enjeux pour la population franco-ontarienne au cours des prochaines décennies. En raison des dynamiques démographiques et linguistiques propres à cette population, une proportion plus importante de Franco-Ontariens serait susceptible de voir ses compétences diminuer en raison du vieillissement. Du même coup, de plus en plus de Franco-Ontariens sont issus de l'immigration, une tendance qui se poursuivra vraisemblablement à l'avenir. Or, malgré un niveau élevé de scolarité, les immigrants francophones font face à une série d'obstacles qui influent sur leur niveau de compétence en littératie, notamment leur niveau de maîtrise du français et de l'anglais.

La hausse soutenue des niveaux de compétence en littératie des Franco-Ontariens tend à masquer le fait que plusieurs francophones de l'Ontario continuent d'éprouver des difficultés en littératie. Ainsi, près de la moitié de la population franco-ontarienne âgée de 16 à 65 ans continue malgré tout à obtenir un score qui correspond aux échelons inférieurs de l'échelle du PEICA. De plus, les données du Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA) de 2009 révèlent que les élèves ontariens âgés de 15 ans du système scolaire francophone performant moins bien que leurs homologues du système scolaire anglophone en mathématiques, en sciences et dans tous les volets de la lecture étudiés par l'enquête (Statistique Canada, 2010). Bien que la prudence et les nuances s'imposent dans l'interprétation de tels résultats, ces données témoignent tout de même de certaines disparités qui semblent persister à l'égard des compétences entre les adolescents des deux groupes linguistiques.

La participation à des activités qui favorisent le développement et le maintien des compétences en littératie constitue un autre enjeu à ce sujet pour la population franco-ontarienne. En effet, les données du PEICA révèlent que le clivage qui sépare les francophones de l'Ontario de leurs homologues anglophones en matière de pratique de la lecture à la maison est encore présent. Cet écart s'expliquerait surtout par le capital culturel lié à l'écrit plus faible des Franco-Ontariens, lequel serait tributaire de leur retard historique en matière de scolarisation. Du côté de la participation à des activités de formation, les Franco-Ontariens auraient comblé le fossé qui les séparait de leurs homologues anglophones. Par contre, un nombre non négligeable de Franco-Ontariens n'avaient pas suivi d'activité de formation durant l'année précédant le PEICA ou ont déclaré avoir besoin de formation supplémentaire pour bien exécuter leurs tâches au travail.

Les résultats de ce rapport suggèrent que la hausse des niveaux de scolarisation et des compétences en littératie des travailleurs franco-ontariens aurait favorisé leur intégration au marché du travail de leur province. Cependant, plusieurs travailleurs franco-ontariens seraient en situation de surqualification ou de surcompétence, ce qui correspond à une condition moins avantageuse sur le marché du travail et une utilisation moindre de l'écrit au travail.

Les enjeux en matière de littératie pour la population franco-ontarienne ont une dimension résolument régionale. Les régions plus rurales et traditionnellement francophones de l'Est ontarien se distinguent par une population plus âgée et moins scolarisée tandis que les centres urbains d'Ottawa et de Toronto se caractérisent par une proportion plus élevée de francophones nés à l'étranger. Du même coup, la situation économique des régions rurales diffère sensiblement de celle des grands centres urbains si bien que la structure des emplois et les besoins et les opportunités de formation continue ne sont pas les mêmes.

Tout au long de notre analyse, nous avons pu constater les défis particuliers auxquels sont confrontés les immigrants franco-ontariens en matière de compétence en littératie. Malgré des niveaux de scolarité supérieurs, les immigrants performant généralement moins bien aux tests de compétence que les personnes nées au Canada. Les travailleurs immigrants sont aussi plus susceptibles de se retrouver en situation de surqualification. Ils sont également moins susceptibles de participer à des activités de formation et plus sujets à déclarer avoir besoin de formation supplémentaire pour accomplir leurs tâches professionnelles. Plusieurs facteurs sont couramment évoqués pour expliquer ces phénomènes complexes, notamment la maîtrise plus faible du français et de l'anglais par les immigrants, la qualité du système d'éducation dans lequel ils ont évolué à l'extérieur du Canada et le faible niveau de reconnaissance de leurs diplômes ou grades acquis à l'étranger et de leur expérience de travail. Étant donné qu'une part de plus en plus importante de la population franco-ontarienne est issue de

l'immigration, il convient de se demander dans quelle mesure ces enjeux verront leur importance s'accroître au cours des prochaines années pour la population francophone de l'Ontario. Des études supplémentaires devront être réalisées afin de mieux comprendre comment les compétences en littératie des immigrants interagissent avec ces facteurs et s'inscrivent dans le contexte des problématiques complexes propres aux immigrants francophones en situation minoritaire.

Finalement, les données du PEICA et d'autres enquêtes de Statistique Canada témoignent aussi de la complexité des dynamiques linguistiques en situation minoritaire et de l'attrait de l'anglais chez les Franco-Ontariens, à fortiori pour ce qui est de l'écrit. Même si la plupart des Franco-Ontariens se disent plus à l'aise de converser en français, une forte majorité d'entre eux ont choisi l'anglais pour passer les tests de littératie, de numératie et de résolution de problèmes dans des environnements technologiques. Ce constat soulève plusieurs questions relatives à la prédominance des pratiques en français des Franco-Ontariens et à l'évolution de leur identité culturelle vers une identité de plus en plus bilingue, voire surtout anglophone, et témoigne de l'important défi que représente la littératie *en français* pour l'épanouissement des communautés francophones en situation minoritaire.

Bibliographie

ALLEN, Jim, Mark Levels et Rolf van der Velden (2013). *Skill mismatch and use in developed countries: evidence from the PIAAC study*. Graduate School of Business and Economics, Maastricht University. RM/13/061. 46 p.

ALPHABÉTISATION ONTARIO (2000). *Profil de l'alphabétisme de la population immigrante de l'Ontario*. Ministère de la Formation et des Collèges et Universités. 50 p.

BÉLANGER, Alain, Nicolas Bastien et Samuel Vézina (2013). *Rôle de l'immigration sur le niveau de littératie de la population canadienne : une analyse statistique*. Centre Métropolis du Québec. Immigration et métropoles. Publication CMQ-IM no 53. Octobre 2013. 62 p.

BERNARD, Roger (1998). *Le Canada français : entre mythe et utopie*. Les Éditions du Nordir. 238 p.

BORDELEAU, Louis-Gabriel, Roger Bernard et Benoît Cazabon (1999). « L'éducation en Ontario français ». Dans *Francophonies minoritaires au Canada. L'état des lieux*, dirigé par Joseph Yvon Thériault., p. 435-473.

BRYNIN, Malcolm (2002). « Overqualification in Employment ». *Work, Employment & Society*, Vol. 16, no. 4, pp 637-653.

CEDEFOP (2010). *The Skill Matching Challenge: Analysing Skill Mismatch and Policy Implications*. European Centre for the Development of Vocational Training. 93 p.

CHAMBRE DES COMMUNES (2012). « Après la feuille de route : cap vers une amélioration des programmes et de la prestation des services ». *Rapport du Comité permanent des langues officielles*. Novembre 2012, 41^e législature, première session. 193 p.

COMMISSION ROYALE D'ENQUÊTE SUR LE BILINGUISME ET LE BICULTURALISME (1967). *Livre I. Les langues officielles*. 229 p.

COMMISSION ROYALE D'ENQUÊTE SUR LE BILINGUISME ET LE BICULTURALISME (1969). *Livre III. Le monde du travail*. 492 p.

CORBEIL, Jean-Pierre (2000). *Littératie au Canada. Disparité entre francophones et anglophones*. Statistique Canada, Division de la démographie. No. 89-573-XIF. 53 p.

CORBEIL, Jean-Pierre (2006). *Le volet canadien de l'Enquête internationale sur l'alphabétisation et les compétences des adultes de 2003 (EIACA) : état de la situation chez les minorités de langue officielle*. Division de la culture, tourisme et centre de la statistique sur l'éducation, Statistique Canada. No. 89-552 au catalogue. 91 p.

CORBEIL, Jean-Pierre et Sylvie Lafrenière (2010). *Portrait des minorités de langue officielle au Canada : les francophones de l'Ontario*. Division de la statistique sociale et autochtone, Statistique Canada. No. 89-642 au catalogue. 114 p.

CORBEIL, Jean-Pierre et René Houle (2014). « Les transferts linguistiques chez les adultes allophones de la région métropolitaine de Montréal : une approche longitudinale ». *Cahiers québécois de démographie*. Vol. 43, no 1. Printemps 2014. p. 5-34.

COULOMBE, Serge et Jean-François Tremblay (2006). *Le capital humain et les niveaux de vie dans les provinces canadiennes*. Statistique Canada. No 89-552 au catalogue, no 14, 47 p.

DESJARDINS, Richard et Kjell Rubenson (2011). « An Analysis of Skill Mismatch Using Direct Measures of Skills ». *OECD Education Working Papers*, No. 63, OECD Publishing. 88 p.

FOREST, Mariève (2014). *La formation linguistique des immigrants et des étudiants étrangers d'expression française dans les établissements postsecondaires de la francophonie canadienne : état de la situation et pistes d'action*. Association des universités de la francophonie canadienne. 38 p.

GILMORE, Jason (2009). « Les immigrants sur le marché du travail canadien en 2008 : analyse de la qualité de l'emploi ». *Documents de recherche*. Division de la statistique du travail, Statistique Canada. No 71-606-X au catalogue, no 5. 41 p.

GOUVERNEMENT DE L'ONTARIO (2014). « Créer des possibilités pour sécuriser notre avenir ». *Budget de l'Ontario 2014 – Documents budgétaires*. 424 p.

GOUVERNEUR GÉNÉRAL (2011). *Ici pour tous les Canadiens et Canadiennes : stabilité, prospérité, sécurité : discours du Trône, le 3 juin 2011*. 41^e législature, première session.

GREEN, Francis et Steven McIntosh (2007). « Is there a genuine under-utilization of skills amongst the over-qualified? ». *Applied Economics*, Vol. 39, no. 4, pp 427-439.

GREEN, Francis, Steven McIntosh et Anna Vignoles (1999). *Overeducation and Skills – Clarifying the Concepts*. Centre for Economic Performance, London School of Economics and Political Science. 59 p.

HANGO, Darcy (2014). « Les diplômés universitaires ayant des niveaux de compétence moindres en littératie et numératie ». *Regards sur la société canadienne*. Statistique Canada. No. 75-006-X au catalogue. 15 p.

HUM, Derek et Wayne Simpson (2003). « Job-related training activity by immigrants to Canada ». *Analyse de politiques*, vol. 29, no 4, décembre, pp. 469 à 490.

KNIGHTON, Tamara, Filsan Hujaleh, Joe Iacampo et Gugsu Werkneh (2009). « L'apprentissage à vie chez les Canadiens de 18 à 64 ans : premiers résultats de l'Enquête sur l'accès et le soutien à l'éducation et à la formation de 2008 ». *Documents de recherche*. Culture, tourisme et Centre de la statistique de l'éducation, Statistique Canada. Novembre 2009. No 81-595-M au catalogue. 77 p.

LACHAPELLE, Réjean et Jean-François Lepage (2010). « Les langues au Canada – Recensement de 2006 ». *Nouvelles perspectives canadiennes*. Patrimoine canadien et Statistique Canada. 217 p.

LEPAGE, Jean-François (2012). *Situation des minorités de langue officielle sur le marché du travail*. Division de la statistique sociale et autochtone. Statistique Canada. No 89-651-X2012001 au catalogue. 8 p.

LI, Chris, Ginette Gervais et Aurélie Duval (2006). « La dynamique de la surqualification : les universitaires sous-utilisés au Canada ». *Analyse en bref*. No. 39. No 11-621-X au catalogue, 18 p.

MCCRAKEN, Mike et T. Scott Murray (2010). *The Economic Benefits of Literacy : Evidence and Implications for Public Policy*. 59 p.

MCMULLEN, Kathryn (2006). « Les compétences en littératie des immigrants au Canada ». *Questions d'éducation*. Vol. 2, no. 5. Statistique Canada. No. 81-004-X au catalogue. 6 p.

MCMULLEN, Kathryn (2009). « Écarts entre les gains des immigrants et ceux des personnes nées au Canada : le rôle des compétences en littératie ». *Questions d'éducation*. Vol. 5, no. 5. Statistique Canada. No. 81-004-X au catalogue. 11 p.

OCDE (2011). *PIAAC Conceptual Framework of the Background Questionnaire Main Survey*. Novembre 2011. 57 p.

OCDE (2013). *Des compétences pour la vie ? Principaux résultats de l'évaluation des compétences des adultes*. 30 p.

PARK, Jungwee (2011). « La formation liée à l'emploi chez les immigrants ». *L'emploi et le revenu en perspective*. Vol. 23, no 3. 30 août 2011. No. 75-001-X au catalogue. 17 p.

PARK, Jungwee (2012). « Formation liée à l'emploi chez les travailleurs âgés ». *L'emploi et le revenu en perspective*. Vol. 24, no 2. 20 avril 2012. No. 75-001-X au catalogue. 14 p.

PATRIMOINE CANADIEN (2013). *Feuille de route pour les langues officielles du Canada 2013-2018 : éducation, immigration, communautés*. No. CH14-31/2013F au catalogue. 32 p.

PILOTE, Annie et Marie-Odile Magnan (2014). « La fréquentation universitaire : comparaison entre les minorités de langue officielle au Canada », dans *La vie dans une langue officielle minoritaire au Canada*, Rodrigue Landry (dir.). Collection Langues officielles et sociétés. Presses de l'Université Laval. PP 147-172.

PROULX, Lynnda, Isabelle Émond et Claire Duchesne (2010). « Formation des adultes d'immigration récente en contexte francophone : défis et perspectives ». *CASAE 2010 Conference Proceedings*. Pp. 383-384.

SLOOTJES, Jasmijn (2013). *Over-qualification: What immigrants have to say - Analysis of the Immigrant Citizens Survey*. Migration Policy Group. Avril 2013. 4 p.

STATISTIQUE CANADA (1989). *Recensement de 1986, Estimations de la population selon la première langue officielle parlée, Canada, provinces, territoires, divisions et subdivisions de recensement, régions métropolitaines de recensement*. Division des statistiques sociales, du logement et des familles et Études linguistiques. No de référence 47013.

STATISTIQUE CANADA (2003). *Enquête longitudinale auprès des immigrants du Canada : Le processus, les progrès et les perspectives*. Division des statistiques sociales, du logement et des familles. Octobre 2003. No. 89-611-XIF au catalogue. 56 p.

STATISTIQUE CANADA (2005). *Miser sur nos compétences : Résultats canadiens de l'Enquête internationale sur l'alphabétisation et les compétences des adultes*. Statistique Canada. No. 89-617-X au catalogue. 246 p.

STATISTIQUE CANADA (2010). *À la hauteur : Résultats canadiens de l'étude PISA de l'OCDE - La performance des jeunes du Canada en lecture, en mathématiques et en sciences - Premiers résultats de 2009 pour les Canadiens de 15 ans*. Statistique Canada. No. 81-590 au catalogue. 84 p.

STATISTIQUE CANADA (2013a). *Les compétences au Canada : Premiers résultats du Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA)*. Division du tourisme et du centre de la statistique de l'éducation. Statistique Canada. No. 89-555-X au catalogue. 109 p.

STATISTIQUE CANADA (2013b). *Le programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes, 2012. Manuel de l'utilisateur*. Division du tourisme et du centre de la statistique de l'éducation. Statistique Canada. 136 p.

TAL, Benjamin (2012). « The Haves and Have Nots of Canada's Labour Market ». *In Focus*. CIBC Economics. 3 décembre 2012. 5 p.

THE CREATIVE RESEARCH GROUP LIMITED (1987). *Literacy in Canada – A Research Report Prepared for Southam News*. 223 p.

UPPAL, Sharanjit et Sébastien LaRoche-Côté (2014). « La surqualification des nouveaux diplômés universitaires au Canada ». *Regards sur la société canadienne*. Avril 2014. No 75-006-X au catalogue. 15 p.

WAGNER, Serge (2002). *Alphabétisme et alphabétisation des francophones du Canada : Résultats de l'Enquête internationale sur l'alphabétisation des adultes (EIAA)*. En collaboration avec J.-P. Corbeil, P. Doray et É. Fortin. Statistique Canada. No. 89-552-X au catalogue. 85 p.

WILLMS, J. Douglas et T. Scott Murray (2007). *Acquisition et perte de compétences en littératie au cours de la vie*. Division de la Culture, tourisme et centre de la statistique de l'éducation. Statistique Canada. No. 89-552-X au catalogue. 28 p.

Annexe A

Tableau A.1 : Population francophone (effectifs et proportion) de l'Ontario selon la région, la division de recensement et la subdivision de recensement

Région, Division de recensement et Subdivision de recensement ¹	Proportion (en %)	Effectifs				
		Total	0 à 18 ans	19 à 34 ans	35 à 64 ans	65+ ans
Ontario	4,3	547 345	97 450	96 525	256 985	96 380
Sud-est	40,7	79 920	15 350	12 970	37 090	14 505
Stormont, Dundas and Glengarry	21,6	23 990	3 620	3 285	11 375	5 705
South Glengarry	28,3	3 720	650	465	1 870	730
South Stormont	14,4	1 815	290	245	985	295
Cornwall	24,7	11 455	1 405	1 525	5 145	3 380
South Dundas	4,4	470	30	55	250	135
North Dundas	7,6	850	135	140	455	120
North Stormont	24,7	1 675	360	310	790	220
North Glengarry	39,1	4 005	750	545	1 880	825
Prescott and Russell	65,5	55 930	11 730	9 685	25 715	8 800
East Hawkesbury	61,3	2 045	425	310	975	330
Hawkesbury	80,7	8 510	1 395	1 245	3 865	2 000
Champlain	62,5	5 360	1 025	750	2 675	910
Alfred and Plantagenet	76,4	7 025	1 370	1 190	3 215	1 255
The Nation / La Nation	67,9	7 925	1 860	1 660	3 490	910
Clarence-Rockland	65,3	15 140	3 310	2 765	6 910	2 155
Casselman	81,8	2 965	635	535	1 330	475
Russell	45,6	6 960	1 710	1 230	3 255	765
Ottawa	16,4	144 510	28 705	29 105	65 125	21 575
Toronto	1,9	48 925	8 905	12 410	21 400	6 210
Nord-est	24,0	118 900	19 575	18 515	56 595	24 250
Nipissing	23,5	19 885	3 055	2 935	9 235	4 665
Papineau-Cameron	24,5	240	30	30	140	40
Mattawa	32,4	655	75	90	290	195
Bonfield	28,3	570	65	80	320	105
East Ferris	23,0	1 040	155	140	540	205
North Bay	13,7	7 355	950	1 210	3 345	1 855
West Nipissing / Nipissing Ouest	64,2	9 085	1 655	1 260	4 080	2 090
Nipissing 10	14,5	210	35	35	115	30
Nipissing Unorganized North Part	17,3	320	45	35	185	50
Sudbury	25,0	5 290	655	565	2 830	1 265
French River / Rivière des Français	47,9	1 170	145	120	605	300
St.-Charles	46,4	595	95	60	320	125
Markstay-Warren	35,0	805	115	105	430	160
Sables-Spanish Rivers	8,0	245	15	20	155	60
Espanola	13,5	725	65	60	365	235
Chapleau	38,3	810	130	120	410	150
Sudbury Unorganized North Part	30,6	705	65	60	400	185
Grand Sudbury / Greater Sudbury	26,7	42 835	7 310	7 420	20 015	8 095
Timiskaming	23,2	7 565	1 230	1 070	3 575	1 685

Tableau A.1 : Population francophone (effectifs et proportion) de l'Ontario selon la région, la division de recensement et la subdivision de recensement (fin)

Région, Division de recensement et Subdivision de recensement ¹	Proportion (en %)	Effectifs				
		Total	0 à 18 ans	19 à 34 ans	35 à 64 ans	65+ ans
Temiskaming Shores	30,3	3 150	560	430	1 405	755
Casey	61,5	230	60	45	105	20
Armstrong	62,1	755	160	120	315	160
McGarry	56,3	335	50	40	165	80
Kirkland Lake	14,2	1 155	125	195	565	275
Timiskaming Unorganized West Part	14,5	425	55	40	245	80
Cochrane	44,6	36 215	6 600	5 725	17 310	6 575
Black River-Matheson	31,7	765	110	90	415	150
Timmins	37,1	16 020	3 000	2 895	7 565	2 560
Iroquois Falls	42,1	1 935	275	230	975	450
Cochrane	39,4	2 105	355	290	1 040	420
Smooth Rock Falls	70,9	975	120	110	480	265
Fauquier-Strickland	80,2	425	50	45	210	125
Moonbeam	84,0	925	145	125	445	210
Kapuskasing	68,9	5 645	1 025	820	2 615	1 185
Val Rita-Harty	78,9	645	135	95	325	90
Hearst	88,1	4 485	970	670	2 080	775
Mattice-Val Côté	90,4	620	120	100	295	100
Cochrane Unorganized North Part	46,9	1 435	270	230	735	200
Algoma	6,1	7 110	725	800	3 630	1 965
Blind River	18,2	645	60	75	320	190
Elliot Lake	15,3	1 740	145	150	830	615
Sault Ste, Marie	3,3	2 505	200	280	1 305	720
Wawa	18,5	550	90	80	280	100
Dubreuilville	89,0	565	145	110	265	45
Algoma Unorganized North Part	4,8	265	15	15	150	90

1 : Pour les subdivisions de recensement ayant un minimum de 200 francophones.

* Représente une cellule comprenant 10 francophones ou moins.

Note : les francophones sont définis à partir de la première langue officielle parlée avec répartition égale de la catégorie « anglais et français ».

Source : Recensement de 2011.

Tableau A.2 : Population francophone (effectifs et proportion) de l'Ontario selon la région, la division de recensement et la subdivision de recensement

Région, Division de recensement et Subdivision de recensement ¹	Proportion (en %)	Fréquence				
		Total	0-18	19-34	35-64	65+
Ontario	4,3	547 345	97 450	96 525	256 985	96 380
Reste l'Ontario	1,8	155 090	24 915	23 525	76 775	29 840
Leeds and Grenville	3,1	3 085	330	330	1 745	690
Edwardsburgh/Cardinal	4,5	310	40	40	165	65
Augusta	2,9	215	25	15	130	45
Elizabethtown-Kitley	2,2	215	20	*	130	50
Brockville	2,5	555	55	75	265	160
Rideau Lakes	2,2	220	*	15	130	70
North Grenville	5,7	865	110	100	530	130
Lanark	3,4	2 210	240	230	1 270	470
Smiths Falls	2,9	260	20	35	140	65
Drummond/North Elmsley	2,9	215	20	*	125	55
Beckwith	4,8	335	55	35	200	50
Carleton Place	4,4	435	55	55	245	80
Mississippi Mills	3,1	385	35	45	230	80
Lanark Highlands	4,5	230	30	20	130	50
Frontenac	3,4	5 100	910	1 175	2 255	770
Kingston	3,7	4 570	835	1 125	1 925	690
South Frontenac	2,0	370	60	35	230	45
Lennox and Addington	1,6	675	80	90	360	145
Loyalist	2,2	360	55	45	190	70
Hastings	2,1	2 785	415	515	1 310	540
Belleville	1,3	645	80	95	310	160
Quinte West	4,1	1 750	320	390	785	260
Prince Edward	1,3	335	20	25	175	115
Northumberland	1,3	1 035	75	85	580	295
Brighton	2,2	235	30	30	120	55
Cobourg	1,3	240	*	20	130	80
Peterborough	1,0	1 390	180	195	645	360
Peterborough	1,1	885	135	155	385	210
Kawartha Lakes	0,9	675	50	60	385	180
Durham	1,7	10 595	1 750	1 630	5 565	1 645
Pickering	1,4	1 285	230	185	685	185
Ajax	1,7	1 910	440	355	930	185
Whitby	1,9	2 290	455	350	1 240	245
Oshawa	2,1	3 210	385	505	1 665	655
Clarington	1,7	1 440	195	190	805	245
Scugog	1,0	215	20	15	115	65
York	1,3	13 475	3 195	2 085	6 390	1 805
Vaughan	1,2	3 360	740	505	1 595	525
Markham	1,2	3 630	990	620	1 580	440
Richmond Hill	1,6	2 880	825	490	1 245	320
Whitchurch-Stouffville	1,1	425	70	60	230	70

Tableau A.2 : Population francophone (effectifs et proportion) de l'Ontario selon la région, la division de recensement et la subdivision de recensement (suite)

Région, Division de recensement et Subdivision de recensement ¹	Proportion (en %)	Fréquence				
		Total	0-18	19-34	35-64	65+
Aurora	1,8	940	210	115	490	120
Newmarket	1,6	1 280	255	180	685	165
East Gwillimbury	1,2	270	35	35	155	40
Georgina	1,1	495	50	55	300	85
Peel	1,5	19 130	4 830	3 605	8 690	2 015
Mississauga	1,7	12 115	2 970	2 285	5 575	1 290
Brampton	1,2	6 415	1 785	1 245	2 760	625
Caledon	1,0	600	75	75	355	100
Dufferin	1,0	585	55	60	375	90
Orangeville	1,1	300	30	40	190	45
Wellington	1,2	2 535	345	470	1 355	370
Guelph	1,4	1 755	265	365	895	230
Centre Wellington	0,9	240	20	30	135	55
Halton	2,0	10 230	2 015	1 520	5 195	1 505
Oakville	2,3	4 115	940	545	2 110	520
Burlington	1,9	3 360	475	495	1 665	725
Milton	1,8	1 495	355	310	725	105
Halton Hills	2,1	1 260	245	170	695	155
Hamilton	1,5	7 660	1 185	1 240	3 765	1 470
Niagara	3,1	13 260	1 500	1 600	6 540	3 635
Fort Erie	1,8	545	55	70	295	130
Port Colborne	4,4	805	65	70	395	270
Pelham	2,7	440	80	45	225	90
Welland	10,2	5 155	610	615	2 510	1 420
Thorold	2,2	395	55	55	200	85
Niagara Falls	2,2	1 820	185	240	870	525
Niagara-on-the-Lake	1,5	225	25	20	110	75
St. Catharines	2,3	2 995	340	405	1 395	860
Lincoln	1,2	260	25	25	155	60
Grimsby	1,1	290	25	30	175	60
Haldimand-Norfolk	0,9	945	65	95	515	280
Haldimand County	0,8	350	25	35	205	85
Norfolk County	0,9	595	40	60	310	195
Brant	0,9	1 280	125	175	690	290
Brant	0,8	285	20	30	170	70
Brantford	1,1	990	105	145	520	220
Waterloo	1,4	7 085	1 145	1 305	3 605	1 030
Cambridge	1,4	1 805	225	285	1 005	290
Kitchener	1,5	3 395	550	655	1 690	500
Waterloo	1,4	1 420	280	305	655	175
Perth	0,6	415	55	55	230	75
Stratford	0,7	215	30	25	120	40
Oxford	0,9	975	95	100	545	240

Tableau A.2 : Population francophone (effectifs et proportion) de l'Ontario selon la région, la division de recensement et la subdivision de recensement (suite)

Région, Division de recensement et Subdivision de recensement ¹	Proportion (en %)	Fréquence				
		Total	0-18	19-34	35-64	65+
Woodstock	1,2	470	60	60	240	110
Elgin	0,9	775	65	70	445	190
St. Thomas	1,0	395	25	45	225	100
Chatham-Kent	2,5	2 605	215	275	1 300	810
Essex	3,1	12 115	1 550	1 390	5 685	3 500
Leamington	1,5	440	60	50	240	95
Kingsville	1,3	275	20	25	160	70
Essex	1,9	380	25	25	210	120
Amherstburg	2,7	585	50	55	280	200
LaSalle	2,6	755	95	70	345	250
Windsor	2,9	6 160	910	845	2 720	1 690
Tecumseh	4,2	1 000	115	85	475	325
Lakeshore	7,3	2 515	275	235	1 255	750
Lambton	1,9	2 460	270	260	1 135	790
St. Clair	1,4	205	20	25	110	50
Sarnia	2,6	1 850	215	190	835	610
Middlesex	1,4	6 245	1 105	1 250	2 880	1 015
London	1,6	5 700	1 055	1 190	2 560	900
Huron	0,7	385	40	40	190	110
Bruce	0,9	590	25	60	335	160
Grey	0,8	750	65	80	410	190
Owen Sound	0,9	205	30	30	110	35
Simcoe	2,3	10 435	1 540	1 580	5 315	2 045
New Tecumseth	1,5	440	40	55	240	105
Springwater	1,8	335	65	40	185	50
Bradford West Gwillimbury	1,4	385	50	75	220	40
Innisfil	1,4	470	60	75	255	85
Essa	5,9	1 100	280	275	500	50
Oro-Medonte	1,2	250	40	30	140	35
Collingwood	1,1	210	15	20	125	55
Barrie	2,3	3 150	600	580	1 580	395
Orillia	1,2	370	30	45	205	95
Wasaga Beach	2,1	375	45	40	200	95
Tiny	10,4	1 170	140	130	580	320
Penetanguishene	9,3	850	65	55	360	375
Midland	3,5	585	45	60	280	200
Muskoka	1,2	675	35	80	405	165
Huntsville	1,3	250	15	30	160	45
Haliburton	1,0	165	*	15	90	55
Renfrew	4,7	4 765	640	910	2 235	1 000
Arnprior	3,7	300	25	40	145	90
McNab/Braeside	3,2	235	15	15	145	60
Renfrew	2,9	235	*	25	125	75

Tableau A.2 : Population francophone (effectifs et proportion) de l'Ontario selon la région, la division de recensement et la subdivision de recensement (fin)

Région, Division de recensement et Subdivision de recensement ¹	Proportion (en %)	Fréquence				
		Total	0-18	19-34	35-64	65+
Whitewater Region	4,2	290	40	30	165	55
Pembroke	6,5	940	90	145	410	295
Laurentian Valley	5,6	545	110	65	275	100
Petawawa	8,3	1 320	265	500	490	65
Deep River	4,9	205	35	35	80	55
Parry Sound	2,6	1 090	115	100	615	230
Callander	10,9	420	75	50	215	85
Manitoulin	2,6	340	15	25	195	110
Thunder Bay	3,4	5 035	540	680	2 710	1 080
Thunder Bay	2,2	2 395	245	370	1 225	560
Marathon	9,5	320	15	45	195	65
Manitouwadge	14,5	305	35	35	185	50
Greenstone	26,1	1 235	180	145	675	230
Thunder Bay Unorganized	3,5	205	*	25	120	45
Rainy River	1,3	255	*	20	125	100
Kenora	1,8	1 020	85	105	540	310
Kenora	1,7	265	25	20	115	105

1 : Pour les subdivisions de recensement ayant un minimum de 200 francophones.

* Représente une cellule comprenant 10 francophones ou moins.

Note : les francophones sont définis à partir de la première langue officielle parlée avec répartition égale de la catégorie « anglais et français ».

Source : Recensement de 2011.

Annexe B

Tableau B.1 : Répartition dans l'échantillon du PEICA (en %) et taux de couplage (en %) entre le PEICA et le recensement de 2011 selon certaines caractéristiques sociodémographiques

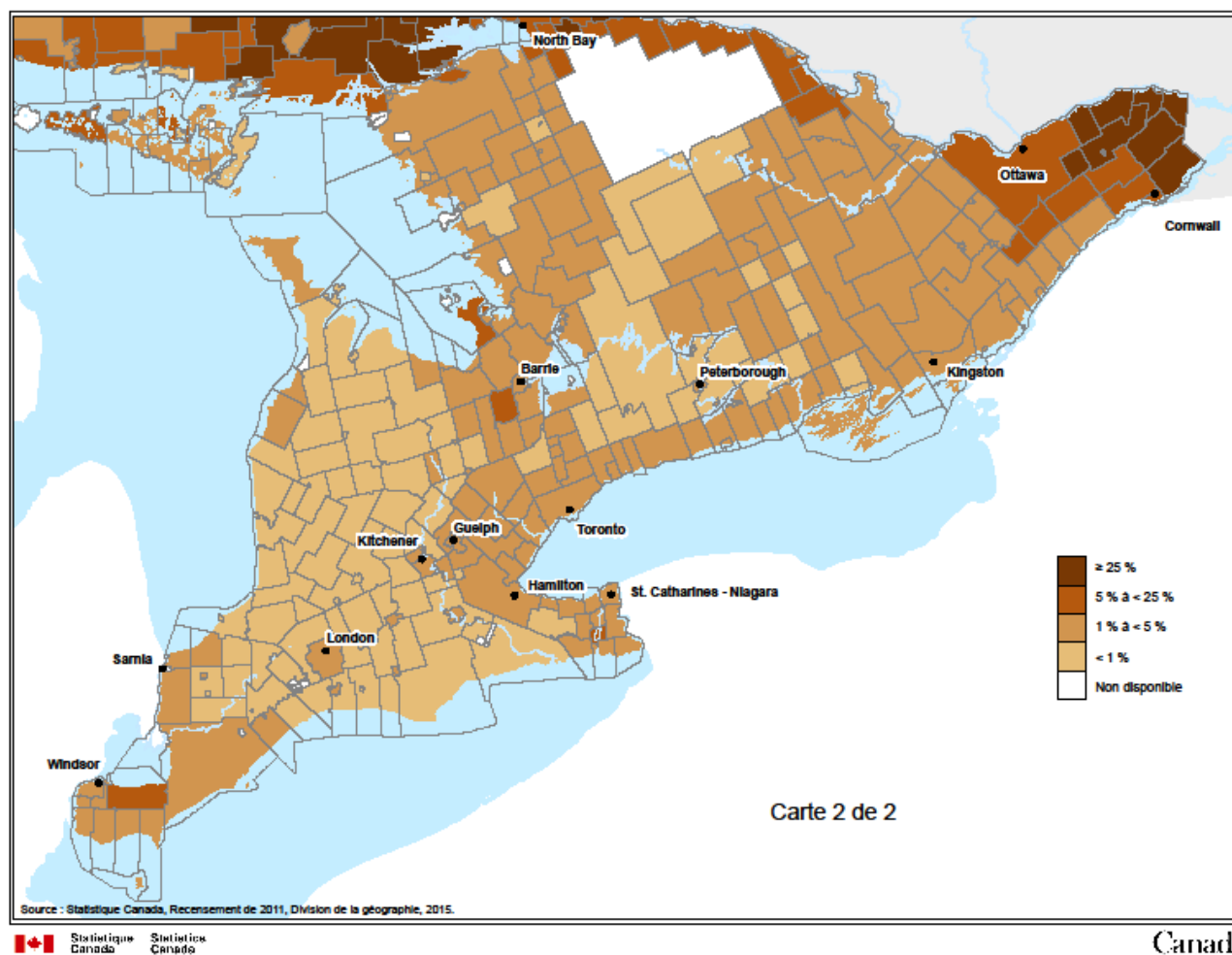
Caractéristiques	Répartition	Taux de couplage
Taux global de couplage	100	95,5
Groupe d'âge		
16-24 ans	17,2	91,9
25-34 ans	17,2	92,5
35-44 ans	20,1	96,1
45-54 ans	23,3	97,4
55-65 ans	22,2	98,1
Sexe		
Homme	46,4	95,0
Femme	53,4	96,0
Province ou territoire de résidence		
Terre-Neuve-et-Labrador	5,9	97,4
Île-du-Prince-Édouard	3,4	96,9
Nouvelle-Écosse	5,3	95,8
Nouveau-Brunswick	6,2	97,9
Québec	21,5	97,1
Ontario	19,2	95,7
Manitoba	8,4	96,5
Saskatchewan	5,8	95,5
Alberta	4,5	95,5
Colombie-Britannique	9,9	93,1
Yukon	3,0	92,6
Territoires du Nord-Ouest	3,4	89,2
Nunavut	2,8	88,2
Non déclaré	0,8	89,7
Langue maternelle		
Anglais	54,0	95,8
Français	25,8	97,9
Autre	19,3	91,6
Ne sait pas / non déclaré	0,8	89,3

Note : les données présentées ici ne sont pas pondérées.

Source : Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA), 2012.

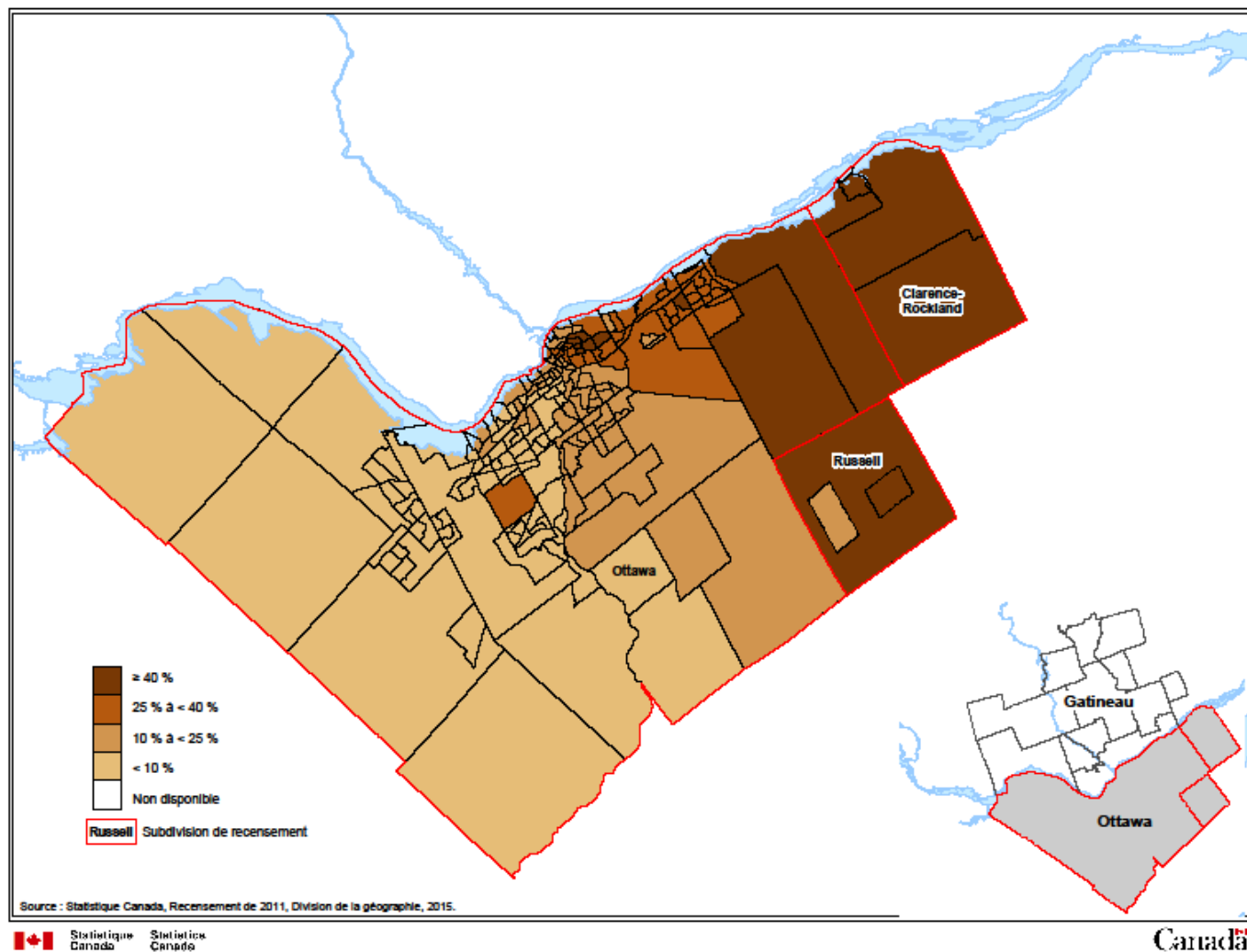
Annexe C

Carte C.1 : Proportion de la population ayant le français comme première langue officielle parlée selon la subdivision de recensement pour le sud de l'Ontario



Note : la population francophone est définie à partir du critère de la première langue officielle parlée avec répartition égale de la catégorie « anglais et français ».
Source : Recensement de 2011.

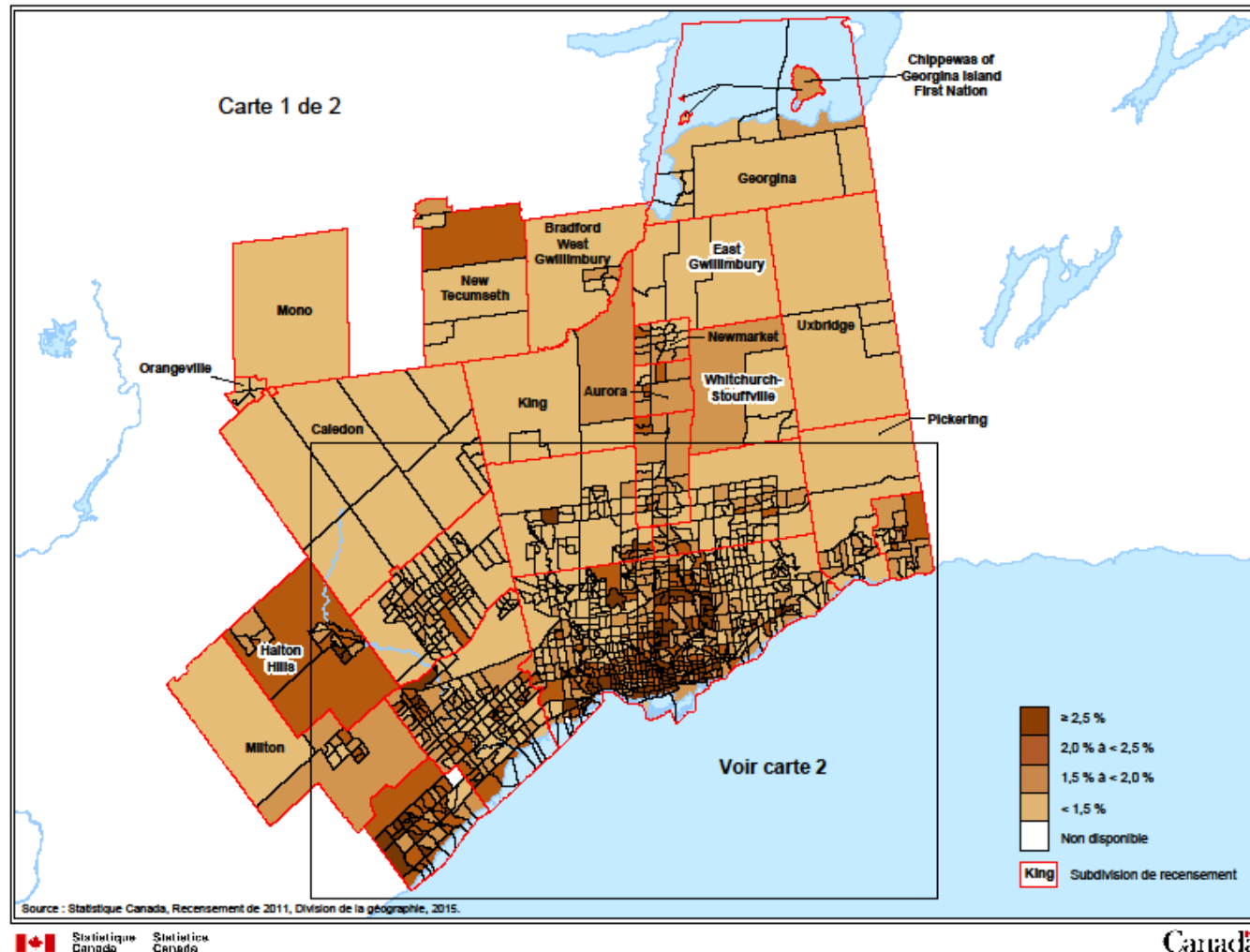
Carte C.2 : Proportion de la population ayant le français comme première langue officielle parlée selon les secteurs de recensement pour la partie ontarienne de la RMR d'Ottawa-Gatineau



Note : la population francophone est définie à partir du critère de la première langue officielle parlée avec répartition égale de la catégorie « anglais et français ».

Source : Recensement de 2011.

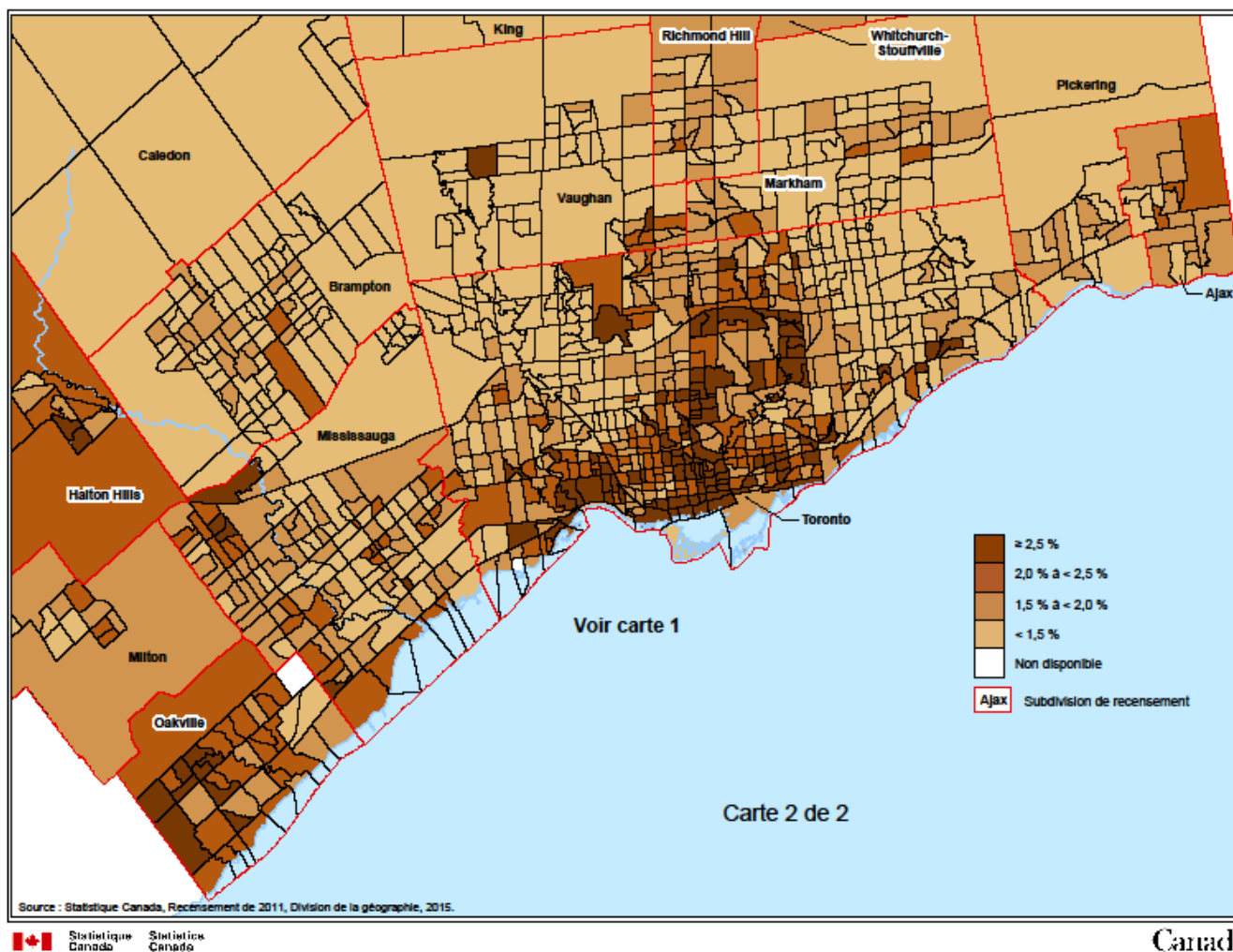
Carte C.3 : Proportion de la population ayant le français comme première langue officielle parlée selon les secteurs de recensement pour la RMR de Toronto



Note : la population francophone est définie à partir du critère de la première langue officielle parlée avec répartition égale de la catégorie « anglais et français ».

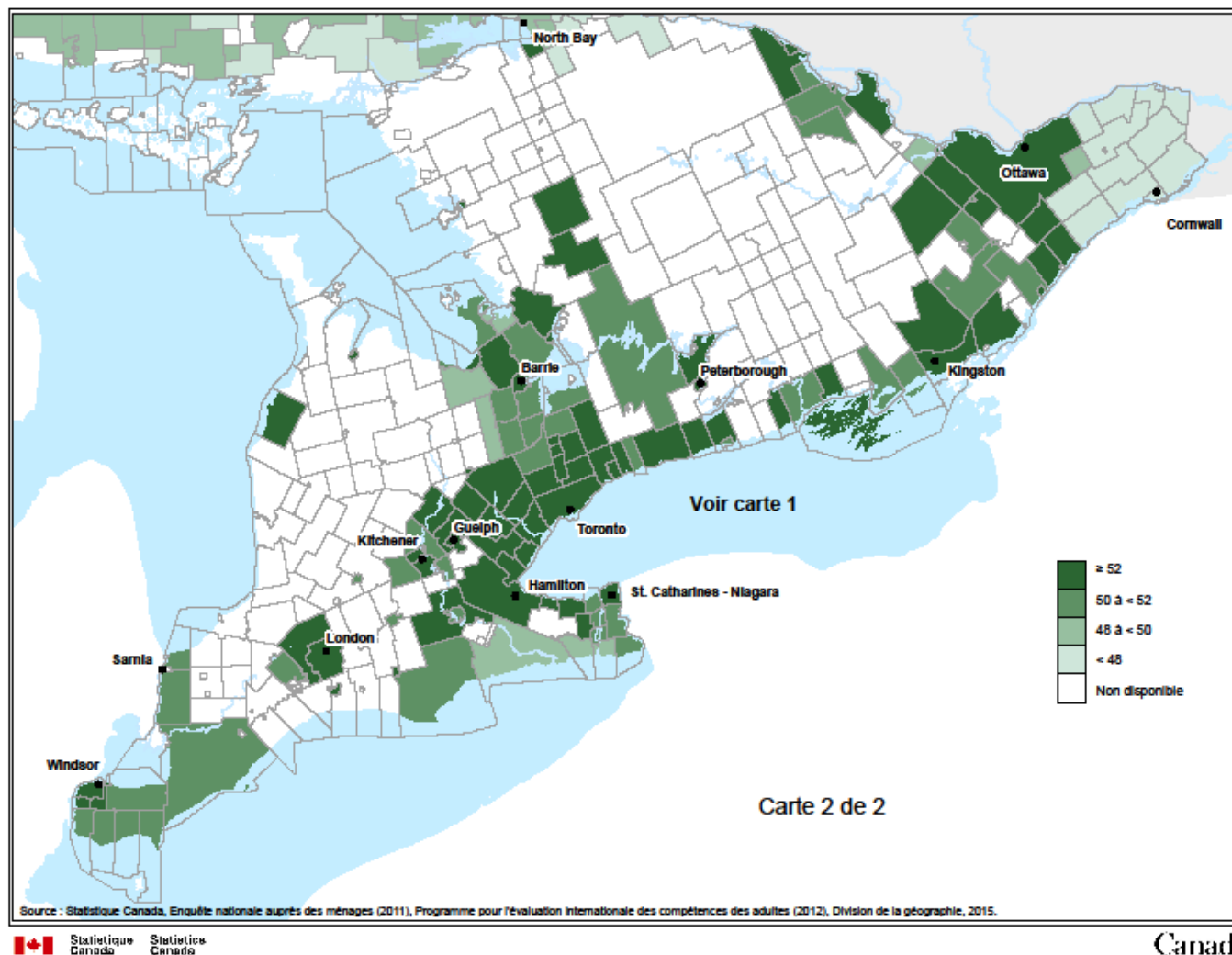
Source : Recensement de 2011.

Carte C.4 : Proportion de la population ayant le français comme première langue officielle parlée selon les secteurs de recensement pour le cœur de la RMR de Toronto



Note : la population francophone est définie à partir du critère de la première langue officielle parlée avec répartition égale de la catégorie « anglais et français ».
Source : Recensement de 2011.

Carte C.5 : Indice composite de lecture à la maison de la population francophone de l'Ontario selon les subdivisions de recensement pour le sud de l'Ontario

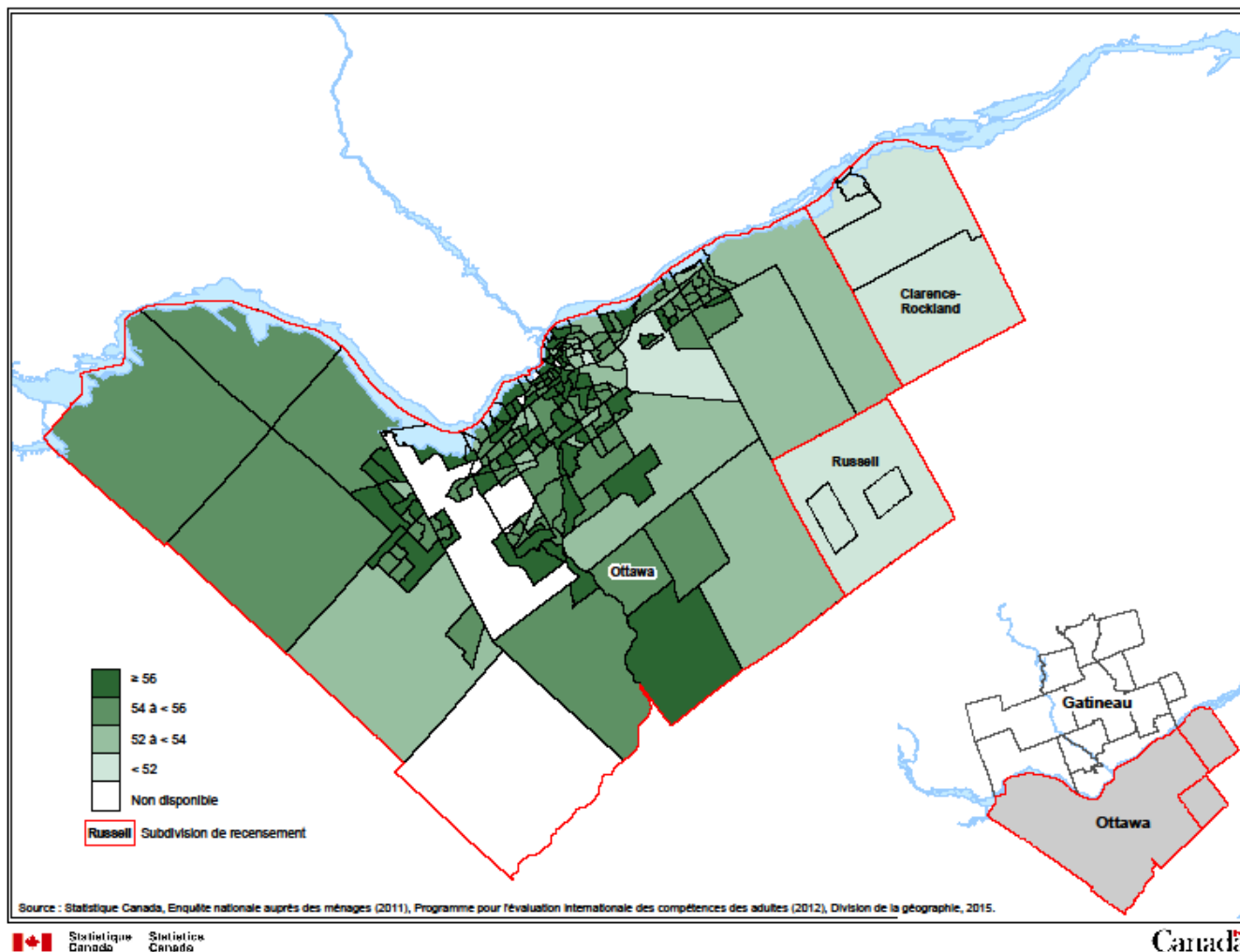


Notes : la population francophone présentée ici comprend aussi la catégorie « anglais et français ».

Les données des subdivisions de recensement pour lesquelles le nombre pondéré de francophones à l'ENM est inférieur à 100 ne sont pas présentées.

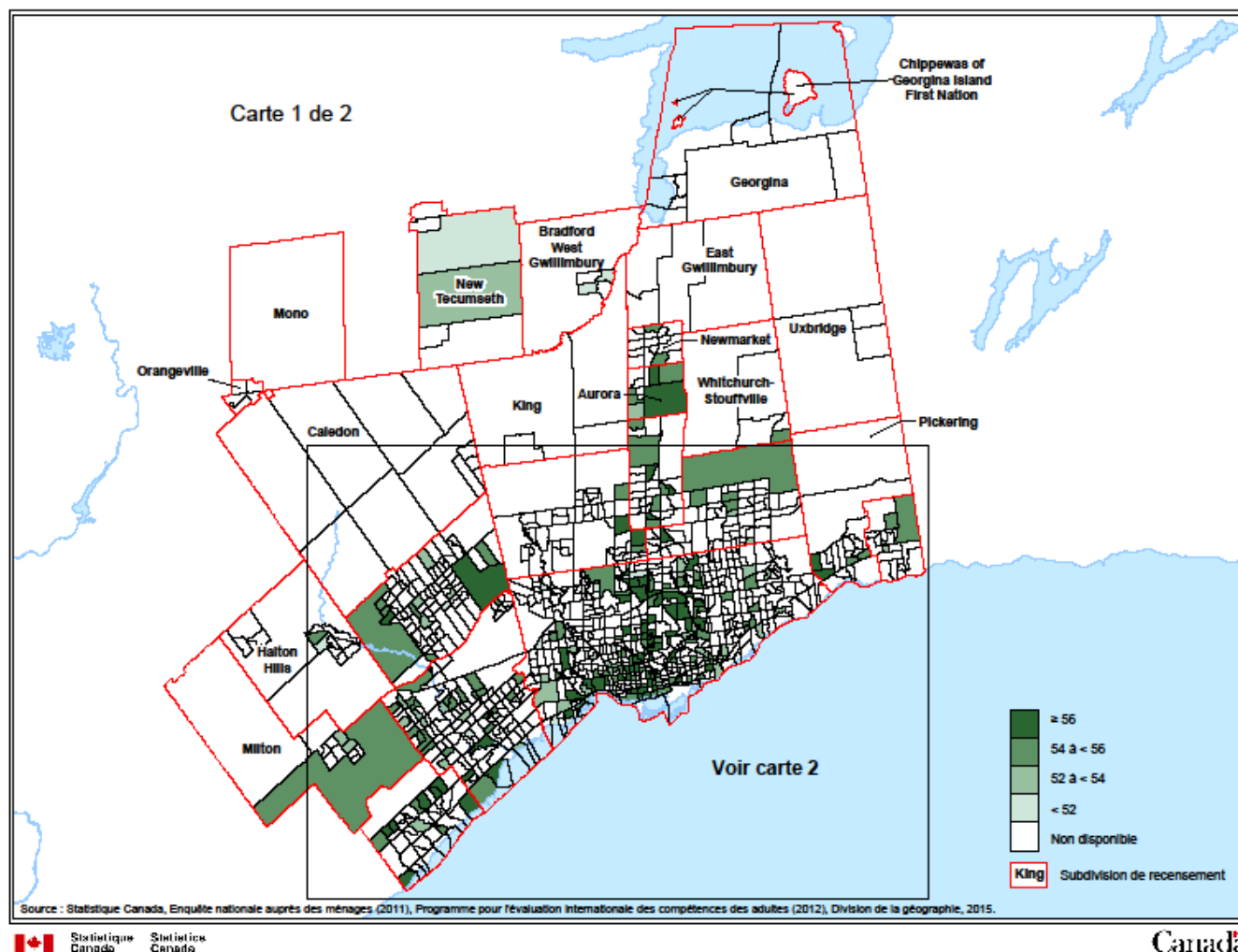
Sources : Enquête nationale auprès des ménages (ENM), 2011 et Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA), 2012.

Carte C.6 : Indice composite de lecture à la maison de la population francophone de l'Ontario selon les secteurs de recensement pour la partie ontarienne de la RMR d'Ottawa-Gatineau



Notes : la population francophone présentée ici comprend aussi la catégorie « anglais et français ».
Les données des secteurs de recensement pour lesquels le nombre pondéré de francophones à l'ENM est inférieur à 100 ne sont pas présentées.
Sources : Enquête nationale auprès des ménages (ENM), 2011 et Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA), 2012.

Carte C.7 : Indice composite de lecture à la maison de la population francophone de l'Ontario selon les secteurs de recensement pour la RMR de Toronto

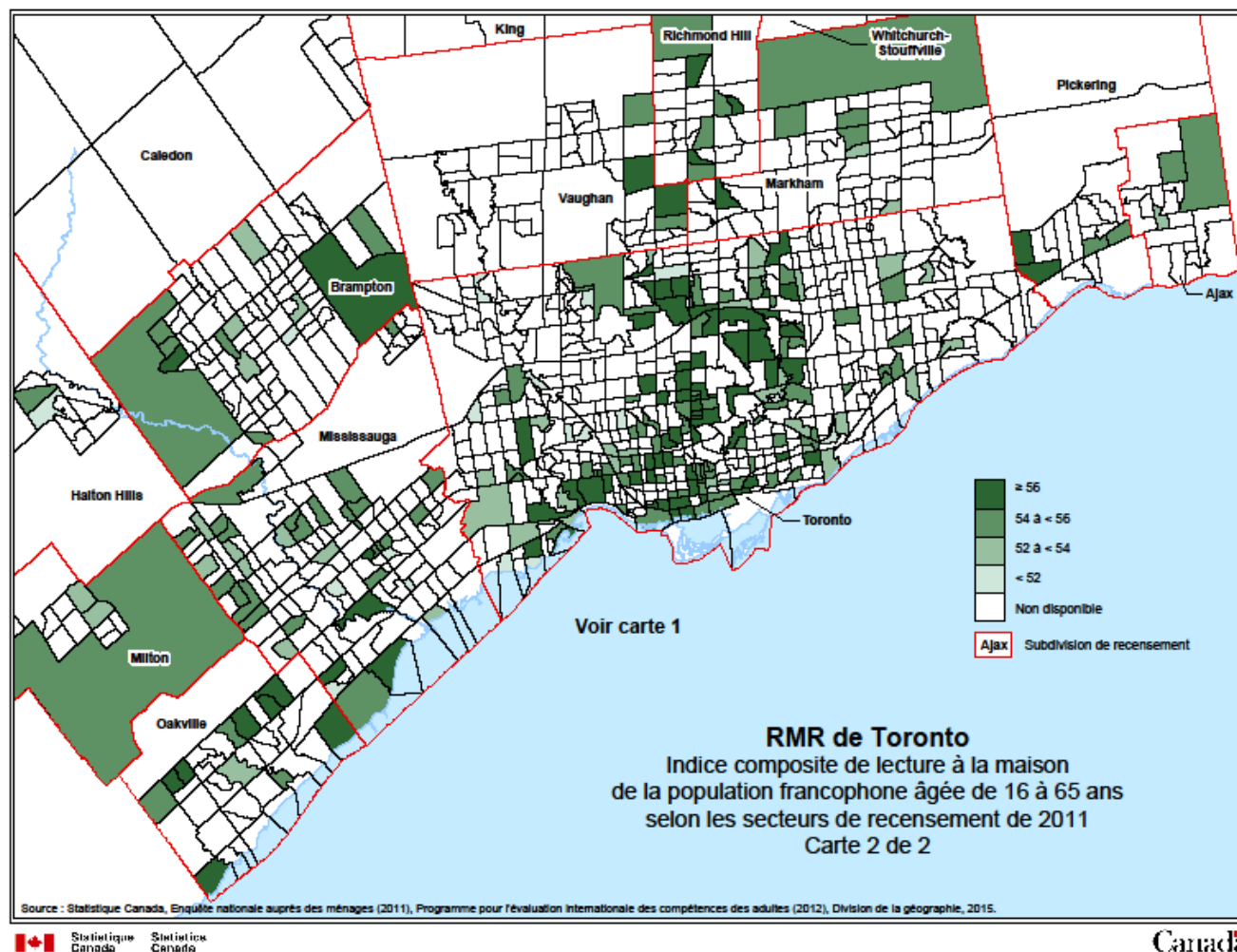


Notes : la population francophone présentée ici comprend aussi la catégorie « anglais et français ».

Les données des secteurs de recensement pour lesquels le nombre pondéré de francophones à l'ENM est inférieur à 100 ne sont pas présentées.

Sources : Enquête nationale auprès des ménages (ENM), 2011 et Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA), 2012.

Carte C.8 : Indice composite de lecture à la maison de la population francophone de l'Ontario selon les secteurs de recensement pour le cœur de la RMR de Toronto

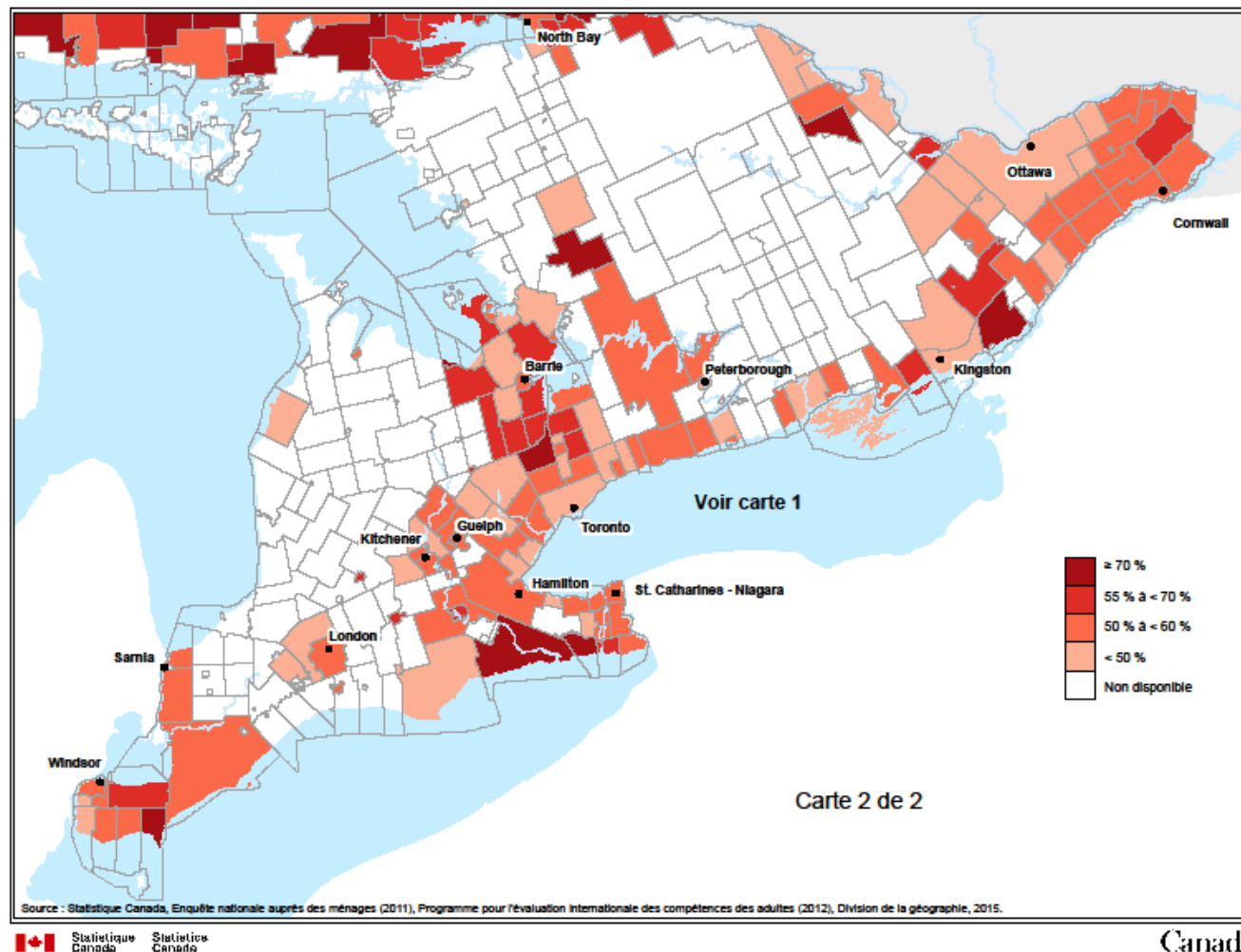


Notes : la population francophone présentée ici comprend aussi la catégorie « anglais et français ».

Les données des secteurs de recensement pour lesquels le nombre pondéré de francophones à l'ENM est inférieur à 100 ne sont pas présentées.

Sources : Enquête nationale auprès des ménages (ENM), 2011 et Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA), 2012.

Carte C.9 : Proportion de la population francophone de l'Ontario susceptible d'afficher un niveau de compétence en littératie inférieur au 3^e échelon de l'échelle du PEICA selon les subdivisions de recensement pour le sud de l'Ontario

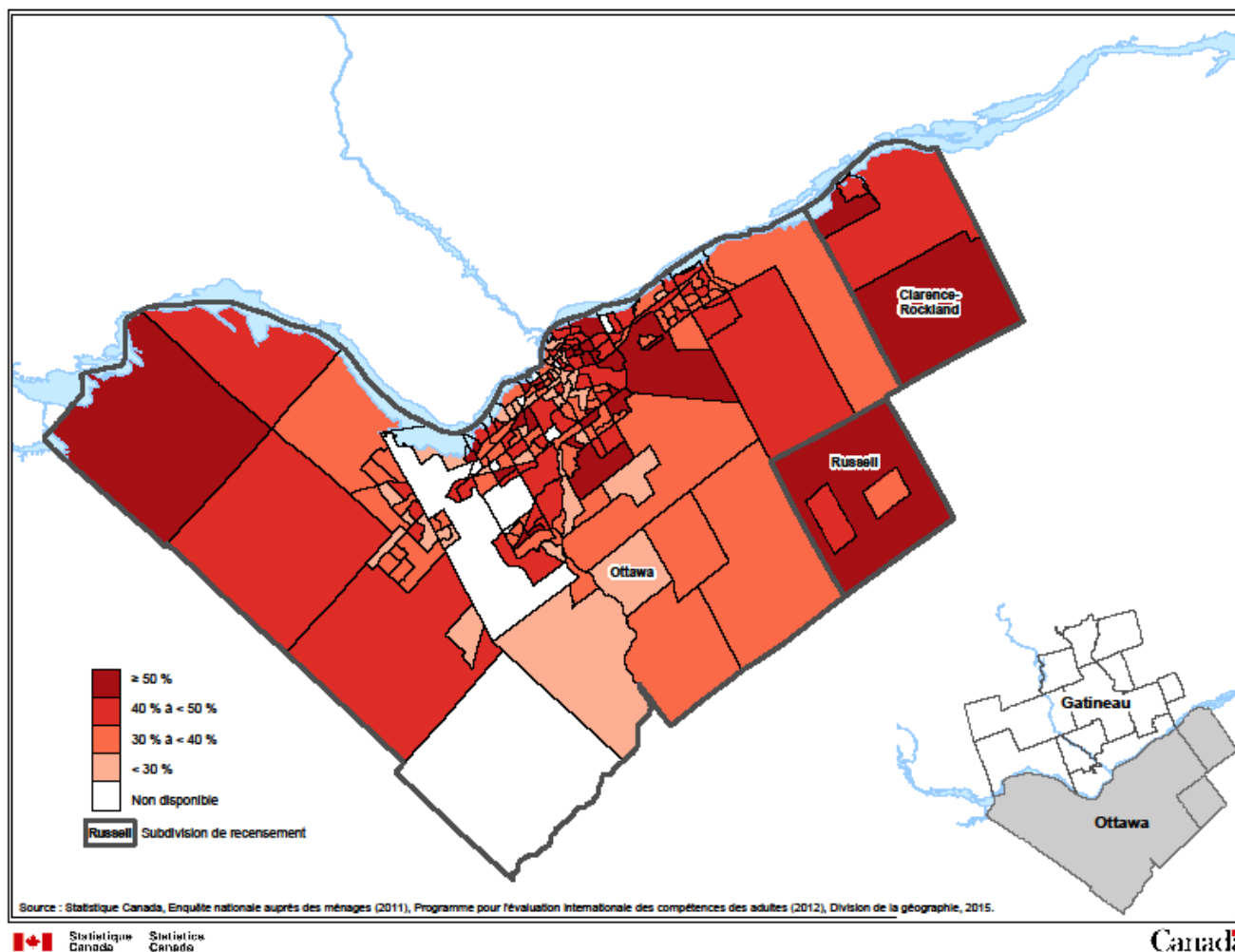


Notes : la population francophone présentée ici comprend aussi la catégorie « anglais et français ».

Les données des subdivisions de recensement pour lesquelles le nombre pondéré de francophones à l'ENM est inférieur à 100 ne sont pas présentées.

Sources : Enquête nationale auprès des ménages (ENM), 2011 et Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA), 2012.

Carte C.10 : Proportion de la population francophone de l'Ontario susceptible d'afficher un niveau de compétence en littératie inférieur au 3^e échelon de l'échelle du PEICA selon les secteurs de recensement pour la partie ontarienne de la RMR d'Ottawa-Gatineau

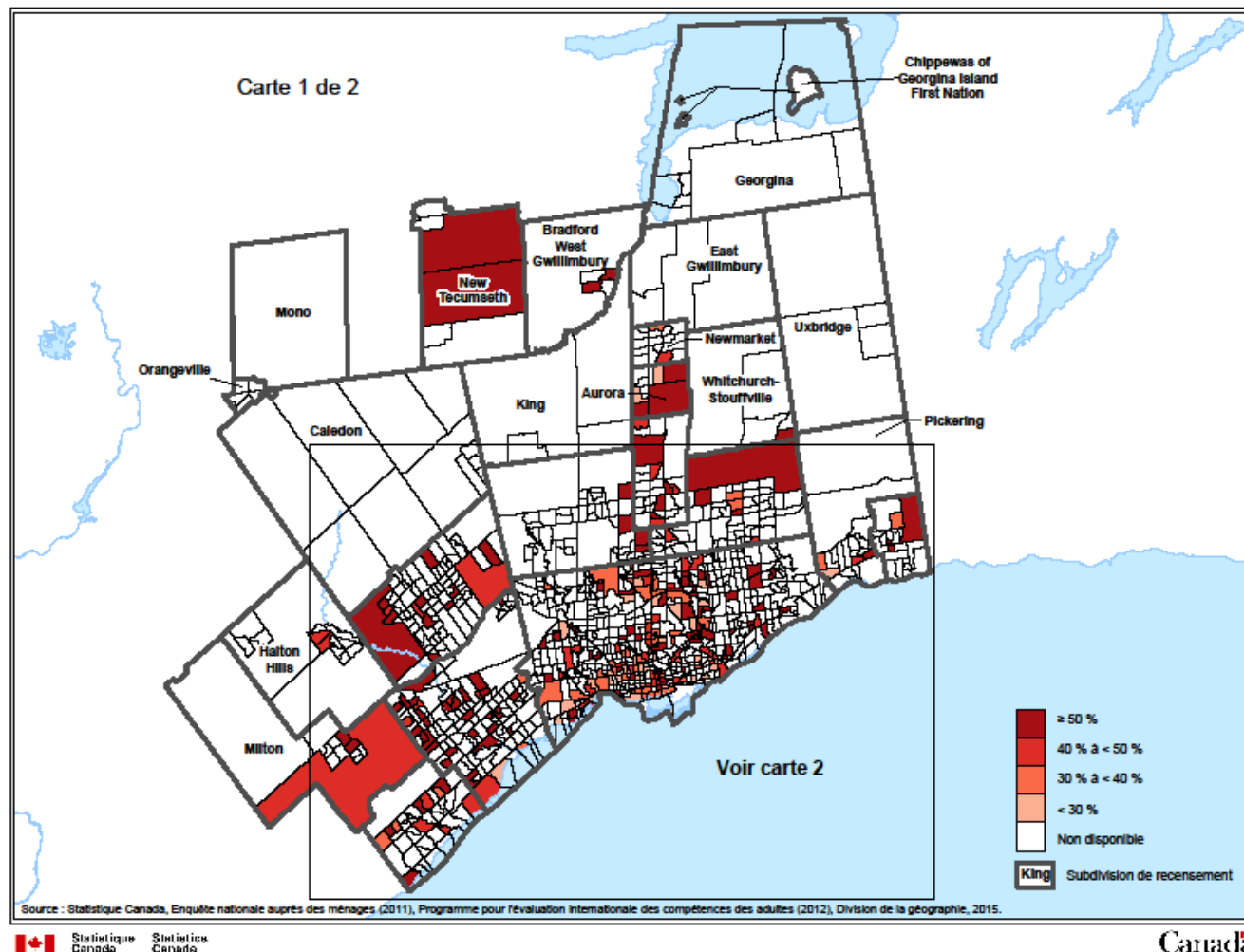


Notes : la population francophone présentée ici comprend aussi la catégorie « anglais et français ».

Les données des secteurs de recensement pour lesquels le nombre pondéré de francophones à l'ENM est inférieur à 100 ne sont pas présentées.

Sources : Enquête nationale auprès des ménages (ENM), 2011 et Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA), 2012.

Carte C.11 : Proportion de la population francophone de l'Ontario susceptible d'afficher un niveau de compétence en littératie inférieur au 3^e échelon de l'échelle du PEICA selon les secteurs de recensement pour la RMR de Toronto

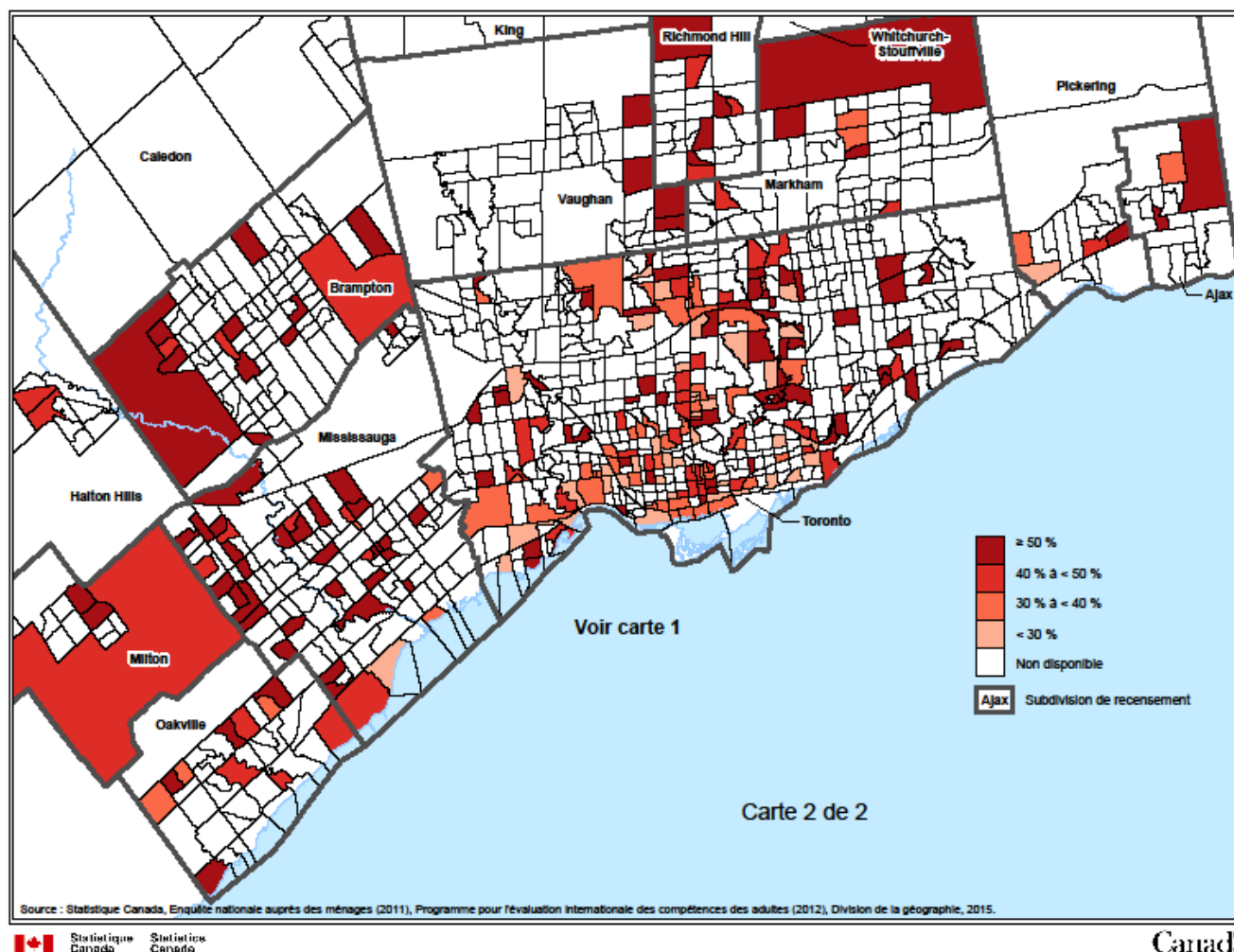


Notes : la population francophone présentée ici comprend aussi la catégorie « anglais et français ».

Les données des secteurs de recensement pour lesquels le nombre pondéré de francophones à l'ENM est inférieur à 100 ne sont pas présentées.

Sources : Enquête nationale auprès des ménages (ENM), 2011 et Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA), 2012.

Carte C.12 : Proportion de la population francophone de l'Ontario susceptible d'afficher un niveau de compétence en littératie inférieur au 3^e échelon de l'échelle du PEICA selon les secteurs de recensement pour le cœur de la RMR de Toronto

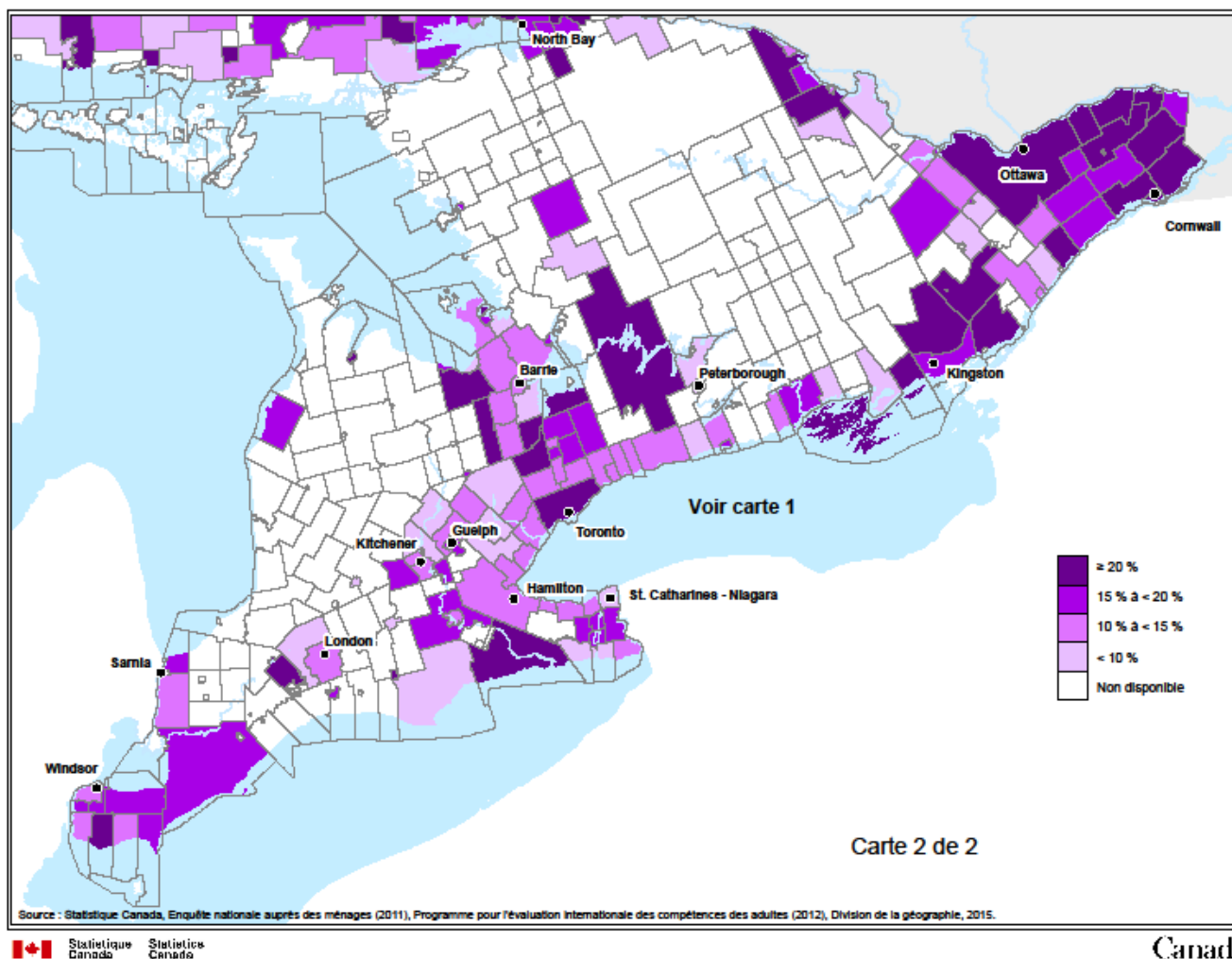


Notes : la population francophone présentée ici comprend aussi la catégorie « anglais et français ».

Les données des secteurs de recensement pour lesquels le nombre pondéré de francophones à l'ENM est inférieur à 100 ne sont pas présentées.

Sources : Enquête nationale auprès des ménages (ENM), 2011 et Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA), 2012.

Carte C.13 : Proportion des travailleurs francophones de l'Ontario susceptibles de se trouver en situation de surcompétence selon les subdivisions de recensement

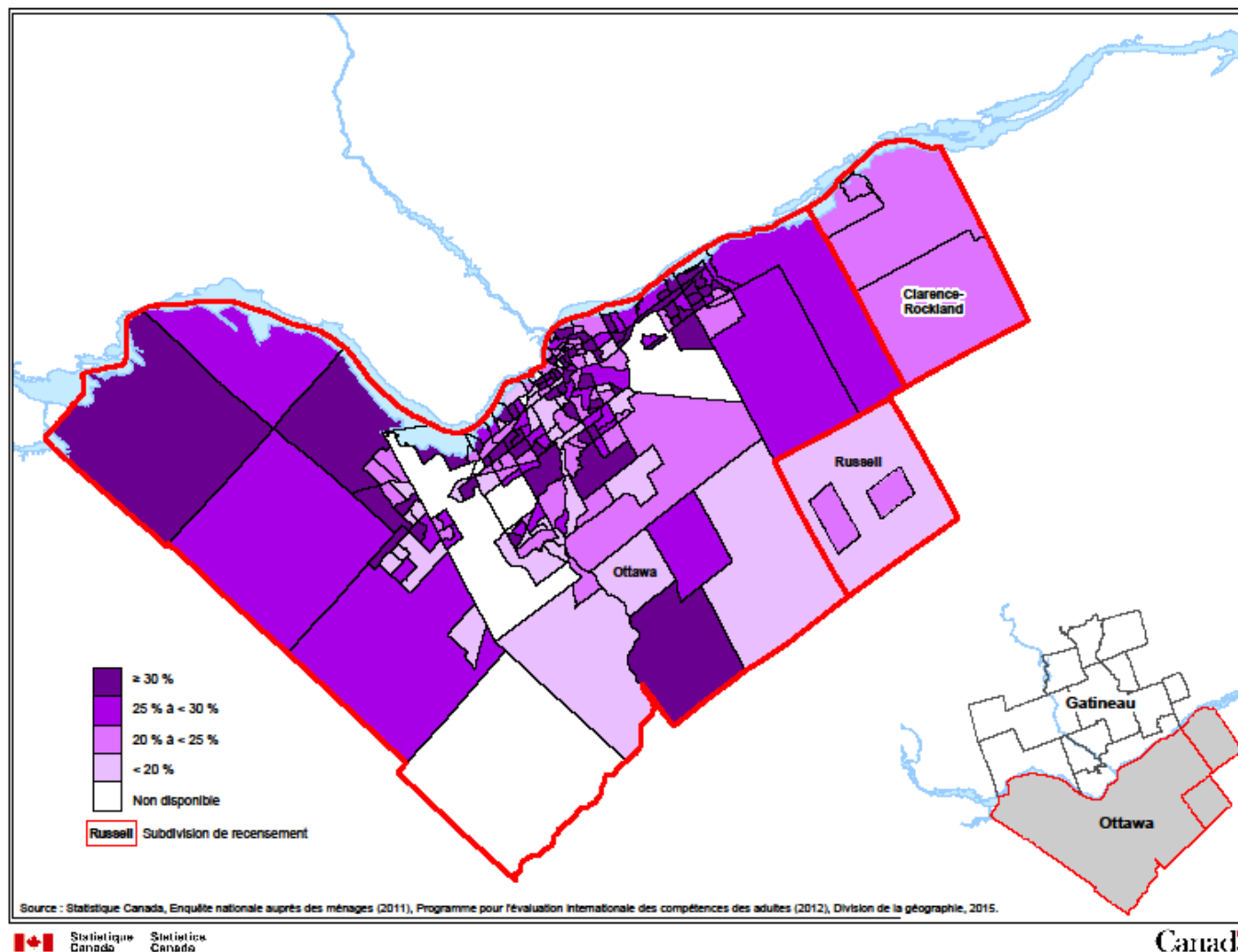


Notes : la population francophone présentée ici comprend aussi la catégorie « anglais et français ».

Les données des subdivisions de recensement pour lesquelles le nombre pondéré de francophones à l'ENM est inférieur à 100 ne sont pas présentées.

Sources : Enquête nationale auprès des ménages (ENM), 2011 et Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA), 2012.

Carte C.14 : Proportion des travailleurs francophones de l'Ontario susceptibles de se trouver en situation de surcompétence selon les secteurs de recensement pour la partie ontarienne de la RMR d'Ottawa-Gatineau

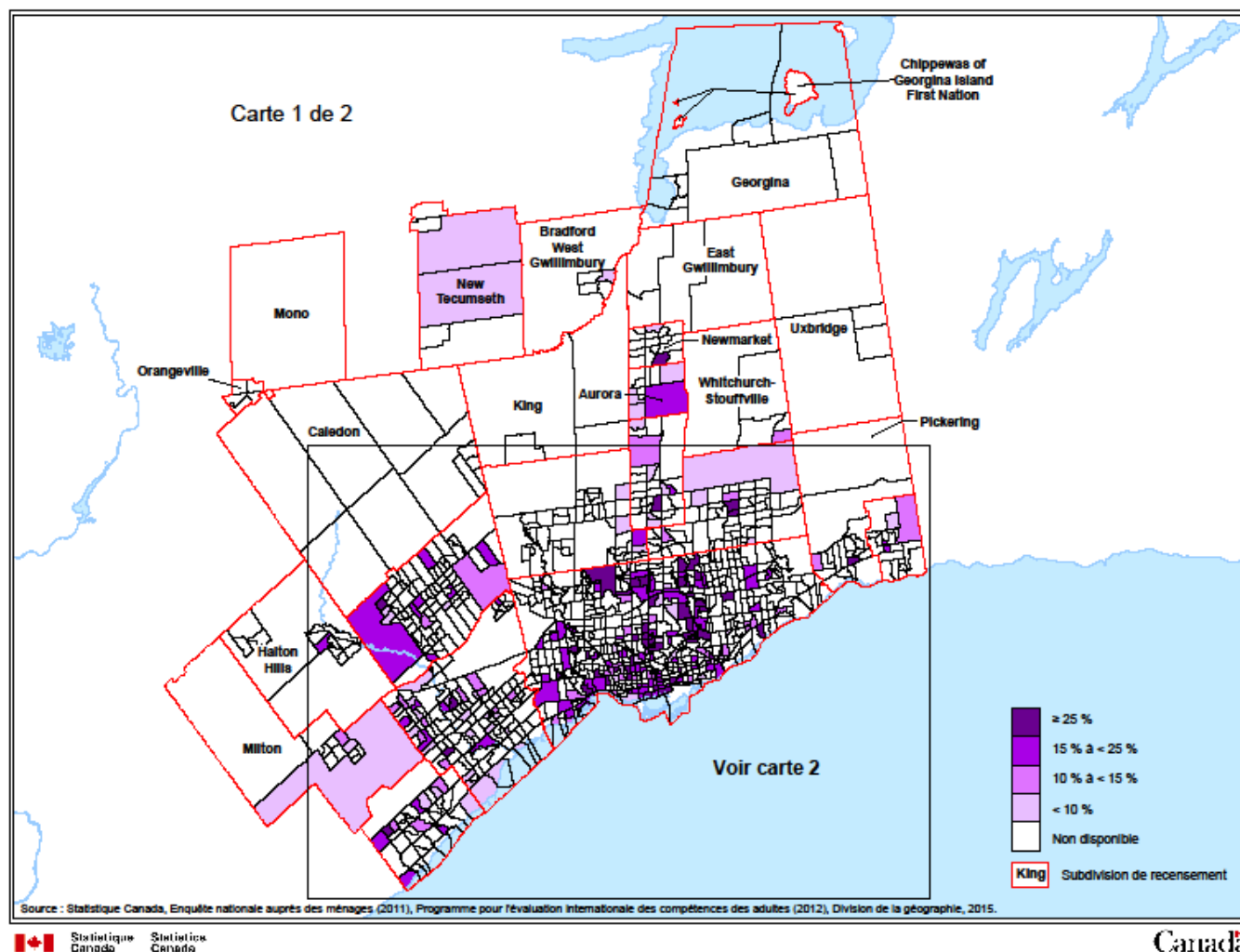


Notes : la population francophone présentée ici comprend aussi la catégorie « anglais et français ».

Les données des secteurs de recensement pour lesquels le nombre pondéré de francophones à l'ENM est inférieur à 100 ne sont pas présentées.

Sources : Enquête nationale auprès des ménages (ENM), 2011 et Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA), 2012.

Carte C.15 : Proportion des travailleurs francophones de l'Ontario susceptibles de se trouver en situation de surcompétence selon les secteurs de recensement pour la RMR de Toronto

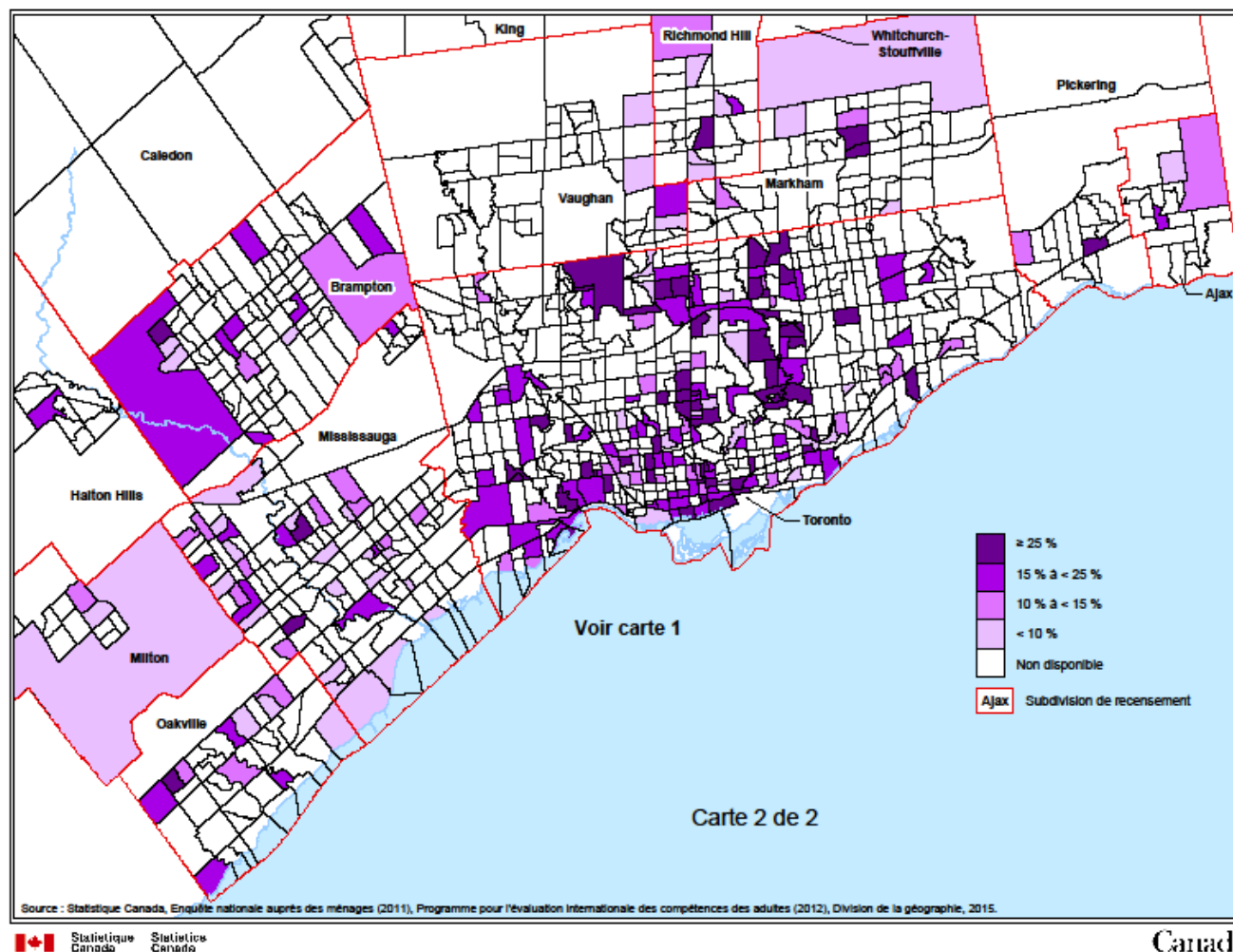


Notes : la population francophone présentée ici comprend aussi la catégorie « anglais et français ».

Les données des secteurs de recensement pour lesquels le nombre pondéré de francophones à l'ENM est inférieur à 100 ne sont pas présentées.

Sources : Enquête nationale auprès des ménages (ENM), 2011 et Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA), 2012.

Carte C.16 : Proportion des travailleurs francophones de l'Ontario susceptibles de se trouver en situation de surcompétence selon les secteurs de recensement pour le cœur de la RMR de Toronto

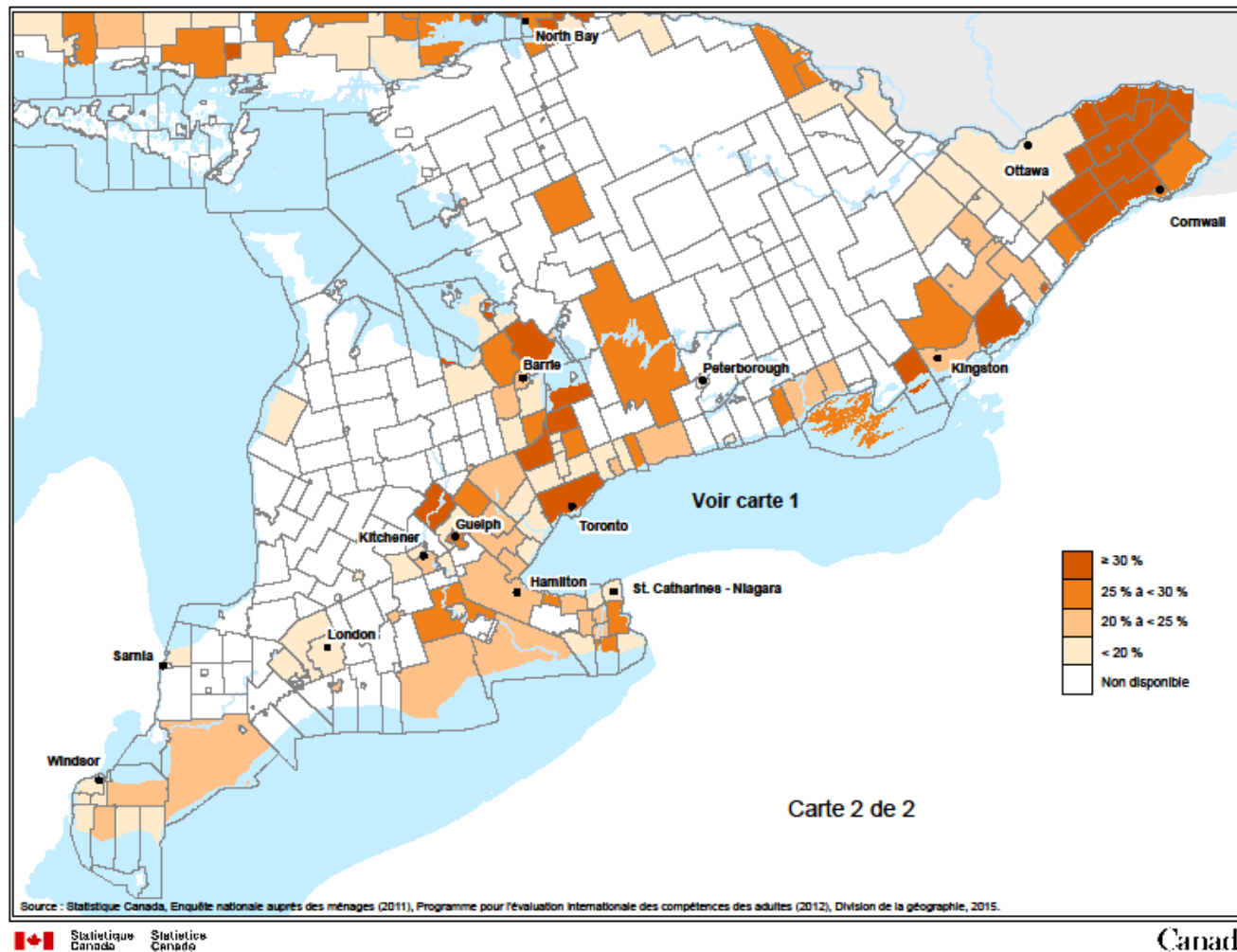


Notes : la population francophone présentée ici comprend aussi la catégorie « anglais et français ».

Les données des secteurs de recensement pour lesquels le nombre pondéré de francophones à l'ENM est inférieur à 100 ne sont pas présentées.

Sources : Enquête nationale auprès des ménages (ENM), 2011 et Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA), 2012.

Carte C.17 : Proportion des travailleurs francophones de l'Ontario susceptibles de déclarer avoir besoin de formation supplémentaire pour bien remplir leurs fonctions selon les subdivisions de recensement

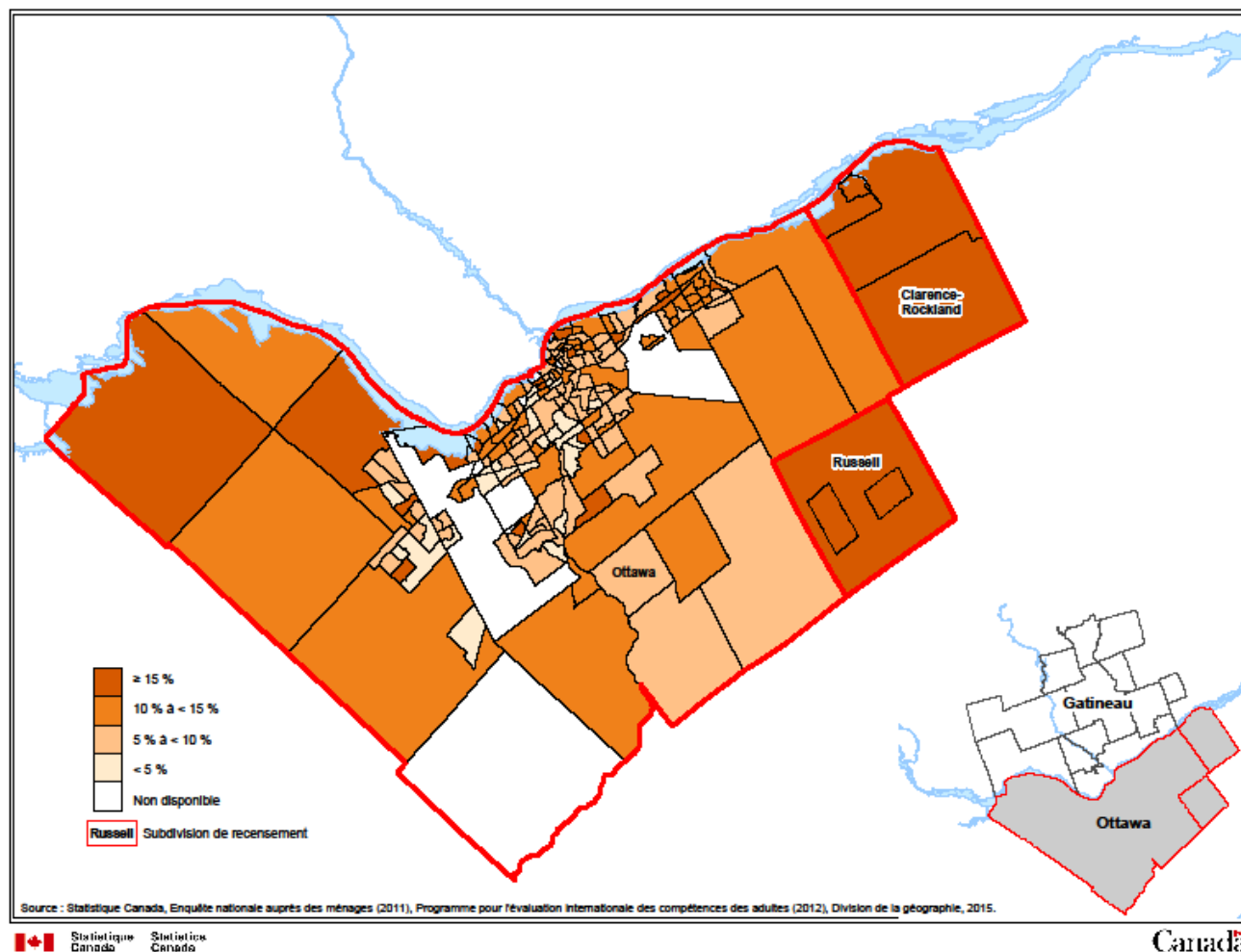


Notes : la population francophone présentée ici comprend aussi la catégorie « anglais et français ».

Les données des subdivisions de recensement pour lesquelles le nombre pondéré de francophones à l'ENM est inférieur à 100 ne sont pas présentées.

Sources : Enquête nationale auprès des ménages (ENM), 2011 et Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA), 2012.

Carte C.18 : Proportion des travailleurs francophones de l'Ontario susceptibles de déclarer avoir besoin de formation supplémentaire pour bien remplir leurs fonctions selon les secteurs de recensement pour la partie ontarienne de la RMR d'Ottawa-Gatineau

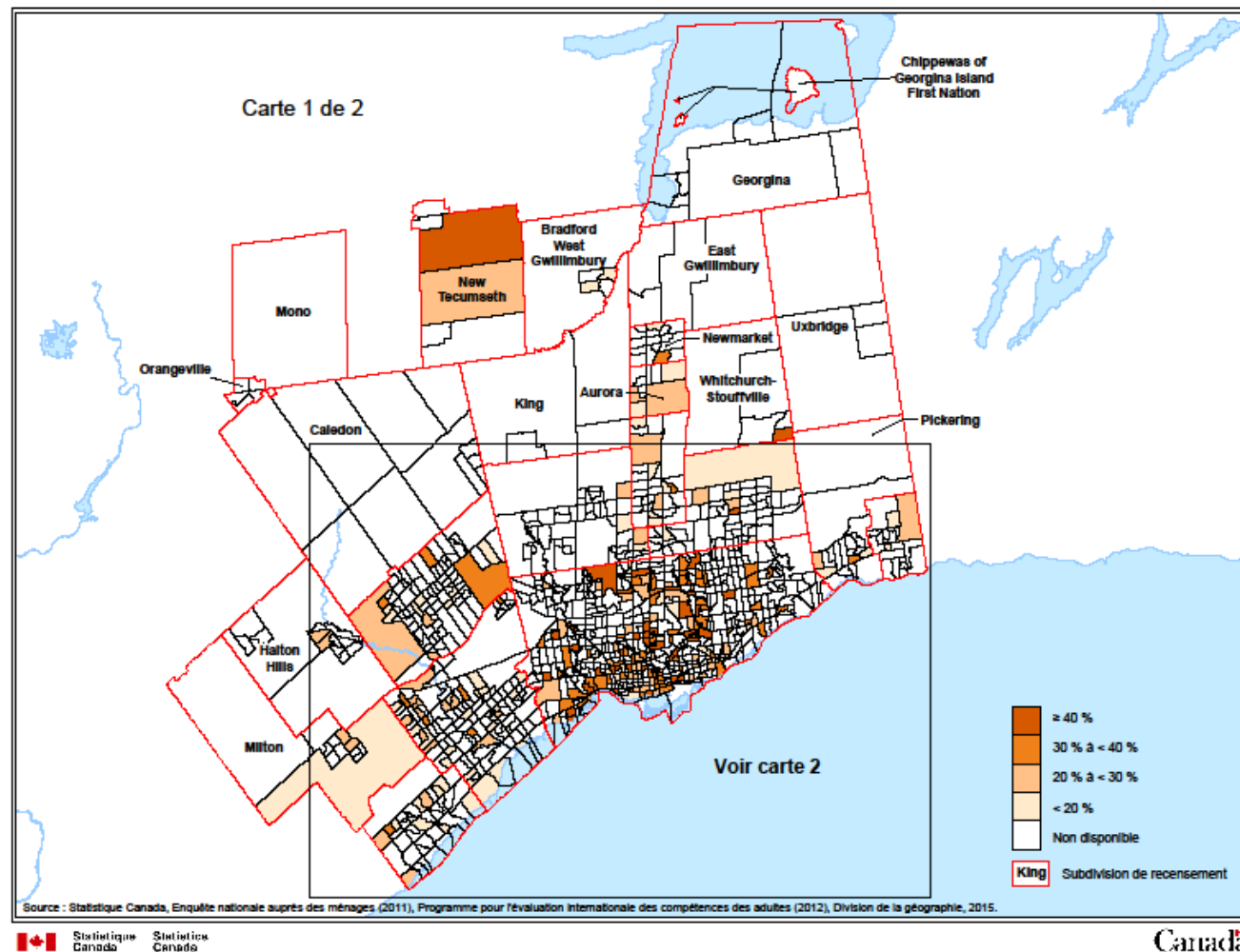


Notes : la population francophone présentée ici comprend aussi la catégorie « anglais et français ».

Les données des secteurs de recensement pour lesquels le nombre pondéré de francophones à l'ENM est inférieur à 100 ne sont pas présentées.

Sources : Enquête nationale auprès des ménages (ENM), 2011 et Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA), 2012.

Carte C.19 : Proportion des travailleurs francophones de l'Ontario susceptibles de déclarer avoir besoin de formation supplémentaire pour bien remplir leurs fonctions selon les secteurs de recensement pour la RMR de Toronto

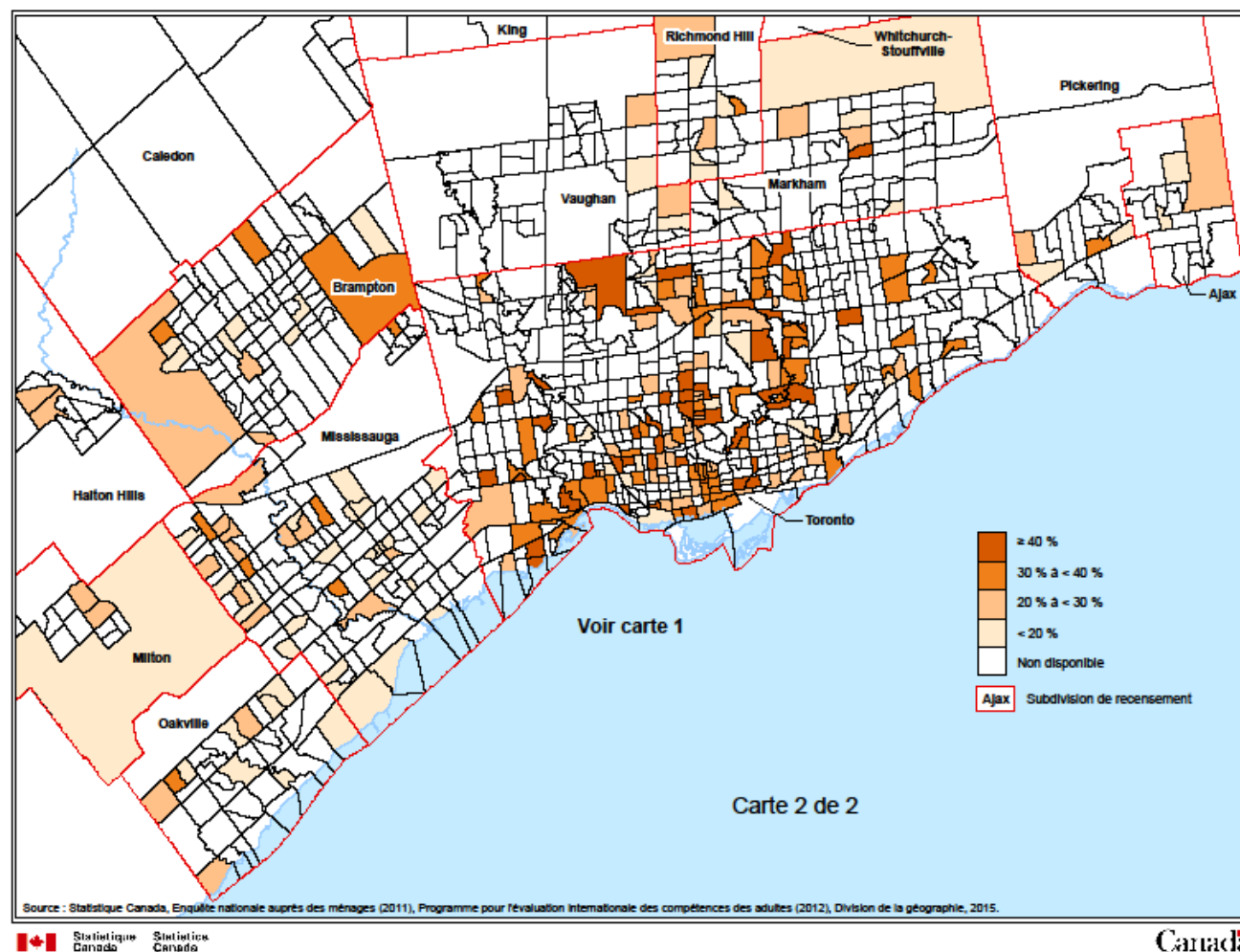


Notes : la population francophone présentée ici comprend aussi la catégorie « anglais et français ».

Les données des secteurs de recensement pour lesquels le nombre pondéré de francophones à l'ENM est inférieur à 100 ne sont pas présentées.

Sources : Enquête nationale auprès des ménages (ENM), 2011 et Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA), 2012.

Carte C.20 : Proportion des travailleurs francophones de l'Ontario susceptibles de déclarer avoir besoin de formation supplémentaire pour bien remplir leurs fonctions selon les secteurs de recensement pour le cœur de la RMR de Toronto



Notes : la population francophone présentée ici comprend aussi la catégorie « anglais et français ».

Les données des secteurs de recensement pour lesquels le nombre pondéré de francophones à l'ENM est inférieur à 100 ne sont pas présentées.

Sources : Enquête nationale auprès des ménages (ENM), 2011 et Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA), 2012.

